



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de novembre, volume 966Kb pour 231 pages. Les articles de presse demain, car c'est plus long à préparer et je n'ai plus le temps.

Y aurait-il un camarade sur Marseille ou Aubagne qui voudrait donner ponctuellement un coup de main à mon épouse Magueswary qui va encore loger cet hiver dans des conditions détestables, pas de chauffage, installation électrique défectueuse, impossible de brancher un chauffage électrique le compteur saute, impossible d'utiliser la salle de bain, il y a une remontée des eaux usées, carrelage cassé, etc, bref l'endroit est insalubre, je lui ai dit de s'adresser au service technique de la mairie, cela n'existe plus, quelqu'un de la mairie est venu constater les faits puis plus rien, cela fait deux ans que cela dure, c'est intolérable dans sa situation, je rappelle qu'elle est handicapée à 80% après une double opération du coeur, elle est en permanence suivie médicalement, elle devrait d'ailleurs être hospitalisée une nouvelle fois dans quelques semaines. Elle m'a dit : "*Je ne suis pas à la rue, j'ai le gaz pour me préparer à manger et une ampoule pour m'éclairer, c'est déjà bien.*"

Il s'agirait seulement de l'assister auprès de l'organisme qui lui a fourni ce taudis, l'OPAC. En attendant, je lui ai dit d'aller les voir et de les informer que tu allais déposer plainte au commissariat, à la gendarmerie et chez les pompiers pour mise en danger involontaire de la vie d'autrui, je lui ai dit qu'elle devait leur demander un rapport après leur visite des lieux, ensuite elle pourrait contacter un syndicat, des associations, j'avoue ne pas savoir quoi faire.

Peut-être qu'en portant plainte, elle pourrait bénéficier de l'assistance juridique gratuite par la mairie, je ne sais pas si cela existe encore ? Le problème, c'est qu'elle ne maîtrise pas le français écrit, elle est incapable de rédiger une lettre, au téléphone elle m'a dit ce matin de bonne heure : "*tu comprends je suis étrangère et seule, alors ils s'en foutent*", elle a la nationalité française depuis 1993, non ma chérie, tu es noire et pauvre, seule il est vrai, pas tout à fait quand même... En général je ne demande jamais rien à personne, j'ai dû hériter cela de mon père, mais là franchement je n'ai pas le choix. De mon côté je vais voir ce que je peux faire par téléphone, je vais me faire envoyer paître poliment sans doute, c'est si facile.

Merci d'avance.

Au fait, hier j'ai envoyé un chèque de 28,56 euros à la société OVH qui héberge le site pour 2012.

La Bourse frétille. Faites chauffer la planche à billets ou la fuite en avant, suite.

A l'image des Bourses européennes, Wall Street s'est envolée mercredi, gagnant plus de 4% en réaction à l'action

coordonnée annoncée par les principales banques centrales pour préserver la liquidité sur des marchés secoués par la crise de la dette, une mesure qui éloigne le spectre d'une récession mondiale.

La Réserve fédérale, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales du Canada, de Grande-Bretagne, du Japon et de la Suisse ont annoncé mercredi dans un communiqué commun qu'elles avaient convenu d'abaisser d'un demi-point, à compter du 5 décembre, le coût des swaps de liquidité en dollar en cours.

Cette mesure a apaisé les craintes des investisseurs de voir arriver une nouvelle crise financière, voire une récession, mais la crise de la dette de la zone euro n'est toujours pas résolue et cela est susceptible d'empêcher tout rebond durable des places boursières.

"Je ne vois pas l'économie mondiale tomber en récession. A mes yeux, la décision des banques centrales d'injecter massivement des liquidités devrait soutenir l'économie", a estimé Peter Cardillo, économiste en chef chez Rockwell Global Capital.

La Banque populaire de Chine (BPC) a également soutenu la cote, en réduisant le ratio des réserves obligatoires, pour la première fois en près de trois ans, afin d'apaiser les tensions du marché du crédit et de redonner de l'allant à une économie qui connaît son rythme de croissance le moins soutenu depuis 2009.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Finances de l'UE sont quant à eux restés vagues sur une éventuelle augmentation des ressources du FMI permettant de venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, et divisés sur le soutien public nécessaire pour les banques du continent en vue d'éviter une répétition du *"credit crunch"* de 2008. (Reuters 30.11)

Soutenir l'économie ou amplifier la crise à terme ? La BCE lâche le morceau.

Le but de ces actions est de soulager les tensions sur les marchés financiers et ainsi de minorer les effets de telles tensions sur la fourniture de crédit aux ménages et entreprises et d'aider ainsi à encourager l'activité économique", a indiqué l'institution de Francfort. (lemonde.fr 30.11)

Même si votre situation ne s'améliore pas et n'a aucune raison de s'améliorer dans le futur, n'y pensez pas, endettez-vous pour croire ou faire croire le contraire, l'essentiel c'est d'y croire, ce sont les apparences, sans la confiance les marchés s'écrouleraient du jour au lendemain, pensez-y braves gens, et puis si un jour prochain plutôt que lointain vous êtes acculés et devenus à nouveau insolvable, on avisera à ce moment-là, ne vous tracassez pas, le capital veille à votre bien-être, et que dieu soit avec vous... Ils ne vont pas vous dire que le jour où vous serez pris à la gorge par vos dettes, le seul remède qu'ils trouveront sera de vous la trancher, la gorge pas la dette ne rêvez pas, ça c'est uniquement réservé aux banquiers et à ce que je sache vous n'en faites pas partie.

Bref, donc ça baigne au royaume du casino roi. Ben pas tant que cela quand même...

La Réserve fédérale a déclaré mercredi que l'économie américaine avait enregistré une croissance modérée au cours des dernières semaines, tout en soulignant que les embauches restaient rares et que le marché immobilier ne montrait guère de signes d'amélioration. (Reuters 30.11)

Comment déshabiller Pierre pour habiller Paul pour faire croire que tout va bien, la situation est sous contrôle...

Le ratio a été abaissé d'un demi-point, à compter du 5 décembre. C'est sa première réduction depuis décembre 2008. Il revient de 21,5% à 21% pour les banques les plus grandes, ce qui libère des fonds qui pourraient être consacrés à des prêts aux PME en manque de trésorerie.

Les analystes estiment que cette décision libère de 350 à 450 milliards de yuans (54,8 à 62,7 milliards de dollars) dans le système bancaire. (Reuters 30.11)

Mais cela ne résout pas le problème, à savoir pourquoi les PME manquent de trésorerie, parce que leurs clients aussi par exemple ou parce qu'ils se font plus rares...

Il arrive un moment où une banque n'a pas d'autre alternative que continuer à accorder des prêts à un client qu'elle sait déjà très endetté et qui fait face à des difficultés, à condition évidemment qu'il dispose de biens à un niveau au moins équivalent à ses créances, biens qu'il sera possible d'hypothéquer si ce n'est pas déjà fait au moment de la signature du contrat qui les lie, si elle veut récupérer un jour son argent.

De la même manière, une banque prêtera de l'argent à un entrepreneur sur la base du rendement à venir d'un investissement qui dépasse sa capacité de financement, en hypothéquant dès le départ terrain ou entreprise dont finalement la valeur pour couvrir le prêt qu'elle accorde dépendra autant des qualités de son propriétaire que de la tournure que prendra le marché, c'est un pari

sur l'avenir que la banque fait. Il suffit qu'il y ait un retournement de la situation devenue défavorable pour que toute l'affaire capote, et que la banque ainsi que son débiteur se retrouvent couverts de dettes impossibles à honorer, les deux sont conduits à la faillite. Tout repose sur la confiance en un système économique qui aurait la vertu d'être infaillible, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas. Et les capitalistes n'ont pas d'autre solution que d'y croire.

Une précision qui vaut son pesant de larmes et de sueurs, peut-être de sang, qui sait toute agonie connaît une fin un jour, non ?

Le journal Le Monde précise que : "*la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la BCE et la Banque nationale suisse vont continuer*" leurs opérations de fourniture de liquidités, le refinancement, sur trois mois, jusqu'à nouvel ordre.

Trois mois pour s'endetter sur combien d'années histoire de faire illusion ? Vous vous imaginez en plein milieu de l'océan Pacifique dérivant sur un radeau percé, donc qui prend l'eau, lorsqu'un hélicoptère survient, non pas pour vous secourir mais pour le regonfler avant de s'éloigner vous abandonnant ainsi au triste sort auquel vous n'échapperez pas, plus tard, un peu plus tard, mais assurément.

Ultime rebondissement, ultime soubresaut d'un corps gangrené luttant désespérément contre sa décomposition irréversible.

Ce constat est susceptible de donner davantage de marges de manoeuvre à la Fed en termes d'assouplissement monétaire si la croissance devait s'affaiblir au début de 2012 en raison des conséquences sur l'activité mondiale de la crise de la dette européenne. (Reuters 30.11)

Plus la croissance diminue faute de solvabilité des clients potentiels endettés jusqu'au cou ou parce qu'ils sont soumis à des politiques d'austérité drastiques, plus ils veulent mettre d'argent sur la table à leur disposition, ce qui est une aberration, à moins qu'il ne leur soit pas destiné et qu'il serve uniquement à alimenter le casino pour éviter qu'il saute, plus tard sera le mieux pour les aristocrates de la finance les mieux placés qui se seront ainsi enrichis au cours de cette crise en n'ayant plus qu'à se baisser pour s'emparer des proies qu'ils convoitaient un peu plus tôt mais qui valaient trop chers à leur goût.

C'est une explication qui tient la route, on vient d'apprendre que le "*gouvernement américain a livré des informations confidentielles sur ses plans pour résoudre la crise financière à des fonds spéculatifs à l'été 2008, selon une enquête de Bloomberg Markets Magazine.*" (slate.fr 30.11)

Union nationale me voilà ! Une idée qui fait son chemin... de la sueur et des larmes en prime sur fond de dictature du capital.

1- Le président du Mouvement démocrate a réuni la presse pour présenter ses conditions pour sortir la France de la crise. L'occasion pour François Bayrou de rappeler que seul un gouvernement d'union nationale pourra d'après lui redresser la situation de la France.

Une idée qui chemine aussi chez le candidat socialiste à la présidentielle. François Hollande s'est dit prêt lundi à accueillir François Bayrou à ses côtés s'il gagne l'élection. (publicsénat.fr 30.11)

2- François Bayrou a tracé mercredi les grandes lignes de sa stratégie de redressement jusqu'à l'horizon 2020, inspirée du douloureux mais fructueux "*Agenda 2010*" de Gerhard Schröder en Allemagne.

Selon le président du MoDem, le rétablissement de l'économie française passera dès 2012 par une loi de finances drastique imposant notamment une baisse des dépenses publiques de 5% (20 milliards pour l'Etat, 20 milliards pour la Sécurité sociale et 10 milliards pour les collectivités locales).

Gerhard Schröder mit l'Allemagne sur la voie d'une réforme radicale de l'Etat providence, avec notamment une diminution des prestations sociales et une revalorisation moindre des retraites. La mesure phare de ce plan fut la loi "*Hartz IV*", du nom de Peter Hartz, le responsable du personnel de Volkswagen, qui réduisit considérablement les indemnités des chômeurs.

Déroute politique, qui conduisit à l'éclatement de la gauche, ce plan fut un indéniable succès économique, redonnant à l'Allemagne son rôle de moteur en Europe. (20minutes.fr 30.11)

A l'UMP et au PS ils en rêvent... de la grandeur de la France qui éclaire le monde ! A coup de canons en attendant !

En famille. Mesdames et messieurs, la cour.

En substance : L'abandon de la souveraineté budgétaire des Etats, ils sont tous d'accord, sauf sur les moyens d'y parvenir ou plutôt de le présenter. Mode d'emploi.

1- Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. A seigneur tout honneur...

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire", a-t-il dit. "Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 30.11)

2- PS

2.1- ... non, au Parlement !

«Je n'accepterai jamais qu'au nom du contrôle des budgets nationaux, au nom de la coordination des politiques budgétaires, la Cour de justice européenne puisse être juge des dépenses et des recettes d'un Etat souverain», a déclaré M. Hollande lors d'une conférence de presse.

«J'admets parfaitement qu'il puisse y avoir des règles et qu'elles soient respectées mais seules les institutions communautaires démocratiques peuvent y contribuer», a-t-il dit.

«Il ne peut pas y avoir d'intervention du judiciaire dans la formulation d'une politique budgétaire nationale», a-t-il insisté, alors que Berlin au contraire demande qu'on réforme le traité de l'UE pour octroyer à la Cour de justice européenne à Luxembourg le droit de poursuivre les pays qui laisseraient trop leurs comptes publics dérapier.

Ils pourraient aussi rétablir la guillotine, et au lieu de raccourcir le monarque du moment, son ministre des Finances pourrait très bien faire l'affaire, cela éviterait par la suite que certains expriment des remords, c'est désagréable à la fin...

«L'urgence c'est de poser un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance», a assuré le candidat pour 2012.

Selon lui, celui-ci doit reposer sur cinq principes. Il a mentionné la mise en oeuvre dans les plus brefs délais *«d'un fonds européen de stabilité financière»* et la nécessité à ses yeux de *«mutualiser des dettes nationales avec des euro-obligations»*, projet dont Berlin ne veut pas pour le moment.

Il a appelé aussi à *«faire jouer à la BCE (la Banque centrale européenne, ndlr) un rôle actif, sans qu'il soit besoin de changer les traités»* car *«elle peut intervenir massivement sur les marchés pour briser la spéculation»*.

Pour M. Hollande *«ce pacte pourrait aujourd'hui, s'il était mis en oeuvre, non seulement redonner de la stabilité à la zone euro», «une perspective de réduction des déficits aux Etats»* mais aussi *«soutenir la croissance et l'emploi»*. (libération.fr 30.11)

Là franchement ils exagèrent un brin, l'emploi figurerait en option !

2.2- Mais enfin monseigneur, c'est un crime de lèse-majesté : à nous l'honneur !

Lundi, Benoît Hamon a jugé que la décision (du sacrifice de la souveraineté budgétaire -ndlr) doit rester politique et ne doit pas être laissée à la Commission et à la Cour de justice de l'UE.

"Ce seraient donc les tribunaux qui décideraient du bien-fondé d'un budget des états de la zone euro, c'est inacceptable, c'est insupportable que l'on arrive à une telle situation", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Responsable, soit, mais pas coupable !

2.3- Un marchand bourgeois du XVIIIe siècle qui croit encore que le temps joue en sa faveur.

Jean-Christophe Cambadélis, responsable des relations internationales au PS, est sur la même ligne.

"Il ne me semble pas possible de négocier un traité portant atteinte à notre souveraineté budgétaire sans contrepartie des Allemands sur une modification des statuts de la BCE, à six mois d'une présidentielle", a-t-il dit sur le site internet de TF1.

(Reuters 30.11)

Ah si c'est au nom de l'équité, cela change tout !

2.4- Quand un petit notable de province et le chancelier s'accusent mutuellement de vouloir tuer la poule aux oeufs d'or...

Invité de "Questions d'Info" (LCP-France Info-Le Monde), Arnaud Montebourg, a estimé qu'en refusant que la Banque centrale européenne rachète massivement les dettes souveraines des pays de la zone euro, la chancelière allemande avait "décidé d'imposer" à ces pays "un ordre allemand".

Il accuse Merkel de "tuer l'euro", de mener "une politique à la Bismarck" et de faire en sorte que l'Allemagne fasse "fortune" sur "la ruine" des autres pays de la zone euro. La politique de Mme Merkel, "c'est l'importation des exigences, des diktats allemands sur ce qui restera de la zone euro après avoir expulsé finalement les pays qui ne peuvent pas s'en sortir", a-t-il ajouté. L'ancien candidat à la primaire PS souhaite "la confrontation politique face à l'Allemagne" et entend "défendre nos valeurs". (lefigaro.fr 30.11)

Cohn-Bendit l'accuse de "faire du FN à gauche", ce mercredi sur leparisien.fr.

"Il faut se calmer. Que les Allemands considèrent l'austérité comme le nec plus ultra de la solidité financière, c'est vrai. Mais de la même manière que les Français sont très attachés à leurs services publics! Ce type de déclaration à la hussarde a des relents de nationalisme...", a-t-il commenté. (lefigaro.fr 30.11)

L'austérité vaut bien les services publics avec lesquels ils se torchent le fumier. Arthaud (LO) a dit de Guéan qu'appartenait à la famille des "orduriers", cette pourriture appartient sans aucun doute à celle des excréments de bas étages, c'est-à-dire qui ne serait même pas utilisée comme engrais dans un champ de maïs, non modifié génétiquement cela va de soi.

Commentaire d'un internaute :

- "En 68 c'était "Dany-le Rouge", dans les années 2000 ce fut "Dany-le-Vert", maintenant c'est Dany-le-Bleu" (couleur de l'UMP). Pour ne pas faire de confusion il faudra le désigner dorénavant par "Dany-le-Caméléon"."

3- PG

Quand l'arrière-cour ou le fou du roi se prend pour un alchimiste de la BCE.

L'économiste en chef de Jean-Luc Mélenchon, Jacques Généreux, dans une interview à Libération.

"Nicolas Sarkozy croit encore au dogme de l'austérité salvatrice, celle qui va purger le malade en le saignant. François Hollande croit aussi que l'on n'a pas d'autres choix pour faire une politique sociale que de redresser d'abord les comptes publics. C'est une stratégie imbécile!"

Une fois admis que le Parti de gauche partageait les mêmes préoccupations que Sarkozy et Hollande, il sombre dans l'infantilisme, imbécile, na !

Question : Mais que ferait le Front de gauche concrètement?

Réponse : Pour se rendre indépendant des pressions des marchés, il faut impérativement que le système européen de banques centrales - dont la banque centrale européenne (BCE) - puisse prêter aux Etats à taux réduits et acheter directement de la dette souveraine des pays...

Les marchés ne laissent pas d'autres choix que de revenir sur les statuts de la BCE. Que croyez-vous qu'il va se passer si les taux d'intérêt de l'Italie s'envolent à plus de 10%? On n'attendra pas une réforme des traités! L'UE ne peut laisser un Etat s'effondrer.

Question : Sauf que rien ne peut se faire sans les Allemands. Donc sans eux, pas de politique du Front de gauche...

Réponse : Mais nous avons un avantage: nous sommes pour le principe de désobéissance si nous ne pouvons pas faire autrement!

Le PS est dans la négociation, la conviction, le consensus... Nous, nous prévenons nos partenaires que nous sommes prêts à le faire tout seul. Nous espérons ne pas en arriver là mais s'il le fallait, nous le ferions. Pour l'Allemagne, ce serait terrorisant de voir

la France prendre des marges de liberté qui entraîneraient d'autres pays européens. Immédiatement, les Allemands diraient : "Ok, on va discuter..." Aujourd'hui, les gouvernements n'acceptent de faire quelque chose que sous la pression de la catastrophe. (libération.fr 30.1)

On voit ici dans quel camp se situe ce parti.

Nous, nous ne discuterions jamais avec ces gens-là : nous tirerons à vue !

La séquence détente du jour.

Comment ils manipulent la crédulité des masses en se servant de leurs émotions et de leur humanisme.

Le film "*Intouchables*", contant l'amitié entre un tétraplégique et son aide-soignant, a franchi la barre des dix millions de spectateurs en quatre semaines d'exploitation.

Réalisé par Eric Toledano et Olivier Nakache, le film a pour acteurs principaux François Cluzet et Omar Sy.

"*Intouchables se positionne ainsi à la 27e place du Box Office France depuis 1945*", écrivent Gaumont, le distributeur, et la société de production Quad dans un communiqué mercredi.

Parmi les films français ayant dépassé les dix millions d'entrées en France ces 50 dernières années figurent "Bienvenue chez les Ch'tis" de Dany Boon (2008, 20,4 millions d'entrées), "La Grande Vadrouille" de Gérard Oury (1966), "Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre" d'Alain Chabat (2002) et "Les Visiteurs" de Jean-Marie Poiré (1993). (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je ne comprends pourquoi autant de publicité pour ce film.*

Je vais vous aider à comprendre pourquoi.

Je n'ai pas vu le film, un de ces principaux acteurs est passé récemment dans l'émission On n'est pas couché diffusé sur TV5Monde Asie, et à cette occasion ils avaient passé la bande annonce. J'avais retenu un homme blanc très riche en chaise roulante qui s'était entiché de sa nounou noire d'origine africaine et vice versa, bref, un scénario à faire pleurer dans les chaumières tiers-mondistes. Avec en toile de fond la collaboration de classe une fois gommée la différence de classe entre les deux principaux personnages, réhabiliter le privilégié présenté sous un angle avantageux, aux qualités humaines indiscutables et identiques à n'importe quel autre homme, étape indispensable pour s'identifier à lui et à la personne qui l'assiste, facile puisque ces qualités sont universelles pour peu qu'on ne soit pas un monstre produit par la société à laquelle appartient le nantis, faisant oublier ainsi d'où lui venait sa fortune en instrumentalisant la générosité ou les véritables valeurs humanistes des spectateurs.

On ne peut pas dire que les films qui ont engrangé le plus d'entrées ont été conçus pour favoriser le développement intellectuel, sans doute visait-il le divertissement, ce qui n'a rien de péjoratif ou de dégradant. On ne peut pas comprendre que l'émotion prime sur la réflexion chez la population, quand on refuse de la prendre en compte dans nos analyses et qu'on ne lui réserve pas le traitement qu'elle mérite dans nos rapports avec les travailleurs pour les amener ensuite à réfléchir à certaines questions qu'ils ne se posent pas ou à y porter davantage d'attention.

L'émotion, c'est ce qui réclame le moins d'effort, le plus économique, qui peut rapporter gros en l'occurrence. C'est incontournable, universel, donc "grand public par excellence, très humain, charnel, matérialiste puisque toujours en rapport avec la matière ou un fait matériel, psychosomatique puisqu'elle peut agir sur les commandes du cerveau en relation avec toutes les cellules, tous les organes du corps humain, elle agit comme une étincelle qui met en route un mécanisme inconscient qui conduit à certains états psychologiques, parfois psychotiques ou pathologiques, d'autres fois elle déclenche des stimulus incontrôlés ou sert de catalyseur inconscient à un changement d'état que des esprits éclairés assimilent à des miracles !

L'émotion est omniprésente et ne surgit pas du néant, elle est autant associée à notre nature physique, à notre être sensible, qu'à notre être pensif, à notre activité intellectuelle en rapport avec notre expérience de la vie et de la société.

Je suis en train de lire assis à ma table de travail et soudain le téléphone sonne, j'éprouve une émotion en découvrant qui est au bout du fil autant que son propos, parce qu'à cet instant précis sans que j'en sois conscient se produit une excitation dans mon cerveau qui se traduit par un changement d'état par rapport à celui dans lequel je me trouvais l'instant d'avant ; en électricité on dirait que c'est cette différence de potentiel qui permet au courant de passer et à l'ampoule de s'allumer, là à l'émotion de traduire un rapport au monde extérieur.

On aurait pu prendre la métaphore de l'eau de la rivière qui est en train de couler et qui semble immobile ou toujours la même, associant deux états contradictoires ou dans un rapport d'opposition, qui ne s'annulent pas, auquel cas aucun état ou rapport n'existerait ou ne serait possible, c'est le changement d'état qui produit ce qu'on appelle communément l'émotion.

Pour revenir en arrière, l'émotion étant omniprésente mais n'y prêtant pas attention ou ne soupçonnant même pas son existence disons à l'état de repos, autrement dit se manifestant sous une forme inconsciente la majeure partie de notre vie, il est normal qu'elle domine l'existence de la plupart des gens ou que l'émotion précède la réflexion ou la remplace dans les pires des cas.

Prenez le même scénario et remplacez l'aide de vie, je ne sais pas comment on le qualifie dans ce film, mettez un acteur blanc à la place du noir et ce film sera tout juste bon à être programmé sur TF1 sur les coups de 23h, ce qui ne remet pas en cause la qualité du jeu des deux acteurs du film en question, d'ailleurs je ne m'y suis pas attardé puisque je ne l'ai pas vue, je n'en parlerai pas.

Vivant avec ma compagne qui est noire depuis 21 ans déjà, je suis agacé par cette mise en scène que je trouve grotesque, déplacée, même s'il n'y a pas instrumentalisation volontaire de la part du réalisateur des origines des deux personnages principaux, principalement celui de couleur, elle se fera au niveau des spectateurs et à leur insu, et je soupçonne ceux qui ont conçu ce scénario d'y avoir pensé suffisamment fort pour que je le ressente en n'ayant vu que la bande annonce.

En Inde je suis le bon "Blanc" à qui l'on prête toutes les vertus, ce qui a aussi le don de m'agacer, surtout quand c'est hypocrite pour essayer par la suite de me soutirer de l'argent. Moi, la différence de couleur de peau ou d'origine je ne la vois même pas, je ne me suis jamais posé cette question, c'est quelque chose qui m'est totalement étranger. Je suis tellement habitué à vivre avec des Noirs que lorsque je croise un Blanc en faisant mes courses, je ne sais pas pourquoi, j'y trouve un air maladif, un peu comme s'il manquait de couleur dans sa vie pour qu'on ne remarque pas qu'en règle générale il fait partie des crétiens qui s'ignorent, lui il a l'insigne honneur de le revendiquer, on lui laissera ce privilège !

TV5Monde Asie a programmé une fiction dont le personnage principal est un attardé mental. Cela me choque autant, car dans la société il ne tient jamais ce rang, et le voudrait-on que ce serait impossible, non par la volonté des hommes cette fois, mais celle de la nature qui a fait les choses ainsi que nous sommes tous différents les uns des autres... tout en étant les mêmes. La discrimination commence là où l'on commence à établir des différences ou à les privilégier. A l'opposé cela vaut guère mieux, quand on s'acharne à nous faire croire que nous serions tous pareils, pour camoufler les différences sociales qu'une société basée sur l'inégalité et l'injustice secrète, mieux sur lesquelles elle repose. Au nom de l'équité, cela vous dit quelque chose.

Chaque fois que j'ai croisé des trisomiques au cours de mon existence, je ne me suis jamais demandé ce qu'il faisait là, je ne m'étais pas posé cette question à propos des autres personnes, donc je n'avais eu aucune raison de me la poser à propos de celle-ci en particulier, je l'ai abordé en me mettant à sa portée, nous avons eu un échange cordial et les choses en sont restées là le plus naturellement du monde.

Le noir, le jaune ou le rouge selon votre couleur préférée, le trisomique, le paralysé ou l'handicapé, se fond dans un tableau où se trouve réunis toutes sortes de personnes de générations différentes, d'origines différentes, de catégories sociales et de classes différentes, de morphologies, de caractères et de personnalités différentes, dont les rapports constituent la toile de fond ou la substance de la société, certains disent de la tragédie humaine tant l'homme peut être cruel, y compris sans en avoir idée.

J'ai rédigé cette causerie hier soir, parce que j'ai été privé de télé, ils passaient un film sur les couvents ou les abbayes en Belgique, passionnant !

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Les Frères musulmans, représentés aux élections législatives égyptiennes par la formation Liberté et justice, ont obtenu autour de 40% des voix à la proportionnelle, sur la base des listes présentés par les partis, lors de la première phase du scrutin, lundi et mardi, a-t-on appris mercredi de source proche de ce parti.

La première phase des législatives a concerné neuf gouvernorats, dont Le Caire, les villes d'Alexandrie, Port Saïd et Damiette dans le nord du pays, ainsi qu'Assiout et Louxor dans le Sud.

Selon Basil Adel, dont la formation appartient au Bloc égyptien, coalition de partis libéraux et autres, la liste du Bloc a obtenu 20 à 30% des suffrages dépouillés jusqu'à présent au Caire. (Reuters 30.11)

Iran

La Grande-Bretagne a ordonné mercredi la fermeture de l'ambassade d'Iran à Londres et l'expulsion de son personnel au lendemain de la mise à sac de sa mission à Téhéran par des manifestants qui dénonçaient de nouvelles sanctions britanniques.

William Hague, secrétaire au Foreign office, a annoncé en outre le rappel de tout le personnel diplomatique présent en Iran où des dizaines de manifestants ont envahi mardi l'ambassade de Grande-Bretagne puis le vaste complexe de la résidence diplomatique, qu'ils ont saccagés.

"Le chargé (d'affaires) iranien à Londres est informé actuellement que nous demandons la fermeture immédiate de l'ambassade d'Iran à Londres et que tout le personnel diplomatique iranien doit quitter le Royaume-Uni dans les 48 heures", a dit William Hague, s'adressant au Parlement.

La France a quant à elle rappelé son ambassadeur en Iran pour consultations. "*Compte tenu cette violation flagrante et inacceptable de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la gravité des violences, les autorités françaises ont décidé de rappeler en consultation l'Ambassadeur de France en Iran*", peut-on lire dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Selon le site internet du Spiegel et le magazine Stern, l'Allemagne a pris la même décision. L'Italie envisage également de fermer son ambassade à Téhéran et va convoquer l'ambassadeur d'Iran à Rome pour lui demander des garanties en ce qui concerne la sécurité des diplomates sur place, selon le ministre des Affaires étrangères Giulio Terzi.

De source diplomatique, on estime désormais que la Grande-Bretagne apportera son soutien à l'idée d'un embargo sur les importations de pétrole iranien.

"Maintenant qu'il a limité ses relations diplomatiques avec l'Iran, le Royaume Uni va apporter son soutien à de nouvelles sanctions et adoptera ces sanctions unilatéralement ou avec la France et l'Allemagne", dit-on.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné à l'unanimité les incidents de mardi à Téhéran, tout comme la Maison blanche.

Le président du Parlement iranien, Ali Larijani, a reproché au Conseil de sécurité de l'Onu d'avoir "*hâtivement*" condamné l'attaque. Cette décision " *vise à couvrir des crimes commis antérieurement par l'Amérique et la Grande-Bretagne, alors même que la police a tout fait pour maintenir le calme*", a-t-il dit dans un discours retransmis par la radio nationale. (Reuters 30.11)

On pourrait être porté à croire le président du Parlement iranien dans la mesure où le régime est également en proie à une crise politique. Et puis, ce n'est pas très difficile de dresser la population ignorante contre l'impérialisme britannique, français ou américain qui guerroyent contre les peuples arabes ou dits musulmans de Tripoli à Kaboul... Et puis la Syrie, c'est juste à côté...

Tunisie

Des centaines de manifestants se rassemblés mercredi devant le siège de l'Assemblée constituante tunisienne, à l'appel de plusieurs partis et de composantes de la société civile, pour dénoncer "*les dangers qui menacent le processus de transition démocratique*".

Les protestataires s'insurgeaient contre ce qu'ils considèrent comme un "*accaparement des pouvoirs*" par le Premier ministre pressenti Hamadi Jebali, l'homme fort d'Ennahdha, grand vainqueur des dernières élections et "*la volonté d'hégémonie*" du mouvement islamiste, tels qu'ils se dégagent des textes en discussion au sein des commissions de la Constituante.

Mardi, Ennahdha a été mise en minorité lors du vote de deux articles proposés dans ce sens. Même ses alliés au sein de la "*troïka*" majoritaire (le Congrès pour la République -CPR- de Moncef Marzouki et Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés -FDTL- de Mustapha Ben Jaâfar) s'en sont démarqués.

En raison de ces divergences, les travaux de la commission de l'organisation des pouvoirs publics ont été suspendus mercredi et ne devraient reprendre que jeudi ou vendredi.

Un responsable du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Mehdi Ben Gharbia, a dénoncé "*une concentration des pouvoirs par le Premier ministre*".

Le dirigeant d'Ettakatol et militant des droits de l'Homme, Khémaïs Ksila, a relevé que "*ce qui se passe actuellement ne présage rien de bon*", appelant à "*mettre la pression*" pour assurer "*un équilibre des pouvoirs*".

"*Non à une nouvelle dictature*", "*le peuple veut une Constitution démocratique*", "*CPR et Ettakatol libérez-vous*", pouvez-t-on lire

sur certaines pancartes brandies par des femmes venues en grand nombre.

Leïla Mlaiki Abdeljaouad du Pôle démocratique moderniste (PDM/opposition) a plaidé pour la création d'"une chaîne parlementaire" et "la diffusion en direct des débats de la Constituante dans un souci de transparence".

"Ennahdha veut mettre la main sur tout en ne laissant que des miettes aux autres", a déploré l'analyste politique Nouredine ben Ticha sur Mosâïque FM.

"La Tunisie pour tous. Non au pouvoir absolu. On exige la séparation des pouvoirs", scandaient plusieurs voix.

"On se bat pour sauver nos droits, les libertés et surtout la liberté de la femme qui sont menacées. J'ai une peur bleue, mais il n'est pas question de toucher à nos acquis", a tempêté la journaliste Selma Hani.

Pour Ahmed Brahim, chef du mouvement Ettajdid (opposition), la manifestation est "un signe positif en ce qu'elle illustre la vigilance de la société contre les risques de déviation de la mission pour laquelle a été élue la Constituante". (AP 30.11)

L'islamisme, c'est le ver dans le fruit pour diviser, le pourrir au profit du régime qui reste inchangé.

Pakistan

Depuis ce mercredi, la BBC a disparu des écrans pakistanais. L'APCOA, l'association pakistanaise qui regroupe les diffuseurs privés de télévisions par satellite, bloque les programmes de la chaîne anglaise.

En cause: la diffusion, le week-end dernier, du documentaire Secret Pakistan sur BBC News. Ce film en deux parties met en évidence le soutien que les services secrets pakistanais apportent aux talibans afghans.

«Ce documentaire critique notre armée et notre gouvernement, s'insurge Khalid Arain, le président de l'association. En interdisant la BBC, nous voulons remonter le moral de l'opinion publique. Nous allons surveiller les chaînes de télévision étrangères, en particulier Sky News, CNN et Fox News. Si elles aussi diffusent des informations anti-Pakistan, nous les bloquerons.»

Le gouvernement pakistanais confirme qu'il n'est pas à l'origine de la censure. «Cela ne vient pas de chez nous», jure un officiel du ministère de l'Information. De même, PEMRA, l'organisme public qui délivre les autorisations de diffusion, promet qu'il n'y est pour rien. Pourtant, PEMRA a été informé deux jours avant le blocage de la BBC. «On les a prévenus qu'on allait interrompre les émissions de la BBC. On leur a dit: «Si vous n'êtes pas d'accord, dites le maintenant.» Ils ne nous ont pas dissuadé», raconte Khalid Airain. Et d'ajouter: «Si l'Otan n'avait pas commis une telle bavure samedi, on n'aurait pas interdit la BBC.» (lefigaro.fr 30.11)

Pour mémoire, Arte censurera pendant trois ans « Le Système Octogon », documentaire signé Jean-Michel Meurice, avant qu'il ne soit finalement programmé, après avoir été amputé de certains passages jugés inappropriés.

L'affaire remonte à 2007. Cette année-là, Jean-Michel Meurice soumet à Arte son projet. Aux côtés du réalisateur, les deux journalistes d'investigation Fabrizio Calvi et Franck Garbely y étayaient la thèse selon laquelle l'Union chrétienne démocrate (CDU), parti de Konrad Adenauer, aurait bénéficié du système de financements occultes mis en place par les nazis.

Dans sa version originale, le documentaire faisait le rapprochement entre le financement, dans l'immédiat après-guerre, de la CDU d'Adenauer par l'argent nazi et l'affaire des caisses noires de Kohl.

Le commentaire expliquait :

« Helmut Kohl est maintenant au sommet de la CDU [...] les méthodes de financement n'ont pas changé et continuent grâce au système construit trente-cinq ans plus tôt. »

« On a reconduit l'ancien système avec de nouveaux protagonistes, de nouveaux trésoriers, une nouvelle banque, mais les donateurs étaient toujours les mêmes [...] il n'y avait que le trésoriers, les acteurs, les personnes qui récoltaient les fonds, il n'y avait que ça qui changeait. »

Rajoutée à la demande de la chaîne qui voulait « actualiser » le propos du film, cette partie sur l'implication du chancelier de l'Allemagne réunifiée dans cette affaire ne figurera pas dans la version finale du documentaire.

Mais ce n'est pas simplement ces quelques minutes qu'avaient incriminé les historiens allemands. En effet, à en croire Marc Ferro,

au-delà de Kohl, la façon dont le documentaire révèle les accointances de Konrad Adenauer avec les nazis a dérangé les spécialistes germaniques :

« *Les historiens allemands ont sorti leurs épées en voyant qu'on s'en prenait à Adenauer [...] Je pense que ils se soulevaient parce que le film lève un tabou, après Hitler et le nazisme, Adenauer c'était l'intégrité, la pureté. Entacher Adenauer, c'était entacher toute l'Allemagne. C'était un film sacrilège.* »

Au travers de la figure emblématique d'Adenauer, premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, « *Le Système Octogon* » aborde frontalement le problème de la non-dénazification dans l'Allemagne d'après-guerre, comme le souligne Jean-Michel Meurice :

« *Il n'y a jamais que dix-neuf personnes qui ont été condamnées à Nuremberg, alors qu'il y a des millions d'Allemands qui ont été derrière Hitler. Ce n'est pas seulement l'affaire de dix fanatiques.* »

Ce qui dérange, c'est que sa thèse s'appuie sur « *le fait qu'Adenauer ait reconstruit l'Allemagne de l'Ouest avec essentiellement des nazis, et en faisant feu de tout bois avec la corruption* », dit le réalisateur :

« *Toute la structure administrative de l'Allemagne nazie a continué de fonctionner après la guerre* » : selon lui, c'est ce que les historiens allemands – eux aussi victimes d'un héritage trop lourd à porter – se refusent à entendre. (Rue89 30.04.11)

C'est quand même bien utile un paradis fiscal au beau milieu de l'Europe...

Gageons que ce documentaire n'a jamais été programmé en Allemagne et qu'il n'est pas prêt de l'être.

Quel est le rapport avec la censure de la BBC au Pakistan ? Le fait que l'impérialisme ne supporte pas qu'on lui applique le même traitement qu'il applique à des Etats souverains, Arte n'est pas un média britannique d'accord, il est européen, ce qui inclut le Raj britannique de sa majesté. Pour être franc avec vous, j'ai découvert l'existence de ce documentaire sur le "système Octogon" il y a quelques jours seulement, n'étant pas certains que les camarades en aient entendu parler, je me suis dit qu'il faudrait une occasion pour vous le glisser, c'est fait. Le devoir de vérité comme toujours.

En Espagne, ce sont les institutions franquistes qui ont été maintenues après la fin de la dictature de Franco en 1975, en France, je me souviens avoir vu une photo de de Gaulle sur le perron de la préfecture de Bordeaux si j'ai bonne mémoire, tout juste après la fin de la guerre, entouré de quelques collaborateurs dont la plupart étaient des vichistes, ce que j'aurais pas pu deviner si cela n'avait pas été précisé dans l'article en question, j'imagine que les mêmes scènes ont du se produire en Italie, au Portugal et ailleurs sans que cela gêne outre mesure les héritiers de ces régimes ou ceux qui ont pris la relève par la suite.

Les institutions de la Ve République, que l'on caractérise de bonapartistes, ont conservé comme un arrière goût nauséabond de l'Ancien régime monarchiste, non ? Alors quand on entend ses représentants se lancer dans des plaidoiries en faveur de la "démocratie" à l'adresse de dictatures pour les mettre au pas, les soumettre à leur volonté ou les renverser pour les remplacer par des régimes fantoches, on a envie de rappeler que nous vivons aussi sous une dictature et qu'ils sont franchement mal placés pour donner des leçons aux autres chefs d'Etat, car finalement ils ne valent guère mieux, si cela ne se voit pas au premier abord, c'est seulement une question de circonstance ou de temps qui joue en leur faveur, attendez que le prolétariat passe à l'action...

Social

France

Racket : au tour des paysans ! Sortez les fourches !

La loi instaure une redevance sur les « *graines de ferme* »

C'est une loi votée à près de minuit, sans amendement. Ce texte, déjà adopté au Sénat en juillet, instaure le versement d'une redevance de la part des paysans et s'attaque à une vieille tradition : le fait d'utiliser les « *graines de ferme* », c'est-à-dire de réutiliser les graines récoltées la saison précédente. Dorénavant, ils devront payer une taxe à l'hectare pour utiliser ces semences, officiellement pour « *sécuriser le financement de la recherche* », explique le Groupement national interprofessionnel des semences et plants.

Depuis la modernisation de l'agriculture, les exploitants achètent des graines issues de sélections génétiques financées par des entreprises. Celles-ci réclament donc une sorte de taxe sur leur « *œuvre* » quand elle est réutilisée. « *Les exploitants utilisent des graines qui ont été rendues performantes. Il faut protéger la création. C'est exactement le même système qu'avec Hadopi* », détaille Christiane Lambert, première vice-présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles qui

s'est prononcée en faveur de cette loi, qui devrait rapporter 16 millions d'euros par an. « *Cela s'apparente à de la privatisation du vivant. Au tout début de leurs recherches génétiques, ces entreprises n'ont acheté à personne le génome du blé* », rétorque Véronique Léon, secrétaire nationale de la Confédération paysanne. (20minutes.fr 30.11)

Grande-Bretagne

Plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires britanniques ont fait grève mercredi dans le cadre d'un mouvement social massif et sans précédent depuis plus de trente ans.

Le Premier ministre, David Cameron, a minimisé l'impact du mouvement de grève, le qualifiant de "*pétard mouillé*" et faisant état de 40% d'écoles ouvertes et d'un trafic normal à l'aéroport d'Heathrow.

Dave Prentis, qui dirige Unison, syndicat représentant 1,4 million de salariés, a averti que d'autres grèves seraient organisées si le gouvernement maintenait ses positions.

Les syndicats espéraient mobiliser deux millions de salariés du secteur public pour protester contre les projets de report de l'âge de la retraite du gouvernement conservateur et le recul de leur pouvoir d'achat.

Une coalition de trente centrales syndicales avait appelé à débrayer, dans un mouvement social inédit depuis "*l'hiver du mécontentement*" de 1978-79, sous le gouvernement travailliste de James Callaghan, qui avait précipité l'accession au pouvoir de la conservatrice Margaret Thatcher.

"*La situation est très différente de celle observée dans les années 1970-1980. Beaucoup de services qui étaient dans le secteur public ont été privatisés*", souligne Tony Travers, spécialiste des finances publiques à la London School of Economics. "*Il n'y a pas tellement de signes de la volonté des militants syndicaux de s'engager dans une grève à long terme*".

"*La grève ne va servir à rien. Elle ne va rien changer*", a dit George Osborne mercredi à la BBC. "*Elle ne fera que fragiliser davantage notre économie et coûter de nouveaux emplois*."

Le gouvernement assure que le mouvement coûtera 500 millions de livres à l'économie britannique, un chiffre "fantaisiste" selon les syndicats.

Le Premier ministre a appelé les syndicats à poursuivre les discussions jusqu'à la date-butoir du 31 décembre, mais les représentants des fonctionnaires rétorquent que le gouvernement n'entend pas leurs revendications.

Dans son discours semestriel sur le budget, George Osborne a annoncé que la hausse des salaires du secteur public, gelée jusqu'à la fin 2012, serait plafonnée à 1% à partir de 2013.

La réforme des retraites du secteur public aboutira à une hausse de 3,2% en moyenne des cotisations vieillesse des fonctionnaires. L'âge de départ à la retraite sera porté à 68 ans à partir de 2020. La décision de changer le mode de calcul de l'indexation des traitements sur l'inflation a déjà réduit de 15% le montant de certaines pensions.

Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress, confédération regroupant une soixantaine de syndicats, a estimé qu'il ne s'agissait plus pour les travailleurs de consentir à un "*sacrifice temporaire*" mais d'accepter une "*forte diminution permanente*" de leur niveau de vie.

La grève a affecté les services de santé, les écoles, les impôts, les musées et a perturbé les transports. Aucun métro ne circulait en Ecosse et aucun bus ni train en Irlande du Nord.

En Angleterre, seuls 13% des établissements scolaires fonctionnent normalement. 62% d'entre eux sont complètement fermées. Ce chiffre atteint même 86% au pays de Galles. Sur le front des hôpitaux, 7000 interventions chirurgicales de routine sur les 30.000 prévues dans tout le pays ont été annulées. La gêne a été moindre dans les agences pour l'emploi. Seules 18 sur les 900 existantes affichent porte close. (pour ce paragraphe, source : lefigaro.fr 30.11)

Certains syndicats impliqués n'avaient pas appelé à la grève depuis dix ans, celui des directeurs d'école ne l'avait jamais fait en 114 ans d'histoire.

Les compagnies aériennes ont annoncé une réduction des vols à destination d'Heathrow, à Londres, par crainte de retards et de longues files d'attente aux guichets. Mais aucun retard conséquent n'a été constaté.

Les autorités ont recruté des bénévoles dans d'autres ministères pour pallier le manque d'effectifs dans les douanes. (Reuters 30.11)

Bulgarie

Des milliers de Bulgares sont descendus dans les rues de Sofia mercredi pour protester contre les mesures d'austérité proposées par le gouvernement qui prévoit notamment de relever d'un an l'âge de départ à la retraite.

Le gouvernement de centre-droit reste cependant ferme dans sa volonté de mettre en oeuvre ces réformes, arguant qu'elles permettront au pays d'échapper aux troubles financiers internationaux.

Selon des dirigeants syndicaux, plus de 20.000 personnes ont participé au rassemblement mercredi devant le Parlement, alors que les parlementaires sont appelés à voter le budget 2012. La manifestation a été organisée sur fond de grève nationale des employés des chemins de fer et d'actions de protestation des agriculteurs et des policiers.

Le gouvernement de Boiko Borisov envisage de relever d'un an l'âge de départ à la retraite à compter de l'an prochain, en vue de réduire le coût croissant de son système de retraite dû au vieillissement de la population et au ralentissement économique. Le départ à la retraite est actuellement fixé à 63 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Il compte parmi les plus bas d'Europe, comme l'espérance de vie en Bulgarie. (AP 30.11)

Italie

Le taux de chômage en Italie a augmenté à 8,5% en octobre, en données corrigées des variations saisonnières, son plus haut niveau depuis mai 2010, contre 8,3% en septembre, selon le bureau national des statistiques ISTAT.

De son côté, le taux d'emploi du pays a progressé légèrement, à 56,9% contre 56,8% le mois précédent.

Le taux de chômage italien est inférieur à la moyenne de la zone euro, mais les analystes soulignent que l'enjeu pour le pays est d'augmenter son taux d'emploi, chroniquement faible. (Reuters 30.11)

Sri Lanka

Treize personnes ont été blessées mercredi à Colombo lors d'affrontements entre des policiers et des manifestants qui entendaient dénoncer l'absence de toute proposition pour l'emploi des jeunes dans le budget du Sri Lanka, a-t-on appris de source hospitalière.

Pushpa Soysa, une porte-parole de l'hôpital national de Colombo a précisé que cinq protestataires et huit policiers avaient été blessés.

Les forces de l'ordre ont érigé des barricades pour empêcher les manifestants d'atteindre le bâtiment abritant les bureaux du président puis ont fait usage de canons à eau pour disperser le rassemblement. (AP 30.11)

Syndicat

L'omerta. Vous avez dit consensus...

Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des syndicats a été rejeté mercredi, entraînant de ce fait sa non publication.

Cette commission d'enquête sur "*les mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés*" avait été créée le 8 juin dernier à la demande du groupe du Nouveau centre (NC).

Composée de 30 députés, elle était présidée par l'UMP Richard Mallié. Le but était d'établir "*des règles claires, reconnues par tous*", sur le financement des syndicats, avait déclaré son rapporteur, Nicolas Perruchot (NC).

Ce dernier avait évoqué au printemps dernier une certaine "*opacité*" dans le mode de financement des syndicats, tant ceux représentant les salariés que ceux des employeurs.

Mais la commission a rejeté mercredi le rapport, ce qui est assez exceptionnel. La gauche a voté contre et plusieurs élus de la majorité se sont abstenus, a-t-on appris auprès de la commission.

En conséquence, ce texte ne sera pas publié.

Plusieurs dirigeants syndicaux avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'annonce de la création de cette commission, soulignant que la loi de 2008 oblige déjà les syndicats à publier des comptes certifiés.

Certains dénonçaient un "acte de défiance" à l'égard des syndicats et des motivations "obscurcs et malveillantes". (Reuters 30.11)

Ouf ! D'un autre côté, ce n'est pas à eux de faire ce boulot, ce devrait être à nous de le faire, sauf que l'on n'est pas en mesure de le faire, passons. Ce serait plus simple si les syndicats n'étaient pas financés par l'Etat et bien d'autres sources plus ou moins occultes...

Economie

UE

Un sacrifice de souveraineté doit être fait afin d'obtenir une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire européenne, a déclaré, mercredi, Herman Van Rompuy. Lors d'une conférence des ambassadeurs de l'Union européenne (UE), le président du Conseil européen a ajouté qu'un pas significatif devait être fait vers une réelle union économique.

"Aujourd'hui, nous arrivons au coeur du problème. Le voici : la crise systémique requiert une réponse systémique. Nous devons faire un pas significatif vers une véritable union économique à la mesure de notre union monétaire", a-t-il dit. "Qu'il y ait une modification du traité ou pas, les deux solutions exigent un sacrifice de souveraineté afin d'obtenir en échange une crédibilité structurelle pour l'Union économique et monétaire", a-t-il ajouté. Les chefs d'État et de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne doivent se retrouver les 8 et 9 décembre à Bruxelles afin d'examiner des solutions permettant de sortir de la crise des dettes souveraines. Avant ce sommet, les tractations vont bon train depuis plusieurs jours entre Paris et Berlin, qui ont annoncé leur intention de présenter à ce sommet une "initiative" commune pour renforcer la gouvernance économique de la zone euro.

L'Allemagne fait campagne pour des modifications des traités européens visant à renforcer la discipline budgétaire, qui sont, selon elle, le préalable à tout règlement de la crise et elle refuse catégoriquement d'accroître le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) sur les marchés, ainsi que l'en pressent Paris et Rome notamment. La France est, elle, prête à accepter une discipline budgétaire renforcée, voire un contrôle accru de la Commission sur les budgets nationaux, mais en échange d'une plus grande solidarité entre pays de la zone euro, via une extension du champ d'action de la BCE ou la création d'euro-obligations.

"Nous travaillons à proposer un pacte, avec plus de discipline dans la zone euro : retour à l'équilibre budgétaire, règle d'or pour tous les États, et en même temps plus de solidarité de la zone euro, avec des institutions qui seraient plus fortes (...), qui interviendraient de manière plus efficace", a résumé, mardi, la porte-parole du gouvernement Valérie Pécresse. Nicolas Sarkozy doit évoquer la crise et les questions européennes, jeudi lors d'un discours à Toulon, et Angela Merkel s'exprimer sur ce même sujet, vendredi devant le Bundestag. (lepoint.fr 30.11)

Entre nous, les seuls que cela intéresse cette histoire de maintien ou non de la souveraineté budgétaire, ce sont ceux qui n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement aux institutions de la Ve République qui elles jusqu'à preuve du contraire sont indéboulonnables, ceux qui pourraient gouverner et que cela pourrait incommoder, cela n'a jamais été et ne sera jamais notre cas.

On va voir les commentaires des uns et des autres pour voir ceux qui vont tomber dans le panneau ou se laisser aller à des confidences sur leurs réelles intentions. Les plus malins ou les plus intelligents ne sont pas toujours ceux qui le croient, on s'en délecte d'avance, à suivre donc.

Etats-Unis

Le magazine américain Forbes a élu Lamido Sanusi, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, personnalité africaine de l'année 2011. (slateafrique.com 30.11)

Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole en Afrique et le 6e exportateur de pétrole dans le monde, tandis que la pauvreté continue de ravager ce pays, un modèle ou un exemple à suivre pour ce magazine représentant les intérêts de l'impérialisme américain.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 décembre

Le 2 décembre

CAUSERIE

Au pays de l'Empire ou des maîtres du monde, l'ignorance élevée au rang d'icône.

La candidate à la primaire républicaine, Michele Bachmann, a annoncé son souhait de fermer l'ambassade américaine à Téhéran... qui n'existe pas. (lepoint.fr 01.12)

Pas de bol, elle ferait mieux de la fermer !

Lincoln disait : *"Si vous trouvez que l'éducation coûte chère, essayez l'ignorance"*, principe adopté par les banquiers qui ont fait tous les présidents des Etats-Unis depuis 1865.

L'ignorance est plus utile en politique que nulle part ailleurs, parce que c'est justement dans ce domaine qu'elle est le plus répandue sur la surface de la terre. S'employer à l'entretenir, voilà la mission divine de toutes les religions, y compris celle de l'argent ou du capital. La combattre sous toutes ses formes ou masques, telle est notre devoir de militant.

Un internaute pose une question :

- "Pourquoi ne pas parler de celui qui a regretté l'attaque sur l'ambassade "anglaise" et non britannique ? C'était hier, et c'était Obama, mais, quelle surprise, aucun média français ne relaie cette énième gaffe d'Obama. Ne surtout pas contredire l'image [...] : républicains = idiots, démocrates = intelligents et éduqués..."

Le mythe de la supériorité américaine, qui en réalité repose sur la crasse ignorance des classes dominantes, doit survivre à tout prix.

Aux Etats-Unis, plus sans doute que nulle part ailleurs dans le monde, l'école ou suivre des études et au-delà l'existence toute entière doivent être vouées à un seul et unique objectif : s'enrichir, si possible toujours plus, car dans une société subordonnée à l'argent, c'est le seul moyen d'envisager de pouvoir satisfaire ses besoins les plus élémentaires jusqu'à ses désirs ou fantasmes les plus fous. Peu importe comment, seul le résultat compte. Et si toute votre vie vous demeurez un abruti fini, peu importe, vous pourrez toujours répondre à vos détracteurs, que votre exemple est la preuve vivante qu'il ne sert à rien d'être intelligent pour réussir dans la vie, selon la définition qu'en donnent ces créatures dégénérées.

Des internautes, à la suite de cet article, ont livré leurs propres expériences ou celles de leurs proches sur les Etats-Unis.

- "Un ami anglais aux États-Unis m'a raconté qu'un Américain lui avait demandé quelle langue ils parlaient en Angleterre... Le pauvre n'avait jamais fait le rapprochement entre English/England.

Pathétique n'est ce pas ? Les Américains ne sont pourtant pas plus idiots que d'autres peuples, simplement, leur système éducatif, au contraire du notre, laisse une part misérable à l'histoire et à la géographie, les leurs comme celles du monde qui les entoure."

- "On m'a demandé un jour aux USA où je vivais, si "Belgique" était bien la capitale de la France... Mais on entendait au moins une telle bourde chaque jour : "Vous avez l'eau courante en Europe", "Vous avez des autoroutes en Europe", "Avant de venir aux US, aviez vous déjà vu des noirs", etc. Mais il faut reconnaître que la classe politique française n'est guère mieux lotie. Enfin, pas tous mais beaucoup !"

- "Ayant vécu 15 ans aux USA, je me souviens avoir vu sur Fox News, à l'époque des émeutes en banlieues, une carte de France où Strasbourg était à la place de Lyon, et Lyon à celle de Bordeaux. Rien ne me surprend de la part de personnes du style de M. Bachmann, S. Palin et consort qui ne sont pour certain(e)s jamais sorti(e)s des USA et qui ne sont même pas capable de positionner certaines grandes villes américaines sur une carte. Je discutais un jour avec un Texan et, véridique, il était incapable de localiser Washington DC sur une carte. Triste mais vrai."

Que l'Américain lambda ne soit pas capable de localiser Lyon sur la carte de France, c'est normal, vous oubliez que vue de l'extérieur, et je suis bien placé pour en parler vivant en Inde, la France est un confetti sur la carte du monde et Lyon est un point quelque part sur ce confetti ; la République démocratique du Congo fait trois fois la superficie de la France et aucun d'entre nous n'est capable de situer avec précision une seule grande ville de ce pays, pas même Kinshasa, sa capitale.

S'agissant de Fox News ou un autre média américain, leur crasse ignorance est inexcusable, c'est aussi une façon de témoigner leur mépris de tout ce qui n'est pas made in USA... ou made in Israël.

La braderie de l'hiver... en attendant le printemps...

(A propos du discours de Sarkonapoléon à Toulon hier)

Un constat...

- *"La crise n'est pas finie. Nier la crise, c'est s'interdire toute perspective d'avenir"*.

Il devait parler pour lui, ce type-là tiens décidément du médium... ou de l'ectoplasme !

... qui vaut bien une "**nécessité**" !

- *"Il faut accepter le réel. L'Europe n'est plus un choix, l'Europe est une nécessité. Il n'y a plus de distinction entre la politique nationale et la politique européenne"*.

En a décrété ainsi le petit dictateur.

Pour votre bien...

"L'Europe, ce n'est pas moins de souveraineté, mais davantage de souveraineté, parce que c'est davantage de capacité d'agir."

Où l'art de transformer le plomb en or en un tour de main, quel minable illusionniste !

... et pour cause :

- *"La France doit entrer de plain-pied dans le nouveau cycle économique"*.

Qui s'identifie à la dictature de l'aristocratie financière à l'échelle de la planète, le dernier acte du capitalisme ou de la tragédie humaine.

Et devinez qui va en faire les frais...

- Il promet de permettre à la France de *"s'en sortir par le travail et par l'effort"*.

- *"Dans le monde tel qu'il est, avec les défis que nous avons à relever, avec ce que sont les tendances de la démographie, la retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences et qu'il nous a fallu réparer"*.

La sueur et les sacrifices qui vont se terminer par la danse devant le buffet... comme en Grèce !

Hélas !

- *"Je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise"*

Surtout après avoir augmenté son salaire de 172% ! Que je suis distrait, il ne parlait de lui !

Bande d'ingrats et d'ignares ! Attention, le sauveur suprême est de retour.

- *"Ce ne sont pas les banquiers qui ont été secourus, ce sont les économies des Français qui ont été sauvées"*.

- *"Cela n'a pas coûté un centime aux contribuables"*.

Il n'allait pas avouer que les banquiers jouent au casino avec vos économies. Non, les plans d'austérité, c'est gratos, cela ne rapporte rien à personne, c'est bien connu !

Dans le rôle du kaiser Merkozy :

- *"L'Europe a besoin de plus de solidarité. Mais plus de solidarité exige plus de discipline."*

Et comment compte-il s'y prendre (en France) ? Réponse en deux temps :

1- *"En janvier prochain, j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française."*

En comptant sur le sens des "responsabilités" de ses "partenaires sociaux", les bureaucrates pourris des syndicats, on n'y aurait pas pensé. Et sur la division entre les différentes couches d'exploités :

2- *"Il est apparu une nouvelle inégalité, celle qui fait la vie plus difficile à ceux qui travaillent au bas de l'échelle par rapport à une minorité qui voudrait profiter du système sans assumer sa part des devoirs."*

Si une partie des travailleurs ont une *vie plus difficile* que les autres, c'est de la faute des salopards parmi eux qui profitent des allocations chômage au lieu d'aller gratter, car en réalité il n'y a pas de chômage dans ce pays, et non les privilégiés du CAC 40 qui engrenent les centaines de milliards d'euros... J'allais oublier les immigrés qui piquent le pain, le logement et le travail, au noir bien sûr, des Français, Marine Le Pen a dû atteindre l'orgasme en entendant ce discours qu'elle n'aurait pas renié !

Gloire à la Ve République et à son Bonaparte, amen !

"De tous les grands pays développés, la France est celui dont le système institutionnel a le mieux résisté à la crise. Grâce à ses institutions, il peut être gouverné même quand les temps sont difficiles. Ce n'est pas en passant à la VIe République, qui ne serait en réalité qu'un retour à la IVe, que la France maîtrisera mieux son destin." (lepoint.fr 01.12)

Franchement camarades, qui a dit que la Ve ne valait pas un pet de lapin, qu'elle était à l'agonie !

La Talonnette ne doit pas être au courant : un virtuose du violon doublé d'un humaniste a créé une troupe où les musiciens jouent sans chef d'orchestre (dans l'église dévouée aux sans-papiers à Paris), qui plus est le répertoire des symphonies de Beethoven, dont la Ve, vue et entendue aux infos sur TV5Monde Asie il y a quelques jours.

Bordel, imaginez un instant la Ve sans chef d'orchestre, mais ce n'est plus la Ve alors, qu'est-ce que je vais devenir se dit l'épileptique du Palais ? Dans la poubelle de l'histoire et le plus vite sera le mieux ! En passant, je suis un fan de Beethoven.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Minoritaires, illégitimes, honnis des masses : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy s'érode d'un point à 29% d'opinions positives et François Fillon perd trois points (33%) dans le baromètre de décembre de TNS Sofres à paraître samedi dans Le Figaro Magazine.

Soixante-huit pour cent des personnes interrogées jugent défavorablement l'action du chef de l'Etat (contre 66% en novembre).

Elles sont 61% à avoir une opinion négative à l'égard du Premier ministre.

En novembre, la cote du président de la République était remontée de six points. *"L'embellie est fragile et Nicolas Sarkozy devra en faire encore davantage s'il veut qu'elle dure plus d'un mois"*, souligne Le Figaro Magazine. (Reuters 01.12)

Pourquoi, pour quoi et comment utiliser ce genre de données ?

Ce n'est pas inutile de se savoir qu'on n'est pas tout seul à penser quelque chose, que l'on est nombreux, mieux, majoritaire à le penser, cela permet de gagner en confiance en soi, de se dire qu'on a raison de penser ce qu'on pense, cela renforce notre légitimité bien mal en point ou qui n'arrive pas à émerger.

N'est-ce pas notre objectif que d'aider par tous les moyens les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes, à affirmer que leurs besoins sont légitimes, prioritaires par rapport à ceux des privilégiés ? En l'absence d'une mobilisation contre le régime, après avoir essayé d'importantes défaites, on devrait faire les difficiles ou renâcler à employer ce genre d'infos, je ne suis pas d'accord.

Tout ce qui peut aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes doit être utilisé.

1.2- En famille. Je te tiens, tu me tiens par la barbichette...

Deux témoins renforcent les soupçons sur le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, objet d'une enquête judiciaire sur un possible lien avec une présumée corruption en marge de deux importants contrats d'armement.

La validation des comptes de campagne d'Edouard Balladur s'est faite en fermant les yeux sur des irrégularités manifestes, au nom de la "*raison d'Etat*", déclare dans le Parisien de jeudi un ancien membre du Conseil constitutionnel.

Cet épisode, durant lequel des sommes importantes en espèces d'origine mystérieuse - l'équivalent de plus de trois millions d'euros - ont été "*oubliées*" par cet organe malgré l'opposition des rapporteurs, était connu, mais les déclarations de Jacques Robert sont particulièrement amères.

"Nous nous sommes dispersés sans un mot, avec le sentiment que la raison d'Etat l'avait emporté sur le droit", dit ce juriste qui fut membre du Conseil de 1989 à 1998.

C'est Roland Dumas, président socialiste du Conseil constitutionnel de l'époque, qui a obtenu que les "*Sages*" ferment les yeux sur ces comptes, confirme-t-il.

"Mon impression, c'est que Roland Dumas, Jacques Chirac et Edouard Balladur se tenaient à l'époque par la barbichette. Et que nous avons servi de caution à une belle entourloupe", dit le témoin. Les comptes de campagne de Jacques Chirac ont aussi été validés alors qu'ils étaient aussi irréguliers, précise-t-il.

Roland Dumas a admis ses doutes mais a justifié la validation des comptes d'Edouard Balladur par la difficulté qu'il y aurait eu à rejeter ceux de Jacques Chirac, sur lesquels des doutes existaient aussi, ce qui aurait privé la France de président.

Les juges ont interrogé le Conseil constitutionnel et Roland Dumas sur les circonstances de la validation des comptes mais se sont vu opposer le secret du délibéré.

Edouard Balladur avait expliqué l'apport d'espèces dans ses comptes de campagne par des ventes de T-shirts et de gadgets, ou par des dons de sympathisants.

Il doit justifier aujourd'hui devant les juges, qui pourraient l'interroger, l'achat au comptant à Tourgéville (Calvados) en 1996 d'une maison de 13 pièces pour 7,3 millions de francs (1,1 million d'euros).

Selon Le Monde, la justice suisse a par ailleurs recueilli à la demande des juges français la déposition d'un banquier suisse qui confirme que Thierry Gaubert, proche de Nicolas Sarkozy déjà mis en examen dans le dossier, avait bien retiré d'importantes sommes en espèces sur un compte avant et après l'élection présidentielle de 1995.

Thierry Gaubert était déjà été mis en cause par son épouse Hélène de Yougoslavie, qui a relaté que son mari disait à l'époque avoir remis l'argent à Nicolas Bazire, directeur de campagne d'Edouard Balladur. Ce dernier est aussi mis en examen.

Ils auraient travaillé avec l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, intermédiaire sur les deux contrats d'armement.

Selon le témoignage du banquier suisse, Mauricio Safdié, dont la banque porte le nom, Thierry Gaubert venait en personne en Suisse chercher l'argent.

"Je ne me souviens plus des raisons pour lesquelles il souhaitait ouvrir un compte. Il a simplement demandé que le compte soit ouvert au nom d'une société pour ne pas qu'il soit ouvert à son nom", dit-il dans sa déposition citée par Le Monde.

Un retrait de 397.500 francs français (60.000 euros) a été relevé par la justice suisse le 2 mai 1995, à cinq jours du second tour de la présidentielle.

Plus de dix millions de francs, l'équivalent de 1,5 million d'euros, sont sortis entre 1995 et 1998 de ce compte, selon les découvertes de la justice suisse.

Nicolas Sarkozy, qui était porte-parole de la campagne Balladur, a déclaré à la télévision en octobre : *"Il ne sortira rien de tout cela et tout le monde le sait"*. (Reuters 01.12)

Parce que le fameux compte est vide ?

1.3- En quête de ralliement au fond des égoûts.

L'un des porte-parole de Marine Le Pen pour la présidentielle, le souverainiste Paul-Marie Coûteaux, va lancer un nouveau parti en vue d'une alliance avec le Front national aux législatives de 2012, une initiative diversement appréciée au FN.Le

Ce parti, le Siel (Souveraineté, indépendance et libertés), "a pour but de rallier les amis de Philippe de Villiers, aujourd'hui en déshérence, et les déçus de Nicolas Dupont-Aignan, qui ne décolle pas", a expliqué mardi soir à l'AFP M. Coûteaux, qui a officialisé son ralliement à Marine Le Pen en septembre, sans adhérer au FN.

"J'ai expliqué à Marine (Le Pen) qu'elle ne dépassera jamais un certain socle sans faire d'alliance. Le FN n'a pas la culture du partenariat (...) mais Marine Le Pen approuve mon projet", a ajouté le souverainiste, qui a été propulsé parmi les cinq porte-parole de la candidate à la présidentielle.

"Le FN est un grand mouvement et Paul-Marie Coûteaux en est parfaitement conscient", a répondu Mme Le Pen à l'AFP, sans voir d'inconvénient à la création de ce parti, dans la perspective d'une alliance aux législatives.

"Pourquoi fait-il cela? C'est une excellente question. Mais nous lui avons demandé de ne pas mettre en porte-à-faux la campagne, dont il est porte-parole", a prévenu le vice-président du FN, Louis Aliot. (liberation.fr 01.12)

2- Tunisie

Des milliers de personnes, universitaires, étudiants, ouvriers du bassin minier, manifestaient jeudi devant le siège de l'Assemblée constituante à Tunis pour exprimer leurs inquiétudes sur le chômage, l'intégrisme religieux ou la corruption. De deux à trois mille personnes, selon les journalistes de l'AFP, se sont installées devant le palais du Bardo, où siège l'Assemblée, dont les entrées étaient gardées par des blindés.

"Non à l'extrémisme !" "Touche pas à mes enseignants", scandaient des professeurs d'université, en grève ce jeudi pour protester contre des incidents dans une faculté de lettres près de Tunis, où des islamistes réclament le droit pour les étudiantes en niqab d'assister aux cours. Des étudiants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Ni mini-jupe ni niqab", "Si tu veux le niqab, va le mettre chez toi". "Je suis venu parce que je suis ahuri par ce qui se passe dans le pays. Le niqab n'a jamais fait partie de nos traditions", expliquait un homme d'affaires refusant de donner son nom.

A côté, des mineurs de Gafsa (Centre) ont installé des tentes et se disaient déterminés à rester tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Ils demandent l'annulation d'un concours de recrutement à la Compagnie générale des phosphates, principal employeur du bassin minier, qu'ils estiment truqué. La publication des résultats de ce concours a déjà entraîné des violences la semaine dernière dans des localités du bassin minier.

"On n'a pas fait la révolution pour ça. Les gens ont faim, n'ont pas d'emploi, la corruption sévit toujours dans le pays", a déclaré le leader communiste Hama Hammami, présent à la manifestation. "La politique se fait dans la rue et pas dans les chambres closes", scandaient d'autres manifestants, qui protestaient pour leur part contre l'opacité des travaux menés dans deux commissions de l'Assemblée constituante qui tentent laborieusement de tomber d'accord sur les prérogatives de l'exécutif et le fonctionnement de l'Assemblée.

Plus d'un mois après l'élection du 23 octobre, remportée par les islamistes d'Ennahda, la Tunisie n'a pas de gouvernement. L'équipe sortante du premier ministre Béji Caïd Essebsi gère les affaires courantes. (lemonde.fr 01.12)

Justice

France

L'ex-préfète de Lozère Françoise Debaisieux a été condamnée jeudi à six mois de prison avec sursis et 5.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Mende pour vols et détournements de biens appartenant à la préfecture entre 2007 et 2009. (20minutes.fr 01.12)

Commentaire d'un internaute.

- "Elle vole les biens publics et elle n'a que 5000 euros d'amende et du sursis. Quelle honte ! quel laxisme parce qu'elle est sous-préfet ! Certains sont licenciés parce qu'ils ont volé dans une poubelle..."

La justice de classe, que voulez-vous !

Social

1- France

1.1- Armée de réserve

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a progressé de 0,2 point au troisième trimestre à 9,3% en moyenne en métropole (9,7% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS) provisoires publiées jeudi par l'Insee.

Le nombre de chômeurs ressort à 2.631 millions en métropole, soit 51.000 de plus qu'au deuxième trimestre.

Les taux de chômage au deuxième trimestre ont été confirmés à 9,1% de la population active en métropole et 9,6% avec les Dom. (Reuters 01.12)

1.2- Surendettement.

Le nombre de dossiers déposés (196.432) au cours des douze derniers mois auprès des commissions de surendettement est en hausse de 8,1% à fin octobre par rapport à la même période de 2010, selon des chiffres publiés jeudi par la Banque de France.

Sur les dix derniers mois, le nombre de mesures de rétablissement personnel (c'est-à-dire d'effacement de dette total ou partiel) a progressé de presque 28% à 47.168 tandis que celui des procédures amiables a diminué de 5,5% sur un an à 111.230 dossiers. (liberation.fr 01.12)

2- Grèce.

Quelque 20.000 Grecs ont manifesté dans le calme jeudi dans le centre d'Athènes dans le cadre d'une nouvelle journée de grève générale contre les mesures d'austérité, alors que le nouveau gouvernement de coalition a promis à ses bailleurs de fonds des réformes supplémentaires, "*profondes et de grande ampleur*".

Cette grève de 24 heures constitue le premier test pour le gouvernement d'union du Premier ministre Lucas Papadémos, formé il y a trois semaines.

Selon la police, quelque 15.000 manifestants ont défilé pacifiquement dans les rues du centre d'Athènes à l'appel d'un syndicat proche du Parti communiste. "*Assez de pauvreté, assez de charges, c'est l'heure d'une nouvelle société*", ont-ils notamment scandé en passant devant le Parlement. Ils ont été suivis par quelque 4.500 autres personnes répondant à l'appel des principaux syndicats et des partis de gauche.

Deux autres manifestations ont par ailleurs réuni 6.500 personnes à Thessalonique, deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays.

Alors que plusieurs marches contre les baisses des salaires et des retraites ainsi que les augmentations d'impôts avaient tourné aux affrontements violents ces derniers mois, opposant généralement des groupes d'anarchistes aux policiers, seuls deux incidents ont été signalés jeudi: un jet de cocktail Molotov et une voiture cassée.

Ilias Vrettakos, numéro deux du principal syndicat de fonctionnaires, ADEDY, a mis ce calme sur le compte de la peur, expliquant que les Grecs étaient influencés par le discours selon lequel la seule alternative à l'austérité est la faillite du pays. Il a aussi laissé entendre que les salariés ayant déjà subi des baisses répétées de leur rémunération hésitent peut-être à perdre un jour de paie pour faire grève.

"*On crée une situation qui n'est plus tolérable ni supportable, malheureusement les gens se retrouvent dans un état situé entre la pauvreté et le désespoir*", a commenté Ilias Iliopoulos, secrétaire général d'ADEDY, interrogé par l'Associated Press Television News (APTN). AP 01.12)

Economie

Suisse

Comme chaque année, le magazine suisse Bilan a mené l'enquête et a dévoilé jeudi soir la liste des 300 plus grosses fortunes. Celle-ci mêle les familles suisses et les étrangers installés dans la Confédération.

Une nouvelle fois, le fondateur d'Ikea, Ingvar Kamprad, arrive numéro un avec une fortune estimée par le magazine à plus de 35 milliards de francs suisses (soit 28,5 milliards d'euros).

Cette année, l'introduction en Bourse du géant des matières premières, Glencore, a fait apparaître plusieurs dirigeants du groupe parmi les grandes fortunes suisses.

À l'inverse, la chute de la Bourse a lourdement pesé sur d'autres patrimoines. C'est notamment le cas par exemple de celui de la famille Peugeot que Bilan estime en baisse de 50% entre 1,5 et 2 milliards de francs suisses (1,2 à 1,6 milliard d'euros).

Il signale l'entrée récente de Serge Kampf, le fondateur et président du groupe Capgemini, dont la fortune est estimée entre 200 et 300 millions de francs suisses. Denis Dumont, le discret entrepreneur quinquagénaire, inventeur de l'enseigne Grand Frais (charcuteries, produits laitiers, fruits et légumes) arrive également dans cette liste.

Parmi ces 300 personnes, à côté des Suisses eux-mêmes, les deux nationalités les plus représentées sont les Allemands et les Français. Le nombre de Français est passé de 17 à 44 en dix ans (dont 13 milliardaires) dans ce classement. Celui-ci comprend 140 milliardaires, soit cinq de plus qu'il y a un an.

Les étrangers sont attirés par le fameux forfait fiscal qui permet de négocier son imposition et surtout d'être taxé en fonction de son train de vie et non en fonction de ses revenus. À une condition toutefois: ne pas avoir d'activité rémunérée en Suisse. (lefigaro.fr 01.12)

Société

Etats-Unis

Des recherches en laboratoire sur des virus inconnus et hautement pathogènes tournent mal provoquant une pandémie meurtrière qui décime l'humanité. C'est là un scénario bien connu des fans de films d'anticipation et autres films catastrophes.

C'est précisément pour éviter un tel scénario qu'un comité sur la biosécurité américain est en train d'évaluer si des recherches sur le virus A(H5N1), responsable de la «grippe aviaire», devraient être ou non publiées, rapporte le magazine New Scientist.

Les travaux de Ron Fouchier du centre médical Erasmus à Rotterdam ont en effet identifié des mutations spécifiques du virus qui le rendraient beaucoup plus contagieux et dangereux pour l'espèce humaine.

Aujourd'hui le A(H5N1) tue plus de la moitié des personnes qu'il infecte mais ne se transmet pas facilement d'une personne à une autre. Ron Fouchier a toutefois expliqué dans le cadre d'une conférence scientifique sur la grippe organisée à Malte en septembre qu'en effectuant deux mutations sur le virus pour l'«adapter» aux mammifères (en infectant à plusieurs reprises des furets, un très bon modèle expérimental) il obtenait une nouvelle souche virale. Une souche toujours aussi mortelle, mais désormais capable de se transmettre aisément d'homme à homme via de simples gouttelettes en suspension dans l'air.

Pour Thomas Ingelsby du centre de biosécurité de l'université de Pittsburgh, publier ces travaux comporte plus de risques que de bénéfices: quelqu'un pourrait par exemple les détourner pour en faire une arme biologique. Autre scénario, encore plus probable selon lui: d'autres scientifiques se mettraient à travailler avec le virus ainsi modifié, ce qui augmenterait les risques d'un accident qui verrait le virus sortir d'un laboratoire. Il existe des précédents: un virus grippal bénin A(H1N1) s'est échappé d'un laboratoire (russe ou chinois) en 1977. (slate.fr 01.12)

Il y a 25 ans déjà, j'ai lu des rapports sur l'origine du VIH, selon lesquels ce seraient des expériences menées plusieurs décennies auparavant par des apprentis sorciers occidentaux qui travaillaient dans un laboratoire au Congo ou dans un autre pays africain je ne sais plus au juste, qui en serait à l'origine. Ils auraient inoculé un virus de leur fabrication à des singes qui se seraient évanouis dans la nature avant de se retrouver sur les étales des marchés, c'est ainsi qu'aurait débuté la transmission de ce virus qui n'existait pas à l'état naturel.

Bien entendu cette version a été contestée avec autant de virulence que celle du "complot" sur les intentions de l'impérialisme américain et européen de remodeler le Moyen et le Proche-Orient, ou encore sur les attentats du 11 septembre organisés conjointement par le Pentagone, la CIA et Al-Qaïda, leur création, et plus proche de nous, la liquidation de Ben Laden mort depuis déjà 10 ans.

On pourrait ajouter l'assassinat de Lincoln et Kennedy pour avoir voulu remettre en cause la dictature de la Fed, dans les deux cas

les crimes furent attribués à des individus isolés et sans rapport avec les banksters, ou encore l'attaque "par surprise" de Pearl Harbour, alors que les renseignements généraux américains avait percé le code secret que les Japonais utilisaient dans leurs transmissions, etc. etc. etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 décembre

CAUSERIE

Les articles de presse du mois de novembre classés par rubriques sont disponibles au format pdf (24 articles pour 40 pages).

Aux infos de TV5Monde Asie ces derniers jours

L'actualité des derniers jours a été si chargée que je n'ai pas trouvé le temps d'aborder quelques infos ou sujets de réflexion.

1- Grande-Bretagne

Le 28 novembre. Les 100 patrons ou dirigeants d'entreprises perçoivent des rémunérations supérieures à 5 millions d'euros par an, chacun évidemment. Je n'ai pas noté les coordonnées de celui qui touche la plus élevée, 13 millions d'euros, une misère quoi. Comme a dit hier le locataire de l'Elysée "je sais que la vie des Français est plus difficile aujourd'hui après trois années de crise", Cameron doit sans doute tenir le même langage à Londres pour exiger des sacrifices des travailleurs.

A part cela patrons et actionnaires ne s'accaparent pas la plupart des richesses produites. C'est choquant, non, c'est le capitalisme, c'est tout. Après, on décide de faire avec et on cesse de gémir sur son sort ou on s'organise dans la perspective de le renverser, c'est l'un ou c'est l'autre, il faut mettre chacun devant ses responsabilités, à son niveau bien sûr.

2- Reportage d'Envoyé spécial en Syrie, à Homs

Ce reportage a été diffusé sur TV5Monde Asie le 1er décembre. L'objectif était de démontrer que la population était victime de la répression organisée par le régime. Qu'a-t-on vu au juste ?

2.1- Une femme portant lunette noire et le visage enveloppée dans un grand foulard répétant ce que les médias du monde entier débitent en boucle depuis des semaines. Qui était-elle, quelle valeur, quelle légitimité avait son témoignage ? On n'en saura rien, aucun.

2.2- Une file d'attente pour recharger des bouteilles de gaz. A Pondichéry, en Inde, où j'habite, chaque fois que je vais remplacer ma bouteille de gaz je me tape la queue, mieux je dois la faire deux fois et à deux endroits différents, une fois pour faire enregistrer ma demande en présentant mon carnet et mes tickets genre tickets de rationnement, la seconde fois pour retirer une bouteille pleine, quand il y a du stock sinon je dois revenir une fois ou deux comme cela m'est arrivé la dernière fois. Et l'armée indienne ne bombarde pas la ville !

2.3- Gros plan sur des gosses de moins de 10 ans scandant des slogans hostiles au régime.

C'est tout ? Oui c'est tout, pour le reste on a vu des gens marchés dans les rues, des voitures roulées normalement, tout du moins apparemment, ici ou là un char posté à un carrefour, un manifestant qui s'est pris une balle qui trainait, qui lui avait tiré dessus, un militaire fidèle au régime ou un mercenaire à la solde de Washington, Riyad ou Jérusalem ou encore Paris ou Londres, on n'en saura rien non plus.

Bref, la propagande de l'impérialisme français.

3- Vous emplissez votre réfrigérateur ? Non, je remplis ma poubelle.

En moyenne 20 kilos de nourriture partent à la poubelle par an et par personne en France.

Un quart de la production alimentaire mondiale finit à la poubelle, alors que toutes les six secondes une personne meurt de faim ou de sous-alimentation dans le monde.

Démonstration dans un lycée en France.

Sur 900 kilos de nourriture préparée pour alimenter la cantine en fonction des élèves ayant payé leur repas (2,5 euros le plateau), 197 kilos sont partis à la poubelle. Réaction des lycéens interrogés : l'indifférence, c'est normal. Explication du responsable de la cuisine : puisqu'ils ont payé, le contenu qui figure sur leur plateau repas leur appartient, ils n'ont pas à se poser la question de savoir si ce qu'ils ne mangent pas finira à la poubelle pendant que des gens crèvent de faim ailleurs, des élèves ont confirmé au journaliste qu'ils s'en foutaient que ce n'était pas leur problème.

La grande distribution jette par an 560 000 tonnes d'aliments. Pendant ce temps-là, 3 millions de personnes en France perçoivent une aide alimentaire pour survivre avec leurs familles.

J'ai eu du mal à regarder ces images, des poubelles entières remplies de viande, de pain, de fruits ou de légumes, c'était plus fort que moi, à un moment donné j'ai détourné la tête de l'écran, je n'en pouvais plus tellement c'est dégueulasse, et pourtant je suis blindé, c'était peut-être parce que je venais de bouffer, un plat unique avec un verre d'eau et un café comme à chaque repas midi et soir.

J'achète les produits frais que je vais manger, pas que je vais jeter. Je sais à l'avance ce que je vais acheter, dans quelle quantité, comment et quand je vais le préparer et le manger, ainsi je ne jette absolument rien.

Je ne bosse pas et je mange toute l'année chez moi, certes, mais j'ai le double de repas à préparer que si je mangeais à l'extérieur le midi et parfois le soir au restaurant, ce qui ne m'arrive plus jamais, j'ai fait une croix sur le resto, c'est meilleur et meilleur marché quand je cuisine moi-même, et quand je vois les prix des plats par rapport au prix des matières premières, je me dis que les restaurateurs sont des escrocs, en fait ils ne bossent pas et le prix qu'on paie c'est le prix de leurs employés qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres, bref, pas vraiment envie de les engraisser. Je bosse pour un patron mais le site me prend autant ou plus de temps encore, donc je m'organise, je cuisine pour la semaine qui vient le dimanche ou le lundi quand il y a moins de boulot, en général deux plats et j'alterne un jour sur deux, des plats plutôt gastronomiques, cuisine française et cuisine indienne.

En procédant ainsi je mange correctement et je ne jette rien, quand j'étais en France, on procédait de la même manière. Aujourd'hui on est samedi, le réfrigérateur n'est pas plein d'aliments que je n'ai pas consommés la semaine et qui vont finir à la poubelle, il est vide en dehors de la salade que j'ai déjà lavée et rangée dans une boîte en plastique et quelques tomates pour le midi. Ces gens qui jettent ainsi, ils ont encore beaucoup trop de fric à dépenser, après on s'étonne qu'ils ne se mobilisent pas, ne cherchez pas, la raison n'est pas seulement politique mais économique. Il y en a qui se mobilisent parce que leur niveau de vie est menacé, pas parce qu'ils seraient pris à la gorge, mais parce que cela leur coûte de plus en plus cher... pour remplir leur poubelle chaque fin de semaine !

Non, les conditions objectives ne sont pas encore tout à fait mûres pour que la majorité des travailleurs se sentent vraiment concernés par la crise et qu'ils se mobilisent, car hélas il va falloir qu'ils en soient réduits à subir les mêmes coups que les Grecs pour commencer à se poser des questions et passer à l'action, tandis que pour des millions de travailleurs et leurs familles elles étaient déjà mûres dès leur naissance, c'était d'ailleurs tellement le destin qui nous était réservé, que lorsque certains ont réussi à y échapper, ce fut pour sombrer immédiatement dans le travers de la société dite de consommation, sans progresser sur le plan politique évidemment, au contraire même, dans ma famille et mes connaissances (en France) je ne connais pas d'exceptions.

Donc chaque fois que l'on parle mobilisation, mouvement social, grève, manifestation, etc. posons-nous la question de savoir quelle en est l'orientation politique avant de nous emballer ou de n'y voir que leur contenu social, pour éviter de s'illusionner ou de se fourvoyer en général.

4- En Grèce

4.1- Une employée du ministère des Finances qui percevait l'année dernière un salaire de 2 300 euros net, ne touche plus que 1 300 euros et l'année prochaine son salaire descendra à 800 euros. Elle vit en couple et ils ont deux enfants, elle dit dépenser 800 euros par mois pour se nourrir et ils ont acheté leur maison, il leur reste à payer 1000 euros par mois pendant 27 ans. Elle a dû prendre un crédit sur 30 ans, dont le coup total se montait à 360 000 euros.

Comment peut-on s'engager sur une aussi longue période sur une telle somme, c'est délirant et comment une banque a-t-elle pu lui accorder un tel crédit, c'est criminel.

Elle va retourner vivre chez sa mère et sa maison va être saisie et vendue aux enchères comme des milliers d'autres, les prix vont chuter, les banques ne vont jamais retrouver leurs billes, la même situation qu'aux Etats-Unis en somme.

4.2- Un carreleur d'origine albanaise installé en Grèce depuis 20 ans, réduit au chômage, dans l'impossibilité de continuer de payer son loyer et de trouver du boulot, il décide de repartir en Albanie avec toute sa famille.

Il explique qu'au moins là-bas il aura un peu de boulot, ne serait que quelques jours par semaine et que cela lui sera suffisant pour vivre. Et d'ajouter : *"il n'y a plus rien à faire en Grèce, plus d'avenir, c'est fini, l'avenir est ailleurs"*.

La question de l'immigration va se régler naturellement pour ainsi dire... grâce à la crise, quel paradoxe ! L'extrême droite et les nazillons de l'UMP devront trouver d'autres boucs émissaires dans quelque temps

4.3- Un armateur a été interviewé par un journaliste de France 2, il a confirmé en se marrant qu'effectivement il ne payait pas un centime sur les bénéfices réalisés par son entreprise.

Je l'avais lu ici ou là, mais bon, vous savez on lit tellement de choses qui s'avèrent être fausses ou très approximatives, là il s'agissait d'un témoignage direct, donc on sait maintenant à quoi s'en tenir réellement. Devant la caméra, il a menacé de délocaliser son entreprise si l'Etat exigeait qu'ils paient des impôts ou une taxe. Qui détient le pouvoir en Grèce (comme ailleurs) ? On a la réponse. Donc une seule solution : l'expropriation de grès ou de force sans leur verser un centime, ce n'est pas négociable.

5- Encore un autre paradoxe

Quelque 15 % des jeunes filles seraient atteintes de puberté précoce, 17% aux Etats-Unis, en cause les pesticides, les oestrogènes et autres saloperies chimiques présentes dans l'air ou l'alimentation, les emballages aussi. Résultat à terme : des femmes stériles, des foetus mâles plus rares, sans compter une augmentation des cancers du sein, etc.

Des chercheurs, après avoir soumis pendant cinq ans des poissons à des oestrogènes dans un lac artificiel, ont constaté qu'au bout de cette période une fois les mâles ayant muté puis totalement disparus, il n'y avait plus aucun poisson vivant.

Alors pourquoi un paradoxe appliqué à l'homme, parce que cela pourrait participer à la lutte contre la surpopulation dans le meilleur des cas, dans le pire à l'extinction de l'espèce humaine.

Ils n'ont pas abordé cet aspect là dans leur documentaire. De plus, c'est la population des pays riches la plus exposée, ici par exemple il y a plus de filles que de garçon, en Chine c'est l'inverse parce qu'ils doivent procéder à une sélection suite à des échographies, plus qu'en Inde où c'est également interdit ; si en France et dans les pays occidentaux les petites filles ont de la poitrine et leurs règles de plus en plus tôt, en Inde, j'ai plutôt constaté le contraire, comment ? C'est facile, lorsqu'une jeune fille a ses premières règles tout le voisinage est ameuté, car cela est l'occasion d'une fête à laquelle toute la famille et le village sont conviés.

La pauvre gamine, un animal de foire, c'est une tradition, une coutume, leur culture nous dit-on, plutôt barbare, mais il ne faut pas le dire sous peine d'être traité de tous les noms par les tiers-mondistes reconvertis en altermondialistes. Bon, en échange elle est honorée comme une déesse... de la fécondité, bien sûr, et malheur à elle si elle est stérile, elle reçoit un tas de cadeaux. Dans ces occasions, vous savez ce que je fais, j'observe les mâles pour détecter les regards lubriques ou pervers...

Bon vivement que l'Inde se développe, cela permettra de mettre un frein à la démographie galopante, je plaisante, mais c'est un paradoxe qui pourrait régler en partie le problème de la surpopulation.

J'en ai terminé avec cette émission, passons aux infos des médias et agences de presse.

Incroyable. Ils auraient découvert des tunnels reliant le Mexique aux Etats-Unis sous leur frontière...

(Vu et entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.)

Du côté mexicain à deux pas d'un poste des douanes, non, pas possible ? Et entièrement aménagés avec climatisation, ascenseurs, wagonnets pour transporter la précieuse marchandise des trafiquants de drogue, etc. Sur 600 mètres et personne n'aurait rien remarqué, à croire qu'au fur et à mesure ils ont bouffé la terre extraite de ces tunnels quand ils les ont creusés, et je ne parle même pas de l'encombrant matériel qu'ils ont acheminé jusque là, des rails et des wagonnets notamment, il est vrai qu'on en croise tous les jours dans la rue, n'est-ce pas, à moins qu'ils aient été livrés en kits ou qu'ils aient été fondus sur place ?

Ils nous prennent vraiment pour des cons. Alors qu'ils disposent des outils ultra perfectionnés pour détecter à 1 500 mètres sous les fonds sous-marins des nappes de pétrole ou du gaz simplement en survolant les océans, ils n'auraient pas les moyens de détecter des galeries creusées à quelques mètres sous la surface du sol.

Mais la meilleure ou le pire, c'est que la plupart des gens les croient sur parole, c'est à croire que leur dictature a de beaux jours devant elle, non ?

Je vais vous dire un truc, c'est le genre de révélations entre guillemets qui est plus à même d'aider les travailleurs à rompre avec

le capitalisme plutôt que nos longs discours auxquels ils ne comprennent rien ou qu'ils écoutent d'une oreille distraite, sans nous prendre vraiment au sérieux.

Si nous avions un parti révolutionnaire digne de ce nom, dans notre journal une page serait réservée chaque semaine à tordre le coup aux mensonges ou à la propagande gouvernementale, car ce genre d'infos est plus accessible aux travailleurs, plus à leur niveau si l'on veut, ce serait comme une porte d'entrée pour les mettre en confiance, pour ensuite aborder notre programme ou la politique qu'on leur propose. Croire que du jour au lendemain des milliers de travailleurs vont tomber dans la marmite de la politique en les abordant sous un angle politique, c'est se mettre le doigt dans l'oeil, il faut s'y prendre autrement pour briser leur résistance ou leur méfiance envers la politique et tout parti en général.

Personne ne veut le comprendre, soit, advienne que pourra. A mon avis, il ne nous reste que peu de temps avant qu'il devienne impossible de remettre en cause l'ordre établi, une fois qu'ils auront parachevé leur plan d'instaurer une dictature bureaucratique à l'échelle mondiale, pouvoir qui sera omniprésent, mais tellement dilué qu'il sera devenu impossible de le localiser avec précision pour s'y attaquer, encore moins le renverser.

Déjà qu'avec l'existence d'une institution supranationale même pas encore achevée, on ne parvient même pas à se mobiliser contre, d'où au passage selon moi la nécessité de s'y prendre autrement en attaquant les institutions nationales qui détiennent encore les clés du pouvoir, alors imaginez un peu ce qu'il en sera, le jour où ils seront parvenus à leur fin, quand l'UE sera devenue la copie conforme des Etats-Unis...

Vous me direz qu'ils n'y parviendront jamais. Qu'en savez-vous au juste ? Vous vous appuyez sur des documents et des données qui datent de plus d'un demi-siècle pour l'affirmer, ils sont par bien des aspects totalement dépassés ou devenus obsolètes, vous prenez vos désirs pour la réalité. Après tout les économies sont tellement imbriquées que les grandes entreprises des différents pays de l'UE sont de plus en plus dans des rapports de complémentarité que de concurrence, pour peu qu'ils parviennent à mettre au pas le prolétariat, rien ne dit qu'ils n'arriveront pas à mettre la dernière touche à leur projet diabolique sur le plan politique cette fois, c'est-à-dire en liquidant ce qui reste de souveraineté aux Parlements nationaux. On y reviendra.

Amélioration du marché du travail aux Etats-Unis. Vraiment ?

Le plus spectaculaire reste la chute surprenante du chômage de 9 à 8,6%. Elle s'explique malheureusement par la sortie de 315.000 personnes de la population active, peut-être découragées dans leurs recherches d'embauche.

Cette crainte est renforcée par la hausse du chômage de longue durée. 43% des chômeurs en novembre se trouvaient sans emploi depuis plus de 27 semaines, contre 42,4% au mois d'octobre.

Le recrutement de 49.800 personnes dans le commerce de détail est probablement lié aux efforts saisonniers du secteur de la distribution pour préparer la saison cruciale des fêtes.

La stabilité de la durée moyenne de la semaine de travail, le léger recul de la durée d'activité dans l'industrie et la baisse de 0,1% des salaires horaires moyens, sont autant d'indices qui démentent la thèse d'une amélioration radicale du marché du travail. (lefigaro. fr 02.12)

Egypte. Le voile se lève sur la révolution fesse bouc.

Les Frères musulmans, dont la création remonte à 1928, estiment vendredi sur le site de leur parti politique, Liberté et justice, qu'ils recueilleront autour de 43% des sièges alloués à la proportionnelle, à partir de listes présentées par les partis. Ils se disent également en tête au scrutin nominal.

Le parti Al Nour, l'une des formations salafistes qui défendent une vision rigoriste de l'islam, devrait obtenir jusqu'à 30% des sièges, selon les évaluations diffusées sur le site de Liberté et justice. Jeudi, Al Nour disait s'attendre à obtenir jusqu'à 20% des sièges.

Les salafistes veulent exclure les femmes et les membres de minorités religieuses, comme les coptes, des hautes fonctions administratives. Ils prônent un retour à une vision stricte de l'islam, qui prohibe l'alcool, l'art et la littérature "non islamiste" ainsi que la fréquentation des plages.

Le Mouvement des jeunes du 6 avril, l'un des grands artisans de la révolution, notamment grâce à son activité sur internet, assure sur sa page Facebook que "personne ne doit s'inquiéter de la victoire d'une liste ou d'un courant politique".

"C'est la démocratie et notre grande nation ne permettra plus à quiconque de l'exploiter à nouveau", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Non, la Suisse n'est pas un paradis fiscal.

Le forfait fiscal, encore appelé "*imposition à la dépense*", permet à l'heureux bénéficiaire de ne pas être imposé sur sa fortune et sur ses revenus, mais sur son train de vie... À la limite, un milliardaire qui louerait un studio et se contenterait de sandwiches ne paierait qu'un impôt misérable.

C'est presque le cas du Suédois Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea (une fortune estimée à 30 milliards d'euros), l'homme le plus riche de Suisse. Il roule dans une épave et ramène les bouteilles vides consignées au supermarché de son village. (lepoint.fr 12.12)

Mais au fait, pourquoi au juste la Suisse leur accorde-t-elle ce statut fiscal privilégié qui n'est délivré qu'au compte-gouttes ? Si elle ne l'accorde de préférence qu'à des gens réputés fortunés, c'est bien qu'il doit y avoir une autre raison, non avouable cette fois, non ?

Bref, en fait il faut être débile pour produire encore quelque chose en France et y être domicilié, l'idéal est de produire en Chine et de déclarer vivre en Suisse, pendant que la plupart du temps vous vivez ailleurs, les affaires ou votre carrière oblige et le tour est joué, vous engrenguez un maximum de fric et vous ne reversez rien à un Etat, vous profitez sur toute la ligne. Après tout, ce n'est pas un hasard si c'est parfaitement possible, légal quoi ? En plus cela vous permet d'être en paix avec vous-même, quel cas de conscience devriez-vous avoir, ce n'est pas vous qui l'avez inventé ce système très avantageux, vous ne faites qu'en profiter, où est le mal, si ce n'est pas vous, ce sera un autre...

C'est le genre d'arguments qui suffit à clouer le bec des masses arriérées qui finissent par dire : ah ben c'est vrai ce qu'il dit, si ça existe, c'est bien pour que cela profite à quelqu'un sinon ça n'existerait pas, à leur place on ferait pareil... C'est mon milieu en France, je connais le refrain par coeur.

L'art du camouflage.

On accuse quelque chose à quelqu'un de faire, pour qu'on ne nous reproche pas de faire la même chose. Franchement, pensez-vous que je serais assez idiot pour aller sur ce terrain si j'avais quelque chose à me reprocher ? Et le naïf surpris par cette réplique de répondre : ah ben ouais, c'est vrai ce que vous dites, je n'y avais pas pensé, que j'suis bête alors ! Non, tu t'es fais embobiner par un illusionniste dont c'est le métier. Deux exemples.

1- Martine Aubry, elle, a «*vu beaucoup de renoncement*» dans le discours de Nicolas Sarkozy.

Pas du tout, le PS renoncé au socialisme, qui enfin vous a raconté cette mauvaise blague ?

2- Jean-Marc Ayrault a jugé dans un communiqué que «*la maîtrise de notre destin, c'est Nicolas Sarkozy qui nous l'a fait perdre*». (20minutes.fr 02.12)

Pas le PS qui se présente comme son opposant alors qu'il est sur la même ligne, pensez-vous, vous ne saviez pas que le PS n'avait jamais gouverné le pays ?

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Il faudra des années pour endiguer la crise financière, a prévenu vendredi la chancelière allemande, redisant son opposition à une modification des statuts de la Banque centrale européenne (BCE).

La chancelière a insisté devant les députés allemands sur le fait que les 17 membres de la zone euro devaient prendre des mesures pour rétablir la confiance des marchés. Elle a notamment estimé que les règles financières de la zone euro étaient trop fréquemment violées.

La résolution de la crise de la dette souveraine est un processus "*qui prendra des années*", a ajouté Mme Merkel, redisant son opposition aux euro-obligations. Les discussions autour de cette hypothèse ne "*contribuent pas à la résolution de la crise*".

Elle a revanche plaidé pour une nouvelle "*union de la stabilité*" avec des contrôles plus stricts. Son objectif, avec Nicolas Sarkozy, est de modifier les traités européens pour éviter une division entre membres et non-membres de la zone euro. Elle a assuré lors d'une conférence de presse que les changements ne nécessiteraient pas de référendum pour être adoptés. (AP 02.12)

Surtout pas de référendum malheureux, d'ailleurs on se demande même s'il ne va pas falloir en venir à supprimer le suffrage universel...

Social

1-France

1.1- Quand le PS gère le saccage du droit à la santé

Les services de chirurgie ouverts, la nuit, en Ile de France, seront au nombre de 31 et non plus... 87 comme aujourd'hui.

Annonçant une réorganisation de la prise en charge des patients, le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS), Claude Evin (PS), avait mis en avant le faible nombre d'opérations chirurgicales, soit une trentaine en moyenne par nuit. «Cela ne justifie pas que les 87 établissements de la région soient mobilisés».

D'autant que certains de ces hôpitaux ne sont pas toujours prêts à pratiquer des interventions, ne disposant pas d'équipes chirurgicales complètes pour accueillir les patients. «*Il s'en suit parfois des pertes de chances*», a analysé alors Claude Evin. Ajoutant: «*La situation actuelle n'est pas satisfaisante parce qu'elle n'est pas assez lisible, elle est trop dispersée. L'absence de lisibilité conduit, parfois, à ne pas faire le bon choix et à avoir des patients qui tournent entre plusieurs établissements*». Et il annonçait pour décembre le choix des lieux retenus.

C'est donc chose faite. «*31 dossiers ont été retenus. Près de 45 établissements concernés, dont près de 10 établissements privés et 2 établissements militaires*».

A Paris, par exemple 7 établissements ont été sélectionnés: 6 Groupements hospitaliers (GH) de l'AP-HP: l'Hôpital Universitaire Paris Nord Val de Seine, le GH Saint-Louis/Lariboisière, le GH Pitié/Salpêtrière, le GH St-Antoine/Tenon, le GH HEGP-GH Cochin/Hotel Dieu/Broca. Et enfin, le GH semi-privé de St Joseph. (liberation.fr 02.12)

1.2- Aux armes, prolétaires...

La Direction centrale de la police judiciaire a recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

Les saisies de pistolets, revolvers, fusils à pompes ou fusils d'assaut explosent en France. Selon une toute récente note du ministère de l'Intérieur intitulée «*physionomie du trafic d'armes et les saisies d'armes en France*» portée à la connaissance du Figaro, les services centraux de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ont recensé 2710 saisies d'armes à feu en 2010, soit une explosion de 79% par rapport à 2009.

La tendance à la hausse se confirme cette année car, précise la note, «*entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, 3355 armes de toutes catégories ont été saisies*».

Dans le lot, la proportion des armes de guerre est estimée à 3% du total. Actuellement, un fusil d'assaut de type kalachnikov se négocie dans les cités entre 2000 et 3000 euros, soit quatre fois son prix de base dans son pays d'origine. Un pistolet ou un revolver se marchande clandestinement autour des 1500 euros. 30.000 calibres dans les cités

Au total, les spécialistes estiment en général à 30.000 le nombre de calibres qui circulent dans les cités, sachant 3,14 millions armes étaient légalement détenues dans le pays en 2010.

Outre les échanges entre amateurs d'armes, dont 10% des «déviant» «improprement appelés collectionneurs», la DCPJ souligne l'arrivée «*d'importantes quantités*» émanant de la «*zone balkanique*», où les «*récents conflits ont été à l'origine du pillage de nombreux dépôts d'équipements des forces militaires ou de sécurité*». 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône

Enfin, outre un «*trafic intracommunautaire*» qui permet aux particuliers français de commander en toute impunité par internet armes automatiques et fusils en vente libre en Belgique, en Espagne ou en Autriche, les policiers savent le milieu délinquant s'approvisionne lors de «*vols ou de cambiolages*», aussi bien «*chez des particuliers à leurs domiciles, chez des professionnels de la sécurité ou dans des armureries*».

Entre le 1er janvier et le 24 novembre 2011, policiers et gendarmes ont dénombré le vol de 2019 calibres en tous genre sur l'ensemble du territoire. L'année dernière, les vols d'armes avaient bondi de 38,6% par rapport à 2009. Six fois sur dix, il s'agit d'armes de chasse et de loisirs conservées dans des domiciles privés, sans mesure de sécurité.

De son côté, au lendemain des fusillades à la Kalachnikov qui ont ensanglanté Marseille, l'Observatoire national de la délinquance a comptabilisé 948 vols à mains armées dans les Bouches-du-Rhône entre novembre 2010 et octobre 2011, soit une augmentation de 22% par rapport à la même période de l'année précédente. (lefigaro.fr 02.12)

En voilà un marché fleurissant ! Profitez-en ! Moi je pencherai pour un pétard équipé d'un silencieux, car c'est stupide de faire du bruit pour alerter tout le monde et risquer de se faire gauler quand on peut faire autrement, discrètement quoi. Pour faire un grand nettoyage, tout ce bazar est bien trop encombrant, cela demande une logistique, etc., rien de tel que l'explosif ou la grenade, et puis cela ne laisse pas de traces !

On se détend un peu camarades, c'est le week-end...

2- Belgique

Des dizaines de milliers de Belges ont manifesté vendredi dans le centre de Bruxelles contre les mesures d'austérité que compte prendre le nouveau gouvernement pour maîtriser les finances publiques.

Les dirigeants des syndicats organisateurs ont parlé de plus de 50.000 participants dans la matinée. La police n'a pas communiqué de chiffre pour l'instant.

Participaient au défilé des métallurgistes, des fonctionnaires, des employés du secteur de la bière et du BTP ainsi que des enseignants. (Reuters 02.12)

Je ne peux m'empêcher de reproduire l'interview d'un manifestant déclarant que lui et sa compagne gagnait chacun 1 500 euros nets par mois, donc 3 000 euros au total, qu'ils vivaient très bien mais voilà, ils manifestaient aujourd'hui parce qu'ils ne parvenaient plus à économiser... Tous les manifestants n'étaient pas dans leur cas évidemment, mais un certain nombre devaient l'être, tirez-en les conclusions que vous voudrez, je suis las de me répéter sur ce sujet.

3- Chine

Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine de Shanghai ont suivi une grève de deux jours pour protester contre des licenciements et des affrontements avec la police qui ont fait plusieurs blessés, a annoncé vendredi une organisation de défense des travailleurs. Le mouvement de protestation, entamé mercredi, se poursuivait vendredi mais avec seulement une cinquantaine d'employés, a précisé dans un communiqué le China Labour Watch, dont le siège est aux Etats-Unis.

L'usine implantée dans la grande métropole de l'est de la Chine est la propriété de la compagnie électronique de Singapour Hi-P International, sous-traitant notamment d'Apple et de Hewlett Packard. Ce nouveau mouvement de protestation sociale en Chine a démarré après l'annonce du licenciement de quelque mille ouvriers par l'entreprise qui a projeté de transférer la production dans une autre ville. Des grévistes ont indiqué qu'ils n'avaient reçu aucune notification préalable de leur licenciement et que les indemnités ne convenaient pas, selon China Labour Watch. Un représentant de Hi-P International a déclaré que l'impact de cette grève était "très réduit".

Le mois dernier, plus de 7 000 travailleurs ont fait grève après des licenciements et des baisses de salaire dans la province méridionale du Guangdong chez un sous-traitant des chaussures de sport New Balance, Adidas et Nike. Des centaines d'autres ont fait grève à Shenzhen pour exiger le paiement d'heures supplémentaires. (lemonde.fr 02.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 décembre

CAUSERIE

J'ai rajouté des articles dans les rubriques économie, politique, internationale et dans le dossier Syrie. Je vous conseille vivement de les lire, comme toujours.

A propos du site

En novembre, 3 691 visites au total ; 123,03 par jour en moyenne ; 2 853 documents téléchargés (pdf - Acrobat Reader) et plus encore simplement ouverts et lus.

J'ai reçu un courriel d'un militant du POI auquel je répondrai dès que possible. Ce qui est intéressant dans la question que me pose ce camarade, c'est qu'elle concerne un point d'économie si complexe et si vaste que Marx lui a consacré le chapitre I du premier tome du *Capital*, donc il est évidemment impossible de la traiter en deux minutes ou en quelques lignes. Après l'avoir relu et réflexion, je me suis demandé s'il l'avait posée correctement ou si en la précisant on ne pourrait pas y apporter une réponse (temporairement) satisfaisante.

La question est de cerner au mieux quels sont les facteurs qui entrent en jeu et quels sont leurs rapports sur un plan particulier ou dans un contexte précis ainsi que sur le plan général ou mondial, sans confondre les deux ou sans omettre leur interaction. On peut également aborder cette question sous différents angles, économique, comptable ou commerciale.

S'agit-il de déterminer ce qu'on entend par valeur d'une marchandise, ce qui serait relativement facile, encore faut-il que l'on parle de la même chose, de la valeur d'usage, d'échange, relative, absolue, etc. ou de déterminer quel profit finira dans la poche de deux capitalistes qui produisent une marchandise identique à Paris et à Delhi par exemple, marchandise identique qui ne l'est pas tout à fait d'ailleurs, en réalité si l'on compare les deux situations, il n'y a rien d'identique entre elles dans bien des domaines, coût de la main d'oeuvre, des infrastructures, du transport, de l'électricité, des impôts et taxes, etc., il faut encore évaluer le niveau de ces exceptions, jouent-elles un rôle primordial ou secondaire, dans quelle proportion, etc.

Vous voyez, on n'a même pas posé notre question que d'autres surviennent et chacune d'entre elles va en faire surgir d'autres, et cela pour les différentes formes de la valeur, prenons par exemple la valeur d'usage d'une marchandise, elle variera en fonction de nombreux facteurs, s'il s'agit d'une voiture, on peut se borner à la décrire comme un moyen de transport, mais d'un pays ou d'un continent à un autre on n'en fera pas exactement le même usage, le niveau de développement économique de chaque pays va entrer en ligne de compte qui lui-même va nécessiter de prendre en compte différents facteurs, leurs infrastructures autoroutières, la différence de développement des transports en commun, pour un usage strictement privé ou collectif, etc.

Je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent. Pas demain, je vais passer ma matinée chez le dentiste, puis je dois faire des courses pour la semaine. Il a écrit : "*Merci pour tout ce que tu fais*", on fait au mieux !

A propos de voiture, j'en ai justement acheté une.

En fait pas pour moi, mais pour un de mes beaux-frères au chômage depuis des mois. Il s'agit d'une Tata Indigo d'occasion, elle a 4 ans et en parfaite état, on l'a achetée à un concessionnaire qui l'a remise à neuf ou presque, le moteur diesel à 153 000 kilomètres ce qui n'est rien, ici on ne roule que rarement à plus de 60 kilomètres/heure. Je l'ai payé cash 250 000 roupies, environ 3 500 euros, mon beau-frère me remboursera 5.000 roupies chaque mois, en principe... Avec son *All India permit*, un permis de taxi valable dans tous les Etats de l'Union indienne, il a parcouru tout le sud de l'Inde pendant près de 15 ans, il va faire le taxi et il pourra emmener sa vieille mère à l'hôpital à l'occasion, et il ira chercher mon épouse Magueswary à l'aéroport de Chennai deux fois par an.

Pour revenir à ce qu'on disait précédemment. Mon beau-frère n'a pas besoin de déclarer son activité professionnelle, il ne paiera ni impôt ni taxe, sa voiture aura un double usage privé et commercial, ce qui ne sera pas le cas en France, ou tout du moins le propriétaire d'une voiture de taxi peut l'utiliser pour son usage personnel, mais en tant que taxi il est déclaré et il est imposé par le fisc.

Au passage, à ceux qui critiquent mon discours ou estiment que je suis injuste ou trop dure envers nos semblables, cette notion de classe ne me quitte jamais l'esprit, ce qui n'est semble-t-il pas le cas de mes détracteurs corrompus par les idées de la classe dominante, ce dont ils n'ont pas conscience, alors qu'en réalité je ne juge personne, s'il m'arrive de parler en des termes peu flatteurs du comportement de mes beaux-frères ou des Indiens en général, des travailleurs ou du mouvement ouvrier, je persiste et signe si nécessaire, dans la pratique je suis totalement solidaire de mes frères et soeurs de galère, c'est à mes yeux la seule chose qui compte.

Une fois vendue ma maison, je me suis retrouvé avec un petit paquet d'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré pour assurer mes dépenses quotidiennes et ma retraite. Absolument rien ne m'obligeait à donner 200 000 roupies à un de mes beaux-frères pour qu'il puisse partir en France et 250 000 à un autre pour qu'il puisse bosser et faire vivre sa petite famille, ils ont chacun deux gosses. Je l'ai fait parce qu'il m'a semblé que c'était normal, sans rien réclamer ou attendre en échange, d'ailleurs quand leur soeur est en France, s'ils viennent me rendre visite une ou deux fois en quatre mois, c'est le grand maximum, le reste du temps je n'existe pas pour eux, je le sais et je m'en fous. Mon épouse a hurlé (au téléphone) quand elle a appris que j'avais acheté une voiture à son frère, elle n'était pas d'accord. Dans les deux cas je ne m'attends pas à revoir cet argent car je les connais trop bien, tous mes beaux-frères m'ont volé dans le passé, de cela aussi je me fous, je me dis : si cela peut leur rendre la vie meilleure et les aider à évoluer malgré tout, tant mieux, les calculs d'épicier, ce n'est pas pour moi. A côté, je méprise la bonne conscience des petits-bourgeois qui versent du fric à des associations caritatives pour soulager la misère du monde, et qui abandonnent les membres de leur propre famille en détresse sous prétexte qu'ils se laissent aller ou je ne sais quoi.

Je voudrais dire aussi ici à mes procureurs, que la légitimité cela fonctionne dans les deux sens, je le suis pour venir en aide à mes semblables, mais je le suis aussi pour les mettre en face des responsabilités qui sont les leurs, à leur niveau j'entends,

par exemple suivre la scolarité et le développement de leurs enfants, ne pas dépenser leur fric dans un tas de conneries, ne pas toujours attendre tout de l'extérieur, réfléchir un peu à leur vie et prendre des décisions, choses très difficiles à faire ici sans prendre en compte l'avis de la famille, des voisins, du village, d'un dieu et je ne sais quoi encore, tout est bon pour justifier de se laisser aller, ce que je fustige !

Ce qui compte à l'arrivée, est-ce ce que je dis ou ce que je fais ? Cela une fois posé, je vous autorise à porter un jugement si vous n'avez rien de mieux à faire.

Quand je vois le boulot que je me tape avec le site, le nombre de visites mensuels et que je reçois seulement un ou deux malheureux courriels, pas la moindre contribution ou si rarement, je me dis que forcément quelque part j'ai dû être déclaré coupable par un tribunal, de quoi, sur quelle base, je l'ignore, pas tout à fait quand même pour être honnête, donc j'assume ma défense, c'est parfois pénible de devoir sans cesse se justifier, mais je le conçois très bien dans le cadre de nos rapports via Internet, dans le cas contraire j'arrêteraient tout immédiatement.

Je souhaite à tous un bon week-end.

Une gangrène qui n'a rien de fortuite

Deux exemples :

1- Le Monde

- Egypte : les islamistes en tête du scrutin après une participation record - LeMonde.fr - vendredi 2 décembre

- Favoris aux législatives, les Frères musulmans égyptiens se disent modérés - LeMonde.fr - il y a 8 heures (à 21h06)

2- L'Express

- En Egypte, la percée des islamistes se confirme - Lexpress.fr - il y a 16 heures

- Egypte: les Frères musulmans, "centristes et modérés" Lexpress.fr 03/12/2011 à 18:16

Un changement de ton...

Comme s'ils avaient reçu des ordres d'en haut, à quelques heures de distance, les médias changent radicalement de discours envers les islamistes, hier qualifiés d'infréquentables, aujourd'hui des dignes représentants de la "démocratie". Vous avez dit manipulation de l'opinion ? Mais non, mais non, c'est nous qui divaguons...

Avant-hier on avait évoqué la Tunisie, l'Egypte, le Maroc et la Libye, c'est au tour de deux partis islamistes en Algérie d'être déclaré "modéré", hier dans une dépêche de l'agence Associated Press : 1- "Abou Djara Soltani, chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP), parti islamiste modéré... ; 2- Mohamed Said, responsable d'une autre formation islamiste modérée (non encore agréée)".

Pour le premier, l'affaire est déjà entendu sans attendre les prochaines élections : l'Algérie sera gouverné par des islamistes, ainsi en a décidé le peuple : "Nous ne sommes pas encore au stade de l'alliance, mais le débat est ouvert avec les islamistes algériens, car nous sommes en devoir, nous islamistes algériens, d'être à la hauteur de attentes de notre société qui veut être gouvernée par les islamistes", a-t-il déclaré lors d'un rassemblement préélectoral dans la wilaya (préfecture) de Bordj Bouararidj (230km à l'est d'Alger). (AP 03.12)

... téléguidé de Washington qui encourage "**l'esprit d'audace**"... des islamistes.

e vice-président américain Joe Biden a critiqué samedi les dirigeants du monde arabe qui restreignent la liberté d'expression.

"Les révolutions démocratiques, comme celles en Tunisie, en Egypte et en Libye, et celles toujours en cours en Syrie et au Yémen, sont guidées par l'esprit d'audace", a déclaré Biden lors d'un sommet à Istanbul destiné à encourager le secteur privé dans le monde arabe. (Reuters 03.12)

Ah les affaires ! Il n'y aurait pas dans cette histoire quelque chose qui serait en odeur de sainteté ?

Couac gouvernemental en France sur le même sujet

Une ministre française d'origine arabe affirme samedi qu'il n'existe pas d'«islamisme modéré» et que des lois fondées sur la charia, la loi coranique, sont «nécessairement une restriction des droits et libertés». La secrétaire d'Etat à la Jeunesse Jeannette Bougrab réagissait dans un entretien au journal Le Parisien aux succès électoraux des islamistes au Maroc, en Tunisie et en Egypte. Elle est elle-même d'origine algérienne, fille de harki, le nom donné aux supplétifs algériens de l'armée française pendant la guerre d'indépendance.

«C'est très inquiétant», a-t-elle déclaré. «Je ne connais pas d'islamisme modéré». «Il n'y a pas de charia light. Je suis juriste et on peut faire toutes les interprétations théologiques, littérales ou fondamentales que l'on veut, mais le droit fondé sur la charia est nécessairement une restriction des libertés, notamment de la liberté de conscience», a-t-elle ajouté.

Le chef de la diplomatie française Alain Juppé prône un dialogue avec les partis islamistes modérés, comme Ennahda en Tunisie ou le Parti Justice et Développement (PJD) au Maroc, à condition qu'ils ne franchissent pas certaines «lignes rouges», que sont le respect des élections, l'Etat de droit, les droits de l'homme et de la femme. (20minutes.fr 03.12)

Des élections gagnées par des partis islamistes subventionnés par les monarchies du Golfe ou encore les dictatures du Proche et du Moyen-Orient, sans oublier la Turquie, tous alliés de Washington, Paris ou Londres, un pur hasard sans doute...

INFOS EN BREF

Politique

1- Celac

Le président vénézuélien Hugo Chavez a célébré vendredi la naissance de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac) en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de la région.

"Au fil des années, la Celac va faire oublier la vieille OEA (Organisation des Etats américains) usée", a assuré le chef de l'Etat, auquel ses pairs ont adressé de chaleureuses félicitations.

Parmi eux figuraient notamment la présidente brésilienne Dilma Rousseff, son homologue argentine Cristina Fernandez et le Cubain Raul Castro.

Entre autres projets, les 33 Etats membres de la nouvelle instance, qui ne comprend ni les Etats-Unis ni le Canada, ont l'intention de créer un fonds d'aide aux économies en crise et un organe chargé de veiller au respect des droits de l'homme. Pour ses détracteurs, la Celac n'est qu'un acronyme de plus dans la kyrielle des organisations sud-américaines.

Avec 600 millions d'habitants, elle représente un produit intérieur brut cumulé de 6.000 milliards de dollars, mais, pour de nombreux observateurs, elle exprime d'abord le désir d'émancipation de la région à l'égard de Washington.

"C'est l'arrêt de mort de la doctrine Monroe", s'est ainsi réjoui le président nicaraguayen Daniel Ortega, évoquant les principes diplomatiques adoptés au XIXe par les Etats-Unis, qui faisaient des Amériques leur sphère d'influence exclusive.

Les chefs d'Etat plus conservateurs auraient toutefois tempéré la déclaration finale de ce sommet de 48 heures, qui devait à l'origine coïncider avec le bicentenaire de l'indépendance du Venezuela. Il a été repoussé de six mois à la dernière minute pour permettre à Hugo Chavez de poursuivre sa convalescence à Cuba après son opération. (Reuters 03.12)

2- France

2.1- Miasmes du régime. L'art de gouverner, c'est l'art de savoir choisir ses conseillers.

Lors du cocktail qui a réuni 300 personnes, à l'occasion de la projection, lundi 21 novembre, du documentaire Paris Céline, dont il est l'auteur, Patrick Buisson, conseiller du président de la République, s'est fait interpeller par d'anciens collègues du journal Minute (journal d'extrême droite - ndlr).

Ceux-ci regrettaient qu'il ne soit pas venu avec "Nicolas", dont la passion pour l'auteur de Mort à crédit est notoire. "Dommage que tu n'aies pas amené Sarkozy, c'était l'occasion de ramasser des voix !" lui ont-ils lancé. (l'express.fr 03.12)

Le Grand Robert précise que ce substantif est rarement utilisé au singulier, surtout par les temps qui courent...

Florilège de la production pestilentielle de Louis-Ferdinand Céline. (1894 - 1961)

- "*Les 15 millions de juifs enculeront les 500 millions d'Aryens.*" (Bagatelles pour un massacre, 1937, p.127)

- "*Personnellement je trouve Hitler, Franco, Mussolini fabuleusement débonnaires, admirablement magnanimes, infiniment trop à mon sens, pacifistes bêlants pour tout dire, à 250 prix Nobel, hors concours, par acclamations ! Ça durera peut-être pas toujours. Les glaves ça retombe quelquefois.*" (L'École des cadavres, 1938, p.62)

- "*Nous nous débarrasserons des Juifs, ou bien nous crèverons des juifs, par guerres, hybridations burlesques, négrifications mortelles. Le problème racial domine, efface et oblitère tous les autres.*" (L'École des cadavres, 1938) (d-d. natanson.pagesperso-orange.fr/celine.htm)

Le Ministre de la Culture retirera finalement Louis Ferdinand Céline des célébrations françaises 2011 initialement programmé. (Marianne2.fr 23.01.2011)

Il s'est écoulé 10 mois depuis, apparemment le "*cocktail*" du nazillon Buisson était plus discret !

2.2- PS. Gérer la société pour le compte du capitalisme, la seule chose qu'ils savent faire.

François Hollande a décidé vendredi d'imposer une cure d'austérité au Conseil général de Corrèze qu'il préside pour faire face à l'endettement record de 345 millions d'euros qui frappe ce département rural du centre de la France.

Il a annoncé des recettes nouvelles, la taxe sur le foncier bâti sera augmentée de 6,5% et le taux de la taxe d'aménagement sur les permis de construire sera triplé.

Une hausse de la taxe sur les transports urbains des agglomérations de Tulle et de Brive sera mise à l'étude et la gratuité des transports scolaires supprimée.

Le coût est estimé entre quatre et 20 euros par mois par famille en fonction des revenus et du nombre d'enfants transportés. (Reuters 03.12)

Il a hérité de la dette laissée par son prédécesseur de l'UMP, d'accord, on ne lui reproche pas cette dette, mais de ne pas la dénoncer et refuser de la payer, bref de faire la même politique que l'UMP.

3- Tunisie

Des milliers d'islamistes et de laïques, en désaccord sur la place à accorder à l'islam dans la Tunisie de l'après-Ben Ali, ont organisé samedi des manifestations parallèles devant l'Assemblée constituante à Tunis.

Quelque 3.000 islamistes se sont rassemblés samedi devant l'Assemblée constituante, qui siège au palais du Bardo. Un cordon de policiers les sépare d'un millier de contre-manifestants laïques.

Les manifestants islamistes brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment "*Nous soutenons la légitimité de la majorité*", "*La Tunisie musulmane n'est pas laïque !*" et "*Non à l'extrémisme laïque*".

Nouridine Machfer, un manifestant islamiste, a expliqué à Reuters: "*C'est bizarre. Nous vivons aujourd'hui en Tunisie dans un régime de dictature de la minorité. Ils devraient respecter la volonté du peuple, qui a fait connaître ses desiderata (par les urnes en octobre, ndr)*".

Pour sa part, Ennahda, qui pilote un gouvernement de coalition après sa large victoire électorale, a publié un communiqué pour se désolidariser de la manifestation islamiste du Bardo.

Les laïques soupçonnent quant à eux Ennahda (Renaissance), interdit durant l'ère Ben Ali, de vouloir en réalité mettre en place un Etat islamiste en sous-main.

"*Les islamistes (...) veulent utiliser la (future) Constitution pour s'emparer du pouvoir et faire un coup d'Etat contre la démocratie*", à en croire l'un des contre-manifestants, Raja Dali. (Reuters 03.12)

4- Algérie

(fin 2005) Le président rentre à Alger et commence à réfléchir au projet de la grande mosquée d'Alger, imaginée comme la plus grande du monde après celles de Médine et de La Mecque, les deux villes saintes de l'Islam, en Arabie Saoudite. L'appel d'offre est lancé en 2009, sitôt la très contestable réélection du président pour un troisième mandat, après le trituration anti-démocratique de la Constitution. Les premiers chiffres parlent de 3 milliards d'euros et effraient tous ceux qui jugent la dépense mégalomane, dispendieuse et inutile. Les progressistes mais aussi une partie des islamistes qui ne voient là que l'œuvre des Pharaons, référence à l'Egypte antique et sa démesure architecturale (les pyramides), tant décrié par la propagande judaïque que chrétienne et musulmane. Un médecin algérois s'attriste: «*On attendait le grand hôpital d'Alger mais il n'est pas au programme.*» Logique, le président est guéri, et il a été soigné en France. Houbel contre Allah

Alors qu'il y avait différents projets en course, une pré-attribution, des retards incompréhensibles et d'occultes annulations, l'Algérie opte en octobre 2011 pour une entreprise chinoise, la China State construction ENRG (CSCEC). Si le coût a été revu à la baisse (1 milliard d'euros «seulement»), un nouveau scandale éclate, la construction a été attribuée à une entreprise interdite de marchés par la Banque Mondiale, qui l'accuse de corruption. La pilule passe quand même, il s'agit d'un projet présidentiel, non négociable. Surtout, il s'agit de concurrencer la mosquée de Hassan II à Casablanca, la plus grande, ou la Basilique de Yamoussokro en Côte D'Ivoire, le plus grand édifice religieux au monde (selon le Guinness des records en 1989), construite aussi grâce à la mégalomanie de l'ex-président Felix Houphouët-Boigny. La religion au secours des autocrates, qui auront sacrifié l'argent public pour leur propre gloire. Avec son minaret de 300 mètres (le plus haut du monde), la grande mosquée d'Alger dépassera en hauteur l'immense stèle commémorative de Riad El Feth à Alger (90 mètres de hauteur) édifié en l'honneur des martyrs de la guerre d'indépendance, appelée ironiquement Houbel (du nom d'une ancienne idole païenne de La Mecque anté-islamique). Quand Bouteflika flirte avec les islamistes

L'islamisme gagnera cette dernière bataille architecturale contre le nationalisme pur et dur, pendant que le président aura marqué son règne. Par cette pharaonienne construction mais aussi par la réconciliation nationale et la récente venue de Rached El Ghannouchi, chef du victorieux parti islamiste tunisien à Alger, Bouteflika offre des gages aux islamistes et alimente une série de questionnements sur ce tapis rouge déroulé à celui qui était interdit de séjour en Algérie. La grande mosquée sera donc construite, dans la banlieue Est d'Alger sur la route de l'aéroport, et sera visible à tous les étrangers de passage. (slateafrique.com 03.12)

5- Rwanda

Le journaliste rwandais Charles Ingabire a été assassiné à Kampala, capitale de l'Ouganda, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, apprend-on sur le portail Rwandinfo. Selon un officier militaire, le meurtre d'Ingabire a vraisemblablement été préparé avec soin.

Dans la nuit du 30 novembre, Charles Ingabire s'est rendu dans un bar de Kampala pour un rendez-vous. Durant la soirée, le journaliste a discuté avec trois hommes non-identifiés. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, Ingabire a été abattu à bout portant par un individu qui circulait à bord d'une voiture tout-terrain. Touché en pleine poitrine, le Rwandais est mort sur le coup.

Selon une source proche du dossier, le vétéran militaire rwandais Leon Magyeshi est suspecté d'avoir fomenté cet assassinat. Ce dernier est actuellement détenu au quartier général du service de renseignement militaire.

Il aurait été envoyé par le gouvernement rwandais en Ouganda pour soutenir une parodie de forum hostile au pouvoir de Paul Kagamé, président du Rwanda. Cela a permis d'établir une liste des ennemis du pouvoir cachés à Kampala.

Ingabire s'était associé à Magyeshi pour lancer Inyenyeri.org lorsqu'il est arrivé en exil en Ouganda, en 2007. Le journal est très critique à l'égard du régime de Paul Kagame. Rédacteur du site, le journaliste ignorait tout des réelles activités de Magyeshi.

Charles Ingabire avait été menacé à plusieurs reprises, par téléphone ou par l'intermédiaire de commentaires laissés sur le site.

«*Il s'agit du deuxième journaliste rwandais tué en l'espace d'un an et demie, après le meurtre, à Kigali, en juin 2010, de Jean-Léonard Rugambage*», rappelle Reporters sans frontières. (slateafrique.com 03.12)

Paul Kagamé, ce ne serait pas ce président qui a été reçu en grande pompe par Sarkozy récemment ? Ce ne serait pas ce président élu avec plus de 90% des suffrages exprimés ?

Social

Etats-Unis

Le géant américain de négoce de produits agricoles Cargill a déclaré vendredi soir qu'il allait supprimer 2.000 postes dans le monde en raison du ralentissement économique mondial.

La société a précisé que cette réduction d'effectifs, qui concerne environ 1,5% de son personnel, serait menée au cours des six prochains mois.

Fin novembre, des sources avaient rapporté que Cargill Ferrous International, une filiale du groupe, était en train de fermer ses desks de trading sur l'acier à Hong Kong et à Genève.

Une porte-parole avait déclaré à Reuters que la société procédait à des changements structurels internes après un examen de ses opérations mondiales dans l'énergie, le transport et le métal. (Reuters 03.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 décembre

CAUSERIE

Le portail "liesidotorg.wordpress.com", dont je mets en ligne des articles ou des extraits d'articles comme ci-dessous, est infréquentable du point de vue de l'idéologie qui s'y exprime, comme bien d'autres qui dénoncent avec virulences pêle-mêle les méfaits du capitalisme et du socialisme qu'ils confondent avec le stalinisme ou qu'ils mettent dans le même sac.

Là encore, ce sont les données qui figurent dans leurs articles qui nous intéressent, et non leurs analyses qui parfois sont dignes de l'extrême droite, d'autres fois ils s'en prennent violemment aux néo conservateurs américains qui sont l'antichambre de l'extrême droite ou sa branche politique, celle des banquiers qui veulent imposer leur dictature au reste du monde par n'importe quel moyen.

Souvenons-nous que ces derniers ont déclenché la crise de 1929 aux Etats-Unis qui a contribué à la ruine de l'Europe et de l'Allemagne processus qui sur le plan politique s'est traduit par l'arrivée d'Hitler au pouvoir et a précipité la Seconde guerre mondiale... Ils mettront leur puissance financière (et industrielle) exclusivement au service de l'industrie de guerre, ce qui leur permettra de s'enrichir dans des proportions colossales et d'évincer du même coup leurs concurrents, ils pourront proclamer par la suite avec un aplomb ou un sang-froid sans pareil, que finalement la crise a connu un dénouement (ou dénoûment) heureux.

En réalité, ils ont agi de la sorte pour conserver ou étendre leur hégémonie financière sur le reste du monde. La volonté de s'enrichir que les privilégiés affichent n'est que le produit de cette nécessité qui s'impose à eux. C'est la manifestation d'une nécessité qu'ils ne peuvent évidemment pas dévoiler ou étaler sur la place publique, parce qu'elle exprime la raison d'être du capitalisme autant que son objectif.

Pourquoi staliniens, néo staliniens, sociaux-libéraux, etc. s'attardent-ils sur cette volonté au lieu de mettre l'accent sur cette nécessité qui s'impose aux capitalistes pour conserver ou accroître leur pouvoir ? Parce qu'ils ne veulent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme auxquels on remonte, une fois qu'on a mis en lumière que la nécessité d'accumuler toujours plus de capital est indissociable du processus qui est à l'origine de l'accumulation primitive du capital, car dans les deux cas il est impossible de les justifier ou de les légitimer pour reposer sur la rapine ou le vol, par la force ou en usant de moyens contraignants envers la population laborieuse.

Voilà ce que les travailleurs et les militants ouvriers ne doivent surtout pas savoir, parvenir à comprendre, car dès lors, plus rien ne les retiendrait pour rompre avec le capitalisme ou il leur serait plus facile de s'en détacher, pour mieux ensuite s'en émanciper en renouant avec le socialisme.

En concentrant l'attention des militants et des travailleurs sur la "mauvaise volonté" des capitalistes, ils veulent leur faire croire que la crise aurait une origine subjective, il suffirait que les capitalistes fassent preuve de "bonne volonté" pour que la crise disparaisse par enchantement, ce qui est évidemment impossible puisse cela reviendrait à leur faire accepter de remettre en cause leurs privilèges, donc leur raison d'être, de demeurer des capitalistes, pour ainsi dire en parole seulement, tout en étant incapables dorénavant dans la pratique de se conduire comme tels, c'est un non-sens, c'est stupide, grotesque. C'est la théorie développée notamment par le M'PEP, Onfray et bien d'autres parasites ou intellectuels corrompus par le capitalisme qui se disent de gauche.

Pourquoi cette théorie ou cette interprétation frauduleuse de la crise est-elle le plus répandue dans la société ou est-elle partagée par une majorité de travailleurs ou de militants ? Pourquoi les médias s'en font-ils gracieusement le relais ? Parce que aussi bien dans les fondements du capitalisme que dans son fonctionnement quotidien, les conditions objectives et subjectives sont intimement liées, quand on dit que le capitalisme repose sur la rapine et le vol et qu'on affirme que les masses l'ignorent, il se trouve que c'est justement cette ignorance qui est le garant de sa pérennité, sans laquelle le système capitalisme disparaîtrait, donc en fait ces lieutenants du capital dans les rangs du mouvement ouvrier se servent de ce facteur subjectif pour mieux asservir

les exploités au capital.

Dénoncer la mauvaise volonté des capitalistes revient en pratique à s'adresser et à flatter l'ignorance des masses au lieu de la combattre. C'est comme s'attarder exclusivement sur les conséquences de la crise du capitalisme sans jamais vouloir s'attaquer à ses origines, c'est ce que font tous les syndicats et tous les partis sans exception.

On pourrait parler aussi d'un combat de l'idéalisme contre le matérialisme.

En fonction de l'expérience et de la situation de chacun dans la société ou dans les rapports de production, partant du constat que l'ignorance domine dans ce domaine, chacun est appelé à porter une appréciation personnelle ou un jugement sur le comportement des capitalistes sans jamais aller au fond des choses, il y aura autant d'avis sur la question qu'il y a de travailleurs, la question que ces escrocs professionnels se proposaient d'aborder sur un air grave ou le plus sérieusement du monde est ainsi dilué à l'infini, de telle sorte qu'il soit impossible de voir jaillir de son examen une véritable issue sur laquelle l'ensemble des travailleurs pourraient s'accorder, s'unir, lutter ensemble et efficacement contre le capital.

En réalité, quelques idées seulement sont diluées dans les masses et chez les militants, qui ensuite brodent dessus, on disserte sur les idées qui nous ont été servies sur un plateau, mais on n'abordera jamais le fond de la question, les faits, le processus historique qui est à l'origine du capitalisme et de son évolution, les deux étant liés, inséparables.

Si l'on entre dans les détails, on apercevra que ces charlatans ne se bornent pas à lancer une idée en l'air autour de laquelle chacun ajoutera son propre fantasme ou sa propre fantaisie, on doit avoir à l'esprit qu'on est en présence de manoeuvriers professionnels, c'est leur métier d'induire les masses laborieuses en erreur, pour l'exécuter minutieusement, s'ils ne manquent pas d'imagination, ils doivent faire appel à toutes les formes de sophismes possibles et inimaginables.

Là en l'occurrence, il leur suffit de pratiquer une dichotomie entre les fondements du capitalisme et son évolution jusqu'au milieu du XXe siècle, puis entre son évolution avant et après la Seconde guerre mondiale, et si cela ne suffit pas, ils en produiront une autre entre la période allant de 1945 à 1975 ou au début des années 80 et la période suivante jusqu'à nos jours. Leur jeu consistera à opposer ces différentes périodes entre elles, ce qui en passant nous éloignera d'autant de l'origine du capitalisme renvoyée à un passé si lointain qu'il en devient obscur, insaisissable, à tel point qu'Onfray peut déclarer maintenant que le capitalisme existe depuis l'éternité !

En découpant en rondelles l'évolution du capitalisme, puis en les traitant séparément comme autant d'abstractions, précision importante, déterminante même, sans jamais les réunir en elles, une fois parvenu à ce stade, en général on ne comprend plus rien du tout ou on se demande où l'on voulait en venir, parce qu'on aboutit nulle part, c'était évidemment le but du jeu, sauf que les participants n'en avaient pas été informés et ne le seront pas par la suite, d'où notre devoir de le faire pour leur ouvrir les yeux, ajoutons que dans ce domaine aussi nos dirigeants font preuve d'un silence ou d'une incurie politique incompréhensible.

C'est ainsi que l'on trouve des nostalgiques de mai 81, des "Trentes glorieuses", des années qui ont suivi mai 68, de la IVe République, du CNR (Conseil national de la résistance), du front populaire de 36, de 1905, et même de la Convention de 1792 à 1795, certes des moments intenses de lutte de classes, auxquels il manque toutefois la Commune de Paris (1871), et surtout les révolutions russes de 1905 et 1917, qui elles ont porté le fer au coeur du capitalisme...

"Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (...) Evitons la fatigue, musculaire, nerveuse, et surtout cérébrale..." (Schopenhauer - 1788-1860)

Je ne sais pas si c'est vraiment un bon conseil à donner à la plupart de nos contemporains qui se caractérisent plutôt par leur paresse cérébrale, en particulier chez les intellectuels qui se nourrissent ou se contentent de connaissances surfaites... Ajoutons à propos de la volonté, tout dépend à quoi ou à quelle cause on la destine, au service de quoi on la met. Les capitalistes, c'est pour le demeurer, leurs serviteurs, pour le demeurer aussi. Nous, ce sera pour trouver les moyens qui nous permettront d'aider l'humanité à se délivrer de la servitude humaine, du règne de la nécessité dont nous sommes les esclaves, pour enfin conquérir notre liberté. Je vais me faire des amis parmi les anarchistes... temporairement je le crains !

Qui a dit ?

1- *"Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois"*.

Réponse : Mayer Amschel Rothschild (E-U, 1744-1812)

Moins d'un siècle plus tard ses descendants et ses semblables y parviendront, vers 1886, officiellement la Fed date de 1913. Abraham Lincoln pour avoir tenté de s'y opposer sera assassiné.

2- "Contrôlez le pétrole et vous contrôlerez les nations, contrôlez la nourriture et vous contrôlerez les populations".

Réponse : Henry Kissinger. (E-U, 1923)

Pétro-dollar et OGM et le tour est joué.

3- "Il n'y a deux manières d'asservir une nation, la première est par le glaive, la seconde par la dette".

Réponse : John Adams (E-U, 1735- 1826)

La militarisation du monde est un fait accompli sous la houlette de l'impérialisme américain qui commande l'OTAN, ajoutons le complexe militaro-industriel américain, les autres impérialismes leur emboitant le pas dans la course aux armements pour ne pas être en reste. Quant à la dette, après la Fed, voilà le temps venu en Europe avec l'euro et la BCE, une fois atteints les objectifs du GATT et ceux de l'OMC ou de Doha en bonne voie, une fois réduites les contraintes législatives que les Etats imposaient à l'aristocratie financière pour qu'elle puisse s'enrichir dans des proportions inégalées dans le passé sur le dos de tous les peuples.

Pillage du travail au profit du capital en France

Mario Draghi, l'homme de la World Bank et de Goldman Sachs est désormais à la tête de la Banque Centrale Européenne et peut diriger l'eurozone en fonction des intérêts de ses commanditaires outre-atlantique ou des fortunes apatrides.

Les Banquiers n'ont pas seulement pillé l'Italie ouvertement, voire ostensiblement. Quel que soit le gouvernement en place en France ces dernières années, les banksters tenaient les politiques par les c..... et les ont amené à vendre à l'encan les richesses de la nation.

- Chirac (Saint Gobain, Paribas, TF1, CCF, CGE, Suez,...),
- Balladur (Rhone-Poulenc, Elf, Renault, UAP, SEITA, Total),
- Juppé (AGF, CGM, Péchiney, Usinor-Sacilor, BFCE, Bull),
- Jospin (Air France, ASF, Crédit Lyonnais, France Télécom, Gan, Thomson, CICI, Aérospatiale),
- Cresson (Crédit Local de France= Dexxia),
- Raffarin (Autoroutes Paris Rhin Rhone, SNECMA, Autoroutes du Nord et de l'Est),
- Villepin (Gaz de France, SNCF, EDF, DCNS, Aéroports de Paris).

Quant à NS, il continue en démantelant beaucoup plus discrètement les centres de recherche militaire, et en vendant immeubles et terrains de notre patrimoine. La bourse est beaucoup trop basse pour qu'il puisse mettre en vente les sociétés encore sous contrôle de l'état. (liesidotorg.wordpress.com 01.12)

Pillage organisé de l'Afrique

Un membre du Parlement britannique, Eric Joyce, chef de la commission interpartis consacrée à l'Afrique des Grands Lacs, a rendu public un rapport dans lequel il livre son estimation du montant des sommes détournées par le pouvoir congolais dans le cadre de cession d'actifs miniers : 5,5 milliards de dollars (4,2 milliards d'euros). Il met en ligne des contrats cachés jusqu'ici et décrit ce qu'il qualifie de "façon de procéder systématique, consistant à brader des actifs miniers congolais à des compagnies écran, presque toutes enregistrées aux Iles Vierges (...) avant de les céder à des proches". Certaines de ces sociétés ont été associées à l'homme d'affaires israélien Dan Gertler, qui avait déjà reçu du père de l'actuel chef de l'Etat la concession de la commercialisation de l'ensemble des diamants congolais. (Source : Le Monde) C'est un exemple de ce qui se pratique un peu partout, pas seulement en Afrique.

Les sociétés écrans (ou fictives) sont créées pour empêcher de remonter à certaines Familles. De telle manière qu'il est très difficile de savoir qui contrôle réellement telle ou telle grande firme qui, habilement, emploie des pointures de la politique, devenues de simples "représentants", voire des employés chargés de mettre en œuvre un scénario "sociétal"... (liesidotorg.wordpress.com 02.12)

Racket des paysans. Retour à la "dîme".

Qui sont ces propriétaires de semences à qui la « contribution volontaire » sera reversée ? Depuis 1949, toute variété de semence mise sur le marché doit obligatoirement être inscrite sur le catalogue géré par l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), dont le siège est à Angers.

Cet office accorde un droit de propriété intellectuelle, d'une durée de 25 à 30 ans, à « l'obtenteur », celui qui a sélectionné cette variété. Les principaux détenteurs de ces « certificats d'obtention végétale » ne sont autres que les grandes

multinationales semencières : Bayer, Limagrain, Monsanto, Pioneer, Vilmorin ou Syngenta. Tous réunis au sein de l'Union française des semenciers, qui aurait fortement appuyé le projet de loi.

Ce que recherchent les industries et multinationales semencières, c'est tout bonnement de créer un système d'esclavage des paysans (ce qui est déjà la cas), d'en faire leurs prisonniers, et ainsi d'avoir la capacité d'affamer n'importe quel peuple.

D'aucuns ont bien raison de parler de "*dîme sur les semences*", imposée par des laïcards qui serinent leur amour des droits de l'homme. Ressemer librement sa propre récolte ou échanger des variétés de plantes devient illégal! Ce que les politiciens français de Monsanto & Co mettent en branle, c'est s'en prendre à l'autonomie alimentaire des paysans et des citoyens. Nous sommes dans le prolongement de ce plan visant à l'abandon de la souveraineté nationale, au moyen de la dette souveraine. La nomenclatura mondialiste espère ainsi créer une nouvelle féodalité purement technocratique avec les employés de Firmes comme Goldman Sachs, froids comme la mort, capables d'éliminer les bouches qu'ils jugent "*inutiles*", sans aucune retenue morale, car là où il n'y a plus de principes religieux, c'est le paganisme et la barbarie qui s'imposent.

En 1972, quand les Etats-Unis sont devenus l'un des principaux importateurs de pétrole, la situation est devenue alarmante. Kissinger, l'un des stratèges les plus influents de Nixon, nourri par les Rockefeller, a alors préparé le National Security Study Memo (NSSM#200), qui développait un plan de réduction de la population [mondiale]. Dans ce mémo, douze pays étaient particulièrement ciblés : Bangladesh, Brésil, Colombie, Egypte, Ethiopie, Inde, Indonésie, Nigeria, Pakistan, Turquie, Thaïlande et Philippines.

Pour réduire la population mondiale, l'arme choisie fut la nourriture. (liesidotorg.wordpress.com - bastamag.net 04.12)

Jusqu'à présent cette loi n'était pas ou peu appliquée, celle votée le 28 novembre 2011 se veut plus contraignante et a pour objectif d'obliger tous les agriculteurs à engraisser davantage ces multinationales de la faim.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien présidé par Mario Monti a adopté dimanche un plan d'austérité prévoyant notamment un report de l'âge de départ à la retraite, une hausse de la TVA et un rétablissement de la taxe foncière pour consolider les finances publiques sur la période 2012-2014.

Ce plan contenu dans un décret d'urgence et d'un montant global de 30 milliards d'euros se décompose en deux volets afin de rassurer les marchés financiers et de permettre à l'Italie d'y emprunter à un taux supportable.

Le premier volet est composé de mesures budgétaires visant à réaliser 20 milliards d'euros d'économies sur la période 2012-2014, a précisé Mario Monti.

L'autre volet d'un montant de 10 milliards d'euros regroupe des mesures incitatives pour la relance de la croissance et le soutien à l'emploi.

"*Nous devons partager les sacrifices et nous avons fait de grands efforts pour les partager équitablement*", a déclaré Monti au cours d'une conférence de presse dans laquelle il a annoncé renoncer à son salaire de président du Conseil et de ministre de l'Economie.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, la réduction des dépenses publiques représentera 12 à 13 milliards d'économies, le reste provenant d'une hausse des prélèvements obligatoires.

Parmi les mesures budgétaires figurent un report de l'âge de départ à la retraite à 66 ans en 2018 et une hausse de deux points de la TVA à compter de septembre 2012.

Le plan prévoit également un rétablissement de la taxe foncière perçue par les municipalités et qui devrait constituer la part principale des nouvelles recettes avec 10 à 11 milliards attendus.

Des taxes vont être instaurées sur les produits de luxe comme les yachts et les voitures haut de gamme.

Les mesures incitatives concernent une réduction des impôts pour les patrons investissant dans leur propre entreprise ou des réductions fiscales sur le montant des cotisations sociales.

Un effort d'un milliard d'euros sera consenti chaque année entre 2012 et 2014 pour soutenir l'emploi des femmes et des jeunes tandis qu'est introduit un assouplissement des heures d'ouverture pour les entreprises et commerces.

Les secteurs de la pharmacie et des transports vont eux être ouverts à la concurrence.

En revanche, le plan ne prévoit pas de hausse de l'impôt sur les revenus.

Selon le vice-ministre de l'Economie, ces mesures d'austérité sont conformes aux demandes de l'Union européenne et visent à libéraliser l'économie et à améliorer la compétitivité de l'Italie. (Reuters 04.12)

2- Slovénie

Le parti de centre-gauche de Zoran Jankovic, le maire de Ljubljana, a obtenu dimanche une courte victoire aux élections législatives en Slovénie, selon des résultats quasiment définitifs.

Après le dépouillement de 99,7% des bulletins, la formation de Jankovic est créditée de 28,5% des voix et obtient 28 sièges sur les 90 à pourvoir au sein du parlement.

Il devance le parti d'opposition de centre-droit de l'ancien Premier ministre Janez Jansa qui obtient 26,3% tandis que le parti social-démocrate du Premier ministre sortant, Borut Pahor, arrive en troisième position avec 10,5%, sanctionné par les électeurs en raison de la mauvaise situation économique.

Le parti de Jankovic a déjà annoncé son intention de relever d'un point le taux de la TVA à 21% avant d'augmenter les recettes budgétaires.

Selon les observateurs, le futur Premier ministre devra certainement réformer l'âge de départ à la retraite qui est parmi les plus bas au sein de l'Union européenne: 57 ans pour les femmes et 58 ans pour les hommes. (Reuters 04.12)

3- Croatie

La coalition d'opposition de centre-gauche Kukuriku semblait en passe d'obtenir la majorité lors des élections législatives en Croatie, indiquent les résultats préliminaires de la commission électorale après le dépouillement de 40% des bulletins.

Le bloc Kukuriku obtiendrait 79 sièges sur les 151 que compte le parlement tandis que les conservateurs du HDZ au pouvoir obtiendraient 48 élus.

Les électeurs ont sanctionné le HDZ, aux affaires depuis huit ans, en raison de son incapacité à relancer une économie marquée par un fort ralentissement avant une intégration du pays dans l'Union européenne en 2013.

Les conservateurs, qui dominent la vie politique croate depuis l'indépendance en 1991, ont également été sanctionnés en raison de plusieurs affaires de corruption et d'une hausse du chômage.

Lors de sa campagne, Milanovic a prévenu ses concitoyens qu'ils devront travailler "*plus, plus dur et plus longtemps*". (Reuters 04.12)

Social

France

1- La grève de la frite

La CGT de l'usine de frites surgelées McCain d'Harnes (Pas-de-Calais), appelle à la grève à partir de dimanche soir, tandis qu'une autre usine géante du groupe canadien est paralysée par la grève depuis une semaine dans la Marne, a-t-on appris dimanche auprès du syndicat.

"*Nous demandons une augmentation des salaires de 10%, qui soit en phase avec l'augmentation réelle du coût de la vie*", a déclaré Dany Coolen (CGT, majoritaire). L'avis de grève illimitée court à partir de 19h dimanche soir.

L'usine d'Harnes, près de Lens, est l'une des trois usines que possède McCain en France, la deuxième par la taille. Elle produit

700 tonnes de frites surgelées par jour. L'usine de Matougues (Marne), la plus grande du groupe en France et en Europe, est elle paralysée depuis dimanche dernier par une grève des ouvriers, qui réclament eux aussi une augmentation de 10% des salaires.

Le site d'Harnes, qui abrite aussi le siège de McCain en France, emploie 500 personnes, dont la moitié environ travaille à la production.

La direction de McCain Alimentaire juge "*irréalistes*" les demandes de la CGT, dans le contexte économique actuel. Elle rappelle que la CFDT a signé depuis une semaine l'accord annuel accordant une hausse de 2,68% des salaires (primes incluses) et qu'*"il est dès lors applicable en l'état"*.

Comme pour Matougues, la direction propose aux employés de Harnes une anticipation de la négociation sur les salaires de 2013, ainsi qu'un plan de formation leur permettant d'être plus polyvalents, et donc d'améliorer, selon elle, leurs conditions de travail.

L'usine de Matougues a pu fonctionner partiellement vendredi grâce à 50 salariés non grévistes, a expliqué Philippe Bluszcz, directeur des ressources humaines de McCain France.

"On a fait le nécessaire pour que nos clients ne souffrent pas de la situation. Nous avons ajusté les plannings de production" des autres usines, a-t-il souligné.

McCain vend 1/3 de sa production aux chaînes de restauration rapide, McDonald's en particulier. Le groupe possède sept usines en Europe (France, Belgique, Pays-Bas, Pologne), 55 dans le monde. (20minutes.fr 04.12)

2- Racket. Hausse des tarifs d'assurance à venir.

Les tarifs d'assurance sont engagés dans une mécanique infernale. Après des augmentations en 2011 de l'ordre de 5% à 6% pour les assurances «habitation» et de 3% à 4% pour les contrats «*automobile*», on s'achemine pour 2012 vers un nouveau train de hausses de 4% à 5% pour les premières, de 2% à 3% pour les secondes et de 5% à 6% pour les assurances santé, d'après le comparateur Assurland.com. Les compagnies et mutuelles qui ont déjà annoncé la couleur se situent effectivement dans ces fourchettes.

La crise a un impact direct sur la gestion des compagnies d'assurance. En tant qu'investisseurs institutionnels, elles sont confrontées à la baisse des rendements de leurs placements financiers. Mais dans le même temps, comme les banques, elles sont obligées de renforcer leurs fonds propres dans le cadre de la réglementation à venir Solvabilité 2. (Slate.fr 04.12)

Ajoutons la hausse du tarif du gaz qui devrait être annoncée prochainement.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre

CAUSERIE

A propos du site

En consultant rapidement les statistiques du site j'ai repéré quelques fichiers que j'avais oubliés de charger dans le serveur, donc inaccessibles.

- /service/mpep_131111.pdf
- /textes/politique_italie_061111.pdf
- /textes/politique_grece_051111.pdf
- /textes/politique_041111.pdf
- /tribune/dr061-07-10-11.pdf
- /dossier/gb_social_021111.pdf

Un couple d'imbéciles heureux

Reuters, dont j'ai mis l'article en ligne, titrait hier soir : "*Merkozy*", comment la montagne accouche d'une souris.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur l'issue de ce 17e "sommet" consacré à la crise de la zone euro, ce chiffre a été donné par un internaute, je n'ai pas vérifié s'il est exact ou non.

Quoiqu'il en soit, le crétin de service qui fait office de président en France, c'est réjoui des résultats de cette rencontre, modestie oblige. Extrait d'un article de l'Associated Press :

"*Je crois pouvoir dire que l'accord franco-allemand est le plus complet*", s'est félicité le président français, lors d'une conférence de presse conjointe à l'Élysée, à l'issue de près de deux heures d'entretien avec Mme Merkel. (s'il le dit, c'est que c'est forcément vrai ! - note du site)

"*Nous souhaitons un nouveau traité pour faire prendre conscience à l'ensemble des peuples européens (...) que les choses ne peuvent plus continuer*", a déclaré M. Sarkozy, fixant l'objectif d'un accord entre les dirigeants européens "au mois de mars", première étape avant le processus de ratification dans chaque pays concerné, qui sera lancé, dans le cas de la France, après l'élection présidentielle. (Il a raison, cela n'est plus possible que la France et l'Allemagne violent le "pacte de stabilité" sans que les autres pays montrés du doigt se tiennent au grade-à-vous derrière l'empereur et le kaiser. Inutile d'espérer un référendum, trop risqué l'exercice de la démocratie, même a minima. - note du site)

Dès mercredi, une lettre présentant les termes de l'accord franco-allemand sera envoyée au président du Conseil européen Herman Van Rompuy. Puis, lors du sommet européen de jeudi et vendredi à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement seront consultés sur leur volonté de participer aux négociations. "*Notre préférence va à un nouveau traité à 27, mais nous sommes tout à fait prêts à le faire à 17 et aux autres Etats membres souhaitant nous rejoindre*", a expliqué M. Sarkozy. (qui m'aime me suive ! Le grouillot de service de l'UE est prié de s'exécuter et de donner une suite favorable à la lettre de créance de nos deux minables dictateurs. Quant aux autres chefs d'Etats, déjà qu'on les supporte quand ils n'ont rien à dire, alors qu'ils ne changent rien surtout, on n'attend rien d'autre de leur part qu'un paraphe au bas d'un texte bâclé et pompeusement dénommé traité ! - note du site)

"*Notre volonté, c'est d'aller à marche forcée pour rétablir la confiance dans l'euro et dans la zone euro*", a-t-il affirmé. (traduction : les marchés ne nous laissent pas le choix, et comme nous sommes leurs débiteurs, nous nous exécutons hâtivement, et tant pis s'il apparaît clairement que ce sont eux qui portent la culotte, notre volonté n'est qu'un alibi minable, que voulez-vous on en est rendu là, c'est notre fonction qui veut cela - note du site)

Les deux dirigeants n'ont pas détaillé le contenu précis du futur traité, mais ils en ont énoncé les "*têtes de chapitre*".

"*Nous souhaitons des sanctions automatiques en cas de non respect de la règle du déficit inférieur à 3%*", a déclaré M. Sarkozy, précisant que seule une "*majorité qualifiée*" pourrait s'y opposer. (La France et l'Allemagne devraient commencer par se les appliquer à eux-mêmes ! - note du site)

France et Allemagne veulent aussi "*une règle d'or renforcée et harmonisée au niveau européen*", c'est-à-dire une règle d'équilibre budgétaire qui serait inscrite dans les Constitutions de chaque pays, a-t-il ajouté. (là pour le coup, je crois qu'ils rêvent, et pour cause lisez la suite. - note du site)

Sur ce point, comme le souhaitait la France, la cour européenne de justice sera impliquée, puisqu'elle pourra "*vérifier*" la conformité de chaque règle d'or nationale avec le futur traité, a expliqué la chancelière Angela Merkel. Elle ne pourra toutefois pas "*invalidier un budget national*", a précisé le président français. (donc en réalité elle ne sera pas appliquée, de la même manière que le "*pacte de stabilité*" a volé en éclats ! - note du site)

Paris et Berlin souhaitent également une accélération de la mise en place du mécanisme européen de stabilité, qui devrait voir le jour dès 2012, et non plus 2013, pour prendre le relais de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF). Les décisions concernant ce mécanisme devront être prises à une majorité qualifiée d'environ 85%, selon les deux dirigeants. (on n'y est pas encore - note du site)

L'Allemagne a reculé sur la contribution du secteur privé, qu'elle souhaitait initialement voir impliquée dans le cadre de la lutte contre les crises. "*Ce qui s'est passé en Grèce ne se reproduira pas*", a ainsi précisé le président français, en référence au plan de sauvetage du 21 juillet dernier, qui a mis à contribution les créanciers privés du pays. (chaque fois qu'il dit "jamais", la réalité se charge de lui infliger un cinglant démenti peu de temps après, pas de bol, quel guignol décidément ! - note du site)

Nicolas Sarkozy a quant à lui cédé sur les obligations européennes ("eurobonds"), catégoriquement refusées par Angela Merkel. "*Les eurobonds ne sont en aucun cas une solution à la crise*", et n'ont "*guère de sens*", a-t-il dit. (la veille encore il disait exactement le contraire, là encore il démontre qu'il ne fait qu'obéir au desiderata de ses maîtres. - note du site)

En ce qui concerne la Banque centrale européenne, les deux dirigeants sont restés sur la ligne décidée le 24 novembre à Strasbourg, à savoir l'absence de tout commentaire "*positif ou négatif*" à son sujet. (AP 05.12)

La suite au 18e sommet sur la crise de la zone euro !

Pendant ce temps-là, le patronat européen ronge son frein, bref s'impatiente.

Le patronat européen a lancé un appel lundi pour que les dirigeants de la zone euro s'engagent rapidement sur la voie d'une union budgétaire, de la création d'un fonds monétaire européen et de l'émission de dettes communes, tout en réclamant une intervention de la Banque centrale européenne pour stabiliser l'euro.

"Les dirigeants de la zone euro doivent faire preuve de davantage de célérité dans des prises de décisions qui s'imposent pour préserver l'euro. Les dirigeants doivent renforcer l'architecture de l'union monétaire, en s'engageant notamment en faveur d'une union budgétaire", estime la fédération BusinessEurope, qui dit représenter quelque 20 millions d'entreprises dans 35 pays.

"Nous devons employer tous les moyens à notre disposition pour soutenir l'euro", écrit BusinessEurope dans ce courrier rendu public quelques jours avant le sommet européen du 9 décembre.

"La BCE doit continuer de soutenir la stabilité financière, à la fois en apportant de la liquidité au secteur bancaire et, pour une période limitée dans le temps jusqu'à ce que d'autres méthodes soient mises en place, agir sur le marché de la dette souveraine autant qu'elle le jugera nécessaire pour stabiliser l'euro."

Les dirigeants européens espèrent que, s'ils envoient un signal suffisamment clair témoignant de leur volonté de soumettre leurs budgets nationaux à un contrôle étroit des institutions européennes, alors la BCE rachètera davantage de dette émise par des pays tels que l'Espagne ou l'Italie ce qui leur donnera du temps pour mener leurs réformes à bien sans être privées de leur accès aux marchés financiers.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a laissé entendre la semaine dernière que l'institution monétaire pourrait songer à mettre certaines mesures en oeuvre si les dirigeants européens s'accordaient sur un approfondissement de l'intégration budgétaire et fiscale.

BusinessEurope juge que le futur Mécanisme européen de stabilité (MES), appelé à se substituer de manière permanente au Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait être transformé en un Fonds monétaire européen, politiquement indépendant et ouvert aux 27 membres de l'Union. (Reuters 05.12)

Tiens, une Fed à l'européenne, on cherchait où pouvaient bien se cacher les donneurs d'ordres de Sarkozy et Merkel, on a là la réponse.

L'illusionniste Hollande n'est pas en reste

(Au congrès du SPD, hier)

"Là où la démocratie régresse, là où la politique recule, c'est le marché qui avance", a-t-il déclaré devant plusieurs centaines de délégués sociaux-démocrates, qui l'ont applaudi debout à son arrivée et à la fin de son discours. (ça c'était pour noyer le poisson, faire illusion comme l'on dit - note du site)

"Il y a urgence, il faut la traiter, et il y a l'avenir", a-t-il poursuivi. *"Ce que je propose, ce n'est pas un fédéralisme des marchés mais un fédéralisme des projets"*. (complétons : au service des marchés. - note du site)

Le candidat a dit son attachement à l'euro, *"notre patrimoine commun"*. *"Nous devons affirmer notre attachement à l'euro, à la constitution européenne autour de cette monnaie unique"*, a-t-il dit, plaidant, contre la crise, pour un *"pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance"*. (la responsabilité, ça c'est pour ceux qui devraient consentir des sacrifices supplémentaires, la gouvernance, ça c'est pour l'alignement politique scrupuleux sur les besoins des marchés, la croissance, ça c'est pour la cagnote des capitalistes et banquiers. - note du site) (Reuters 05.12)

Bon, et les peuples dans tout cela, ils décident quoi ? Rien, ils s'exécutent, silencieusement de préférence. Pas sûr...

Qu'est-ce qui fait rêver Guéant ?

Un régime qui peut décider arbitrairement quels partis politiques sont légaux ou non.

Titre d'un article d'Associated Press hier : *A Alger, Claude Guéant juge "encourageantes" les réformes lancées par le président Bouteflika.*

Mohamed Meziani, du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dénonce des «mesures non démocratiques» dans le projet telles «la dissolution d'un parti qui refuse de participer aux élections».

Le Front national algérien (FNA, issu des Moudjahedine) veut une commission juridique indépendante pour «traiter des dossiers des partis politiques et non le ministère de l'Intérieur».

La loi interdit les partis en contradiction avec «les valeurs de la révolution du 1er novembre 1954 (guerre d'indépendance contre la France: ndlr) et la morale islamique». Elle prohibe aussi les «langues étrangères» dans les activités des partis. (liberation.fr 05.12)

Le PT va-t-il rompre avec Bouteflika ?

Le chiffre du jour qui ne nous fait pas rêver du tout

Selon des chiffres officiels, 4.000 milliards de dollars ont été dépensés en Irak par les Etats-Unis, un montant dépassant en chiffre absolu le coût de la seconde guerre mondiale. (slate.fr 05.12)

Et si ce n'était pas un rêve...

La mission Kepler de la NASA a permis de découvrir pour la première fois l'existence d'une exoplanète située dans la "zone habitable" d'une étoile semblable à notre soleil, a annoncé lundi l'agence spatiale américaine.

Une exoplanète est une planète orbitant autour d'une étoile autre que le soleil. D'après la NASA, la nouvelle planète, Kepler-22b, est située dans une "zone habitable", une région ni trop chaude, ni trop froide où de l'eau pourrait exister à la surface. Les chercheurs ne savent cependant pas si la planète a une composition à prédominance rocheuse, liquide ou gazeuse.

Kepler-22b est située à 600 années-lumière de distance. Une année-lumière est la distance parcourue par la lumière dans le vide spatial pendant 365 jours à environ 300.000km/s, soit quelque 9.460 milliards de kilomètres en un an. D'après la NASA, Kepler-22b est de plus grande taille que la Terre, et tourne en 290 jours autour d'une étoile de même catégorie que le soleil, bien que légèrement plus petite et plus froide. (AP 05.12)

Comme quoi il faut toujours garder espoir ! Tout cela demande confirmation, et ils ne nous disent pas combien durerait le voyage pour s'expatrier sur cette nouvelle planète habitable, si elle l'est vraiment.

... ce pourrait être pire qu'un cauchemar !

Des chercheurs américains ont annoncé la découverte des trous noirs les plus massifs jamais détectés, avec une masse représentant chacun dix milliards de fois celle du Soleil.

Les travaux de cette équipe de l'Université de Californie à Berkeley (ouest des Etats-Unis), sont publiés lundi par la revue scientifique Nature. Les chercheurs expliquent avoir découvert ces deux trous noirs géants dans un amas de galaxies à 300 millions années-lumière de distance.

Un trou noir se forme lorsqu'une étoile supergéante en fin de vie explose puis s'effondre sur elle-même. Cela crée un point dans l'espace où rien ne peut échapper à l'attraction gravitationnelle, pas même la lumière. Les trous noirs ne sont pas directement observables, mais on peut les détecter par l'effet qu'ils provoquent sur les étoiles voisines, dont la matière est littéralement aspirée. Elle s'échauffe à des températures considérables avec émission de grandes quantités de gaz et de rayons X.

D'après les chercheurs, leurs travaux suggèrent que les processus de croissance des trous noirs sont différents selon la taille des galaxies. (AP 05.12)

C'est un peu plus près de chez nous que Kepler-22b, on pourrait y envoyer tous les dirigeants du vieux monde et les ordures qui gravitent autour, histoire qu'ils ne puissent pas pourrir les autres planètes habitables après avoir rendu la terre invivable...

Illégitime

Deux facteurs influent négativement ces dernières années: «une forte augmentation des revenus des très riches -les 0,1%, voire les 0,01%, et une politique redistributive un peu moins efficace, même si elle reste plus favorable que dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE», commente Michael Förster, économiste à la direction de l'emploi de l'Organisation.(lefigaro.fr 05.12)

Récemment, dans le bandeau défilant en haut de l'écran de la page d'accueil du site, j'avais mentionné cette infime minorité de privilégiés dont la fortune colossale est le produit de l'évolution du capitalisme, ainsi que sa raison d'être avec son pendant de misère et souffrance à travers le monde.

Et on ose mégoter sur la légitimité des besoins des masses laborieuses face à 0.01% qui accaparent ou contrôlent la plupart des richesses produites dans le monde, on devrait presque s'excuser d'y faire référence, on devrait employer un langage feutré pour dénoncer cette dictature, terme parfaitement approprié en l'occurrence qui devrait être banni de notre langage à l'exception des régimes militaires, mais dans ce cas-là, qui d'autres caractérisera la nature réelle du régime sous lequel nous croulons, personne.

Est-ce l'objectif recherché par nos dirigeants qui dénoncent l'illégitimité des privilèges de ces nantis sans trop s'y attarder, ce qui se traduit logiquement sur le plan politique par leur refus de déclarer les institutions illégitimes, tâche pourtant facilitée depuis que le Bonaparte de service et sa cour sont minoritaires dans le pays et donc illégitimes. Non, ils se plient au sacro-saint respect de la légalité républicaine, au suffrage universelle qui a porté Sarkozy et l'UMP au pouvoir en 2007, et peu importe si depuis ils n'ont pas obtenu la majorité lors des quatre dernières élections, elles doivent compter pour du beurre, là aussi ils s'arrangent avec la réalité pour n'en retenir que ce qui arrange leur appareil, ils composent avec les institutions qu'ils prétendent combattre, l'air de rien en vérité, ils s'en accommodent depuis des lustres.

Je ne parle pas de prendre d'assaut demain matin l'Assemblée nationale ou l'Elysée, nous ne sommes pas des gauchistes, j'entends se saisir de cet élément sur le plan de l'agitation et de la propagande en direction des travailleurs, parce qu'il peut les aider à parvenir à la conclusion qu'effectivement rien ni personne ne peut décréter que leurs besoins seraient illégitimes ou qu'ils devraient s'asseoir dessus, pendant qu'une poignée de prédateurs leur dictent leur loi et leur pourrissent littéralement la vie. C'est un puissant levier pour aider les travailleurs à redresser la tête, à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience que rien ne peut justifier la formidable régression sociale que le capital tente de leur imposer.

Le gouvernement, le patronat, l'UE, le FMI, tout ce que compte d'institutions et de représentants le capital se penchent sur l'euro et la dette des banquiers et institutions financières, ce serait légitime de sauver les uns et les autres, pourquoi, de quel droit, qui a décrété cela, questions inutiles, c'est ainsi et cela ne se discute pas, au passage cela confirme que nous vivons sous une dictature et que l'emploi de ce terme n'est pas exagéré, ce qui signifie que vos revendications sociales sont illégitimes et ne pourront pas être satisfaites, elles sont incompatibles avec l'euro et le paiement de la dette des Etats aux banquiers, donc avec la survie du capitalisme qu'il est manifestement impossible de réformer ou de changer.

Dès lors il faut en conclure que l'existence de l'euro est un obstacle à la satisfaction de nos besoins, de même que l'Etat et le capitalisme lui-même.

A ce stade, des travailleurs ou des militants pourraient nous rétorquer que nous y allons un peu fort ou que nous allons trop vite en besogne. Pas vraiment en réalité, car s'ils réfléchissent un peu, et on est justement là pour les y aider car cette réflexion doit venir d'eux-mêmes, ils vont s'apercevoir que ce n'est pas seulement maintenant que leurs besoins ou aspirations ne sont pas satisfaites mais en permanence ; qu'ils se contentent plus ou moins de ce qu'ils ont en temps normal est une chose, mais cela ne peut pas occulter le fait qu'en règle générale aucun n'a vraiment choisi la vie qu'il mène, qu'il trimballe derrière lui un tas de frustrations et d'humiliations, qu'il estime que la vie devrait être autrement, que secrètement il aspire à une vie meilleure, et que s'il n'en parle pas ou plus, ce n'est pas parce qu'il y aurait renoncé volontairement, mais parce qu'on lui aurait imposé de ne plus y penser, parce qu'il ne voit pas comment cela serait possible.

Allons plus loin. Si au cours d'une discussion avec un travailleur on parvient à ce qu'il reconnaisse lui-même qu'il vit en permanence dans un état d'insatisfaction, établir le constat que jusqu'à présent il n'a pas fait grand chose ou rien pour s'y attaquer, qu'il ignore les véritables raisons qui sont à l'origine de l'insatisfaction de ses besoins, va l'aider à admettre que c'est parce qu'il est sous l'emprise de l'idéologie dominante qu'il pense ainsi et qu'il a ce comportement, son discours s'inscrit dans les limites fixées par la propagande gouvernementale relayée par les médias, conformément aux conditions que la classe dominante a conçues pour lui, à sa place et dont il était en grande partie inconscient jusqu'à présent.

Les travailleurs disent souvent : "*on sait qu'on nous ment, ils nous prennent vraiment pour des cons*", ils ont raison évidemment, et ils n'ont pas conscience de la haine profonde qu'ils inspirent aux patrons et aux gouvernants, mais ils ignorent la vérité, mieux ils estiment qu'elle n'est pas à leur portée, du coup ils ne la recherchent pas, ils savent qu'ils ne savent pas et en restent là comme vaincus par la fatalité.

En me remémorant les discussions politiques houleuses que j'avais eu avec mes parents qui appartenaient aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, je me souviens que chaque fois que je critiquais la société ou un aspect plutôt désagréable de la réalité, ils finissaient par me répondre : "*c'est comme ça, ça a toujours été comme ça et ce n'est pas toi qui y changera quelque chose, d'ailleurs tu connais quoi au juste de plus que nous, hein gros malin, ça sert à quoi toutes tes questions, tu nous énerves, on n'y peut rien un point c'est tout*." Mille fois j'ai entendu ce refrain dans la bouche de mes parents. Où l'avaient-ils appris ? Nulle part en particulier, ainsi s'exprimait leur soumission totale à l'ordre établi.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

In fine ! Certificat de carence.

La majorité de gauche du Sénat a adopté un amendement de suppression de la rapporteure générale de la commission des Finances Nicole Bricq (PS).

Cette journée de carence, une grande première pour les fonctionnaires qui n'y étaient pas soumis, contrairement aux salariés du privé, a été introduite le 16 novembre dans le PLF par le gouvernement lors de son passage à l'Assemblée nationale dans le cadre du plan de rigueur du 7 novembre.

Mme Bricq souligne dans l'exposé des motifs de son amendement que dans le privé « *les conventions collectives couvrent intégralement 80% des salariés, qui ne perdent donc pas de rémunération au cours des trois premiers jours de congés maladie* ».

Le projet de budget, après son vote au Sénat, qui doit intervenir mardi, reviendra à l'Assemblée nationale, qui aura in fine le dernier mot. (publicsenat.fr 05.12)

Les 20% de salariés restant, c'est le rebut, les couches les défavorisées du prolétariat dont tout le monde se fout éperdument, on en a encore ici la preuve, pas de conventions collectives, une complémentaire misérable, pas de mutuelle, bref, en dessous du minimum syndical, d'ailleurs les syndicats sont les premiers à s'en foutre après les patrons et le gouvernement.

Au fait, pourquoi ne pas proposer une loi abolissant les trois jours de carence dans le secteur privé ? Les salariés bénéficiant de régimes spéciaux n'en ont aucun, ils cumulent tous les avantages auxquels les autres travailleurs n'ont pas droit. Pourquoi les syndicats ne se battent-ils pas pour des droits égaux pour tous en s'alignant sur les plus favorables aux travailleurs ? Toujours la même histoire : diviser pour mieux régner pour garantir la pérennité du régime...

Remettons les pendules à l'heure. Quand un nanti, un patron donc, tombe malade, cela ne change rien pour lui puisque ce sont ses employés qui produisent les richesses, lui il ne fait qu'extorquer ou voler une partie de leur force de travail, ce qui ne nécessite pas un état de santé particulier, même en dormant sa cassette se remplit, pensez aux ouvriers qui font les trois huit en usine. Mais cela les momies poudrées du PS qui siègent au Sénat ne veulent pas en entendre parler, d'ailleurs cela ne leur viendrait jamais à l'esprit.

2- Brésil

Le ministre brésilien de l'Emploi Carlos Lupi, soupçonné de corruption, a renoncé dimanche à ses fonctions, ce qui porte à six le nombre de membres du gouvernement contraints à la démission depuis l'arrivée de Dilma Rousseff à la présidence, en janvier.

"Face aux persécutions politiques et personnelles dont je fais l'objet depuis deux mois dans les médias sans possibilité de me défendre et en l'absence de preuve, et considérant le rapport de la Commission d'éthique de la présidence, qui m'a également condamné de façon sommaire sur la foi des mêmes informations de presse (...), j'ai irrévocablement décidé de renoncer à mes fonctions", dit-il dans un communiqué publié sur le site internet de son ministère.

Carlos Lupi a pris sa décision à l'issue d'un entretien avec Dilma Rousseff, a précisé un membre du gouvernement ayant requis l'anonymat. Il sera remplacé dès lundi par son chef de cabinet Paulo Roberto dos Santos Pinto.

Cinq des six ministres ayant démissionné depuis janvier sont soupçonnés de corruption. Leur départ a mis à mal les relations de la présidente avec les différentes composantes de la majorité parlementaire dont elle a besoin pour mettre en oeuvre un ambitieux programme de réformes sociales et de grands travaux. (Reuters 05.12)

3- Chine

Zhou Yongkang, membre du comité permanent du bureau politique, qui réunit les neuf plus puissants dirigeants chinois, a expliqué, vendredi 2 décembre, lors d'un discours devant des responsables de provinces du nord de la Chine que les autorités devaient améliorer leur '*gestion sociale*'. '*Face à l'impact négatif de l'économie de marché, nous n'avons pas mis sur pied un système complet de gestion sociale*', a commenté M. Zhou, dont les propos ont été rapportés au cours du week-end par l'agence officielle Chine nouvelle.

'Il est urgent que nous bâtissons un système de gestion sociale aux caractéristiques chinoises qui soit adapté à notre économie socialiste de marché', a déclaré le haut responsable, sans fournir de précisions, à l'heure où les salariés défendent de plus en plus leurs droits.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois, qui avait atteint 10,4 % en 2010, est progressivement tombée à 9,7 % au premier trimestre de cette année, puis à 9,5 % au deuxième et 9,1 % au troisième. L'indice de la production manufacturière est tombé à son plus faible niveau en près de trois ans.

Malgré une forte censure, les blogs ont relayé ces dernières semaines un certain nombre de conflits sociaux, donnant parfois lieu à des heurts avec les forces de police, notamment dans le Sud, où les ouvriers accusent leurs patrons de faire des économies à leurs dépens, alors que les commandes à l'exportation se réduisent et que les coûts de la main-d'oeuvre augmentent. (lemonde.fr 05.12)

Social

Allemagne

Axa prévoit de supprimer 1.600 emplois en Allemagne d'ici 2015 sur un effectif total de 9.000 salariés afin de réduire ses coûts et d'accroître sa compétitivité dans un contexte tarifaire concurrentiel.

"En croissance ou non, nous devons améliorer notre efficacité afin de préserver notre compétitivité", a déclaré Frank Keuper, responsable d'Axa en Allemagne, cité lundi dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Axa a conclu un accord jusqu'en 2014 stipulant qu'il ne peut pas procéder à des licenciements et il est actuellement en discussion avec les syndicats, a ajouté le porte-parole. (Reuters 05.12)

Cela devrait s'arranger...

Justice

1- La clémence de la justice envers un flic ripou.

Le policier avait détourné 12 000 euros alors qu'il effectuait une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Il compte demander sa réintégration après avoir été révoqué de l'Office central de répression de la grande délinquance financière. Verdict léger pour un policier accusé de vol. Il a été condamné vendredi soir par le tribunal correctionnel de Paris à trois mois de prison avec sursis pour avoir détourné 12 000 euros lors d'une perquisition dans un cercle de jeu parisien. Selon l'organisation, la somme s'élève à 70 000 euros.

Le policier ayant depuis rendu l'intégralité de l'argent, il n'a pas été condamné à verser une somme supplémentaire. A l'audience devant la 14e chambre vendredi, le parquet avait requis six mois de prison avec sursis contre le fonctionnaire pour "*vol par personne dépositaire de l'autorité publique*".

Révoqué depuis les faits, ce fonctionnaire de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) compte demander sa réintégration, a indiqué Me Lef Forster.

Le conseil se disait satisfait de cette décision, le tribunal ayant tenu compte de "*l'état dépressif*" de son client, dû aux conditions stressantes de son travail.

En juin 2008, ce policier avait détourné 12 000 euros lors d'une opération de police menée dans un cercle de jeux parisiens du IXe arrondissement de Paris.

Lors de cette opération, cinq membres de ce cercle avaient été interpellés par la police et mis en examen pour des activités illégales concernant les jeux.

Une bande vidéo, prise d'une caisse du cercle, montrait le policier incriminé, qualifié de "*très bon élément*" dans son service, se saisir de liasses de billets. (lexpress.fr 05.12)

2- Le simulacre de justice des colonisateurs.

Laurent Gbagbo, qui s'est présenté lundi pour la première fois devant ses trois juges, est respectueux de la justice. Sanglé dans

son costume sombre et sa cravate bleue, il se lève quand la présidente de la Chambre, Silvia Fernandez de Gurmendi, le lui demande. Poli à l'extrême, calme et posé, il dénonce ses conditions de transfèrement à La Haye. *"On m'a trompé. J'ai été convoqué pour tout autre chose, et puis on m'a dit : voilà un mandat d'arrêt. On m'a raccompagné, mais au lieu de me ramener dans la maison où j'étais en résidence surveillée à Korhogo, on m'a conduit à l'aéroport. Mon chauffeur n'a pas osé me dire où j'allais. Mais j'avais compris qu'on m'envoyait à la prison de la CPI à La Haye. J'ai été pris par surprise, je suis parti sans rien, juste avec le pantalon et la chemise que je portais."*

L'ancien président de la Côte d'Ivoire promet qu'il jouera le jeu de la justice : *"Le procureur a des éléments de preuve. Je les confronterai à ma vérité, et c'est vous qui jugerez"*, lance-t-il aux trois magistrats. Avant d'entrer dans le coeur des charges pour crimes contre l'humanité qui pèsent contre lui, Laurent Gbagbo accuse la France d'avoir orchestré son arrestation, sa mise à l'écart. Il revient longuement sur ce jour d'avril 2011, qui a marqué sa chute. *"J'ai été arrêté sous les bombes françaises. Le 11 avril, une cinquantaine de chars français encerclaient ma résidence pendant que les hélicoptères bombardaient. C'est l'armée française qui a fait le travail et elle m'a remis aux forces d'Alassane Ouattara, qui n'étaient pas encore les forces régulières"*, raconte-t-il. Avant l'audience, ses avocats avaient indiqué qu'ils contesteraient la légalité du transfèrement à La Haye. Mais pas un mot là-dessus. Bien au contraire. *"Maintenant, je suis là, on va aller jusqu'au bout"*, affirme Laurent Gbagbo.

Le procureur répète qu'il a confiance dans ce procès. *"Nos enquêteurs sont sur place, à Abidjan et ailleurs, depuis le 3 octobre dernier. Nous avons monté un dossier pour meurtre, viols, persécutions et autres actes inhumains sur des faits et des incidents précis, avec des victimes. Nous avons suffisamment d'éléments pour prouver la culpabilité de Laurent Gbagbo"*, confie en marge de l'audience Pascal Turlan, conseiller du procureur Luis Moreno Ocampo. Et de poursuivre : *"Les enquêtes continuent sur lui et sur d'autres membres de son entourage ainsi que sur toute personne qui aurait contribué à commettre des crimes."*

L'audience n'a duré que 25 minutes. La prochaine étape importante est fixée au 18 juin prochain, le temps pour l'accusé de prendre connaissance du dossier à charge et de préparer sa défense. (lepoint.fr 05.12)

S'il n'est pas mystérieusement décédé entre temps ! On ne va prendre sa défense, ce qui nous intéresse ici et que l'on condamne, c'est la manière dont ils s'y prennent pour accuser un président fantoche tombé en disgrâce, pour avoir semble-t-il osé faire preuve d'un minimum d'indépendance, de toutes sortes de crimes qui ne peuvent pas lui être reprochés personnellement, alors que les mercenaires à la solde de la nouvelle coqueluche du gang du Fouquet's présidé par Sarkozy, Ouattara, se sont livrés à des massacres de civiles notamment, sans être pour autant traduit lui aussi devant ce tribunal d'exception.

Est-ce que la CPI va juger Sarkozy, Cameron, Obama et les dirigeants du CNT en Lybie pour l'assassinat de Kadhafi et les multiples exactions commises sur des civiles par les mercenaires du CNT ?

Economie

Allemagne

L'Allemagne est prête à nationaliser Commerzbank si la deuxième banque du pays se révèle incapable de lever suffisamment de capitaux l'année prochaine, rapporte dimanche Der Spiegel.

Le ministère des Finances a refusé de commenter l'article publié par le magazine allemand.

Selon ce dernier, citant des sources gouvernementales, Berlin est prêt à réactiver son plan de sauvetage des banques Soffin, qui pourrait acheter de nouveaux titres Commerzbank si cette dernière échoue à lever les fonds nécessaires pour se conformer aux nouveaux ratios de capital qui entreront en vigueur l'été prochain.

L'Allemagne, qui détient déjà 25% du capital de la banque depuis la crise financière de 2008, achèterait la plupart des titres que Commerzbank pourrait proposer lors d'une augmentation de capital, poursuit Der Spiegel.

Il y a près de deux semaines, des sources proches du dossier avaient dit à Reuters que Commerzbank pourrait avoir besoin de bien plus de capitaux qu'initialement prévu pour atteindre un objectif de matelas de fonds propres de 9% d'ici mi-2012, comme l'exige le régulateur bancaire européen.

La deuxième banque d'Allemagne pourrait avoir besoin d'environ cinq milliards d'euros, contre une estimation initiale de 2,9 milliards d'euros, si l'Autorité bancaire européenne (ABE) applique de nouveaux ratios de capital aux banques. (Reuters 05.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 décembre

CAUSERIE

Un cocktail indigeste. Règle d'or et union nationale.

- Règle d'or : Copé invite le PS «à la table des responsabilités» - Liberation.fr

Message reçu 5/5 :

- Hollande: "*La règle d'or, ce sera après la présidentielle*" - L'Express.fr -

En attendant, martelons nos bonnes intentions en direction des marchés :

- Pour Ayrault (PS), Sarkozy «*ne respecte pas la première règle d'or*», le traité de Maastricht - Liberation.fr

Le PS plus royaliste que le monarque du Palais ! Par hasard n'appartiennent-ils pas au même camp ? Réponse :

- '*Règle d'or*' : Baroin et Accoyer appellent à '*l'union nationale*' - LeMonde.fr

Gérard Collomb (PS) fournit la recette :

Pas question pour autant d'appliquer dès maintenant la règle d'or a déclaré mardi Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, lors du «Talk Orange-Le Figaro». D'abord pour une question de calendrier: «*Cela va tomber en pleine campagne présidentielle. Ce n'est pas à ce moment-là que cela va se faire*», a-t-il assuré.

«*Il faut construire un autre type de relation entre la majorité et l'opposition en France*», a demandé Gérard Collomb. «*Regardez comment Mme Merkel tient compte des Länder (les grandes régions allemandes, NDLR). Elle y est obligée mais il y a en Allemagne un consensus qui se fabrique tout au long de la vie politique (...). Ce sont d'autres institutions que l'hyperprésidentialisation d'aujourd'hui*», a-t-il souligné. (lefigaro.fr 06.12)

Bayrou ou l'art d'accommoder les restes confirme :

"*Ma certitude est qu'il faut un changement profond, d'idées, d'habitudes et d'attitude*", explique le président du MoDem François Bayrou dans un entretien à paraître mercredi dans "*Direct Matin*".

"*L'esprit d'union nationale est une nécessité vitale*", plaide-t-il. (AP 06.12)

Mais on n'en doute pas ! Sinon ce sera un nouveau front populaire, patience...

L'empereur et le kaiser sont nus ! Le masque est tombé.

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Avant même leur rencontre avant-hier, Sarkozy et Merkel avaient été informés de la décision de l'agence de notation Standard & Poor's de mettre sous surveillance avec implication négative 15 pays de la zone euro dont la France et l'Allemagne. Ce qui ne les a pas empêché de sortir un communiqué intimant l'ordre à tous les chefs d'Etats de l'UE d'appliquer la politique qu'ils leur avaient concoctée ou plutôt celle des banquiers de la Fed, de la BCE et du FMI.

Un journaliste en a profiter pour affirmer que les taux d'emprunt français allaient s'envoler et la dette avec. Il a ajouté après avoir énuméré la liste des gouvernements que les marchés avaient fait tomber, que "*l'Europe a perdu sa souveraineté*" au profit du lumpenprolétariat de la bourgeoisie qui serait capable encore une fois de mettre le monde à feu et à sang pour parvenir à ses fins.

Hier, lors d'une réunion avec des députés de l'UMP, Sarkozy a dit "*la situation est grave*", out of control, hors de contrôle, mais cela on le savait déjà, on attendait seulement le prochain épisode !

L'islamisme, une arme de guerre du capital contre le travail.

- Quand la CIA finançait les Frères musulmans - (lepoint.fr 06.12) (lire l'article en ligne dans la rubrique *politique* du site)

L'emploi de l'imparfait ne signifie pas que l'impérialisme américain aurait cessé de les financer et de les utiliser contre la révolution en Egypte et ailleurs.

Qui en doutaient ?

Les narcotrafiquants, des hommes d'affaires comme les autres - (Slate.fr 06.12)

Des hommes d'affaires tout court ou parmi d'autres.

Régime policier, liberticide, suite

1- Autoflagellation. Les députés sont masochistes.

Les députés français ont adopté mardi à l'unanimité une proposition de résolution qui réaffirme la position abolitionniste de la France en matière de prostitution, premier pas vers une possible pénalisation des clients.

Selon l'exposé des motifs de la résolution, il y a actuellement environ 20.000 personnes exercent en France le plus vieux métier du monde dont environ 85% de femmes.

En 1990, environ 20% des femmes se prostituant dans l'espace public étaient de nationalité étrangère. Elles sont aujourd'hui près de 90% venues notamment de Roumanie, Bulgarie, Nigeria et de Chine.

Une cinquantaine de "*travailleurs et travailleuses du sexe*" ont manifesté mardi après-midi aux abords de l'Assemblée nationale "*pour protester une fois de plus contre les politiques répressives les visant ou visant leurs client(e)s*". (Reuters 06.12)

Bordel, encore un consensus !

2- Remise en cause de l'accouchement sous X, pire qu'un mauvais film X.

Lundi soir à l'Assemblée, deux projets de loi ont été déposés pour demander la paradoxale levée de l'anonymat, Brigitte Barèges, députée UMP de Tarn-et-Garonne, relance le débat. (lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute

- "*L'accouchement sous X a été un progrès, il permet d'éviter les infanticides, les avortements clandestins tardifs, les abandons dans la nature.*

Ce n'est pas parce que certains enfants regrettent de ne pouvoir connaître leur mère qu'il faut que tous les autres en pâtissent. Si une femme a décidé d'accoucher sous X, c'est qu'elle a ses raisons mais qu'elle a voulu donner à son enfant toutes les chances de vivre une vie normale parce qu'il est adoptable bébé.

Certaines acceptent même tous les traitements médicaux pour le bien de leur enfant alors qu'elles savent qu'elles ne le reverront jamais. Pourquoi vouloir à tout prix lui demander des comptes 18 ans après ? De quel droit, ces enfants veulent-ils juger leur mère ? Et leur père ? Vont-ils aussi exiger de le connaître ?"

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ô peine, Ô désespoir...

L'espoir d'une victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 "*est revenu*" après un moment de doute, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Le numéro deux du gouvernement, qui concluait une convention de l'UMP sur le programme du parti du chef de l'Etat, a estimé qu'un des atouts de ce dernier résidait dans la "*faiblesse*" de son adversaire socialiste, François Hollande. (Reuters 06.12)

Ce qui risque de se passer, c'est qu'Hollande sera élu avec une courte majorité, cela tombera bien, ce sera le prétexte idéal pour entonner le chant de l'union nationale !

1.2- Un funambule en manque d'inspiration.

François Fillon a écarté mardi l'hypothèse d'un troisième plan de rigueur sans exclure toutefois de possibles ajustements en fonction de la réalité de la croissance française de 2012.

Au lendemain de l'annonce par Standard & Poor's d'une possible dégradation de deux crans de la note de la dette de la France, le Premier ministre a d'abord répété sur France 2 "*qu'il n'y aura pas de troisième plan de rigueur*".

Puis il a nuancé son propos, expliquant que le gouvernement ne prendrait pas une telle décision "*maintenant, sur la foi de prévisions*", tout en ne se l'interdisant pas en 2012.

"*S'il faut aller plus loin, s'il y a d'autres mesures qui doivent être prises, le gouvernement français les prendra, ce n'est pas exclu*", a-t-il expliqué.

François Fillon a estimé par ailleurs que les décisions prises par la Grèce, l'Italie et l'Espagne étaient "*encourageantes*". "*Nous ne devons laisser aucun doute aux investisseurs sur notre détermination à défendre la zone euro*", a-t-il souligné. (Reuters 06.12)

Quelle inspiration !

1.3- Encore un scandale d'Etat.

Regrouper toutes les administrations de la Défense sur un même site. Telle est l'ambition du «Pentagone à la Française». Une ambition qui pourrait bien être contrariée par la justice. Une information judiciaire pour corruption et favoritisme a en effet été ouverte concernant la construction du centre, obtenue par Bouygues. La procédure a été lancée en février 2011 à Paris, mais ce n'est que ce mardi qu'une source judiciaire en a confirmé l'existence, révélée par le Canard enchaîné.

Ce chantier doit regrouper l'ensemble des états-majors et services centraux de la Défense dans un complexe neuf du 15^e arrondissement. Mais le projet aurait été entaché de malversations. Enquêtant sur la base d'une information anonyme à partir d'octobre 2010, la police financière a découvert qu'un cadre dirigeant de Bouygues avait obtenu d'un haut fonctionnaire le cahier des charges du projet.

L'opération, pensée dans le cadre d'un partenariat public-privé, devrait avoisiner 1,2 milliard d'euros. L'Etat, qui ne finance pas les travaux, devra, à compter de 2014, payer au promoteur une redevance annuelle de 130 millions d'euros jusqu'en 2041. (20minutes.fr 06.12)

Pour cette opération dont on nous dit qu'elles avoisinerait 1,2 milliards d'euros, pendant 27 ans l'Etat devrait payer à Bouygues une redevance annuelle de 130 millions d'euros, soit 3, 51 milliards d'euros, une affaire juteuse, non ? Cela équivaut à un taux d'intérêt de plus de 10% par an, sans risque s'il vous plaît puisque garanti par l'Etat. Elle n'est pas belle la vie pour les gangsters du Fouquet's ?

1.4- Les rêveries d'un promeneur solitaire (J-J Rousseau)

Jean-Luc Mélenchon a réussi à prendre la tête de la gauche antilibérale à cinq mois de l'élection présidentielle française et rêve d'une percée dans la cour des grands.

Le candidat du Front de gauche est en effet solidement ancré à 7% ou 7,5% dans les sondages, un score auquel n'étaient plus habitués pour un scrutin présidentiel ses alliés communistes.

Jean-Luc Mélenchon, qui est plus compatible avec le PS que l'extrême gauche, semble en effet bénéficier du vote utile en ces temps de crise.

"*Pour la première fois, il y a un regroupement significatif*" à la gauche du PS, avance Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. "*Il y a incontestablement une prime à l'unité.*" (Reuters 16.12)

Avant l'implosion du Front de gauche ou de rallier le PS au second tour en 2012... Pure illusion, cette "*unité*" se compte à l'unité, pas un seul parti ou pas une seule organisation n'a rejoint le Front de gauche, à ma connaissance pour le moment.

Pourquoi ce titre ? Vous retirez Mélenchon et le FdG est à peu de chose près au même niveau que le NPA ou LO.

2- Pakistan

Les Américains déployés sur la base aérienne de Shamsi, dans l'ouest du Pakistan, d'où partaient les drones utilisés contre les activistes islamistes locaux, ont commencé à plier bagage.

Le personnel américain présent sur cette base du Baloutchistan a jusqu'au 11 décembre pour s'exécuter. (Reuters 06.12)

3- Koweït

L'émir du Koweït a dissous le parlement mardi et annoncé des élections anticipées, rapportent les médias officiels. (Reuters 06.12)

4- Chine

Le président chinois, Hu Jintao, a appelé la marine à être prête au combat et à poursuivre sa modernisation afin de sauvegarder la sécurité nationale, a rapporté l'agence d'information Chine nouvelle, mardi 6 décembre. Il lui a ainsi demandé "d'accélérer sa modernisation" et de "*mener des préparatifs intensifs pour le combat militaire*" afin de "*sauvegarder la sécurité nationale et la paix mondiale*", alors que les ambitions maritimes de la Chine provoquent l'inquiétude de ses voisins et des Etats-Unis.

Hu Jintao s'exprimait à Pékin devant des responsables de la puissante commission militaire centrale, dont il est le chef, et en présence de son très probable successeur à la tête du pays, le vice-président Xi Jinping, numéro deux de la commission. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement, la rencontre portait sur l'armement de l'Armée populaire de libération (APL) et les derniers développements concernant la marine. "*Notre travail doit se concentrer sur le thème de la défense nationale et du renforcement des capacités militaires*", a expliqué le chef de l'Etat.

L'armée chinoise avait annoncé qu'elle devait mener fin novembre des manœuvres navales dans "*l'ouest de l'océan Pacifique*", dans un contexte de tensions accrues sur des territoires disputés avec ses voisins. Cet "*entraînement de routine (...) ne vise aucun pays particulier*" et la liberté de naviguer de la Chine "*ne doit pas être entravée*", avait-elle assuré. (lemonde.fr 06.12)

Social

1- France

Le conseil d'administration d'Air France examinera en janvier un blocage des salaires après avoir gelé les embauches en septembre, écrit mardi La Tribune, citant des sources concordantes.

Les administrateurs de la compagnie aérienne française étudieront le 11 janvier un gel des augmentations générales, des primes liées à la productivité et des promotions, précise le quotidien économique.

Air France entend ainsi réduire de 15% ses coûts opérationnels, les personnels navigants habitant à proximité des villes de province concernées n'ayant plus à faire d'escale.

Des analystes ont souligné que le projet dévoilé mi-2010 a laissé tout loisir aux compagnies "*low cost*" EasyJet et Ryanair pour se positionner.

Air France-KLM, qui a reconnu début novembre que ses résultats d'exploitation pour l'année 2011 seraient dans le rouge, supporte des coûts de personnels plus élevés que ses deux principales concurrentes, l'allemande Lufthansa et IAG, fusion de British Airways et Iberia. (Reuters 06.12)

2- Grèce

Environ 2.000 jeunes ont manifesté mardi à Athènes pour marquer le troisième anniversaire de la mort d'un adolescent tué par la police. Un rassemblement marqué par des heurts entre les protestataires et la police.

Dans le centre d'Athènes, le cortège principal des manifestants a dénoncé les nouvelles mesures d'austérité. "*La révolution sociale maintenant*", pouvait-on lire sur une banderole.

Les jeunes ont jeté des pierres, des pavés, des oranges et des bouteilles sur les policiers devant le Parlement et ont brisé plusieurs vitrines et arrêts d'autobus. Un autre groupe de jeunes a attaqué deux postes de police de la banlieue d'Athènes à coups

de pierres et de bouteilles.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la manifestation après l'utilisation par les protestataires de cocktails incendiaires. Selon la police, qui a procédé à 15 interpellations, 14 policiers ont été blessés.

Des incidents ont également été signalés à Thessalonique (nord), la deuxième ville du pays, où la police a procédé à deux interpellations après des jets de pierres sur un bâtiment gouvernemental. (AP et Reuters 06.12)

3- Etats-Unis

Citigroup va supprimer 4.500 postes dans le monde et passera une charge de 400 millions de dollars dans ses comptes liés à ces suppressions, a annoncé mardi son directeur général.

Vikram Pandit, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par Goldman Sachs, a déclaré que le plan de réduction des dépenses de la banque permettait pour l'instant d'économiser 1,4 milliard de dollars par an, soit près de 4% des quelque 37,7 milliards de dollars de dépenses d'exploitation de la banque sur les trois premiers trimestres. (Reuters 06.12)

Justice

France

1- Circonstance atténuante envers un assassin.

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, recommande qu'un policier auteur d'un tir mortel de flash-ball, le 12 décembre 2010 à Marseille, fasse l'objet d'une procédure disciplinaire *«pour avoir fait un usage disproportionné de la force»*. Dans une décision publiée sur son site, le Défenseur des droits *«recommande que des poursuites disciplinaires soient diligentées à l'encontre de X. C. (le policier auteur du tir mortel, ndlr) pour avoir fait un usage disproportionné de la force, méconnu le cadre légal d'emploi du flash-ball et ainsi n'avoir pas respecté les dispositions de l'article 9 du code de déontologie de la police nationale»*.

La question de la culpabilité du policier n'est pas de la compétence du Défenseur des droits, mais du ressort exclusif de l'autorité judiciaire, rappelle Dominique Baudis mais *«il est très probable que la distance entre le tireur et la victime était entre 4 et 5 mètres»*. (20minutes.fr 06.12)

2- Il ne fait pas bon être l'ami d'un parvenu.

La plus haute juridiction française a déclaré illégale mardi l'enquête menée en 2010 par le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine), Philippe Courroye, sur le journal *Le Monde*, un précédent en matière de protection de la presse qui devrait entraîner la mise en examen de ce magistrat.

La Cour de cassation a confirmé un arrêt rendu en mai dernier par la cour d'appel de Bordeaux, déclarant illégales les réquisitions délivrées en septembre 2010 à la police par le procureur Courroye afin qu'elle examine les factures détaillées de téléphone de deux reporters du *Monde*, Gérard Davet et Jacques Follorou.

"L'atteinte portée au secret des sources n'était pas justifiée par l'existence d'un impératif prépondérant d'intérêt public et la mesure n'était pas strictement nécessaire et proportionnée au but légitime poursuivi", dit la Cour dans son arrêt.

Philippe Courroye et son adjointe Marie-Christine Daubigny devraient désormais être à nouveau convoqués, peut-être avant Noël, par la juge parisienne Sylvie Zimmermann, saisie d'une plainte du *Monde*, en vue d'une possible mise en examen.

Pour ces démêlés avec la presse, le pouvoir est mis en cause dans une seconde affaire de violation présumée du secret des sources du *Monde*, où le gouvernement a reconnu avoir mandaté en 2010 la Direction centrale du renseignement intérieur. Son patron Bernard Squarcini, autre proche de Nicolas Sarkozy, a été mis en examen en octobre.

L'arrêt de la Cour de cassation consacre par ailleurs définitivement un droit que l'actuel gouvernement lui-même a fait inscrire dans la loi en 2010, la protection des sources, qui ne peuvent être recherchées que dans des cas extrêmes d'*"impératif prépondérant d'intérêt public"*. (Reuters 06.12)

Economie

1- UE.

1.1- FESF.

Standard & Poor's a annoncé mardi placer sous surveillance avec implication négative la note AAA du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette décision est la conséquence de la mise sous surveillance la veille des pays classés AAA qui garantissent ses obligations financières, a précisé l'agence.

La note à court terme A-1+ du FESF est confirmée.

La note AAA du FESF pourrait également être confirmée, même si la note AAA d'un ou plusieurs pays garants était abaissée, dans le cas où les pays garants du FESF prendraient des mesures propres à rehausser la qualité de la signature et susceptibles, aux yeux de S&P, de compenser la réduction de la qualité de cette même signature résultant de l'abaissement des notes d'un ou plusieurs pays membres. (Reuters 06.12)

1.2- Agences de notation.

La France est le seul des six pays notés AAA avertis par Standard & Poor's dont l'état des finances publiques sera un critère explicitement déterminant pour la perte ou le maintien de sa précieuse note.

L'avenir du AAA français se décidera sur quatre fronts, dit l'agence de notation : la réponse européenne à la crise - jusqu'ici laborieuse - des promesses de baisse du déficit probablement trop belles, des banques sous pression et une BCE qui n'aidera peut-être pas la France autant qu'elle pourrait en avoir besoin.

Les cinq autres pays AAA de la zone euro ont eux aussi été placés sous surveillance avec implication négative par S&P. Mais le critère strictement budgétaire n'est pas retenu dans leur cas.

Surtout, la note de la France pourrait être dégradée de deux crans alors que celles des cinq autres AAA pourraient ne l'être que d'un seul.

L'Allemagne et le Luxembourg seront jugés sur les critères de politiques européenne et monétaire, dit S&P, et l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande sur ces deux critères plus celui de l'impact de la crise sur leur système bancaire.

Sa concurrente Moody's s'est donné jusqu'à mi-janvier pour évaluer la stabilité de la note française, sans menacer les autres pays de la zone euro qui bénéficient de la note maximale. (Reuters 06.12)

1.3- Banques.

Les banques européennes ont de plus en plus de mal, à se financer. Cela ne veut pas dire que la BCE ne fait rien. Selon Chris Wood le stratégyte de CLSA à Hong Kong, elle a acheté 203Md€ d'obligations souveraines et prête en ce moment 641 Md€ aux banques européennes.

Le capital de la BCE qui n'est que de 5,3 milliards d'euros est "leveragé" 30,8 fois contre 52,2 fois pour la Banque d'Angleterre, 16,5 fois pour la Banque de France et seulement 5,7 fois pour la Deutsche Bundesbank (ce qui signifie que la BCE a des engagements à hauteur de 30,8 fois le montant de son capital ; plus ce ratio est élevé, plus une institution financière peut être fragilisée en cas de crise).

Malheureusement, la possibilité d'utiliser des collatéraux diminue très vite. C'est le nom générique des différents types de papier admis par les banques en garantie des prêts accordés. Selon Richard Comotto de International Capital Market Association, c'est l'équivalent de la graisse qui permet à l'injection de monnaie par les banques centrales de se transformer en prêts.

Comme le fait remarquer le patron du crédit d'une grande banque américaine à Londres, qui ne veut pas être cité, « on avait le cancer à cause des dettes souveraines détenues par les banques. On pourrait mourir d'une attaque cardiaque en raison de la disparition quasi-totale des prêts interbancaires. Si on en réchappait on pourrait néanmoins attraper une pneumonie provenant des nouvelles régulations bancaires qui vont être mises en place ». C'est la raison pour laquelle la BCE et la Fed, pour apporter de la liquidité au système bancaire ont baissé la semaine dernière de 50 bp le taux du dollar overnight index swap (OIS). (atlantico.fr 06.12)

2- Brésil

L'économie brésilienne a marqué un coup d'arrêt au troisième trimestre, plombée par la crise européenne de la dette et le ralentissement de la croissance mondiale.

La première économie d'Amérique latine a enregistré une croissance nulle au troisième trimestre par rapport au précédent, accusant un ralentissement brutal après une croissance de 7,5% l'an dernier.

En rythme annuel, la croissance du Brésil ressort à 2,1% au troisième trimestre.

Les chiffres du PIB suggèrent que le Brésil pourrait afficher en 2011 une croissance d'environ 3%, bien inférieure à celle d'autres pays émergents comme la Chine et l'Inde.

Des indicateurs récents - notamment ceux de la production industrielle - signalent même que le ralentissement s'accroît, à mesure que la détérioration de la crise européenne de la dette plombe les exportations brésiliennes, essentiellement des produits de base comme le minerai de fer et le soja.

Un contrôle budgétaire accru a également contribué à freiner la croissance, estiment les analystes. La présidente Dilma Rousseff a fait procéder à quelque 30 milliards de dollars de réductions budgétaires cette année pour éviter la surchauffe économique et faire baisser une inflation obstinément élevée.

L'inflation dépasse encore 6,5% aujourd'hui, empêchant le gouvernement de prendre des mesures de relance significative sans risquer de provoquer une envolée des prix à la consommation. (Reuters 06.12)

3- Chine

Le vrai problème de la Chine ce n'est pas la bulle immobilière, les risques d'inflation ou les problèmes concernant la démocratie, c'est celui des robots.

Fanuc le numéro un mondial japonais de la fabrication des robots a expliqué à un petit nombre d'analystes, qu'il y a dix ans un robot remplaçait un travailleur payé 50\$ de l'heure. Aujourd'hui on en est à 2\$ de l'heure soit un coût du travail inférieur au coût chinois ! Le résultat est simple. Une société comme Foxconn, le fabricant de Apple devait passer dans les trois ans qui viennent à 2 millions d'employés contre un million actuellement. Avec les robots de Fanuc elle passera à 500 000 ! (atlantico.fr 06.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre

CAUSERIE

Gaucheritude. La question qui tue celui qui la pose.

"Qu'est-ce qu'un homme de gauche (Hollande) va faire à aller chercher un homme de droite (Bayrou) pour gouverner avec?", a déclaré Jean-Luc Mélenchon après avoir assisté à une table ronde sur la précarité dans un quartier populaire d'Orléans.

"*Le débat de l'alliance avec le centre occupe le parti socialiste depuis bientôt trente ans. A chaque élection, il revient*", a-t-il noté. (AP 07.12)

Dialogue dans la bonne humeur. (en hommage à Joseph et Maria, paysans bretons, oncle et tante de mon ex-épouse)

- Pt'-ête ben que not' "*homme de gauche*" ne le serait point tant que ça, on est bien couillons de les croire sur parole ces filous
- T'as raison mon Joseph, c'est pas bien claire cet' histoire-là, surtout que ça date pas de la dernière récolte
- Trente printemps qu'il a dit le gardien chef des pédalos. C'est la preuve au moins qu'il sait compter, il a l'air instruit.
- Tu penses trop la Marie, ce bras-cassé n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre crois-moi, sinon il s'poserait pas toujours la même question au bout de 30 ans.
- T'as raison mon Joseph, il est pas finaud l'animal
- (fou rire) Ah tu l'as dit, un bourricot ouais, il a le cerveau paresseux ou qui marche à reculons !
- Pour un peu il s'rait gaucher
- Tu veux dire maladroit
- P'ête ben les deux qui sait, c'est pas d'main la veille qu'ils nous f'rions prendre les pis de nos vaches pour des lampions...

Plus sérieusement, camarades, au passage Mélenchon a avoué qu'il savait avant même de rejoindre le PS, que si ce parti se posait la question d'une alliance avec les centristes, c'était parce qu'ils incarnaient tous les deux les intérêts du capital. C'est ce parti que Mélenchon a rejoint consciemment et dans lequel il a milité au cours de ces longues années contre les intérêts de la classe ouvrière sans que cela ne lui pose problème.

Question : monsieur Mélenchon : qu'est-ce qu'un "*homme de gauche*" comme vous est "*aller faire à aller chercher*" un parti comme le PS pendant de si longues années, à part faire carrière au lieu d'aller gratter ?

Sur le plan de la syntaxe, "*va faire à aller chercher*", il y a redondance, c'est plutôt lourdingue, alors au bourricot j'ajouterais volontiers un bourrin, un vieux bourrin réformé en partance pour l'abattoir.

Même au Yémen.

- Yémen: formation d'un gouvernement d'union nationale - (AP 07.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad assure, dans une interview diffusée mercredi, ne pas avoir donné l'ordre à ses forces d'abattre des manifestants, un geste qui ne pourrait selon lui venir que d'un dirigeant dément.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision américaine ABC avec la journaliste Barbara Walters, il affirme que les démarches internationales pour imposer des sanctions à la Syrie ne le préoccupent pas et que l'Onu n'est pas une institution crédible.

"*Nous ne tuons pas notre peuple (...) Aucun gouvernement au monde ne tue son peuple, sauf s'il est dirigé par un fou*", dit le chef de l'Etat syrien dans un extrait de l'interview diffusé mercredi.

Il dit avoir fait son maximum pour protéger les populations, ajoutant que les violences dues aux forces de sécurité ont résulté d'erreurs individuelles et non d'une politique officielle.

"*La plupart des gens qui ont été tués étaient des partisans du gouvernement, et non l'inverse*", dit Bachar al Assad, qui reconnaît que certains membres des forces armées sont allés trop loin mais assure que leurs excès ont été sanctionnés.

"*Ce que vous devez savoir, c'est que chaque 'réaction brutale' a été le fait d'un individu et non d'une institution*", dit-il. "*Il y a une différence entre une politique de répression et quelques erreurs commises par quelques responsables.*"

Des militants syriens, qui avancent un bilan de plus de 4.500 tués depuis la mi-mars, estiment que les militaires et membres de forces de l'ordre représentent environ le quart des victimes. La plupart des médias internationaux ayant été chassés du pays, il est difficile de vérifier ces bilans.

Les violences prennent de plus en plus le tour d'une guerre civile, à mesure que des groupes d'opposants armés parviennent à s'organiser et prennent position dans des secteurs urbains.

Mercredi, de nouvelles violences ont été signalées à la frontière turque, où des habitants de villages turcs frontaliers ont fait état de tirs de l'armée syrienne en direction de combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), formée de déserteurs hostiles au régime de Damas. (Reuters 07.12)

Lire la vingtaine d'articles sur la situation en Syrie qui figurent dans cette page. Rien que la lecture des titres permet de comprendre ce qui se passe dans ce pays et le rôle qu'y jouent l'impérialisme occidental et les pétromonarchies du Golf.

Dans le portail canadien mondialisation.ca j'ai lu un article dénonçant l'attitude de "*l'extrême gauche*" envers l'impérialisme occidental et ses partenaires du Moyen et Proche Orient ou du Golf, après le refus de soutenir Kadhafi ou Assad. Je ne m'assimile pas à l'extrême gauche mais je me considère concerné par cet article.

L'auteur passe sous silence la cruauté de ces régimes, d'un autre côté il n'a pas tort quand il affirme que la tradition du mouvement ouvrier international consistait jusqu'à présent à soutenir les faibles contre les puissants, à ce ranger au côté d'un Etat dominé en cas d'agression de la part d'un Etat dominant.

Il est vrai que lorsque Napoléon III déclara la guerre à l'Allemagne fraîchement unifiée en juillet 1870, Marx et Engels se rangèrent au côté de Bismarck qui n'était pas vraiment un démocrate, l'entreprise de Napoléon III visait à briser l'unité de l'Allemagne qui à terme deviendrait plus puissante que la France. Mais dès lors que le kaiser passa d'une guerre défensive à une guerre offensive et d'annexion contre la France à la fois dans le but de renverser la République, Marx et Engels modifièrent leur position et engagèrent le combat contre Bismarck.

Aurions-nous dû soutenir la Libye dirigée par un tyran qui n'avait rien à envier à Bismarck ? C'est la question qu'absolument personne n'a osé poser, en tout cas pas dans ces termes précis, et que je me suis posé des centaines de fois. En principe, nous aurions dû soutenir la Libye de Kadhafi, de la même manière que nous devrions soutenir aujourd'hui la Syrie d'Assad. Mais en réalité les choses sont plus compliquées que cela

Quelque part, j'avoue que j'ai failli de ne pas l'avoir fait et c'est inexcusable, d'autant plus que je n'avais pas un parti à défendre ou des militants à convaincre du bienfondé de cette position, je n'avais rien à perdre par rapport aux dirigeants et aux appareils des différents partis, POI, NPA, LO et PCF.

En même temps, j'ignorais absolument tout de la situation en Libye. Il aura fallu pratiquement attendre la chute de Misrata pour que les langues se délient du côté de ceux qui étaient parfaitement informés de la situation sur place, je pense en premier lieu à ceux qui affichaient leur soutien à Kadhafi sans la moindre retenue, ce qui laissait planer un fâcheux doute sur l'impartialité de leurs informations qui pouvaient tout aussi bien être inventées de toutes pièces. Pourquoi ont-ils attendu si longtemps pour fournir des données sur la Libye, par crainte d'être incompris et d'être mis au banc des médias, je l'ignore, je pense à ces réseaux de journalistes indépendants, au Réseau Voltaire notamment, par exemple, il y a deux semaines environ seulement, qu'ils ont mis en ligne un article dans lequel ils indiquaient que des navires de guerre français avaient pris position aux abords de la Libye dès le mois de février. Ils étaient au courant de la teneur des discussions qui ont eu lieu au mois de novembre 2010 en France entre les futurs dirigeants du CNT et le gouvernement français, alors pourquoi ne nous ont-ils pas informé dès cette époque ?

Quant à ceux qui ont dénoncé l'intervention militaire de la coalition impérialiste dès le premier jour, ils l'ont fait au nom d'un principe en faisant à leur tour complètement abstraction du développement de la situation lors des semaines précédentes avec la prise de Benghazi par des rebelles au pouvoir en place. Mieux, ils l'ont délibérément passé sous silence pour ne pas avoir à se compliquer la vie à réfléchir au-delà de l'application mécanique d'un principe, peut-être en se disant qu'il serait toujours temps de soutenir le soulèvement libyen si le vent venait à changer de direction ou que le soulèvement devenant général le rôle de l'intervention militaire étrangère s'en trouverait marginalisé. Leur position revenait à laisser la population civile de Benghazi et sa région se faire bombarder par l'armée de Kadhafi, ce que l'on ne pouvait pas concevoir non plus.

Du coup, en présence de deux positions anti-impérialistes marquées par l'impartialité, nous avons préféré effectivement refuser de soutenir la Libye de Kadhafi et de condamner ou soutenir le bombardement de son armée par la coalition impérialiste, imaginant que la chute du dictateur permettra par la suite au prolétariat libyen de s'organiser en syndicats et partis pour mener sa lutte de classe contre toutes les couches de la bourgeoisie libyenne, y compris celle qui étaient à l'origine du CNT que nous avons refusé de soutenir dès sa formation, en résumé nous avons refusé de soutenir à la fois Kadhafi et le CNT, pour ne soutenir que les masses en action pour conquérir de nouveaux droits politiques et sociaux, et à ce titre nous ne le regrettons pas.

Maintenant la Syrie n'est pas la Libye. Ceux qui ont condamné sans réserve l'intervention militaire occidentale au risque de laisser Kadhafi noyer dans un bain de sang le soulèvement parti de Benghazi, mais qui avait gagné l'ouest de la Libye, y compris Tripoli, n'ont pas hésité à faire un amalgame avec ce qui s'était passé en Irak, alors qu'en Irak aucune couche de la bourgeoisie n'était parvenue à se soulever contre Saddam Hussein en entraînant derrière elle des pans entiers du prolétariat. Si les situations étaient comparables, elles étaient loin d'être similaires.

La position géostratégique des deux pays n'est pas la même. La Syrie joue un rôle particulier au Moyen-Orient, charnière, à la fois allié de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas dans les territoires occupés palestiniens. L'écrasement de la Syrie par une coalition militaire étrangère signifierait la perte d'un puissant allié pour les Palestiniens, même si le soutien du régime d'Assad est un cadeau empoisonné. Il signerait la fin de l'encerclement militaire de l'Iran, condition que l'impérialisme américain s'est apparemment fixé avant de s'y attaquer directement. D'un autre côté, l'impérialisme occidental et l'Etat sioniste bénéficient du soutien de la Turquie, mais l'Irak soutient la Syrie, ce qui complique considérablement la donne, d'autant plus que le Pakistan, la Russie et la Chine refusent cette fois de demeurer neutre dans ce conflit, car si le plan concocté à Washington était mené à son terme, c'est tout le pétrole et le gaz du Proche et du Moyen-Orient incluant les pays du Golfe qui tomberaient dans son escarcelle, une des conditions indispensables pour conserver son rang économique hégémonique à l'échelle mondiale que lui dispute la Chine et les BRICS.

De plus en Syrie, il est clair que le régime bénéficie du soutien d'une large frange de la population, sinon il serait déjà tombé. Ce qui diffère d'avec la Libye, c'est qu'après le précédent libyen, il va leur être difficile de faire croire aux peuples du monde entier que l'impérialisme fait pression sur le régime syrien pour imposer la démocratie, ce qui ne les empêche pas d'utiliser un scénario comparable, mais cette fois il est mis à nu et dénoncé immédiatement, nous sommes parfaitement informés de la situation en Syrie, du rôle qu'y jouent les différents protagonistes, y compris dans l'ombre ou officieusement, ce qui leur complique la tâche. Je vais arrêter là sinon il sera trop tard pour actualiser le site aujourd'hui.

La question est donc de soutenir les travailleurs syriens qui revendiquent des droits politiques sans soutenir Assad et l'impérialisme, il me semble que les mots d'ordre suivant seraient convenables : A bas toute ingérence dans les affaires syriennes, A bas toute intervention militaire étrangère en Syrie, c'est au peuple syrien de décider de son destin et de trouver la voie pour conquérir de nouveaux droits politiques, dehors les mercenaires à la solde de l'impérialisme occidental, de l'Etat sioniste, du Qatar, de l'Arabie Saoudite ou de la Turquie, ce n'est ni à l'ONU ni à la Ligue Arabe ni à l'Union européenne de dicter son avenir au peuple syrien. (A suivre)

2- Egypte

La victoire électorale du parti des Frères musulmans semble se confirmer en Egypte, où le nouveau gouvernement de Kamal al Ganzouri, aux pouvoirs renforcés, a finalement été investi.

Le Parti liberté et justice (FJP) a remporté la majorité des duels de second tour de la première phase des élections législatives, qui s'étendront jusqu'au mois de janvier, a annoncé dans la soirée la commission électorale égyptienne.

La participation a toutefois fortement reculé, avec seulement 39% de votants contre 52% lors du premier tour, le mois dernier.

Le FJP a remporté 24 des 44 sièges attribués, et ses alliés en ont pris quatre autres.

Avec les deux sièges obtenus au premier tour, le FJP détiendrait 36 des 56 sièges en lice dans cette première phase pour ce qui concerne le scrutin majoritaire uninominal.

Les islamistes modérés sont également arrivés en tête du scrutin de liste, avec un peu moins de 37% des suffrages exprimés. Les salafistes du parti Al Nour ont créé la surprise en prenant la deuxième place (24%). Les libéraux du Bloc égyptien sont crédités de 13% des suffrages.

Le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) a par ailleurs publié un décret donnant au Premier ministre des prérogatives présidentielles, rapporte Mena.

La nomination de Ganzouri, 78 ans et Premier ministre d'Hosni Moubarak à la fin des années 1990, n'a pas fait l'unanimité parmi les mouvements révolutionnaires.

Le ministère de l'Intérieur, un poste-clé, a été confié au responsable de la sécurité de la province de Giza, sur la rive ouest du Nil, rapporte le journal du pouvoir Al Ahram.

Le ministre des Finances, Moumtaz al Saïd, a été confirmé dans ses fonctions. D'après des médias d'Etat, la moitié des membres du gouvernement sortant devraient conserver leur poste. (Reuters 07.12)

Social

1- Sidérurgie

Les usines européennes d'ArcelorMittal, numéro un mondial de la sidérurgie, étaient le siège mercredi de grèves et de manifestations, répondant à un appel des syndicats à la lutte contre la précarité de l'emploi.

La Fédération européenne des métallurgistes (FEM) a annoncé des grèves d'une durée allant de deux heures à 24 heures dans des usines de Belgique, de France et du Luxembourg, avec des débrayages également attendus en Italie, en Espagne et sur certains sites d'Allemagne.

ArcelorMittal a précisé que les débrayages de 24 heures ne concernaient que ses usines du Luxembourg, de Belgique et une autre en France et qu'ils n'avaient aucun impact majeur sur la production des sites, puisque celle-ci y était déjà partiellement mise en sommeil.

Selon les syndicats belges, 40.000 personnes ont manifesté mercredi à Liège par solidarité avec les salariés du groupe.

ArcelorMittal a annoncé en octobre la fermeture définitive de ses activités de sidérurgie en phase liquide à Liège, du fait de surcapacités et de la lenteur de la reprise des marchés européens.

Il a également mis à l'arrêt des hauts fourneaux à Florange, en France, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne. (Reuters 07.12)

Lakshmi Mittal est inquiet, il figure en deuxième position sur la liste Forbes des 100 Indiens les plus riches, mais sa fortune estimée à 19,2 milliards de dollars, a chuté en un an de 26% en raison d'une sévère baisse boursière du titre ArcelorMittal. (source : libération.fr 07.12)

2- Kenya

Plusieurs centaines de médecins du secteur public ont défilé mercredi dans les rues de Nairobi pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires au troisième jour d'une grève nationale observée par la profession.

L'un des grévistes, Dennis Miskellah, a raconté qu'à son premier jour de travail à l'hôpital national Kenyatta, "*le plus grand hôpital public du pays*", il avait dû pratiquer un accouchement sans gants, une situation inimaginable "*en ces temps de HIV et de SIDA*".

D'autres médecins ont confié que les hôpitaux où ils étaient employés venaient à manquer de médicaments et de traitements pour des maladies comme le choléra et la typhoïde.

Nombre des grévistes ont dit connaître des cas où des patients étaient morts en raison des pénuries.

Les médecins réclament davantage de médicaments et d'équipements, la mise en oeuvre d'un plan national pour améliorer les soins au Kenya, ainsi qu'une hausse de leurs salaires.

Les jeunes médecins commencent au Kenya avec environ 400 dollars (environ 300 euros) par mois. A titre de comparaison, les membres du Parlement gagnent quelque 11.000 dollars (environ 8.200 euros) par mois, soit un salaire parmi les plus élevés du monde pour des parlementaires.

Ce mouvement de grève fait suite à des débrayages similaires organisés le mois dernier par plus de 200.000 enseignants qui entendaient protester contre des classes surchargées et des salaires bas.

Des représentants des autorités kenyanes ont affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de fonds pour augmenter les salaires des fonctionnaires dans la mesure où le Kenya était impliqué dans des opérations militaires en Somalie. (AP 07.12)

Syndicat

1- France

Mardi 13 décembre, alors que cinq organisations syndicales - dont la CFDT, qu'il dirige - appellent à une journée de mobilisation contre les "*plans d'austérité et de rigueur*", François Chérèque participera, le soir, à un débat au siège du Medef avec Laurence Parisot sur le thème "*Compétitivité : agir ensemble maintenant*".

Certes, Bernard Van Craeynest (CGC) et Joseph Thouvenel (CFTC) seront également présents, mais aucune de ces deux organisations ne participe à la mobilisation du 13 décembre.

Dans ce contexte, la présence de François Chérèque au siège du patronat un soir de mobilisation risque fort d'attiser les critiques des autres participants à l'intersyndicale. Et de creuser le fossé qui sépare la CFDT avec l'Unsa d'une part, qui estiment qu'en période préélectorale il est difficile de mobiliser les salariés, et la CGT, la FSU et Solidaires, d'autre part, qui préféreraient des actions plus visibles. (l'express.fr 07.12)

Normal, non ?

2- Italie

Les trois principaux syndicats italiens ont appelé à une grève de trois heures lundi prochain contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement de Mario Monti, dont la cote de popularité auprès de l'opinion publique est en recul.

Les employés du secteur public observeront par ailleurs une grève de huit heures le 19 décembre.

Dans un communiqué commun publié mercredi, la CGIL, la CISL et l'UIL demandent également à être reçues par le nouveau président du Conseil et les représentants politiques pour discuter d'amendements au plan de rigueur.

"Je suis certain qu'il y aura des manifestations, et je peux même considérer qu'elles seront justifiées, mais je suis certain aussi que les citoyens comprendront", a dit Mario Monti mardi soir lors de l'émission Porta A Porta, sur la RAI.

Un sondage IPSO pour le Corriera della Serra traduit un recul de la popularité du successeur de Silvio Berlusconi. Sa cote, qui était de 73% au moment de sa prise de fonction à la mi-novembre, perd neuf points à 64%.

Mais son plan d'austérité est globalement approuvé par deux Italiens sur trois, même si leur appréciation varie largement quand on les interroge mesure par mesure.

Si la création d'une taxe sur les biens de luxe, comme les yachts, est plébiscitée (93%), 35% seulement des personnes interrogées se disent d'accord avec la réintroduction de la taxe foncière et 30% avec le projet de relèvement du taux de la TVA.

La réforme du système des retraites n'est approuvée que par 39% des personnes interrogées par l'institut IPSO.

Le plan Monti prévoit qu'à partir de janvier 2012, les pensions seront calculées sur la base des cotisations payées et non plus sur la base du salaire perçu en fin de carrière. L'âge légal de départ à la retraite sera repoussé de 60 à 62 ans pour les femmes et de 65 à 66 ans pour les hommes.

L'abandon de l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois constitue l'une des mesures les plus controversées de la réforme. Pour les syndicats, le seuil retenu est trop bas. (Reuters 07.12)

Trois heures de grève, c'est trop !

Justice

Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal ne sera pas exécuté. Des procureurs de Philadelphie ont annoncé mercredi qu'ils ne demanderont plus la peine de mort contre l'ancien militant des "Black Panthers" Mumia Abu-Jamal, ce qui signifie qu'il passera le reste de sa vie en prison pour le meurtre d'un policier blanc commis il y a presque de 30 ans.

La décision du procureur Seth Williams, rendue avec l'appui de la veuve du policier et du commissaire de police de la ville, intervient au terme de près de 30 ans de batailles judiciaires autour de cette affaire.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 pour le meurtre, perpétré le 9 décembre 1981, de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Incarcéré depuis dans une prison de Pennsylvanie, cet homme de 58 ans n'a jamais cessé de clamer son innocence, notamment dans des livres et des émissions de radio.

Son cas a pris depuis de nombreuses années une dimension internationale. Aux Etats-Unis et en Europe, les opposants à la peine de mort se sont mobilisés en sa faveur, en le disant victime d'un système judiciaire raciste.

Une cour d'appel fédérale avait demandé de nouvelles audiences après avoir jugé que les instructions données au jury étaient potentiellement trompeuses lors du procès. En octobre, la Cour suprême a refusé de se prononcer sur l'affaire. Cela contraignait les procureurs à décider s'ils voulaient à nouveau demander la peine de mort ou accepter une condamnation à perpétuité. (AP 07.12)

Le combat continue pour exiger sa libération sans condition.

Economie

UE

Standard & Poor's a annoncé mercredi qu'elle avait placé la note 'AAA' de l'Union européenne sous surveillance avec implication négative, précisant que cette note pouvait être baissée si un ou plusieurs de ses membres perdaient leur 'AAA'.

Standard & Poor's a également dit qu'elle pourrait déclasser la note de certains grands groupes bancaires de la zone euro.

Dans la liste des banques concernées par la mise sous surveillance avec implication négative, figurent notamment BNP Paribas, BPCE, BRED-Banque Populaire, Crédit foncier de France, Natixis et Commerzbank. (Reuters 07.12)

Haut de page ↗

Le 9 décembre

CAUSERIE

Mon épouse Magueswary a été hospitalisée hier pour une durée indéterminée, deux ou trois semaines au départ, peut-être plus.

Je n'ai pas eu le temps de répondre au camarade du POI qui m'avait adressé un courriel, ce sera fait sans faute avant lundi prochain, qu'il m'excuse pour ce délai, l'actualité est toujours très chargée et il faut bien que je consacre un minimum de temps à mes propres affaires, en fait, le peu de temps qu'il me reste une fois actualisé le site. Je répondrai aussi à Philippe, mes amitiés en attendant en te souhaitant une meilleure santé.

L'article sur l'Inde mis en ligne hier était de l'agence Reuters, j'ai rectifié ce matin.

Détendons-nous un peu, nous en avons sérieusement besoin, pas vous ?

Quelques titres qui ont attiré mon attention.

1- Travailler plus pour gagner plus, version PS :

- Hollande vante le travailler mieux et le produire plus - Liberation.fr

Ce sont les patrons qui vont être contents !

2- Après moi : le déluge !

- Sarkozy : "*il n'y aura pas de seconde chance*" pour l'Europe - AP

Entre nous, il a voulu parler pour lui... ou de la mère patrie, la France, c'est du pareil au même !

3- Longuet, le crétin de service du jour.

- Gérard Longuet : '*Sur l'euro, je ne crois pas au complot*' - LeMonde.fr

Le pire, c'est qu'il a raison, dorénavant les banquiers peuvent narguer le monde entier et mener ouvertement leurs activités criminelles puisqu'ils savent que vous les couvrez. Notez bien qu'on ne prend pas la défense de l'euro.

Dans un documentaire qu'ils ont passé avant-hier sur TV5Monde Asie consacré à Le Pen, ils ont rappelé que c'était Longuet qui avait écrit le premier programme du FN, parti issu du groupuscule fasciste Occident, auquel participait Longuet.

4- Quand le parquet est un appendice de l'UMP.

- Karachi: le parquet refuse de donner aux juges l'audition d'Hortefeux - Liberation.fr - (mer. 7 déc. 2011)

5- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- Le nouveau plan d'austérité italien salué par Washington et l'agence de notation Fitch - AP

6- Drone d'histoire

- Les Etats-Unis embarrassés par un drone tombé en Iran - LeFigaro.fr

Etrange, avant-hier les autorités iraniennes auraient brandi un drone tombé en Afghanistan...

7- Terrorisme d'Etat (1)

- Manifestations en Russie : Clinton soutient '*les droits du peuple*' - LeMonde.fr

... palestinien, ah non, pas celui-là, merde, j'ai confondu...

8- Terrorisme d'Etat (2)

- Égypte : les États-Unis aident à réprimer les manifestants - LePoint.fr

Ils n'ont rien compris au Point, allons, c'est la manière de l'Empire de défendre '*les droits du peuple*' égyptien, c'est pour son bien qu'ils arment la police et l'armée !

9- Un procès d'intention vraiment in-to-lé-ra-ble !

- Les USA nient vouloir retarder un accord mondial sur le climat - Reuters

10- Renversant le journal d'un banquier !

- Bachar al-Assad inverse les rôles - Liberation.fr

11- Le scoop du jour :

- Ben Laden n'était plus aux commandes d'Al Qaïda - L'Express.fr -

Ben non gros ballot, il était mort depuis 10 ans ! Et puis il y a erreur sur le casting, c'était G. Bush ou Dick Cheney, la CIA quoi.

12- Quand il y a de la place pour un, il y en a pour deux.

- Côte d'Ivoire: arme lourde dans la campagne des législatives (mis à jour) - Slate.fr

Allez hop, Ouattara au CPI !

13- Attendez, pourquoi pas Sarkozy ?

- Pourquoi il faut juger Gbagbo - Slate.fr

14- Toutes des putes dans ce milieu-là !

- DSK pouvait ignorer qu'il rencontrait des prostituées, selon son avocat - Liberation.fr

Le milieu décadent de cet individu ignoble, je précise.

Vu et entendu sur TV5Monde Asie

1- Ils sont prêts pour servir de chair à canons et mourir pour la patrie ou plutôt la Bourse.

J'ai découvert hier soir sur TV5Monde Asie, un jeu complètement dingue nommé Paintball, qui apparemment existe depuis au moins 15 ans. Les participants sont "*équipés d'un lanceur semi-automatique (pistolet à billes de peinture), d'un masque, d'une combinaison, d'un plastron (pour les dames)*". Certains clubs proposent des tenues kakis et des casques qui font davantage penser aux légionnaires engagés en Afghanistan.

Le jeu se déroule en plein air et consiste à tuer ses adversaires, comme dans une vraie guerre, quoi !

Lu sur un site Internet dédié à ce "*sport loisir*" débile qui se joue en équipe, il permettrait à ses participants de "*se défouler et de décompresser d'une manière conviviale*". S'ils s'emmerdent tant que cela et n'ont vraiment rien d'autres à foutre, c'est vraiment pathétique.

A part cela la société ne serait pas en pleine décomposition !

2- Apocalypse now.

Dans un numéro du magazine Envoyé spécial diffusé hier en différé, j'ai découvert les gigantesques ravages de la crise aux Etats-Unis, l'état de quasi-faillite de comtés et d'Etats, la disparition de la totalité des services de l'Etat dans des secteurs entiers de grandes villes, par exemple Détroit (350 km²), jadis le fleuron de l'industrie automobile américaine, dont un quart de la ville est livré à l'abandon, plus d'entretien des routes, de l'éclairage public, etc. le désert, des milliers de maisons abandonnées et vouées au feu et à la destruction, des commerces et des entreprises dont le premier supermarché construit sur le territoire américain...

Je me suis demandé si c'était une scène d'avant ou d'après guerre, pour me souvenir aussitôt qu'elle n'avait pas encore eu lieu, que ce qui se passait en ce moment n'était qu'un avant-goût de la catastrophe annoncée et confirmée par les discours guerriers des différents chefs d'Etats impérialistes. Dans ces quartiers abandonnés de l'est de Détroit, apparemment les plus pauvres et fortement peuplés de Noirs, la population qui a échappé à la crise des subprimes tente de résister et de s'organiser pour survivre, la désolation est telle que chacun peut aller se servir dans les maisons abandonnées ou récupérer tout ce qui peut l'être sans que les autorités n'interviennent, hier elles auraient hurlé au vandalisme, au vol, aujourd'hui elles ont totalement disparu laissant la population livrée à elle-même.

Ce reportage m'a laissé songeur, je me suis dit que parvenu à ce stade, la situation est mille fois plus grave que ce que j'imaginai jusqu'à présent et qu'on est au bord du chaos, que puisque rien n'a pu enrayer cette descente aux enfers, il ne leur reste plus qu'une seule issue : la guerre, une guerre mondiale.

Je dis cela très tranquillement sans vouloir verser dans le catastrophisme, j'ai parfaitement conscience qu'il y en a qui en ont fait leur fond de commerce, ce n'est pas mon cas, je constate seulement que certaines conditions qui conduisent à une guerre à court terme sont d'ores et déjà réunies, et pas seulement aux Etats-Unis.

Avant-hier aux infos, lors d'un reportage effectué en Grèce, ils ont dit que la population subissait des conditions de vie digne de la Seconde guerre mondiale, au point que les recettes de cuisine économiques abandonnées depuis reflourissent, à base de féculents et de farines essentiellement, plats qui vous calent l'estomac à moindre frais, des restaurants les proposent, pire, ce sont les plats en passe de devenir "à la mode". Le journaliste n'a rien inventé, il a interviewé plusieurs personnes chez eux ou dans la rue qui disaient se nourrir de ces aliments pour survivre, les médias et la presse écrite grecs expliquent à la population comment préparer ces plats que les plus jeunes ne connaissent pas.

Si les retraites des Grecs vont être réduites de façon drastique, aux Etats-Unis ils ont été plus loin encore, certains comtés ont cessé de payer les retraites des fonctionnaires depuis des mois, alors que comme tout Américain qui se respecte, tous les retraités sont endettés jusqu'au cou et doivent régler des traites à échéance, sans leur retraite ce sera impossible, du coup ils sombrent dans le désespoir et la misère, se suicident ou perdent le peu de biens qu'il leur restait pour finir clochards.

Aux Etats-Unis, une ville en faillite ne peut pas demander de l'aide au comté, il est lui-même en faillite, le comté ne peut pas s'adresser à l'Etat, il est lui aussi en faillite, et l'Etat ne peut pas s'adresser à l'Etat fédéral, il croule sous plus de 14 000 milliards de dollars de dettes. Une spirale infernale, d'où la fuite en avant de l'endettement et de l'appauvrissement de la population à une échelle gigantesque, ajoutons, et de la course aux armements des différents Etats en prévision d'une confrontation générale devenue inévitable, qui sera présentée aux peuples comme telle après l'avoir minutieusement orchestrée.

Soyons lucide, même si la réalité fait froid dans le dos ou est effrayante, cela est nécessaire plus que jamais, il n'y a pas d'issue à cette crise du capitalisme et à chaque niveau des institutions, des partis qui y participent, ils sont parfaitement conscients de la situation, de son évolution et de son issue probable, fatale : la guerre.

La guerre n'a pas pour origine des décisions politiques qui seraient le fait d'un individu ou d'un groupe d'individus farfelus ou en proie à une crise de démence, à des élus délirants ou mégalomaniques représentant les intérêts des capitalistes les plus puissants, non, la guerre a pour origine des facteurs économiques, elle est le produit de l'évolution du capitalisme, de ses contradictions poussées à l'extrême, qui conduisent de manière cyclique à son effondrement sur une échelle plus ou moins importante à l'échelle mondiale.

Il arrive un moment où ces contradictions ont atteint un niveau tellement insupportable, que la moindre étincelle fait office de détonateur, un attentat, un accrochage à une frontière, la faillite d'une grande entreprise ou une banque, et comme cet événement est traité ou relayé sur le plan politique par les différents partis et les médias, on s'imagine que l'origine d'un conflit ou d'une guerre est politique, alors qu'en réalité il est économique.

La population étant très majoritairement ignorante, pour ne pas dire à 99% ou plus, les partisans de cette confrontation ainsi que la confrérie des opportunistes réunis feront en sorte qu'elle n'en comprenne pas l'origine, de telle sorte qu'une fois cette guerre terminée, il soit possible de préparer tranquillement la prochaine dans le dos de la population qui ne comprendra pas davantage que la fois précédente ce qui se trame réellement, pensant qu'il s'agit d'une crise qui trouvera un jour une fin heureuse, puisque c'est ce que tout le monde lui dit, effectivement, que croire d'autre à défaut de certitudes ou de convictions, l'espoir béat ou crédule fait vivre... mais on en crève aussi, ainsi la boucle est bouclée, la chaire à canon est fin prête pour le champ

de bataille.

Alors évidemment quand on a cela à l'esprit, on se doit de tirer à boulets rouges à la fois contre les institutions et contre tous les opportunistes qui s'emploient à masquer aux masses exploitées la réalité et le terrible destin qui les attend.

Parmi ces opportunistes, il y a ceux qui sont peut-être de bonne foi mais qui sont semble-il paumés ou dépassés par la situation, parce qu'ils refusent obstinément de reconnaître leurs erreurs passés, du coup ils s'emploient à les reproduire à l'infini, c'est le cas du POI, du NPA et de LO. Et il y a ceux qui soutiennent le régime dans sa course folle à l'abîme sous un vocable trompeur de gauche, le Front de gauche et l'ensemble des dirigeants syndicaux, excepté Chérèque qui appartient au camp de notre ennemi.

Pourquoi nous en sommes là ? Parce que nous avons été incapable de relier le combat social et politique sur un plan dialectique et historique, nos dirigeants ont sans cesse privilégié les rapports entre appareils aux rapports entre la classe et le capitalisme, ils ont pensé et agi en bureaucrates bornés, dogmatiques ou sclérosés, ce qui s'est traduit par l'impossibilité de construire le parti et d'aider les travailleurs à améliorer leur niveau de compréhension de la société. Lorsque vous recevez des courriels de travailleurs qui ont milité parfois pendant 20 ou 30 ans dans le même parti, qui vous écrivent qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui se passent, vous êtes amenés à en déduire logiquement que la confusion la plus totale doit être le lot du reste de la population et que cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

Cette profonde ignorance ou inconscience des masses, ce facteur est un des éléments nécessaire, déterminant au cours de la période qui précède une guerre, dans la mesure où la population sera dans l'impossibilité de s'y opposer, pire, puisqu'elle a été préparée à entendre des discours guerriers, elle ira jusqu'à croire qu'elle pourrait trouver son salut dans cette guerre, une fois qu'elle aura repris à son compte l'ennemi responsable de tous ses malheurs qu'on lui aura désigné, là encore la boucle est bouclée.

On a vu plus haut que les conditions objectives préliminaires à une guerre étaient sur le point d'être réunies ou qu'elles le sont déjà à certains endroits, le Congrès et le Sénat américains devraient voter d'importantes coupes budgétaires d'ici quelques mois, ce qui va amplifier les conséquences de la crise aux Etats-Unis même et faire de nouvelles victimes par millions.

En France, comme dans bien d'autres pays de l'UE, comme en 1914 ou 1939, le consensus politique qui existe entre l'UMP et le PS ainsi que leurs satellites respectifs, sans en avoir la forme, il a déjà le contenu de l'union nationale, et comme la crise va s'amplifier et s'accélérer, il en prendra la forme en 2012, d'où les appels en direction du MoDem, et si cela ne s'avérait pas possible autour du PS, ses jours au pouvoir seraient comptés, le pays deviendrait ingouvernable et une nouvelle mouture d'union nationale cette fois autour de l'UMP à laquelle le PS s'associerait verrait le jour, soutenu ou non par l'extrême droite comme en Grèce par exemple. Les banquiers et la Bourse peuvent saboter l'économie du pays pour faire chuter le gouvernement, ils n'en seraient pas à leur premier coup d'essai, c'est de la sorte qu'ils ont fait chuter le front populaire et porter Daladier au pouvoir avec la complicité de Blum et Thorez en 1936-38. Pour eux saboter l'économie ne serait pas vraiment un problème, même si l'on a du mal à imaginer qu'ils prendraient froidement une telle décision, quand on a en tête que cette crise n'a pas d'autre issue que la guerre au cours de laquelle ils comptent se refaire... et après.

Question que j'ai du mal à poser sans enrager : Y a-t-il aujourd'hui un parti ouvrier qui explique tout cela simplement dans son journal destiné aux travailleurs et aux militants ? Absolument aucun. Et encore, s'en trouverait-il un qu'il s'y prendrait si maladroitement qu'il ne serait pas pris au sérieux par ses lecteurs. De toutes manières, là encore soyons parfaitement lucide, à force de s'être détourné de l'essentiel au profit de compromis ou de collusion avec les institutions et les appareils pendant plus de 70 ans, il ne faut pas espérer un miracle, une fois les travailleurs détournés du socialisme et solidement enchaînés au capitalisme, il arrive un moment où vous avez beau faire tout ce que vous voulez pour leur faire comprendre quelque chose ou tenir le discours le plus juste qui soit, ils sont dorénavant hermétiques à tout discours, c'est peine perdue d'avance, ce qui ne signifie pas qu'il faut changer de discours, mais qu'il est trop tard pour qu'ils s'en saisissent.

Vous voyez l'erreur tragique qui a été commise par nos dirigeants, c'est que parce que la majorité des travailleurs et des militants ne pouvaient pas saisir leur discours, il y a 30, 40 ou 60 ans, ils l'ont adapté pour qu'il soit finalement compatible avec leurs illusions dans les appareils, les institutions, le capitalisme, bref, ils se sont adaptés au régime... Ils ont perdu leur indépendance, leur crédibilité, la confiance qu'on pouvait avoir en eux, leur légitimité à mes yeux.

Quant à ceux, le M'PEP, les altermondialistes, les écologistes et autres misérables tiers-mondistes, tous ces intellectuels ou universitaires qui se disent de gauche en parole tout en ayant le porte-monnaie à droite, qui se contentent de dénoncer le libéralisme ou l'avidité, la cupidité de la finance, le productivisme ou les adeptes de la démondialisation, ces criminels sont coupables de détourner sciemment travailleurs et militants des origines de cette crise pour leur interdire de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, qui coïnderait avec la remise en cause des fondements de ce système économique.

Je ne crains pas de demeurer isolé en tenant un tel discours en direction des militants et dirigeants. Trotsky disait qu'on pourrait nous reprocher d'être ultra minoritaires et d'apparaître comme une secte qu'on n'en changerait pas pour autant, il n'y a que ceux qui craignent d'aller au socialisme qui changent de discours en fonction du sens du vent pour parodier Lénine. Et s'il y en a qui sont prêts à vendre leur âme (en référence à Marx) par paresse intellectuelle, par couardise ou pour conserver la mainmise sur

leur maudit appareil, c'est leur affaire. Cependant, il faut qu'ils sachent qu'on ne leur passera absolument rien, qu'ils n'espèrent pas qu'on leur accordera un seul instant de répit, car nous considérons qu'ils sont dans une très large mesure responsable de la gangrène, puis de la faillite du mouvement ouvrier en France et au niveau international.

Cela ne va certainement pas plaire à certains militants mais je m'en fous, en réalité je leur rends service, il faut bien comprendre à un moment donné, qu'on ne peut pas avoir dirigé un parti pendant de nombreuses décennies et décréter qu'on n'y est pour rien si la classe n'a pas réussi à se doter d'une nouvelle direction, ce genre de discours est intolérable, indigne d'un dirigeant, car cela signifie que ce sont les travailleurs qui en sont responsables, oui, exactement comme l'affirmaient et l'affirment toujours les staliniens.

Danger public numéro 1 : Le flic-président.

En visite à Marseille, le président Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi que les BAC (Brigades anticriminalité) des Bouches-du-Rhône seraient dotées de 150 fusils à pompe d'ici la fin de l'année, a-t-on appris de sources syndicales. (AP 08.12)

Sans déconner, imaginez qu'il mette un engin pareil entre les mains d'un flic aussi bourré de tics que La Talonnette, c'est dangereux, non ? Je vais dire à mon épouse de s'équiper d'un gilet pare-balles quand elle descendra sur Marseille et de refuser une HLM dans cette ville si tranquille, franchement elle ne connaît pas son bonheur de vivre dans une HLM insalubre à Aubagne...

Intox à la sauce grecque

Le taux de chômage en Grèce a reculé de près d'un point en septembre, à 17,5% contre 18,4% en août dernier, a annoncé jeudi l'Autorité grecque des statistiques. (AP 08.12)

Associated Press ou la voix de l'Amérique...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Le ministre grec de la justice a annoncé, jeudi 8 décembre, le lancement d'une ambitieuse refonte de la justice "*pour faire face au déni de justice*" que le système actuel est accusé de provoquer, affectant les droits de l'homme comme le développement économique.

La loi vise "*à imposer une justice juste. (...) Nous ne jouons plus*", a lancé le ministre, Miltiadis Papaioannou, présentant un projet de loi cadre visant pour l'essentiel à réduire les délais des jugements, actuellement autour de six à sept ans, et la masse d'affaires écrasant les juges.

La réforme, que le gouvernement veut faire voter en janvier, est réclamée par les bailleurs de fonds européens, alors que la Grèce figure, notamment avec la Turquie et l'Estonie, parmi les pires pays en Europe en la matière.

Le projet de loi privilégie médiation et justice de paix pour décharger les tribunaux administratifs, civils et pénaux, réduit les cours de plusieurs juges, encadre la pratique, actuellement incontrôlée, d'ajournement des procès et modification de la composition des tribunaux et augmente les frais de justice pour décourager la frénésie procédurière locale.

L'exécution des décisions de justice, dont 320 000 sont actuellement en souffrance, inflige à l'Etat seul un manque à gagner de "*plus de 500 millions d'euros*", selon le ministre. Elle doit être rendue effective, tandis qu'un frein sera mis au dépôt de plaintes. Il y en a actuellement 750 000 en attente d'examen. (lemonde.fr 08.12)

Une "*justice juste*", c'est une justice qui remplit les caisses de l'Etat, CQFD.

2- Yémen

Des dizaines de milliers de jeunes yéménites ont manifesté, jeudi 8 décembre à Sanaa, pour clamer leur rejet du nouveau gouvernement formé par Mohamed Basindawa. Ce chef de l'opposition était désigné pour constituer une nouvelle équipe, en vertu d'un accord politique prévoyant le départ du président Ali Abdallah Saleh.

'*Pas de partenariat avec les tueurs*', ont crié les manifestants, qui protestaient contre le fait que le cabinet ait été formé à parité entre l'opposition parlementaire et le parti du président contesté.

'Basindawa, ils ne sont pas honnêtes', ont-ils aussi scandé en référence à des ministres reconduits, accusés d'avoir incité aux violences. Celles-ci ont fait des centaines de morts parmi les manifestants en dix mois de protestation.

La veille, mercredi, M. Basindawa avait annoncé la formation d'un gouvernement d'entente nationale pour la période transitoire précédant le départ de M. Saleh fin février, conformément à un accord signé le 23 novembre à Riyad. Ce gouvernement doit prêter serment samedi.

Nombreux sont ceux, parmi les jeunes militants animant les manifestations contre le régime, qui rejettent cet accord, en insistant sur le départ immédiat de M. Saleh et réclamant son jugement. L'accord garantit en effet l'immunité pour lui et ses proches. (lemonde.fr 08.12)

Social

France

Alors que le prix du gaz devrait à nouveau augmenter en janvier, la Fondation Abbé Pierre dénonce la "précarité énergétique" qui fait que 3,8 millions de ménages sont dans l'incapacité de chauffer leur habitation en raison de trop faibles revenus, selon l'organisation.

"C'est un problème sous évalué, mal traité par les pouvoirs publics, et qui a des conséquences terribles pour certains, notamment les enfants et les personnes âgées", a déclaré le délégué général de la Fondation, Patrick Doutreligne, lors d'une conférence de presse.

"Aujourd'hui, l'attention des pouvoirs publics est concentrée sur la dette et sur une politique d'austérité. Qu'on fasse des restrictions, pourquoi pas, mais pas sur le dos des plus modestes. Ce serait indigne", a-t-il ajouté.

"Cette incapacité à se chauffer, c'est une nouvelle précarité, une nouvelle forme d'exclusion, une souffrance invisible", a ajouté de son côté le délégué général adjoint Christophe Robert.

La Fondation préconise notamment la mise en place d'un "bouclier énergétique pour les plus démunis, comme on a su le faire pour les plus riches avec le bouclier fiscal". (AP 08.12)

Il faut choisir entre soutenir les plus riches ou les plus pauvres, le gouvernement a choisi le CAC 40. Dieu aurait le don d'ubiquité, mais apparemment en dernière analyse il aurait une petite préférence pour les riches...

Justice

France

Les procureurs de la République, dans une démarche sans précédent, ont appelé solennellement ce jeudi l'attention sur "la gravité de la situation des parquets" en termes de statut, de moyens et d'insécurité juridique.

La Conférence nationale des procureurs de la République (CNPR) a présenté, lors d'une conférence de presse au palais de justice de Paris, une "résolution" signée à ce jour par 126 procureurs sur 163, soit les trois quarts des procureurs de France.

Les signataires dépassent largement le nombre d'adhérents -environ 70- de cette association créée il y a une dizaine d'années pour permettre la réflexion des procureurs et porter leur parole, a précisé son président, Robert Gelli, procureur de Nîmes. "Restaurer" l'image du procureur

La CNPR "appelle solennellement l'attention" du législateur, du gouvernement et de l'opinion publique "sur la gravité de la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les parquets et l'urgence de leur donner les conditions d'exercer dignement leurs nombreuses missions", indiquent-ils dans leur texte.

Les "conditions" à remplir sont en premier lieu une "restauration de l'image de la fonction de procureur", entachée du "soupçon de dépendance à l'égard du pouvoir exécutif".

Pour cela, le rôle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dans la nomination des magistrats du parquet doit être "plus important", son avis doit être "conforme" (contraignant) et pas seulement consultatif, a précisé M. Gelli. "Inflation de lois"

Cette position avait été publiquement exposée il y a un an par la CNPR, sur fond de débat récurrent sur l'opportunité d'une réforme

du statut du parquet. L'association ne remet cependant pas en cause le fait que le ministre de la Justice soit "à l'initiative" des propositions de nomination des procureurs.

Ensuite, il faut remédier à "*l'insécurité juridique*" découlant de "*la multiplication, l'avalanche, l'inflation de lois*", qui "*manquent parfois de cohérence*", ou sont même parfois "*contradictoires*".

Le procureur Gelli a cité, entre autres réformes, la garde à vue, la loi sur la sécurité intérieure, l'hospitalisation sans consentement, les extractions judiciaires, les jurés populaires en correctionnelle... Il faut une certaine "*stabilisation normative*", a souhaité M. Gelli. Enfin, a-t-il encore indiqué, les parquets ont besoin de plus de "*moyens humains, matériels et financiers*". Besoin de plus de moyens

En tant que procureur, a déclaré M. Gelli, "*j'ai des angoisses, parce que je sais qu'un certain nombre de dossiers ne sont pas traités tout de suite*".

"*Dans ces piles, j'ai peur qu'il y ait une affaire susceptible d'avoir des conséquences importantes... Et si demain une personne est tuée, qu'allez-vous dire?*" a-t-il lancé. "*Vous direz: si on avait traité cette affaire, cela ne serait pas arrivé!*". "*Ce n'est pas une problématique éthérée... C'est la réalité quotidienne*", a-t-il constaté.

Une étude de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a montré en 2008 que "*le procureur français était en Europe investi des charges les plus lourdes et doté, pour les assurer, des moyens les plus faibles*", est-il mentionné dans la résolution des procureurs.

Il y avait alors, en France, trois procureurs pour 100.000 habitants, alors que la moyenne européenne était de 10,4, a précisé M. Gelli. (20minutes.fr 08.12)

Economie

1- UE et zone euro

L'Allemagne rejette plusieurs mesures du projet de conclusions du sommet européen, notamment la possibilité d'octroyer une licence bancaire au futur mécanisme de soutien à l'euro et la création d'euro-obligations, a déclaré jeudi un haut responsable allemand.

Selon ce projet de conclusions, obtenu par Reuters, les dirigeants de l'UE sont déterminés à avancer vers un nouveau "*pacte budgétaire*" et à renforcer les capacités d'intervention du futur mécanisme de soutien à l'euro.

"*Nous rejetons cela dans les négociations*", a dit ce responsable au sujet de la licence bancaire, de la possibilité pour le MES de fonctionner en parallèle de l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF) et de la possibilité d'avancer vers des émissions de dette communes en zone euro. (Reuters 08.12)

BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a, sans surprise, baissé jeudi ses taux d'intérêt pour le deuxième mois d'affilée, espérant par là mettre à distance le double risque de récession et de déflation dans la zone euro.

Alors que s'ouvrira dans quelques heures un sommet européen sur deux jours censé déboucher sur un accord de sortie de crise de la dette, la BCE pourrait également annoncer de nouvelles mesures de soutien aux banques étranglées par la crise avec des appels d'offres pouvant aller jusqu'à trois ans.

Selon des responsables de la zone euro, la BCE a été étroitement associée aux discussions devant, selon le souhait de la France et l'Allemagne, aboutir à une plus grande intégration budgétaire de la zone euro, voire de l'Union européenne.

Les intervenants sur le marché seront également attentifs à tout indice suggérant d'une part que la BCE pourrait poursuivre son cycle d'assouplissement monétaire en 2012 et, d'autre part, qu'elle est prête à augmenter son programme de rachats d'obligations.

Conformément à ce qu'avaient anticipé près des deux tiers des analystes interrogés par Reuters, le taux de refinancement, principal taux directeur de la BCE, a été ramené d'un quart de point à 1,00%. Le taux de facilité de dépôt est abaissé à 0,25% et le taux de prêt marginal revient à 1,75%, réduits eux aussi de 0,25 point.

Le taux de refinancement revient ainsi à son plus bas record, le même que celui qu'il avait connu une première fois au plus fort de la crise financière de 2007-2009.

L'euro a légèrement progressé après la décision sur les taux, tandis que les Bourses européennes ont réduit leurs gains.

"Aucune surprise. (La baisse des taux) était la partie facile", a déclaré Holger Schmieding, économiste chez Berenberg Bank.

"Les instruments classiques de politique monétaire, y compris tout ce que pourra annoncer la BCE pour soutenir les banques, sont d'une importance secondaire. La seule chose qui compte vraiment c'est si oui ou non la BCE va faire un pas de plus pour contenir la crise de la dette." (Reuters 08.12)

3- Banques européenne

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a revu jeudi à la hausse les besoins de recapitalisation de 71 banques européennes et les estime désormais à près de 115 milliards d'euros, afin de leur permettre de faire face à la crise de la dette souveraine.

Les banques ont jusqu'au 20 janvier pour présenter leur plan de recapitalisation qui devra ensuite être mis en oeuvre et bouclé d'ici la fin juin 2012.

Pour les banques françaises, le déficit de capital à combler se chiffre à 7,3 milliards d'euros contre 13,1 milliards pour les banques allemandes.

Des quatre grandes banques françaises, seul le groupe BPCE (banque populaire-Caisse d'épargne), maison-mère de Natixis, voit ses besoins de fonds propres supplémentaires revus à la hausse par l'ABE. Elle les chiffre à 3,7 milliards d'euros.

"Cet accroissement a d'ores et déjà été compensé par l'opération de rachat de titres super subordonnés, réalisée le 28 octobre 2011", a réagi le groupe mutualiste dans un communiqué.

En revanche, BNP Paribas et Société générale ont des besoins de recapitalisation revus à la baisse. L'ABE a également confirmé que le groupe Crédit agricole n'avait pas besoin de renforcer ses fonds propres.

La SocGen a réagi en réaffirmant qu'elle atteindrait les exigences de l'ABE sans faire appel au marché et sans solliciter de fonds publics.

"Le chiffre (de 2,1 milliards d'euros, NDLR) est d'ores et déjà réduit de 360 millions d'euros après impôts grâce au gain en capital réalisé suite au succès de l'opération de rachat de certains titres de dette fin novembre-début décembre 2011", explique le groupe.

Quant aux banques allemandes, elles auront besoin de 13,1 milliards d'euros, plus du double de ce qui était encore estimé en octobre.

L'essentiel de cette révision à la hausse de la précédente estimation (5,2 milliards d'euros) est imputable aux besoins de Commerzbank, soit 5,3 milliards, et de Deutsche Bank, soit 3,2 milliards.

Commerzbank a précisé qu'il lui faudrait augmenter son ratio Core Tier 1 des fonds propres "durs" de bien plus de 10% d'ici fin juin 2012 et qu'elle n'avait toujours pas l'intention de solliciter de nouveau des fonds publics.

Deutsche Bank devra lever 3,2 milliards d'euros et a dit s'attendre à atteindre le ratio core Tier 1 fixé par l'ABE d'ici fin décembre.

Combinées, les sommes nécessaires à Nordlb, Westlb, DZBank et Helaba pour augmenter leurs fonds propres représentent 4,6 milliards.

En Italie, les besoins en capitaux d'UniCredit, première banque d'Italie, ont été revus en hausse à 7,97 milliards d'euros contre 7,4 milliards estimé initialement, a annoncé jeudi la Banque d'Italie, précisant qu'Intesa Sanpaolo, numéro deux du pays, pouvait se passer de capitaux frais.

Banco Monte dei Paschi di Siena doit lever 3,267 milliards, contre une estimation initiale de 3,1 milliards, UBI Banca 1,39 milliard d'euros (contre 1,48 milliard il y a deux mois) et Banco Popolare a besoin de 2,731 milliards d'euros.

C'est en Espagne et en Grèce que les montants les plus lourds seront à trouver.

Santander, à elle seule, va devoir lever 15,3 milliards de capitaux frais, contre 6,3 milliards pour BBVA. (Reuters 08.12)

4- Hedge Fund

En moyenne, les fonds perdent 8,5% depuis le 1er janvier selon Hedge Fund Research. Ceux qui sont spécialisés sur les actions perdent même 18,6%.

La désintégration des marchés et leur côté irrationnel leur fait perdre de l'argent. Même Soros se fait du soucis. Alors que son fonds phare affichait 7,1 milliards de dollars d'actifs fin juin, il est tombé à 5,8 milliards de dollars fin septembre. George Soros a beaucoup de sociétés technologiques en portefeuille. Du côté de John Paulson, surnommé pendant un temps le sultan des subprimes, la chute est rude. Le gérant américain a perdu énormément d'argent cette année. Son fonds Advantage perd 32% depuis le 1er janvier. La chute atteint 46% pour Advantage Plus. Paulson a multiplié les paris manqués en misant sur Sino Forest, un spécialiste forestier en Chine dont le cours s'est effondré ou sur Bank of America (-56% depuis le 1er janvier).

Même les paris qui paraissaient forcément gagnants se sont avérés perdants. En particulier, les hedge funds avaient beaucoup acheté de devises émergentes comme le real brésilien ou la roupie indienne. Ils espéraient que la croissance de ces pays soit positive pour les devises locales. Mais les opérateurs ont préféré se séparer de ces monnaies volatiles, notamment après des décisions des banques centrales locales. Tous les indices de la catégorie sont en baisse. En moyenne, la perte atteint 18,3% pour un fonds libellé en euros. (lefigaro.fr 08.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 décembre

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les articles de l'OCDE (rubrique économie), avec mes excuses.

Dictature du capital

Hier, les négociations ont également bloqué sur l'enveloppe du MES, fixée sur le papier à 500 milliards d'euros, dont une partie doit être abondée en capital par les États.

Si les Européens privilégient le MES, c'est aussi pour des questions juridiques. «*Les marchés préfèrent un outil comme le MES, plus solide car il a un statut d'institution financière internationale et il offre un meilleur équilibre entre capital et garanties*», précise-t-on à Bruxelles. À l'inverse, le FESF n'a pas d'apport en capital : il se finance sur les marchés en émettant des obligations garanties par les États. (lefigaro.fr 09.12)

Aux Etats-Unis, c'est la Fed, un cartel de banques privées, qui fait office de banque centrale, son capital vient donc de ces banques via les marchés, c'est aussi la Fed qui tient lieu de garantie, autrement dit, c'est la Fed qui détient le pouvoir économique dans ce pays, c'est elle qui détermine l'ensemble de la politique du gouvernement à travers le Congrès et le Sénat qu'elle contrôle, donc les comptes de l'Etat, les dépenses et le volet fiscal des recettes (impôts et taxes), c'est donc la Fed qui est responsable de la gigantesque dette de l'Etat fédéral ainsi que l'ensemble des dettes des différents Etats du pays. Quand l'Etat emprunte de l'argent, il s'adresse aux marchés, donc à la Fed. Cet emprunt figure dans les comptes de l'Etat à la ligne dette, tandis que les intérêts figureront à la ligne profit des comptes de ses créanciers. Dans le cas des obligations d'Etat, les intérêts versés figurent à la ligne profit des institutions financières ou des Etats qui les ont souscrites, et toujours à la ligne dette de l'Etat.

Dans la zone euro, jusqu'à présent les Etats devaient passer par les marchés pour se financer, tandis que les banques passaient par leur banque centrale respective via la BCE. La BCE se refusait de prêter de l'argent aux Etats, tandis que par des mécanismes complexes ou détournés elle en prêtait aux banques, qui à leur tour en prêtaient aux Etats, les banquiers encaissaient la différence entre les taux d'intérêt que leur octroyait la BCE, c'est elle qui les fixent, et les taux d'intérêt qu'ils consentaient aux Etats, en résumé ils avaient mis au point un mécanisme permettant de piller les Etats et d'enrichir les banquiers sans qu'ils aient à lever le petit doigt.

Avec le MES, il s'agit d'inscrire cette pratique dans le marbre et de la généraliser à l'ensemble des 27 pays de l'UE, et si la Grande-Bretagne ne peut pas s'y associer ce n'est pas par manque d'intérêt, mais parce que la City participe déjà à la Fed et trouve son compte sans avoir à en rendre à personne contrairement à l'UE avec sa bureaucratie et ses multiples institutions (Commission, Parlement, BCE, etc.).

Vous aurez noté la différence notable entre le FESF et le MES, le FESF se finançait sur les marchés, les Etats servant uniquement de garanties, tandis que le MES sera financé en partie ou en totalité par les Etats qui continueront de se financer sur les marchés.

Avec le FESF les Etats n'avaient rien à déboursier tant que leurs débiteurs étaient solvables, leur garantie n'était pas mise à contribution, avec le MES ce sont eux qui vont devoir déboursier des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros pour financer les Etats de la zone euro et de l'ensemble de l'UE, donc leurs dettes déjà abyssales vont s'envoler. Ils viennent d'annoncer que les Etats de la zone euro vont devoir apporter entre 150 et 200 milliards d'euros au MES, somme qu'ils n'ont pas puisqu'ils sont tous endettés jusqu'aux dents, ils vont donc emprunter cette somme aux marchés et ainsi augmenter leurs dettes.

Le MES doté d'un "*statut d'institution financière internationale*" fonctionnera davantage comme le FMI plutôt qu'une banque, d'où le refus de Merkel de transformer la BCE en une banque, car la différence entre le FMI et une banque, c'est qu'une banque a des relations réciproques avec ses clients, elle peut leur prêter de l'argent en prenant des risques, sur des profits à venir, sans pour autant avoir un droit de regard sur la politique de leurs clients, alors que le FMI dispose de l'argent que leur versent les Etats et ne le prête qu'en échange de la mise en oeuvre de la politique qu'il leur impose (plan d'ajustement structurel), dans le cas de la banque, le patron demeure le maître à bord de son entreprise, dans le cas du FMI, c'est lui qui devient le véritable patron des Etats auxquels il a prêté de l'argent, c'est directement le FMI qui dicte aux Etats la politique qu'ils doivent appliquer.

Pour compléter cette analyse, un autre extrait de l'article du Figaro sur le MES qui confirme ce qui vient d'être dit

«*On est toujours sur un objectif de 800 milliards d'euros*», affirme une source bruxelloise, qui reconnaît que l'une des deux solutions basée sur l'apport de capitaux des grands pays émergents n'est plus d'actualité étant donnée la frilosité de ces derniers. La voie explorée au cours des deux derniers jours à Bruxelles est donc celle d'un recours au FMI. Problème : le fonds monétaire international, qui contribue déjà pour un tiers aux sauvetages européens, manque de réserves. L'accord d'hier prévoit ainsi de mobiliser jusqu'à 200 milliards d'euros, via les banques centrales des Etats de la zone, et de les mettre à disposition du FMI pour les reverser... aux maillons -faibles de l'Europe. Les États se sont donné un délai de dix jours pour caler la mécanique. (lefigaro.fr 09.12)

De leur côté, les banquiers ont parfaitement saisi la signification de l'accord auquel sont parvenus hier les chefs d'Etats de l'UE excepté la Grande-Bretagne... et n'ont pas perdu de temps pour réagir :

Goldman Sachs a relevé vendredi après-midi sa recommandation sur les banques européennes, de "sous-pondérer" à "neutre", après l'annonce la veille par la Banque centrale européenne d'un allongement de la maturité de ses prêts aux banques et les interventions concertées des banques centrales la semaine dernière. (Reuters 09.12)

Pensez donc, selon Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue, "*ces mesures sont vraiment, vraiment, positives pour le secteur : les banques européennes ont 500 à 700 milliards d'euros d'emprunts obligataires qui arrivent à échéance en 2012*", un répit qui sera de courte durée lorsque les conséquences des mesures d'austérités mises en oeuvre par les différents gouvernements se traduiront par une récession, c'est déjà le cas dans plusieurs pays, lire plus loin, l'effondrement de la consommation et des recettes des banques et des Etats, sans parler du chômage qui va continuer de croître et contribuera à l'insolvabilité des clients des banques.

Goldman Sachs a surtout compris que Merkel, qui incarne la politique dictée par la Fed, avait obtenu gain de cause, avec l'accord d'hier les banquiers ont décroché le jackpot (ou jack pot) !

L'impérialisme américain et plus généralement l'aristocratie financière ont compris depuis longtemps par les relations qu'ils avaient tissées de longue date avec Merkel (lire dans le site les articles consacrés à sa participation à des think-tanks néo conservateurs américains), qu'ils devaient s'appuyer sur elle, car de son côté Sarkozy ne pouvait remplir que le rôle de l'idiot utile à leur plan, je me permets même de douter de ses facultés à y comprendre grand chose, par contre ils savent qu'ils peuvent compter sur sa totale loyauté, sa complète soumission.

Inutile de préciser que les valeurs bancaires se sont envolées sur les places boursières européennes ce vendredi après-midi.

Hargneux, vaniteux, rancunier, grossier... et rustre !

Nicolas Sarkozy a refusé de serrer la main du Premier ministre britannique David Cameron, vendredi 9 décembre, après les négociations du sommet de la zone euro.

Ça c'est passé vers 11 h à Bruxelles. C'est ce qui s'appelle un "*vent*", une "*bâche*" ou encore "*une boîte à baffes*" selon le journaliste d'>TELE. Ou quand un geste vaut mieux qu'un long discours...

Un acte dont la presse britannique s'est immédiatement emparé, rapporte Rue89. Le Daily Mail racontait ainsi l'"*affront*" de Sarkozy : "*ce moment où Nicolas Sarkozy montre ce qu'il pense réellement du veto de David Cameron sur la réforme du traité européen de Lisbonne.*"

"Après une séance épuisante qui a duré toute la nuit, monsieur Cameron s'approche du président français, la main tendue, comme s'il était prêt à lui serrer pour lui montrer qu'il n'y a pas de malaise. Mais non seulement monsieur Sarkozy refuse-t-il de serrer la main du premier ministre, mais il va jusqu'à se tourner sur le côté, en faisant un signe de la main à quelqu'un sur sa droite", rapporte le Daily Mail.

"Monsieur Cameron, clairement snobé, utilise la main qu'il avait tendue pour tapoter affectueusement - quoique bizarrement - l'épaule de monsieur Sarkozy et continue son chemin, la tête haute, mais un sourire blessé sur le visage", estime le journal anglais. (lepost.fr 09.12)

Sarkophage (bientôt!) cumule les qualités, surtout celle de ne pas pouvoir se contrôler!

Allégeance aux institutions. Sarkozy n'a qu'une parole.

C'est le 19 décembre qu'une délégation des maires à l'initiative du POI sera reçue au ministère des Collectivités territoriales, avons-nous appris à la page 8 du n°178 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI

"Lundi 19 décembre, nous apporterons les dossiers de nos communes et demanderons que le « volontariat » en matière d'intercommunalité dont parlait le président de la République dans la lettre qu'il nous a adressée soit « finalement » respecté par les préfets."

Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitimes, honnis des travailleurs, le POI n'en a cure, c'est à se demander d'où ce parti tient la légitimité.

Au départ cette démarche avait été effectuée en direction de Sarkozy que le POI voulait rencontrer.

Question : qu'est-ce qui diffère avec la démarche de l'intersyndicats jaune dénoncée en page 4 d'*Informations ouvrières* par Daniel Shapira (POI-CCI) : " Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprises) dans la période du 1er au 15 décembre 2011, en particulier lors du temps fort de rassemblements le 13 décembre », elle laisse dans le désarroi de nombreux militants et responsables."

Gageons que la démarche de la direction du POI en direction de l'Elysée (et du Sénat lire ci-dessous) laissera dans "le désarroi de nombreux militants et responsables" du POI...

Pour ne pas être en reste, trois transfuges du PS passés au POI demandent à être reçus par le président du Sénat :

"C'est pour cela que Gérard Schivardi, maire de Mailhac, secrétaire national du POI, Georges Lemoine, ancien ministre, membre du bureau national du POI, et Claude Jenet, secrétaire national du POI, ont demandé à être reçus par Jean-Pierre Bel, président PS du Sénat, pour discuter de ces questions.". Ils seront en famille !

Amalgame révélateur

Dans l'éditorial du n°178 d'*Informations ouvrières*, D. Gluckstein écrit : "Sarkozy et Merkel font ici un pas supplémentaire sur la voie de la violation de la souveraineté de tous les peuples

Questions : Où a-t-il trouvé un seul Etat, un seul gouvernement, qui respecterait la souveraineté du peuple ? En France et en Irlande sans doute après le rejet du projet de Traité constitutionnel européen...

Qu'est-ce qui incarne la souveraineté du peuple ? Pour Gluckstein c'est l'Etat, les institutions qui sont censés représenter les intérêts de toutes les classes, l'intérêt général de la nation, ce qui coïncide avec sa conception de la défense de la lutte des classes que partagent notre ennemi de classe pour nous livrer une guerre incessante sur ce terrain-là.

L'emploi de cette formule laisse à penser que finalement toutes les classes constitueraient le peuple, et qu'elles auraient en commun comme principe souverain, l'indépendance de la nation, principe qui s'imposerait au-delà des antagonismes irréconciliables entre les classes. L'indépendance de la nation étant menacée par une force maléfique qui logerait à Berlin, Bruxelles ou Washington, le peuple devrait se mobiliser pour la défendre. Ailleurs on appelle cela l'union nationale, le front populaire ou tout simplement un consensus pour sauver la mère patrie.

Quelle "souveraineté des peuples" ? Dans quel pays de l'UE les peuples seraient souverains ? Pour notre part nous n'en connaissons aucun. Mais peut-être que nous n'avons pas la même définition de l'Etat, à moins que nous évoquions la situation telle qu'elle est en 2011, alors que Gluckstein se situe au XVII ou au XVIIIe siècle, quand l'Italie n'avait pas encore réalisé son unité et accédé à l'indépendance ou encore quand l'Autriche était sous domination prussienne, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant dans

le passé !

Apparemment nous n'avons pas la même conception de la souveraineté des peuples. Pour Gluckstein elle est soumise ou se confond avec l'existence des institutions de la Ve République, avec l'Etat tel qu'il existe de nos jours, c'est bien cet Etat dont il prend la défense ici ; pour nous, à l'inverse, elle repose uniquement sur la légitimité du combat des masses exploitées qui composent la majorité du peuple pour défendre leurs droits, besoins ou aspirations ou pour en obtenir d'autres sur le plan social et politique dans le cadre de l'Etat capitaliste qu'elles doivent à terme renverser par une révolution en avançant sur la voie du socialisme.

Dans son précédent éditorial il avait dénoncé le catastrophisme et la mise en scène de Sarkozy, et voilà qu'il se livre au même exercice pour venir au secours de l'Etat menacé de disparition du jour au lendemain comme chacun sait. Camarades du POI ne vous affoler pas, cela fait 53 ans qu'on entend vos dirigeants et leurs prédécesseurs affirmer que la Ve République est à l'agonie, que le marché mondial va exploser, etc. ainsi le jour où cela se produira vraiment, ils pourront dire : vous voyez que nous avons raison, sauf qu'on vous jugera sur votre capacité à construire ou non le parti dont la classe ouvrière a impérieusement besoin pour prendre le pouvoir, on se fout éperdument de vos certificats et déclarations d'autosatisfaction.

La souveraineté des peuples est une formule d'autant plus malheureuse, qu'elle fait penser instantanément à la souveraineté nationale entonnée par les souverainistes de gauche, de droite et d'extrême droite.

Les Etats de l'Union européenne sont souverains et indépendants depuis plus d'un siècle. Jusqu'à preuve du contraire, ce sont les gouvernements des différents Etats de l'UE qui décident du budget de l'Etat, dépenses et recettes. Et même dans l'accord qui a été conclu entre les chefs d'Etats de l'UE hier, il n'est pas prévu que ce soit la Commission européenne, le Parlement européen ou la Banque centrale européenne ou une autre institution de l'Union européenne qui fixe le budget des différents Etats, et quand bien même cela se produirait, il ne pourrait être adopté qu'après un vote favorable des parlements nationaux, ce qui signifie que le combat politique devra continuer d'être axé contre les institutions et les parlements nationaux dans chaque pays aussi longtemps qu'il en sera ainsi, et ce n'est pas demain la veille que cela changera.

Mettre en avant la défense de la "*souveraineté des peuples*" revient à interdire à la classe ouvrière de trouver une issue politique à la crise du capitalisme indépendante de la classe des capitalistes, c'est brader l'indépendance de classe du prolétariat une fois enchaîné à l'Etat qu'il faut sauver à tout du prédateur européen ou des marchés qui se cachent derrière.

La suite de son éditorial confirme mon analyse, il écrit : "*Au nom de la dette et de la réduction des déficits publics, ils voudraient tout à la fois piétiner la démocratie et la souveraineté nationale et populaire, et détruire toutes les conquêtes ouvrières arrachées depuis 1945*"

Il ne lui viendra pas à l'esprit que c'est justement "*la démocratie et la souveraineté nationale et populaire*" telles qu'elles existaient jusqu'à nos jours, qui ont permis depuis plus de 20 ans aux différents gouvernements de mettre en oeuvre une politique remettant en cause tous nos droits ou acquis sociaux, de liquider les services publics, etc. conformément aux besoins manifestés par l'aristocratie financière et qui finalement coïncident avec les besoins et les contradictions engendrés par l'évolution du capitalisme mondial.

La référence à 1945 n'est pas fortuite ni nouvelle pour ce nostalgique de l'union nationale sous la IVe République.

Pour notre part, nous ne nous reconnaissons pas dans cette démocratie, ce n'est pas la nôtre, nous revendiquons une démocratie ouvrière, une démocratie de la majorité et correspondant à ses besoins, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté nationale, nous revendiquons la destruction de l'Etat bourgeois et la fondation d'un Etat social ou socialiste, nous ne nous reconnaissons pas dans la souveraineté populaire qui coïncide en réalité avec la dictature de la classe dominante, nous revendiquons la souveraineté de l'ensemble des masses exploitées, la dictature du prolétariat sur la classe des capitalistes, nous revendiquons tout le pouvoir, sans partage avec celle des exploités.

Parole d'internaute

- "*On ne reproche pas aux Portugais d'avoir fraudé, contrairement aux Grecs : les origines de la crise sont donc ailleurs !*" (lemonde.fr 09.12)

Pardi !

INFOS EN BREF

Politique

1- Croatie

La Croatie a signé vendredi le traité d'adhésion qui lui permettra d'intégrer l'Union européenne en 2013. Les dirigeants de l'UE ont en revanche reporté leur décision sur la candidature éventuelle de la Serbie à mars prochain.

Le pays a été durement touché par la récession économique et s'en remet plus péniblement que ses voisins des Balkans. Zagreb espère que son adhésion relancera son économie.

Ce pays de 4,2 millions d'habitants est confronté à un taux de chômage d'environ 17% et un déficit budgétaire de 6,2% du Produit intérieur brut. Le gouvernement conservateur rechigne à adopter des réformes structurelles et fiscales et à lutter efficacement contre la corruption. Sa notation a été abaissée il y a un an par l'agence Standard & Poor's.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a souligné que la Croatie sera un "*observateur actif*" au sein de tous les forums européens jusqu'à son intégration officielle dans 18 mois. Cette adhésion doit maintenant être ratifiée par les Parlements des 27.

La Croatie sera la seconde nation de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'UE après la Slovaquie, entrée en 2004. Tous les autres pays -Bosnie, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie, sont également candidats. (AP 09.12)

2- Pakistan

L'attaque aérienne menée par les forces de l'Otan qui a coûté la vie à 24 soldats pakistanais le 26 novembre le long de la frontière avec l'Afghanistan avait été planifiée, estime un haut responsable militaire pakistanais.

Le général Ashfaq Nadeem, responsable des opérations militaires, a fait cette déclaration jeudi devant la commission sénatoriale de la Défense, rapportent des journaux.

Nadeem a indiqué aux sénateurs que son pays, allié stratégique des Etats-Unis, envisage de déployer un dispositif de défense antiaérienne le long de sa frontière afin de prévenir de nouvelles attaques.

Selon le Daily Times, Nadeem a qualifié l'attaque de complot tandis qu'un autre quotidien rapporte que l'officier a jugé que l'opération constituait de "*conspiration planifiée*" contre le Pakistan.

"*Nous pouvons nous attendre à de nouvelles attaques de la part de nos prétendus alliés*", a dit Nadeem cité par l'Express Tribune.

Le Pakistan affirme qu'il s'agit d'un acte flagrant d'agression qui n'était justifié par aucune provocation, une accusation rejetée par les Etats-Unis.

Deux responsables américains ont expliqué à Reuters que les premiers éléments de l'enquête en cours montrent que les officiers pakistanais du centre de coordination frontalier avaient donné leur feu vert pour une intervention aérienne sans savoir que leurs soldats se trouvaient dans la zone. (Reuters 09.12)

Economie

1- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) grec s'est contracté de 5 % au troisième trimestre 2011, sur un an, selon des données révisées de l'autorité des statistiques grecques. En revanche, cette réévaluation ne modifie pas la contraction aux trimestres précédents, de 7,4 % pour le deuxième et de 8,3 % pour le premier.

Les dépenses totales de consommation, privée et publique, ont reculé de 5,1 %, à 42,2 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2010, ce qui a contribué à réduire de 71,4 % le déficit du commerce extérieur, a précisé l'ESA. Sur la même comparaison, les exportations, à 13,8 milliards d'euros, ont progressé de 3,2 %, tandis que les importations ont reculé de 4,3%, à 14,2 milliards d'euros.

Selon le budget 2012, le PIB doit se contracter de 5,5 % pour 2011, et la récession en Grèce, surendettée et soumise depuis 2010 à une cure d'austérité dictée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, doit se poursuivre en 2012 pour la cinquième année consécutive, avec un recul de 2,8 % du PIB. (lemonde.fr 09.12)

2- Portugal

Le PIB du Portugal s'est quant à lui replié de 0,6 % au troisième trimestre et de 1,7 % en glissement annuel, selon des

données définitives publiées par l'Institut national des statistiques (INE).

En glissement annuel, le recul du PIB "*est dû à la forte baisse de la demande intérieure*", qui a chuté de 4,6 % de juillet à septembre (de 5,1% au 2e trimestre), a expliqué l'INE dans un communiqué.

L'investissement est tombé de 13,7 %, tandis que la consommation des ménages a reculé de 3,3% en raison notamment d'une baisse de 16,5 % en ce qui concerne les biens durables. Le gouvernement portugais table sur une récession de 1,6 % du PIB cette année, qui devrait s'approfondir à - 3 % en 2012 dans un contexte de forte austérité budgétaire. (lemonde.fr 09.12)

3- Pays-Bas

L'économie néerlandaise est susceptible de basculer en récession ce trimestre, les entreprises et les particuliers réduisant leurs dépenses en raison de la crise de la zone euro, a annoncé vendredi la banque centrale du pays, ajoutant au passage que le déficit budgétaire devrait dépasser la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et 2013.

De ce fait, pour revenir sous cette limite fixée par l'Union européenne, le gouvernement devra mettre en place de nouvelles mesures d'économies, ce qui risque d'augmenter les tensions entre le gouvernement de centre-droit au pouvoir et son allié d'extrême droite au parlement.

Selon la banque centrale néerlandaise, le PIB du pays se contractera de 0,4% sur la période octobre-décembre par rapport au troisième trimestre, période marquée par une contraction de 0,3%.

La cinquième puissance économique de la zone euro, fortement dépendante des exportations, va pâtir d'un ralentissement de la croissance du commerce mondial, poursuit la banque centrale.

Le gouvernement veut ramener le déficit budgétaire sous les 3% dès 2012, à la faveur de 18 milliards d'euros de réduction des dépenses.

La banque centrale voit toutefois, sans mesures supplémentaires, ce ratio à 3,5% en 2012, à 3,7% en 2013 après 4,4% cette année. (Reuters 09.12)

4- Inde

Le gouvernement indien a annoncé vendredi une nette révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2011-2012 en raison d'une baisse de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure.

Le produit intérieur brut (PIB) de la troisième économie asiatique est désormais vu en hausse entre 7,25% et 7,5% sur les 12 mois à fin mars 2012 contre une estimation de + 9% faite en février.

Le ralentissement de l'économie a mis les finances publiques sous tension, ce qui s'est traduit récemment par une chute de la roupie. Les recettes fiscales augmentent moins qu'attendu alors que la hausse des dépenses publiques est supérieure aux prévisions.

"*On ne peut pas nier le fait qu'atteindre l'objectif (de déficit budgétaire) ne sera pas facile cette année*", déclare le ministère des Finances à l'occasion de la revue bi-annuelle des prévisions du gouvernement.

D'après des économistes, le déficit budgétaire pourrait ainsi être supérieur d'un point de pourcentage au ratio de 4,6% du PIB retenu par le gouvernement pour 2011-2012.

En outre, le déficit commercial pour l'exercice budgétaire devrait sensiblement se creuser pour atteindre 116 à 120 milliards d'euros contre 77,8 milliards sur 2010-2011, une évolution qui devrait également peser sur la devise indienne.

L'Inde pourrait ainsi se trouver confrontée à sa plus grave crise financière depuis plusieurs décennies si elle n'arrive pas à enrayer le déclin de la roupie.

Contrairement à la plupart de ses pairs asiatiques, l'Inde a récemment laissé filer ses comptes publics et accuse un large déficit des comptes courants.

Le pays doit donc trouver des capitaux étrangers - surtout des dollars américains - pour combler ces manques, des capitaux dont le coût augmente lorsque la roupie baisse.

La monnaie indienne est la principale victime de cette fuite de capitaux. La devise, en partie convertible, s'est dépréciée de près de 17% par rapport au dollar depuis le début de l'année, la pire performance des monnaies asiatiques.

La faiblesse de la roupie alimente l'inflation via les importations. Sur les 11 derniers mois, les prix à la consommation ont augmenté de plus de 9% malgré 13 hausses de taux décidées par la banque centrale depuis mars 2010. (Reuters 09.12)

Après avoir supprimé totalement l'alcool, je mange davantage de riz, le même que celui que je donne à mon chien et nous nous en portons très bien merci, je voulais changer de moto parce qu'elle est rouillée de partout au bout de quatre ans passés à quelques dizaines de mètres de la mer où j'habitais avant, j'ai appris que pour acquérir la même moto je devrais déboursier 50% de plus, du coup je garde ma bécane et je vais changer les pièces abimées, j'avais envisagé de racheter un canapé et des fauteuils en osier pour remplacer les miens qui sont vraiment dans un sale état après les avoir récupérés dans la mer lors du tsunami, trop cher à mon goût, je vais les rafistoler et les recouvrir, le fromage que je payais 40 roupies il y a peu a atteint 90 roupies, du coup j'achète du lait et je le fabrique moi-même, ce n'est pas le même fromage, mais il accompagne très bien les crudités, je ne jette rien, le petit lait servira à préparer le plat du chien, etc.

Ils nous ont déclaré la guerre, nous n'avons pas dit notre dernier mot, et puis je ne peux pas aider mes beaux-frères et dépenser de l'argent pour mon petit confort, je suis déjà bien loti, je suis même un foutu privilégié...

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre électoraliste

- Vote des étrangers aux élections locales : Plus d'un Français sur deux favorable - 20minutes.fr

Sur 1,3 million d'Européens installés ou qui travaillent en France et qui bénéficient du droit de vote, seuls 235 000 ont participé aux scrutins précédents, c'est ce que j'ai entendu aux infos du soir sur TV5Monde Asie il y a quelques jours. Donc ce sondage me fait marrer, ils demandent à des gens leur avis sur une question qui ne les concerne qu'indirectement, et parmi ceux qui sont directement concernés, 80% s'en foutent !

On n'a pas (du tout ou en partie) les mêmes rapports à la société bien qu'on appartienne à une classe spécifique, alors pourquoi devrions-nous décider pour qui voter, c'est un immigré qui écrit cela. J'habite en Inde depuis de nombreuses années, si je vais voter ce sera en fonction de certains critères sans que cela soit forcément ceux de la majorité des Indiens, donc j'estime qu'ils seraient en droit de me dire : de quoi vous mêlez-vous.

Sur le principe en soi, évidemment que je suis pour accorder le droit de vote à tous et sans aucune restriction, comme je suis pour la disparition des frontières, des Etats, des classes, de l'argent, etc. sauf que c'est inconcevable dans la société telle qu'elle existe... Eh oui, il y a bien un moment où il faut tenir compte de la réalité, assumer ses responsabilités, sinon on dit ou on fait n'importe quoi et cela n'a aucun sens, n'en déplaie aux tiers-mondistes et autres apprentis sorciers ouvriéristes.

Je vais vous dire un truc, je viens de passer au total 17 ans de ma vie en Inde, et bien j'ai appris à mettre mes principes dans ma poche, et à tenir ma langue aussi, j'y ai été contraint de gré ou parfois de force pour m'intégrer un minimum dans cette société, alors ce n'est pas pour aller les glisser dans une urne une fois tous les 4, 5 ou 7 ans. Moi aussi je débordais de bonnes intentions en arrivant en Inde, depuis j'ai pris la mesure de ce que je pouvais dire ou faire et ce que je ne pouvais ni dire ni faire, on fait rarement ce qu'on veut dans la vie, surtout quand on s'écarte de la réalité ou qu'on ne veut pas la voir telle qu'elle est.

Pour revenir à notre sujet. C'est encore l'immigré qui sert de bouc émissaire et de toile de fond à une misérable polémique entre des partis tous plus pourris les uns que les autres, du PS au FN en passant par l'UMP, avec des arrière-pensées qui n'ont rien à voir avec les droits politiques des immigrés.

Pourquoi TV5Monde Asie nous a-t-il passé avant-hier un documentaire sur J-M Le Pen ? Qu'est-ce qu'on en a à foutre franchement ? Il n'était pas destiné aux expatriés, il s'adressait aux Français de l'étranger qui sont racistes et qui votent UMP mais

qui seraient tentés cette fois de voter Le Pen, les Français qui sont originaires d'autres pays, par exemple les 8 000 Français d'origine indienne qui vivent à Pondichéry. Tous les médias sont en campagne électorale et TV5Monde Asie n'y échappe pas.

Une petite coupe de champagne Excellence ?

Golf, Formule 1, non, non, vous n'y êtes pas, c'est plus rustique : du foot ! Annonce d'un match de foot sur TV5Monde Asie :

- "*Le PSG retrouvera-t-il son football champagne ?*"

Normal, c'est l'Emir du Qatar qui arrose ! Relations publics et business obligent ! Et survie politique, j'oubliais...

La méthode Coué ne suffit plus à les rassurer. Ils sont désabusés.

Passons sur les états d'âme de l'éditorialiste du *Monde* qui n'a pas hésité à qualifier ce sommet d'"historique", sous certains aspects seulement a-t-il précisé. Lesquels ?

- "*Le traité intergouvernemental doit être rédigé...*", plus tard, dans quelques mois...

- "*Un vrai pacte budgétaire va être instauré...*", il ne l'est pas encore...

- "*Des mesures d'urgence ont aussi été discutées à Bruxelles...*", parole, parole, parole...

Pas très consistant tout cela, pour le moment en tout cas.

J'ai gardé le dernier paragraphe comme plat de résistance :

- "*Pour la gouvernance comme pour les mesures d'urgence, d'énormes zones d'ombre subsistent néanmoins. (...) Comme après les quinze sommets précédents, l'incertitude, le flou, l'imprécision risquent de provoquer rapidement de nouveaux soubresauts sur les marchés. Et l'organisation, en toute catastrophe, d'un énième sommet.*" (lemonde.fr 10.12)

Attention c'était le XVIe sommet, un chiffre maudit... pour eux bien sûr ! Dommage que Prévert ne soit plus là, dans un poème il s'était étonné que les Louis ne savaient pas compter au-delà du chiffre 16. Cher Jacques, il faut avoir encore sa tête pour prononcer le chiffre 17 !

Il n'y a plus à hésiter ou à tergiverser un instant sur le fait de savoir s'ils vont parvenir à remonter la pente comme lors de chaque crise ou si le cycle qui est enclenché depuis 2007-2008 conduit inexorablement à l'abîme si on ne parvient pas à les arrêter, à prendre le pouvoir, car il est devenu impossible de concevoir qu'on pourrait simplement les faire reculer, ils n'en ont pas les moyens, pire, le décideraient-ils que demain l'UE leur interdirait, ils sont aux abois, ils sont pris à la gorge, ils craignent l'affrontement direct avec les masses, mais ils n'ont pas le choix, il est inévitable, il est donc impératif de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs.

Le roi est nu ! Le capitalisme est obligé d'apparaître à la face du monde tel qu'il est vraiment. Ses représentants s'accordent pour verser des centaines ou plutôt des milliers de milliards d'euros ou de dollars aux banquiers et aux marchés financiers, et s'entendent pour imposer aux masses laborieuses une formidable régression sociale qui va conduire à la paupérisation des couches entières de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, avant que l'ensemble des travailleurs soient frappés à leur tour de plein fouet.

Il ne pourrait survivre à cette crise qu'à deux conditions : s'ils parviennent à sacrifier ou à réduire à la misère des générations entières endettées ou devenues insolubles jusqu'à leur extinction, ce qui nécessiterait plusieurs décennies, et si l'on ne parvient pas à construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour les arrêter et prendre le pouvoir.

Le socialisme et son expression (consciente et pratique) la plus achevée en régime capitaliste, le parti, repose sur le refus des exploités d'être réduits en esclavage. Les capitalistes ont encore quelques mois, jusqu'en 2013 peut-être, pour réduire à la précarité absolue des dizaines et dizaines de millions de travailleurs en Europe et aux Etats-Unis, plus de 100 millions si on ajoute leurs familles, y parviendront-ils ? Durant cette période, parviendrons-nous à construire le parti et l'Internationale ? Cela me semble un peu juste comme délai.

Mais en partant du constat que j'ai dressé plus haut, le capitalisme avançant à visage découvert, de plus en plus de travailleurs et militants vont être amenés à en tirer la conclusion qu'ils n'ont plus rien à en attendre, donc à rompre avec le capitalisme, sur le plan politique, à rompre avec tous ceux qui s'en accommodent, à chercher à se donner les moyens de résister, à s'organiser, il y a donc là une formidable opportunité pour construire le parti... avant qu'il ne soit trop tard, car une fois réduit à la misère, on est

trop occupé à assurer quotidiennement sa survie pour avoir la tête ailleurs ou espérer encore qu'il existerait un moyen pour s'en sortir, on est davantage prêt à suivre le premier dictateur venu pour peu qu'il vous fasse rêver qu'à faire l'effort de réfléchir, ce qui est devenu au-dessus de nos moyens.

D'où la nécessité de défendre tous nos droits ou acquis, mais en donnant à notre combat politique un contenu et une perspective révolutionnaire qui permette de faire un pas vers notre objectif, et non en entonnant le chant patriotique de la défense de la souveraineté nationale (POI).

Allez, on se détend un peu, le monde est si triste, le combat politique si aride, je pourrais affecter un air sérieux ou supérieur histoire d'être pris plus au sérieux par les militants, et bien non, comme très souvent j'ai décidé de faire le contraire, parce que sans un peu de répit on ne tient pas indéfiniment, d'autant plus que la patience des militants est mise à rude épreuve, n'est-ce pas ? Vous en rencontrez beaucoup de moments de satisfaction ou de plaisir dans votre vie en observant le monde extérieur ? Pas moi, en dehors de ceux que je me procure moi-même. Vous savez ce que me dit au téléphone une fois sur deux mon épouse, textuellement : *du courage, il faut tenir, il faut se battre*, parfois en larmes... Bon dimanche et bon courage à tous au passage.

Un équilibre virtuel

- Sarkonapoléon : "*C'est un sommet qui fera date*".

A croire qu'il aurait passé une des plus mauvaises nuits de sa vie. On lui en souhaite d'autres du même genre d'ici mai 2012, qu'il en profite car après...

- Bismarckel : "*On ne réglera pas la crise en un seul sommet*".

Ni même au bout de 16 apparemment !

Affreux le règne de la nécessité !

- La nécessité d'une réponse globale à la crise financière - LeFigaro.fr -

Eureka !

- Le couple «Merkozy» sort gagnant du sommet - LeFigaro.fr

Plouf !

- Pas d'accord sur le montant du futur fonds de sauvetage - LeFigaro.fr

Pas de bol, le mauvais sort s'acharne sur eux..

Rififi dans la maison Lego et Cie.

- Aubry s'en prend à «*l'ego*» de Montebourg - Liberation.fr

BCBG, bobo, "*chevalier blanc*", et il joue encore aux legos, ils ne sont pas finis ces gens-là...

Alea jacta est (le sort en est jeté)

- Jack Lang veut porter plainte contre Montebourg... et le gifler - LePost.fr

Il n'a pas précisé où l'émissaire spécial de La Talonnette, c'est qu'il est beau gosse le petit notable de province...

Bref, qu'on se le dise :

- Valls: «*Hollande ne se laissera pas entraîner par les affaires internes du PS*» - Liberation.fr

La preuve :

- Pas-de-Calais - Jack Lang privé d'investiture PS pour les législatives - LePoint.fr

Il paraîtrait que c'est Aubry qui l'a débarqué et non Hollande trop mou pour supporter un soufflet de la pucelle à langue de Blois (ville dont Lang était le maire).

Toujours plus bas.

- Rama Yade dénonce des attaques sous la ceinture - [lexpress.fr](#)

Autant en emporte le vent

- "*La coopération Sarkozy/Merkel 'a porté ses fruits' selon la chancelière*" ([LeMonde.fr](#)), qui aussitôt entrés en putréfaction a déclenché "*le soulagement de Sarkozy au milieu de la nuit*" ([LeFigaro.fr](#)) sous la forme d'"un "vent" à Cameron. ([LePost.fr](#))

Il a dû d'autant plus le sentir qu'il était chargé, car il valait pour deux avec Bismarck !

Approximativement

- Russie : Environ 20.000 manifestants anti-Poutine à Moscou - [20minutes.fr](#)

- Russie : jusqu'à 80 000 manifestants à Moscou - [lexpress.fr](#)

Les journalistes du Monde et de Libération, qui ont relayé les chiffres donnés par des manifestants, ont parlé de 100 ou 150 000 manifestants à Moscou, qui dit mieux ?

Irrecevable

- L'Iran porte plainte à l'Onu après l'intrusion d'un drone US - [Reuters](#)

Irrecevable : il a été transporté à dos de chameau d'Afghanistan jusqu'en Iran !

INFOS EN BREF

Social

France

1- Entre 2.400 personnes selon la police et 4.000 selon les organisateurs, venus en deux cortèges de La Crau et de La Cadière-d'Azur (Var), à bord de 130 tracteurs et de voitures, ont manifesté samedi à Toulon pour manifester contre les projets de tracés de la LGV Paca.

Une quarantaine d'organisations syndicales et professionnelles agricoles, des élus de tous bords, des associations de défense de l'environnement et des collectifs d'habitants, s'étaient associés à cette manifestation, inscrite dans "*les journées européennes des projets inutiles et ruineux*".

Pour le président de la chambre d'agriculture, Alain Baccino, "*on n'a pas sauvé le rosé pour laisser passer la LGV*" (Ligne à grande vitesse), qui doit traverser la région Provence-Alpes Côte d'Azur (Paca) à l'horizon 2023. Selon lui, "*tous les fuseaux de RFF (Réseau Ferré de France, l'un des co-financiers, NDLR) passent dans les zones agricoles et ça, c'est impossible*".

La concertation sur le tracé a été interrompue dans les Bouches-du-Rhône et le Var, après plusieurs réunions publiques mouvementées, mais se poursuit dans les Alpes-Maritimes. La ligne, qui vise notamment à parer à la saturation prévisible du réseau, doit mettre Paris à 4 heures de Nice (près de 5 heures 40 actuellement). ([20minutes.fr](#) 10.12)

Combien de milliards dépensés pour économiser 1h40, combien d'exploitations agricoles saccagées ? Toujours plus grand, toujours plus vite, pour vivre dans quelle société à l'arrivée, pour quel bénéfice en terme de niveau et de qualité de vie ?

2- Environ 2.600 personnes selon la police, 4.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Bayonne pour réclamer la "*résolution intégrale du conflit basque*" après l'annonce le 20 octobre par l'organisation séparatiste ETA de la fin de la lutte armée.

Les manifestants, dont beaucoup venus d'Espagne, ont défilé derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire, en français et

en basque, "*Pays basque, résolution démocratique maintenant*".

La manifestation, organisée par un collectif soutenu par des élus socialistes et écologistes, avait pour but déclaré de créer "*un mouvement large en faveur de la résolution intégrale du conflit en Pays basque et la mise en place d'un processus démocratique*". (Reuters 10.12)

Que revendiquent-ils ? L'unification du Pays basque "*maintenant*". Dans quel cadre, celui de la régionalisation prônée par l'UE qui ne pourrait en aucun cas signifier un progrès social pour la population basque, ou dans le cadre des Etats français et espagnol débarrassés de la tutelle de l'UE et des institutions de la Ve République ou héritées du franquisme, qui une fois seulement ces conditions réalisées permettrait de respecter et satisfaire les besoins particuliers de l'ensemble de la population basque ?

Haut de page ↗

Le 12 décembre

CAUSERIE

Le "**secret**" de la "**réussite**" allemande.

Peter Hartz, l'ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du Parti social-démocrate (SPD), a été l'un des principaux inspirateurs des lois de l'"Agenda 2010" mis en place en 2003 par Gerhard Schröder. Il a été condamné par la justice en 2007 pour divers délits commis dans le cadre de ses fonctions chez Volkswagen, notamment des faveurs sonnantes et trébuchantes accordées au dirigeant syndical de VW. (lemonde.fr 11.12.11)

Pour se faire pardonner IG Metall signera un accord pourri avec la direction dont voici un extrait :

L'accord prévoit un gel des salaires du personnel pendant 28 mois. Dans l'avenir, les salariés et les apprentis qui ont terminé leur formation auront un salaire moins élevé. Même si les salaires des nouveaux embauchés seront inférieurs au niveau en vigueur chez VW, ils dépasseront le niveau convenu dans l'industrie métallurgique en Basse-Saxe. En outre, les deux parties ont décidé d'avoir une plus grande flexibilité du temps de travail. (www.imfmetal.org 16.11.04)

Les actionnaires de Volkswagen par la voix de leur représentant ayant eu parfaitement conscience de l'intérêt d'un tel accord pour l'avenir, ont rescindé six ans plus tard en signant un nouvel accord avec le syndicat IG Metall, en février 2010 : "*L'entreprise et les représentants des salariés ont affirmé leur détermination à augmenter ensemble la productivité*", et se sont entendus pour indexer davantage les salaires sur les performances, précise Volkswagen dans un communiqué séparé. "*Les salariés qui ont un travail sûr sont motivés et prêts à contribuer à l'amélioration de la productivité. C'est la base du succès de Volkswagen*", s'est félicité Harmut Meine, le représentant d'IG Metall pour la Basse-Saxe, qui a négocié l'accord. Volkswagen s'est aussi engagé mardi à embaucher 1.400 apprentis chaque année dans toute l'Allemagne. (lexpress.fr 16.02.10)

Actionnaires (la direction) et syndicats main dans la main pour orchestrer à terme la baisse généralisée des salaires, avec la bénédiction du SPD qui siège à la fois à la direction de l'entreprise et du principal syndicat, précédemment de l'Etat et la boucle est bouclée.

Au même moment en France dans *Informations ouvrières* le PT soutenait le SPD aux élections, un SPD sans Schröder, tartuferie, comme si cela changerait quelque chose, chacun a pu observer que 6 ans plus tard avec ou sans Schröder le SPD demeurait fidèle à lui-même, au service du capital quoi ! Une certaine conception de la lutte de classe et de l'internationalisme, ne rigolez pas, du trotskisme...

Sur la situation sociale en Grèce

- 6% de la population d'Athènes est partie.
- Beaucoup n'ont pas de retraites et travaillent encore à 80 ans.
- Les salaires sont divisés par 2.
- S'agissant des salaires des fonctionnaires: les hauts salaires sont passés de 2500 à 1600€, les petits de 600 à 450€.

- Pour les policiers, les salaires sont ramenés à 650€/mois.
- Les salaires d'ouvriers passent de 900 ou 1000€ à 3 ou 400€.
- La vie est aussi, voire un peu plus chère qu'en France.
- 30% des commerçants ont fermé boutiques (des rues entières sans magasin).
- Les gens retirent leur argent des banques pour acheter de l'or. (Les banques se vident).
- Environ 20% de chômage (mais sûrement plus).
- Les salaires des employés des transports maritimes sont payés un mois sur trois.
- Sécurité sociale fermée, plus de médicaments (les pharmacies sont vides).
- Remontée de la séropositivité, car c'est le seul cas où il y a une allocation de 650€ !
- Taxe sur le bâti instaurée, taxe que beaucoup ne peuvent pas payer, même s'ils vivent dans des Algeco.
- Nouvelle taxe sur les voitures : les gens rendent leur carte grise à la préfecture pour ne pas payer car ils en sont incapables financièrement.
- Situation de pré-guerre civile : les gens cassent tout. Les jeunes en veulent aux anciens (fraudes, corruption depuis trop d'années). (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Voilà ce qui attend la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie dans tous les pays de l'UE !

Question : faut-il attendre plus longtemps pour situer notre combat syndical dans la perspective du renversement du capitalisme et subordonner notre combat politique dans celle du renversement des institutions en place dans chaque pays, ce qui signifiera également la rupture avec toutes les institutions européennes et internationales du capital ?

Il ne suffit pas de l'écrire ou de le déclarer ici ou là, il faut impérativement et sans tarder proposer cette perspective à tous les militants et travailleurs dans chaque discussion, réunion, meeting, manifestation, afin de les organiser et de constituer la force et le parti qui prendra la direction du mouvement ouvrier au cours de la révolution à venir.

Nous soutiendrons le parti qui s'engagera dans cette voie, pas seulement en parole mais dans la lutte de classe au quotidien. A nos yeux, seul le POI est en mesure d'accomplir cette tâche, si ses dirigeants le décident. En auront-ils le courage et la volonté ? (A suivre)

Qu'est-ce, l'enjeu : "**la mort du système capitaliste**, dites-vous ?"

L'institut Molinari a procédé au calcul du jour de libération fiscale. C'est-à-dire le jour de l'année civile où vous ne travaillez plus pour l'Etat et surtout le cartel bancaire à qui nous remboursons des intérêts de plus en plus astronomiques puisque ces gens contrôlent également l'évolution des taux d'intérêt via le Marché.

Réponse: un Français ne travaille que pour l'Etat jusqu'au 26 juillet de l'année civile.

Et quand la France va perdre son triple A, les taux vont alors remonter. Par conséquent, les intérêts vont grimper. A 6%, cela fera 30 milliards de plus à payer aux parrains du Système.

Voilà le véritable sujet d'une élection présidentielle. Qui osera mettre fin à l'esclavage de la Nation ? Seul un homme d'état courageux soucieux du bien commun en est capable. Les ténors qui représentent la dialectique Thèse/Antithèse ne sont que des félons soucieux de profiter de "la place". Ils ne sont apparemment pas au courant du programme de l'establishment et de ce qui les attend car, répétons-le, le scénario qui se joue est celui de la mort du Système capitaliste. Chacun comprendra qu'à un certain moment, il faudra jeter au peuple quelques bouc-émissaires... Quels seront-ils? (liesidotorg.wordpress.com 08.12)

Quelle confusion ! Ils savent parfaitement ce qui les attend pour se soumettre constamment aux marchés, autant qu'ils se refusent à croire un seul instant à la mort du système capitalisme, à juste titre d'ailleurs, puisque sans l'intervention des masses

exploitées organisées au cours d'une révolution il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Par contre ces intellectuels ont raison, la question à l'ordre du jour est bien celle d'en finir avec le système capitaliste synonyme de barbarie à l'échelle de la planète, reste à les convaincre que seul le socialisme présente une alternative crédible au capitalisme, ce qui nécessite qu'ils révisent de fond en comble leur analyse de la lutte des classes, etc., vaste programme ou remise en cause que peu d'entre eux sont prêts à accomplir pour le moment.

Encore un qui a tout compris ou confession d'un bourreau.

Récemment, nous avons évoqué le rôle néfaste de VGE en qualité d'architecte du système mafieux qui est en train de couler les Etats européens, l'un après l'autre.

Est-ce la lecture de l'ouvrage de Pascal Roussel *Divina Invida* qui l'a incité à réagir ? Nous l'ignorons. Mais le fait est que VGE est en train de mordre la main qui l'a longtemps tenu. Non seulement il s'en prend au Nouvel Ordre Mondial, mais surtout à sa partie américaine. Citons *Le Monde* :

« L'ancien président Valéry Giscard d'Estaing juge inopportune la visite en Europe du secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, qui revient selon lui à faire de l'Europe une victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux. La visite de Geithner est tout à fait inopportune et il n'a pas à se mêler des affaires de l'Europe. Les Français ne vont pas assister à la réunion de la Réserve fédérale, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?, a dit Valéry Giscard d'Estaing à Reuters. L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, c'est insupportable, a-t-il ajouté.

L'ancien président français (1974-1981) s'élève aussi contre la spéculation venue des Etats-Unis, alors que l'agence de notation américaine Standard & Poor's vient de mettre sous surveillance la note de la France et de quatorze autres pays de la zone euro. Cette spéculation n'est pas faite par les Européens, mais par les Américains, qui non seulement spéculent mais font le jeu des agences de notation, c'est insupportable, a considéré l'ancien président de la République ».

Voilà enfin une bonne nouvelle. Les propos exprimés par l'ancien président de la République VGE sont d'autant plus intéressants qu'il témoigne avoir bien compris le rôle occulte que les stars de la Haute Finance entretiennent avec Mammon. Pour employer des termes aussi forts que : L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, il faut avoir compris bien des choses que nos contemporains sont tellement loin d'imaginer. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Le citoyen lambda les ignorent, c'est évident, puisque sinon cela ferait belle lurette que le capitalisme aurait dégagé. Quant à croire que seuls les Américains spéculent pour forcer les Etats européens à réduire leurs peuples au niveau de misère sociale que connaissent déjà des dizaines de millions de travailleurs américains, c'est faire preuve d'ignorance ou de mauvaise foi, Giscard ignore sans doute que la BNP et la Société Générale auraient de nombreux comptes dans des paradis fiscaux par exemple. Qui a placé des hommes liés à l'impérialisme américain à la tête des Etats Italien, Grec ou de la BCE, : Bruxelles, Paris et Berlin ou Washington ?

Pour preuve que Giscard n'a rien compris ou feint de le faire croire, quand il déclare que Timothy Geithner n'a rien à faire en Europe, il se trompe ou se mêle de ce qui ne le regarde pas, les Etats-Unis étant à l'origine de cette crise et ne parvenant pas à s'en sortir, jusqu'à devenir incapable de maintenir son dispositif militaire sur les différents champs de bataille qu'ils ont initiés de l'Afghanistan à la Lybie, Geithner est venu voir où en était les avancées du dispositif européen qui permettrait d'apporter une bouffée d'oxygène à son pays, dispositif que l'impérialisme américain a lui-même concocté et que ses représentants au sein des différents gouvernements et de l'UE sont censés exécuter à la lettre, sauf que voilà il semblerait poser quelques problèmes, on pourrait ajouter d'où l'empressement dans la foulée de nommer à la direction de la BCE, des Etats grec et italien des hommes de Goldman Sachs pour donner un coup d'accélérateur à leur entreprise de destruction social généralisée.

La déclaration de Giscard ne fait que confirmer les tensions qui s'exercent au plus haut niveau des Etats, ainsi que les tensions entre Etats, où chacun tente de se justifier comme il peut, en faisant porter la responsabilité de la situation sur les autres.

Qui gouverne les Etats-Unis ? Obama ? Non.

Timothy F. Geithner, Secrétaire américain au Trésor : « *Si rien n'est fait rapidement, l'Europe sera confrontée à des défauts de paiement en cascade, des paniques bancaires avec des risques catastrophiques* ».

Lors de la dernière réunion du Conseil informel des affaires économiques et financières de l'Eurogroupe (ECOFIN) à Wrocław, en Pologne, les ministres des Finances furent surpris par la réaction de Timothy F. Geithner. Au cours de cette réunion, organisée sur le thème de la montée de la crise de l'endettement européen, le Secrétaire américain au Trésor s'est emporté et a réprimandé les Européens de ne pas fournir de nouveaux renflouements à la Grèce. Face à cette attitude, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a rappelé que la situation économique et financière de nombreux pays, dont celle des Etats-Unis, était bien plus critique que celle des 17 pays de l'Eurozone. Aussi a-t-il demandé si telle était la position du

président Obama à l'égard de l'Europe. Timothy F. Geithner a alors surpris l'auditoire en affirmant, sous la colère : « *Obama n'est pas le responsable, c'est moi* ». Cela explique sans doute sa présence en Pologne puisqu'il n'y était pas invité. Il a donc été imposé !

Cette déclaration choquante de Timothy F. Geithner, affirmant qu'Obama ne dirigeait pas le pays, vient après d'autres allégations selon lesquelles Geithner aurait délibérément ignoré l'ordre reçu d'Obama de préparer un plan pour réduire progressivement la taille de Citigroup Inc. (naguère la plus grande banque au monde), dans le but de sauver l'économie américaine. Selon The San Francisco Chronicle, en 2009, Timothy F. Geithner a ignoré l'ordre du Président Obama de dissoudre Citigroup, basé à New York, plusieurs mois après que la banque ait reçu un renflouement de plusieurs milliards de dollars d'argent des contribuables. Timothy F. Geithner est manifestement protégé par l'establishment de Wall Street, qui pilote les dégradations des notes des dettes des pays européens, ainsi que celles de leurs banques ! Récemment, on a appris du New York Times Magazine que Geithner avait constitué une troïka composée du directeur du Conseil National Economique de la Maison Blanche, Larry Summers, et du responsable des opérations bancaires de Goldman Sachs, pour détourner de très grosses sommes d'argent du système économique. C'est en partie à cause de l'attitude de cette troïka que des dizaines de millions d'Américains furent privés de leurs maisons, que d'autres dizaines ont perdu leur travail, et que le niveau de pauvreté est monté à un niveau que l'on n'avait pas vu depuis les jours de la Grande Dépression des années trente.

Timothy F. Geithner est arrivé le 6 décembre 2011 en Europe pour une visite de trois jours. Il devait se rendre en Allemagne, en France et en Italie. Lors de son arrêt à Berlin, il a dit : « *Je suis ici pour souligner à quel point il est important pour l'économie américaine et l'économie mondiale que l'Allemagne et la France réussissent à construire une Europe plus forte* ». Mensonge ! On sait que la faction représentée par ce personnage vise l'effondrement de l'Europe de l'Ouest. Le même agent de Wall Street a affirmé que ses amis allaient « *continuer à soutenir un rôle constructif* » du FMI dans la gestion de la crise.

Timothy F. Geithner a aussi appelé à « *des réformes pour créer l'architecture de l'union budgétaire pour rendre l'union monétaire plus viable à long terme* ». « *La Banque centrale européenne joue un rôle central dans cette crise. Elle va à l'évidence continuer à le faire* », a déclaré le secrétaire américain au Trésor, qui a rencontré le président de la BCE, Mario Draghi... une vieille connaissance. (liesidotorg.wordpress.com 10.12)

Une "**fraise**" qui vaut bien un "**fromage**"

Commentaire d'un internaute sur à un article du Figaro sur Montebourg(eois) :

- "*L'ancien Premier ministre considère que le Député de Corrèze (Hollande -ndlr) l'a piégé en 2005, lors de la bataille du traité constitutionnel européen. Pour régler ses comptes, il soutient aujourd'hui Aubry avec la ferveur d'un nouveau converti ! Aubry et Fabius font désormais la paire. Il le faut bien pour oublier un destin brisé. Le pacte de Marrakech liait Aubry, Fabius, et Strauss-Kahn, pour le meilleur comme pour le pire. Il se prolonge ... non plus pour DSK mais contre Hollande !*

Rien de tel qu'un ennemi commun pour sceller une amitié.

A l'instar d'Aubry, Fabius déteste le président du conseil général de Corrèze..."une fraise des bois peut-elle cacher un éléphant ?" A-t-il lancé un jour pour railler son absence de poids politique. Il lui reproche d'avoir torpillé sa candidature à la présidentielle de 2007. Il veut lui rendre la pareille en 2012. " Franchement, vous imaginez Hollande président de la République ? On rêve !" a lâché Fabius en avril dernier. Alors "vas-y Martine". (lefigaro.fr 11.12)

Déjà ? Un précédent qui nous ramène 22 ans en arrière.

Manuel Noriega, l'ancien dictateur qui dirigea le Panama d'une main de fer entre 1968 et 1989, a quitté la prison parisienne de la Santé, dimanche 11 décembre, pour être transféré dans son pays.

Il a été détenu depuis 1990 dans des prisons américaines et françaises pour trafic de drogue et blanchiment d'argent.

Désormais âgé de 77 ans, le dictateur fut renversé en 1989 dans l'invasion du Panama par l'armée américaine. Ex-informateur de la CIA, il s'était peu à peu aliéné les Etats-Unis à mesure qu'il nouait des relations avec un cartel de trafic de cocaïne en Colombie. (lemonde.fr 11.12)

Donc l'impérialisme américain n'en était pas à son premier coup d'essai en éliminant Saddam Hussein puis Kadhafi, on pourrait aussi citer les chefs d'Etats qui ont été assassinés avec le concours ou le soutien de la CIA ou des opposants en passe de détrôner le dictateur au pouvoir au cours d'élections qui connaîtront le même sort.

La comparaison s'arrête là, car Noriega n'a jamais manifesté son opposition en vers les Etats-Unis, ce qui lui vaut d'être toujours en vie d'ailleurs. C'est comme reconnaître qu'il est un des leurs, constat que ne relèvera aucun journaliste aux ordres en France, évidemment.

Rétablissons les faits, la vérité. Noriega a commis l'erreur fatale de nouer des relations avec "un cartel de trafic de cocaïne en Colombie" concurrent de celui ou ceux qui sont sous le protectorat de la CIA, il a voulu la jouer perso, en prenant ses distances ou son indépendance vis-à-vis de ses mentors et se réserver une part du gâteau plus importante, ils ne l'ont pas supporté et ils ont décidé de l'éliminer, that's all. Rien de glorieux dans tout cela.

L'actualité en titres et petites phrases

Ils en causent. Inimaginable il y a encore quelques mois.

- Sortir de l'euro, une option très coûteuse - 20minutes.f
- Quand des économistes imaginent une sortie de l'euro - Atlantico.fr
- Le ver était dans le fruit - Liberation.fr

La réaction se mobilise

- 2.000 catholiques manifestent à Paris contre «Golgota Picnic» - Liberation.fr
- Marche blanche pour le policier tué à Vitrolles - L'Express.fr

Doit-on lui laisser ce privilège ?

- Marine Le Pen appelle la «majorité silencieuse» à la révolution - 20minutes.fr

Bendit et bankster, le même monde.

Question du Point à Cohn-Bendit : qu'est-ce que la dignité ?

Réponse : Moi, je ne la définis pas

Q : Faut-il donner à espérer ?

R : L'important, c'est de s'en tenir à un discours rationnel. Le problème, c'est que la croyance en une existence divine permet de s'extirper de la réalité, de rêver et donc aussi d'espérer. Le communisme donnait autrefois de l'espoir, et lui aussi faisait rêver... Ce n'est plus une solution.

Q : Mais peut-on vraiment donner de l'espérance sans faire rêver ?

R : Je dis qu'aujourd'hui, en politique, il faut tenir un discours rationnel qui permette aux gens de mieux comprendre la complexité des enjeux de notre monde. C'est par la compréhension qu'ils peuvent espérer autre chose que ce qu'ils vivent aujourd'hui. (lepoint.fr 11.12)

Il est incapable de définir la dignité... Normal, c'est ce qui lui a toujours fait défaut !

En plaçant le communisme sur le même pied que "*la croyance en une existence divine*", il démontre ainsi d'où lui vient son inspiration réactionnaire, ce qu'il entend par "*tenir un discours rationnel*".

Parole d'internaute

- "*L'humanité est elle compétitive ? La régression sociale rend compétitif, la compétitivité c'est le progrès, donc la régression c'est le progrès. Vivre plus mal que le pays voisin c'est lui piquer des emplois et vivre mieux : vivre mal c'est vivre mieux. La paupérisation, but ultime et modèle indépassable.*"

Le syllogisme vaut mieux parfois que de longs discours, quand il ne sert pas à manipuler les militants...

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de Durban

Les délégués de 194 nations participant à la conférence de l'ONU sur le climat se sont entendus dans la nuit de samedi à dimanche pour commencer l'an prochain des négociations sur un nouveau traité contraignant légalement les pays à mettre en oeuvre de nouveaux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce nouveau protocole destiné à succéder à celui de Kyoto entrerait en vigueur au plus tard en 2020.

L'accord de Durban n'oblige pas explicitement les pays à respecter leurs objectifs, même si la plupart des pays émergents se sont engagés volontairement à limiter la croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). (AP 11.12)

Ils sont d'accord au moins sur une chose : se revoir l'année prochaine pour en rediscuter et ainsi de suite !

Peu importe, les dirigeants du vieux monde se sont congratulés à l'issue de ce sommet qui pour eux a été un succès !

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué "une avancée importante dans notre travail sur le changement climatique", la ministre française de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a participé aux négociations, a reconnu que l'accord conclu dimanche n'était "pas idéal", mais estimé que l'objectif d'avoir "une suite au protocole de Kyoto" avait été atteint. Le ministre de la guerre Alain Juppé n'a pas été en reste et s'est félicité pour sa part d'un "succès garantissant l'avenir du protocole de Kyoto". "La Plateforme de Durban", a expliqué le Quai d'Orsay, "lance un processus" pour développer un nouveau traité, quelles coïncidences, comme le XVIe sommet de l'UE sur la crise, youpi !

2- France

2.1- L'art de brasser large ou la pratique de la brasse coulée.

Dominique de Villepin a annoncé dimanche soir sa candidature à l'élection présidentielle française de 2012, une candidature de "*gaulliste indépendant*".

Désormais, la dispersion menace à droite avec, outre celle de Dominique de Villepin, les candidatures de François Bayrou, Hervé Morin, Christine Boutin et Nicolas Dupont-Aignan.

A l'UMP, on oscillait dimanche soir entre surprise et philosophie en estimant que cette candidature de "*témoignage*" pourrait ne pas aller à son terme.

"*Tout n'est pas fermé, notre main est toujours tendue*", a déclaré la députée Valérie Rosso-Debord, déléguée générale adjointe de l'UMP, sur i-télé. (On sait ce que c'est, cela commence par la main et cela finit par le bras ! - note du site)

Moins diplomate, le secrétaire d'Etat UMP au Logement, Benoist Apparu écrit sur son compte Twitter : "*Villepin candidat à la présidentielle ! A quoi ça sert ? Surprenante posture du sauveur !*". (Dommage que le ridicule ne tue pas : Celle là même de Sarkozy depuis 2007 ! - note du site)

Le député UMP Lionel Tardy s'interrogeait pour sa part sur la capacité du candidat, qui compte peu de soutiens et de relais politiques, à réunir les 500 parrainages nécessaires et à mettre en place un budget de campagne.

Le sénateur socialiste André Vallini s'est dit surpris par la nouvelle qu'il juge "*mauvaise*" pour Nicolas Sarkozy.

Dans un sondage LH2 pour Yahoo diffusé dimanche, Dominique de Villepin est crédité d'un pour cent des intentions de vote, alors qu'il avait atteint entre 6% et 9% à l'été.

Refusant un positionnement partisan, il a appelé au rassemblement face à la crise, ce que certains à l'UMP interprètent comme une candidature de complément à Nicolas Sarkozy, utile au premier tour.

"*Ce que je veux, c'est rassembler tous les Français, ceux de gauche, ceux de droite, ceux du centre et c'est l'idéal gaulliste qui est le mien*".

"*Le rendez-vous de 2012 sera le rendez-vous de la vérité, du courage et de la volonté. Vous verrez que dans cette campagne de 2012, il y aura des surprises, beaucoup de surprises*", a prédit Dominique de Villepin. (Reuters 11.12)

2.2- Juré, craché. Inutile, non merci sans façon, nous nous sommes déjà servis !

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a assuré dimanche que *"l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises"* estimant qu'elles pourraient faire face seules à leurs besoins de financement.

"Aujourd'hui, nous pensons que le besoin de financement des banques n'est pas si élevé qu'elles ne puissent y faire face seules", a déclaré la ministre lors du "Grand rendez-vous" Europe1, i>TELE, Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Les (banques) françaises peuvent se recapitaliser à hauteur de sept milliards d'euros à peu près, avec leurs propres fonds, leurs propres bénéfices, l'Etat ne mettra pas d'argent dans les banques françaises", a-t-elle poursuivi, voyant là "une très bonne nouvelle". (liberation.fr 11.12)

Un grossier mensonge : Par le biais du service annuel de la dette de l'Etat avoisinant les 49 milliards d'euro, l'Etat engraisse les banquiers français, autrement dit par le biais des mécanismes financiers européens, chaque fois que l'Etat emprunte de l'argent (obligations), comme il doit s'adresser aux marchés, ce sont les banques qui sont les principaux bénéficiaires de ces opérations puisqu'elles prêtent à l'Etat à des taux d'intérêts supérieurs à ceux que leur octroie la BCE via la Banque de France.

En conclusion : l'Etat n'a pas besoin de *"mettre"* de l'argent dans les banques puisque ces dernières se servent directement dans les caisses de l'Etat !

3- Tunisie

Au terme de débats contradictoires, parfois houleux, l'assemblée constituante tunisienne a adopté dans la nuit de samedi à dimanche un projet de loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics, une mini-Constitution qui accorde de larges pouvoirs au prochain chef du gouvernement.

Ce poste devrait revenir à Hamadi Jebali, secrétaire général du mouvement islamiste Ennahdha, grand vainqueur des élections d'octobre dernier qui dispose de 89 des 217 sièges que compte l'assemblée.

"C'est la présidence du gouvernement et non pas la présidence de la République qui sera le centre du pouvoir exécutif", a martelé le président de la commission qui a élaboré le texte, Habib Khedher (Ennahdha).

Lors des travaux retransmis en direct par la télévision nationale, de profondes divergences ont éclaté entre les trois partis de l'alliance majoritaire et ceux de l'opposition sur plusieurs points du texte constitué de 26 articles.

Forte d'une majorité confortable, la *"troïka"* a réussi, à chaque blocage, à faire passer "démocratiquement" ses choix par le recours systématique au vote boycotté par l'opposition et des élus indépendants dans les articles contestés.

Principal sujet de controverse: les larges compétences attribuées au chef du gouvernement malgré quelques amendements *"concedés"* par la majorité.

"Dans l'ancien régime, tous les pouvoirs étaient détenus par le président déchu, aujourd'hui on veut les laisser aux mains du Premier ministre", a dénoncé le dirigeant du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition) Néjib Chebbi qui appréhende *"une nouvelle dictature"*.

En dépit des tiraillements entre la majorité et l'opposition et de la grande tension qui a par moments marqué les débats, les élus sont néanmoins parvenus à des compromis, notamment sur les modalités de vote des articles de la future Constitution et de la motion de censure.

Prévue initialement pour un an, la durée du mandat de la Constituante n'a pas toutefois été mentionnée dans le texte.

L'adoption du document a été facilitée par la domination de l'assemblée par une alliance entre le parti islamiste, le Congrès pour la République (CPR/29 sièges) et le parti Ettakatol ou Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL/21 sièges).

Elle ouvre la voie à l'élection d'un président de la République prévue pour lundi après-midi. Elle aura lieu au vote secret et à la majorité absolue (50% +1).

Outre l'élaboration d'une nouvelle loi fondamentale, mission essentielle confiée à la Constituante, le projet de loi vise à mettre en place les institutions étatiques devant diriger le pays en prévision d'élections présidentielle, législatives et municipales à venir.

Selon les dispositions de la mini-Constitution qui exclut les candidatures de binationaux, le président devra être de nationalité *"exclusivement"* tunisienne, musulman, de père et de mère tunisiens et âgé de 35 ans au minimum.

Il lui revient de tracer la politique étrangère du pays en concertation avec le chef du gouvernement. Tout en assumant la charge de chef suprême des forces armées, il ne peut nommer ou révoquer les officiers supérieurs qu'en concertation aussi avec le chef du gouvernement. (AP 11.12)

Un zeste de IVe République, un zeste de Ve République, le tout à la sauce bonapartiste : vive l'Assemblée constituante !

4- Russie

Le président russe Dmitri Medvedev a ordonné dimanche l'ouverture d'une enquête sur les allégations de fraudes commises lors des élections législatives du 4 décembre remportées par le parti au pouvoir, Russie unie. (Reuters 11.12)

Il n'y a pas de fumée sans feu !

[Haut de page ↗](#)

Le 13 décembre

CAUSERIE

Libye. Non nous ne nous sommes pas fourvoyés en refusant de nous ranger au garde-à-vous derrière un principe. La preuve.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque, pour exprimer leur frustration à l'égard du nouveau pouvoir libyen qui a succédé au régime de Mouammar Kadhafi.

Lors de ce rassemblement -le plus important depuis le soulèvement armé contre le Guide déclenché en mars dans cette ville de l'Est- entre 20.000 et 30.000 Libyens se sont rassemblés sur la place Chajara, au coeur de la cité portuaire.

D'après un témoin, la foule a scandé "La révolution a démarré à Benghazi !" et exigé des changements au sein du Conseil national de transition (CNT, au pouvoir) ainsi que le départ du gouvernement de tous les anciens kadhafistes. (Reuters 12.12)

Vous vous souvenez de la position risquée et plutôt inconfortable que j'avais adoptée sur la Libye : ni soutien à Kadhafi ni soutien au CNT ni soutien ou condamnation du bombardement de l'armée de Kadhafi, soutien inconditionnel au soulèvement du peuple libyen pour se libérer du tyran et que vive la lutte des classes en Libye baillonnée pendant 40 ans de dictature.

Il fallait de l'audace, disons-le, un peu de courage pour tenir une telle position et prendre le risque d'être incompris de la plupart des militants et me les mettre à dos, être accusé de soutenir la coalition militaire impérialiste. J'ai essayé d'avoir une vision qui allait au-delà de la chute de Kadhafi, en tablant sur le fait qu'elle libèrerait la parole et la volonté du prolétariat libyen si longtemps muselées, qui s'exprimerait sur le terrain de la lutte des classes en revendiquant de nouveaux droits sociaux et politiques, nous y sommes.

Ceux qui sans se donner la peine de réfléchir un instant se sont rangés derrière le principe que je revendique également du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destin, le droit à l'auto-détermination, ou encore en cas d'agression par un pays dominant la défense du pays dominé pour faire bref, ces dirigeants ont adopté cette position erronée en l'occurrence car si elle s'était traduite sur le champ de bataille, Kadhafi serait toujours au pouvoir, révélant au passage que leur conception de la lutte des classes privilégiait les rapports entre Etats ou institutions au détriment des rapports entre les classes.

Il y a quelques mois, j'en étais arrivé à la conclusion que ces fins stratégiques armées de pied en cap de principes, avaient négligé ou oublié un facteur apparemment insignifiant à leurs yeux : le prolétariat libyen et ses revendications sociales et politiques. Il se rappelle aujourd'hui à leur bon souvenir, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là.

A force de se livrer à de misérables manoeuvres d'appareil pendant des décennies et des décennies, on finit forcément par tout confondre et ne plus comprendre grand chose, entre la réalité, les principes, la théorie, les tâches politiques du moment, le parti qu'il faut construire, les objectifs qu'on peut raisonnablement se fixer, les rapports qu'on doit avoir envers les institutions, les autres partis, les syndicats, les masses et j'en passe...

Mélenchonade

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce lundi l'utilisation du vocabulaire de la gauche par Marine Le Pen.

"La voilà qui parle de 'révolution'. Oui mais attention! On devine qu'il ne s'agit pas de 'révolution citoyenne' ni de révolution socialiste, bien sûr. Il s'agit de 'révolution nationale', a-t-il dit, y voyant une "reprise du label du régime du maréchal Pétain".

"Cette nouvelle assignation injurieuse du peuple est une sorte de resucée de la vieille antienne 'plutôt Hitler que le Front populaire", "plutôt le Front national que le Front de gauche", écrit Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 12.12)

Parce que dans la "révolution citoyenne" ou par "les urnes" il faudrait y voir la révolution socialiste ? Quant au programme du Front de gauche, il a le même contenu (a minima !) que le Front populaire qui a ouvert la voie à Daladier, puis au Front national dans sa version pétainiste (ou pétainiste) en France, franquiste en Espagne...

A moins que le Front de gauche ne soit qu'un masque trompeur et que les staliniens et néo staliniens qui y participent militent dur comme fer pour la révolution socialiste, d'ailleurs même que c'était pour mener ce combat que Mélenchon le trotskiste avait rejoint autrefois le PS... Si, si, vous n'êtes pas convaincus, nous non plus d'ailleurs et ce philistin non plus, car cela fait belle lurette qu'il a abandonné ce combat pour se consacrer à la préservation du régime capitaliste... qui lui rend bien, puisqu'il en vit grâcement depuis des décennies.

Un autre article de *Libération* titrait : *Pour Mélenchon, Le Pen «pille» le vocabulaire du Front de gauche*. Le Front de gauche a bien pillé celui du socialisme... sans pour combattre pour le socialisme !

Baromètre Ipsos-UMP-Medef

Le chef de l'Etat perd un point dans le baromètre Ipsos pour Le Point, mais progresse dans l'électorat de droite et frontiste.

"La dynamique positive de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy, mesurée depuis plusieurs mois, est aujourd'hui stoppée", écrit l'institut. (lexpress.fr 12.12)

Ils doivent se torturer la tête pour trouver le moyen de faire remonter coûte que coûte sa popularité, en vain, je vous fais grâce de la suite de cet article c'est délirant.

La stratégie de l'UMP consiste à mettre en avant des questions qui inspirent la crainte parmi la population, ainsi que des questions qui la divisent, pour affaiblir ses résistances et récolter leur voix en désespoir de cause en comptant sur les médias et les instituts de sondage pour y parvenir.

L'actualité en titre

Sarkonapoléon ridiculisé

- Crise de l'euro - L'accord de Bruxelles crée les conditions d'une "sortie de crise", selon Sarkozy - LePoint.fr

... et quelques heures plus tard :

- Sommet de l'UE - Après l'accord, le cauchemar continue - LePoint.fr -

Je n'ai pas la chance insigne que vous avez de voir à la télé tous les jours ou presque l'épileptique du Palais, mais à mon avis son état de délabrement psychosomatique devrait s'aggraver et cela devrait se voir dans son comportement. En l'observant avant-hier, il me donna l'impression de descendre de cheval et de clopiner plus que d'habitude, à la façon du cow-boy R. Reagan, un de ses modèles (avec G. Bush)... culturel !

Un monopole d'Etat qui n'a pas de prix.

- Rafale : «Pas de cadeau fait par l'État à Dassault Aviation» - LeFigaro.fr

Ben voyons, l'Etat français est le seul client de ce zinc ! D'ailleurs Dassault envisage d'en arrêter la production, j'ai lu cela dans un autre article la semaine dernière.

D'un mur à l'autre

- Israël veut ériger un mur contre les clandestins africains - Slate.fr

Parole d'internaute

(Réaction au rapport de l'OCDE sur l'augmentation des troubles mentaux chez les employés.)

- *"Faut pas s'étonné d'en arrivé là plus d'augmentations à cause de la concurrence déloyale, vous savez moi j'ai 30 ans et en l'espace de 10 ans on m'a dégouté de mon métier car au jour d'aujourd'hui on nous prend pour des cons partout où l'on va pour bosser un peu comme l'UMP ou le PS. Les gens en ont marre, moi je ne suis plus du tous intéressé par mon travail. Avant quand tu travaillais tu avais une carotte au bout si tu travaillais bien. Alors arrêter de dire que les gens sont fainéant le monde a bien changé."* (20minutes.fr 12.12)

Vous avez cru, les générations qui vous ont précédé ont cru, des charlatans ou manipulateurs leur ont fait croire que leur condition s'améliorerait sans fin, bref, l'air de rien que le capitalisme réaliserait le socialisme ou la République sociale, qu'il y aurait toujours du *"grain à moudre"*... Il y en a qui ont bâti ou entretenu leur fonds de commerce sur cette chimère, c'était plus facile de flatter votre ignorance que de l'affronter, au moins les résultats obtenus permettaient de croire que le mouvement ouvrier progressait, tout le monde était satisfait, la méthode objectif/résultat portait ses fruits sans qu'on se donne la peine d'analyser son contenu, ainsi au lieu de réduire l'ignorance, elle se diluait à l'intérieur des partis jusqu'à les corrompre ou les dénaturer pour finalement faire peau neuve comme pour faire oublier leur passé...

Ah la carotte, si je peux me permettre, vous savez où vous pouvez vous la mettre maintenant, il ne reste plus que le bâton, pas la trique, la matraque !

Là je m'adresse aux militants. Soit le combat syndical ou politique est vécu comme une abstraction, une fin en soi, auquel cas on aura milité toute notre vie pour rien, en pure perte, je conçois que ce soit difficile à admettre n'est-ce pas, mais quand on voit le résultat à l'arrivée on est bien obligé de l'admettre, et je ne parle même pas des travailleurs qui pendant ce temps-là en guise de *"grain à moudre"* bequetaient des cailloux, soit il est vécu comme un moment d'un processus dialectique au bout duquel on poursuit un autre objectif qu'un objectif immédiat, processus qui pour devenir conscient nécessite de passer du particulier au général, sans conscience du but final, sans que chaque bataille soit reliée à cet objectif, cette prise de conscience s'avère impossible, cet objectif présenté à son tour comme une abstraction ou détaché de la réalité, du combat pour défendre nos droits et acquis, est incompréhensif, insaisissable par les travailleurs.

On ne milite pas pour apaiser la souffrance des travailleurs comme le font les curés ou pour se faire plaisir, on milite pour renverser l'ordre établi et changer la société, dire qu'on a tendance à l'oublier (inconsciemment) est un euphémisme malheureusement, ce n'est pas nouveau.

Quand on milite dans un parti, on a l'impression de refaire le monde tous les matins en se levant, c'est naïf, on nous encourage à le croire, on profite de notre crédulité ou de notre ignorance, et le jour où enfin on parvient à ouvrir les yeux, de gré mais le plus souvent de force, on s'aperçoit que le monde est encore pire que ce qu'on pensait et que tout ce pour quoi on s'est battu s'est volatilisé, mais il y a pire encore, sans que forcément le voile de nos propres illusions ne se soit envolé à son tour.

Nos certitudes reposaient sur des fondations trop fragiles ou pas suffisamment étayées au point de devoir s'appuyer sur un fâcheux malentendu (le mouvement spontané des masses) qui a enflé comme un soufflé avant de s'effondrer sur lui-même. J'ai parlé de certitudes pas de convictions, je ne mets pas en doute la sincérité des militants ou des travailleurs qui entendent participer à notre combat.

Un dernier mot à propos du site.

J'ai constaté que le moteur de recherche de Google reproduit la première ligne qui figure dans la rubrique "causerie", du coup pour donner envie aux internautes de se connecter au site, je ne peux plus écrire n'importe quoi au début de ma causerie qui s'apparente d'ailleurs davantage à une chronique politique.

Sans le vouloir, parce que l'adresse du site luttedeclasse.org est semblable à une publication de Lutte ouvrière, le site figure à la première place de la première page devant le portail de LO. Si j'avais créé une autre adresse en reprenant celle du POI ou du NPA en ajoutant un chiffre à la fin par exemple, peut-être que cela donnerait le même résultat, mais bon, je ne vois pas à quoi cela nous avancerait franchement, ce n'est jamais par plaisir ou pour me défouler que je polémique avec le POI, davantage avec le NPA, et encore c'est plutôt une contrainte ou une punition, comme avec LO où l'on perd plus de temps qu'autre chose.

J'ai répondu hier soir au courriel du camarade du POI. On reviendra plus tard sur la question économique que nous avons abordée ou plutôt effleurée prudemment, très modestement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Alliance des civilisations à Doha... ou la "**fraternité universelle**" placée sous le signe de la charia.

Doha, nouveau centre du monde ? La capitale qatarienne a accueilli pas moins de trois réunions internationales en moins de huit jours - quatre, si le rendez-vous de la délégation ministérielle arabe sur la Syrie n'avait pas été annulé. Après les Jeux arabes, le congrès mondial du pétrole, c'est donc le sommet onusien de l'Alliance des civilisations, le quatrième depuis 2005, qui s'est tenu dimanche et lundi au Qatar, en présence de Ban Ki-moon et de la femme de l'émir, Sheikha Mozah bint Nasser.

Pour dissenter sur le devenir des nations, mais surtout sur les conséquences des révolutions arabes, thème qui occupa l'essentiel des échanges, plusieurs politiques de haut rang ont fait le déplacement, tels les présidents allemand et autrichien et l'ancien président du Portugal Jorge Sampaio. De multiples tables rondes, dédiées à l'immigration, à la communication, aux minorités ou encore aux religions, ont été organisées durant les deux jours de ce sommet. Politiques, intellectuels, avocats, militants pour les droits de l'homme, étudiants de nombreux pays, dont Israël, jeunes filles voilées ou non, ont pu partager leurs points de vue sur l'état du monde. Au cours de la cérémonie d'ouverture, chacun des principaux orateurs a souligné la nécessité de dialoguer et de s'ouvrir aux autres afin de contrer le nationalisme et la xénophobie, terreau des guerres. Bref, ambiance consensuelle des grands rendez-vous diplomatiques, avant que...

Absent en raison d'une récente opération à l'intestin, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a délivré un message vidéo à l'intention des 2 500 personnes installées dans l'auditorium du Centre international de Doha. Et quel message ! Le visage marqué par la fatigue, assis devant un drapeau turc, Erdogan a condamné les États-Unis pour ne pas avoir soutenu l'entrée de la Palestine à l'Unesco et reproché à Israël le recours à la force contre les civils. "*Tant que le terrorisme d'État se poursuit au Moyen-Orient et que les moyens de parvenir à la réconciliation sont entravés, que des enfants innocents sont bombardés et que des personnes innocentes sont emprisonnées, nous ne pourrons pas voir la paix régner dans le monde*", a-t-il déclaré. Des propos longuement applaudis par l'auditoire, essentiellement jeune, tandis que les officiels semblaient pour le moins gênés...

Sans doute par crainte de créer un incident diplomatique avec les États-Unis et Israël, la femme de l'émir du Qatar, qui devait - selon nos informations - annoncer la prise en charge par son pays de la contribution américaine de 60 millions d'euros à l'Unesco, suspendue depuis l'adhésion de la Palestine, a renoncé à sa prise de parole. Quelques minutes plus tard, c'était au tour du président allemand, Christian Wulff, de prononcer un discours détonnant, d'aucuns diront courageux. Durant trois bonnes minutes, l'homme, issu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), a plaidé en faveur de la réciprocité en termes de liberté religieuse pour les minorités. "*En Allemagne, nous assurons aux musulmans la liberté de croyance et d'opinion. Il faut que les choses soient identiques dans les pays musulmans s'agissant des autres confessions*", a-t-il demandé. Pas une seule réaction d'adhésion, ni même de rejet, dans la salle... (lepoint.fr 12.12)

2- Grèce

La Grèce va encore réduire les dépenses publiques mais n'augmentera pas les impôts, a déclaré lundi le ministre des Finances Evangelos Venizelos à l'issue d'une rencontre avec les représentants des bailleurs de fonds internationaux d'Athènes.

"*La question n'est pas de savoir si nous pouvons ou non décréter de nouveaux impôts, nous ne pouvons pas*", a fait valoir le ministre après son entretien avec les délégués de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

La question, a-t-il ajouté, est de savoir "*si nous devons encore réduire les dépenses, et nous devons le faire. Il y a encore beaucoup à faire*". Selon M. Venizelos, les discussions avec les bailleurs de fonds sont à un stade "*critique*". (AP 12.12)

3- Arabie Saoudite. Un régime barbare

Elle était condamnée pour sorcellerie. Une Saoudienne a été condamnée à mort et décapitée aujourd'hui, a annoncé le ministère saoudien de l'Intérieur dans un communiqué, cité par l'agence officielle Spa. Selon le ministère, Amina bent Abdelhalim Nassar a été exécutée dans la province nordique de Jawf. La sorcellerie est une pratique interdite en Islam, dont l'Arabie Saoudite applique une version rigoriste.

Depuis janvier dernier, cette décapitation porte au nombre de 73 le nombre d'exécutions dans le pays. (elle.fr 12.12)

Social

1- OCDE. Le comble du cynisme.

Un employé sur cinq dans les pays de l'OCDE souffre de problèmes psychologiques, ce qui affecte la productivité, dit l'Organisation pour la coopération et le développement économiques dans un rapport publié lundi. Parmi les pathologies fréquemment recensées, la dépression et l'anxiété. Malgré l'existence de soins, nombre d'entre eux peinent à s'en sortir.

Les personnes atteintes de problèmes psychologiques le sont la plupart du temps du fait de leur travail, et près de la moitié des demandes d'indemnisation pour incapacité sont liées à ces problèmes. Le rapport révèle que «30% à 50% des nouvelles demandes de pension d'invalidité dans les pays de l'OCDE sont désormais motivées par une mauvaise santé mentale».

Or, la mauvaise santé mentale des employés a un coût. Selon l'OCDE, il se situerait entre 3 et 4% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne.

Les gouvernements doivent trouver de nouveaux moyens de résoudre ce problème car les facteurs de ces maladies, comme le stress au travail, vont probablement se multiplier, ajoute l'OCDE. «L'insécurité croissante au travail et la pression sur le lieu de travail pourraient provoquer une augmentation des problèmes de santé mentale dans les années à venir», peut-on lire dans le rapport.

«La part de travailleurs exposés au stress lié au travail, ou au surmenage, a augmenté dans toute l'OCDE au cours de la décennie passée. Et, dans le climat économique actuel, de plus en plus de gens s'inquiètent pour leur poste.»

L'OCDE recommande d'améliorer les conditions de travail, de mettre en place une surveillance systématique des congés maladie, d'aider les employeurs à réduire les conflits au travail et d'éviter les licenciements provoqués par des problèmes psychologiques. (20minutes.fr 12.12)

Ne vous inquiétez pas le gouvernement et le patronat français se charge de la "surveillance systématique des congés maladie"...

2- France

2.1- Suppression de postes chez Areva

Le groupe nucléaire français Areva va réduire ses effectifs dans l'Hexagone via un gel des recrutements qui se traduirait par 1.000 à 1.200 départs naturels par an, malgré l'engagement donné à l'Etat de ne pas viser l'emploi en France, rapporte lundi La Tribune.

Si cette mesure était étendue sur l'ensemble de la période (d'ici 2016) visée par le «plan d'action stratégique» que le conseil de surveillance d'Areva doit adopter lundi, ce gel se traduirait par 5.000 à 6.000 suppressions d'emplois sur les 28.000 en France, rapporte La Tribune.

Après la révélation par l'AFP, le 21 novembre, d'un projet prévoyant 1.000 à 1.200 réductions d'effectifs dans les fonctions «support» en France, notamment via un plan de départ volontaire, le président du directoire d'Areva Luc Oursel avait été convoqué en urgence par ses ministres de tutelle, François Baroin et Eric Besson.

Oursel s'était engagé à ce qu'il n'y ait «aucune suppression de postes, aucun plan de départ volontaire et aucun impact sur les sites français», avait assuré Baroin à l'époque. (20minutes.fr 12.12)

2.2- L'enfer carcéral.

Selon une étude publiée mardi par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le taux de suicide en prison, près de 19 pour 10.000 personnes écrouées en moyenne en 2010 en France métropolitaine, a quintuplé depuis 1945, quand il était de 3,8.

Dans son bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH), l'InVS constate qu'à la fin des années 1940, le niveau de suicide était du même ordre, en prison, que celui observé chez les hommes âgés de 15 à 59 ans en population générale. "Depuis l'écart s'est creusé", souligne l'institut. "En 2008, la mortalité en prison était ainsi sept fois plus élevée qu'en population générale masculine, où le taux était estimé à 2,6 pour mille".

L'InVS a étudié les données sur trois ans et demi d'observation de séjours sous écrou provenant du fichier national des détenus de la direction de l'administration pénitentiaire (DAP). Il observe qu'à l'heure actuelle, près de la moitié des décès survenus dans les prisons françaises sont des suicides. (AP 12.12)

3- Italie

La semaine sera marquée par une série de grèves en Italie, les trois principaux syndicats du pays ayant mis de côté leurs désaccords pour affronter unis le plan d'austérité de 33 milliards d'euros présenté par le gouvernement de Mario Monti, qui

a cependant laissé la porte ouverte à des aménagements.

Après une réunion dimanche soir avec le président du Conseil, les dirigeants syndicaux ont confirmé les appels à la grève lancés la semaine dernière après l'annonce de ce plan de rigueur.

Ce lundi, un mouvement de grève de trois heures a concerné les ports, les autoroutes et les transports. Dans le secteur métallurgique, notamment chez le constructeur automobile Fiat, la grève a été de huit heures. Les ouvriers du livre s'étant joints au mouvement, il ne devrait pas y avoir de journaux dans les kiosques mardi.

Jeudi et vendredi, les transports publics seront en grève. Vendredi après-midi, ce sera le tour des banques. Les administrations, pour leur part, fermeront toute la journée lundi prochain.

Pour la première fois depuis six ans, les chefs des trois principaux syndicats seront ce lundi à la même tribune pour s'adresser aux grévistes réunis devant le Parlement à Rome.

Cette colère des syndicats n'aura pas de conséquences sur le soutien apporté par le Parti démocrate (PD, centre-gauche) au plan d'austérité, a dit son dirigeant Pier Luigi Bersani.

Dans une interview au Corriere della Sera, Bersani reconnaît partager certaines préoccupations des syndicats, notamment sur les hausses d'impôts et la baisse des retraites, mais souligne aussi la nécessité d'agir avec fermeté pour empêcher la ruine du pays.

"Nous serons responsables, notre soutien (au plan d'austérité) n'est pas en cause", a-t-il dit. "Ces décisions budgétaires sont un message envoyé à l'Europe."

Les syndicats italiens reconnaissent la nécessité de mesures parfois draconiennes pour redresser les finances publiques mais estiment que les efforts demandés ne sont pas également répartis.

Le programme prévoit notamment le rétablissement de la taxe foncière, qui devrait faire rentrer 10 milliards d'euros dans les caisses publiques avec, en outre, la création d'une nouvelle taxe sur les produits de luxe (yachts, jets privés, voitures haut de gamme).

Il envisage aussi, "seulement si c'est nécessaire", le relèvement de deux points de la TVA à compter de septembre 2012 (trois taux de TVA sont en vigueur en Italie, à 4%, 10% et 21% - on ignore si cette augmentation concernerait l'ensemble de ces trois taux).

L'âge légal du départ à la retraite sera progressivement relevé à 66 ans d'ici 2018. La revalorisation des pensions de retraite en fonction de l'inflation serait abandonnée pour les retraités touchant plus de 936 euros par mois. (Reuters 12.12)

4- Etats-Unis

En février, 17 membres militaires et vétérans ont porté plainte contre le Pentagone (via une class action) pour protester contre le «fléau» des violences sexuelles pratiquées dans l'armée américaine et ont particulièrement visé les anciens secrétaires d'Etat Robert Gates et Donald Rumsfeld pour avoir toléré, ignoré voire encouragé implicitement la poursuite de telles pratiques.

En 2007, le département de la Défense avait signalé 2.200 cas de viols dans l'armée; le nombre a augmenté à 3.158 en 2010 (soit un viol toutes les 3 heures) et une femme sur 3 a déclaré avoir expérimenté une forme de violence sexuelle, allant du harcèlement au viol. Ce nombre est deux fois supérieur à la moyenne de la population féminine civile américaine, chez qui on répertorie un traumatisme d'ordre sexuel pour une femme sur 6. (slate.fr 12.12)

Economie

Inde

La croissance de la production industrielle de l'Inde est devenue négative pour la première fois en plus de deux ans avec une contraction de 5,1 % en octobre sur un an, selon les chiffres publiés lundi 12 décembre, reflétant l'impact de la politique monétaire agressive du pays. En octobre l'an dernier, la production industrielle avait progressé de 11,3 % sur un an. En septembre, cet indicateur avait déjà marqué le pas, progressant de seulement 1,9 %, bien loin des attentes du marché, lequel tablait sur 3,7 %.

La production manufacturière, qui représente environ 75 % de cet indicateur, s'est contractée de 6 % sur un an. L'activité minière a chuté de 7,2 % tandis que la production de biens d'équipements a plongé de 25,5 %. Pour Siddhartha Sanyal, directeur et économiste en chef chez Barclays Capital à Bombay, ces chiffres ont pris les analystes par surprise. "Les chiffres actuels sont significativement plus faibles que nos attentes, a-t-il souligné auprès de l'AFP. Chaque sous-segment a baissé, ce qui aggrave la situation. A l'évidence, il y a une assez forte pression sur le secteur industriel."

Les résultats mensuels de cet indicateur risquent de doucher un peu plus les espoirs de voir des pays émergents tels que l'Inde soutenir la croissance mondiale au moment où l'Europe et les Etats-Unis sont à la peine. La Reserve Bank of India (RBI) a pratiqué treize relèvements des taux depuis mars 2010 pour tenter d'enrayer une inflation qui flirte avec les 10 %, gros point noir de la troisième puissance économique d'Asie. Elle doit tenir une réunion de politique monétaire vendredi, mais, selon toute vraisemblance, aucun nouveau relèvement des taux ne devrait être décidé.

Depuis des mois, le milieu des affaires met en garde la banque centrale contre sa politique, arguant que ce resserrement monétaire bride la croissance de l'Inde, dans un contexte d'incertitudes sur les perspectives de l'économie mondiale. Alors que l'Inde visait au début de l'année une croissance annuelle de 9 %, elle a ramené ses ambitions à un taux de 7,5 %. Ces prévisions s'avèrent toutefois plus optimistes que celles sur lesquelles tablent des économistes indépendants, qui anticipent plutôt un taux inférieur à 7 %. L'Inde avait enregistré une croissance de 8,5 % pour l'année 2010-2011. (lemonde.fr 12.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 décembre

CAUSERIE

A bâtons rompus.

On hésite à aborder des questions économiques parce qu'on ne les maîtrise pas forcément et qu'on n'ose pas l'avouer ou parce qu'elles sont sujettes à controverses. Quelques exemples.

Les prix.

Quelle base de calcul ? On nous dit que les prix ont certes augmenté depuis le passage à l'euro, mais pas tant que cela, pas davantage que les salaires, disons 2% en moyenne par an, soit sur 11 ans 22% pour simplifier (sinon sur une base 100 on arrive à 125 environ).

Si on prend un paquet de café X qui valait 1,5 euro en 2000 et qui en vaut 2,2 en 2011, il a augmenté de 32%, donc 11 points de plus que ce qu'on nous raconte. Oui, mais entre temps des magasins hard discount sont apparus qui proposent un paquet de café Z à 1,8 euro. Si maintenant vous additionnez les prix des café X et Z et que vous faites la moyenne vous trouverez 2 euros, soit par rapport à 1,5 euro 25% d'augmentation seulement.

Les produits X et Z sont bien tous les deux du café, le premier est de bonne qualité, alors que l'autre est de mauvaise café, peu importe, c'est toujours du café, la quantité est la même, partant de ce critère le prix du café a augmenté modérément conformément à ce qu'on nous a annoncé, à ceci près qu'en 2011 si vous considérez le critère qualité, pour 1,8 euros vous aurez le droit à un café dégueulasse, ce qu'ils ne précisent pas.

Le taux de profit.

Il y en a qui s'emploient à nous sortir le taux de profit dans tel ou tel pays, c'est bien, apparemment ils n'ont rien de plus utile à faire ou du temps à gaspiller, je ne sais pas comment ils font. Par contre personne ne sera foutu de nous sortir le taux de profit moyen à l'échelle mondiale, or dans l'économie mondialisée comme jamais auparavant, c'est seulement à cette échelle que cela pourrait être utile de le connaître.

Le taux de profit au niveau d'un secteur d'activité ou d'un pays ne présente aucun intérêt ou presque, quelle conclusion va-t-on en tirer, quelle correction faudra-t-il lui apporter en réintroduisant celui produit en amont ou en aval, faudrait-il encore que cette donnée soit accessible ou qu'on puisse la trouver quelque part, etc. Je n'invente rien, c'est Marx qui l'a dit pour ne pas s'éterniser inutilement sur ce sujet et s'en tenir à une tendance.

La productivité

Les uns nous disent que la productivité en France est trop faible, les autres nous disent que la France est quasi-championne du monde de la productivité, allez y comprendre quelque chose. En fait ils ne parlent pas tout à fait de la même chose, et il en va pratiquement ainsi dès qu'on aborde un facteur économique parce qu'il est impossible de l'isoler des autres facteurs ou de ne pas les considérer dans leurs rapports qui s'avèrent complexes, fluctuants, variables ou temporaire, etc. Passons.

"*La question du coût du travail n'est d'ailleurs plus au cœur de notre problème de compétitivité*" dit Alain Madelin dans un article publié sur le site de l'Institut Turgot intitulé "*Le programme de l'UMP : des propositions indigentes et affligeantes*". C'est par la qualité, la créativité, la qualification, l'innovation et l'investissement que l'on dope la compétitivité. atlantico.fr 13.12)

J'ai expliqué à ce camarade, qu'il y avait un lien entre l'augmentation de la productivité et l'apparition de ces magasins hard discount qui témoignent de l'appauvrissement des travailleurs, parce l'augmentation de la productivité ne se traduit pas par une augmentation équivalente de la force de travail, qui elle de ce fait tendra à diminuer, cela ne s'observera peut-être pas au niveau d'un secteur d'activité en particulier, dans l'aéronautique par exemple, où les salaires sont plus élevés, mais se répercutera sur l'ensemble des travailleurs, principalement ceux qui perçoivent les salaires les plus bas, qui stagneront ou baisseront encore, parce que la baisse du coût de la force de travail est à considérer sur l'ensemble des secteurs économiques de la société, et même au-delà si on prend en compte la concurrence qui existe entre les travailleurs du monde entier. Comme quoi, on ne peut pas répondre à une question qui paraît simple au premier abord, en deux minutes ou sur le coin d'une table.

La BCE

On sort un peu de notre sujet, c'est juste pour montrer à quel point on peut partir dans des discussions sans fin parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Si on s'en tient à ses statuts ou sa raison d'être, c'est le contrôle strict des prix et de l'inflation et rien d'autres, hormis la caisse des banquiers qu'elle alimente via la banque centrale nationale de chaque pays. Sauf qu'elle a déjà racheté plus de 200 milliards d'euros d'obligations (d'Etat) grecques, italiennes et espagnoles, peut-être irlandaises et portugaises je ne sais plus. Mais on nous a dit que ce n'était pas possible, oui mais c'était hier, aujourd'hui c'est différent et demain on ne sait pas de quoi il en retournera, par exemple en passant par le FMI. Et si vous avez pris le train en route et que vous avez raté un épisode, vous serez bon pour raconter n'importe quoi ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux.

(les banques centrales européennes vont prêter 200 milliards d'euros au FMI pour que l'institution puisse accorder les lignes de crédit aux états européens en ayant besoin. atlantico.fr 13.12)

Comme je l'ai dit au camarade du POI qui me questionnait sur la valeur, c'est bien de vouloir essayer de comprendre comment fonctionne le capital, je dirais à temps perdu, car franchement le reste du temps on a des questions théoriques ou politiques à régler qui sont d'une toute autre importance pour l'avenir du mouvement ouvrier. Quel travailleur lambda se pose des questions pointues sur l'économie ? Si ces questions viennent de militants, dites-vous bien qu'ils n'y comprennent pas grand chose de plus que vous ou encore moins, et que ces questions sont uniquement pour vous piéger ou vous embarrasser ou encore pour dévier la discussion de questions politiques qu'ils ne tiennent pas à aborder. Je ne dis pas cela pour ce militant du POI évidemment, puisque ma fonction est aussi d'aider les militants à aborder certaines questions délicates à traiter, je me fais un devoir de leur répondre.

Sans doute qu'il existe des militants très calés en économie qui seraient plus aptes que moi à répondre à ce genre de questions, personnellement je n'ai pas davantage de temps à y consacrer, et j'ai précisé à ce militant que depuis Marx et Engels, aucun marxiste, pas même Lénine ou Trotsky ne s'était aventuré à éplucher à nouveau le capital comme ils l'avaient fait. Il faut parfois se satisfaire temporairement de réponses approximatives ou incomplètes, puis persévérer pour trouver par la suite des réponses plus satisfaisantes.

Journée d'action syndicale de démobilisation et de démoralisation.

Dès la matinée, le leader de la CGT, Bernard Thibault, avait prédit une "*mobilisation moyenne*". "*Je ne regrette pas l'initiative d'aujourd'hui, on a eu raison d'être là, sinon on leur laisse un boulevard pour une remise en cause encore plus grande*", a-t-il lancé. Selon lui, "*les salariés sont fatigués de protester et de ne pas être entendus*". Mais le leader de la CGT n'entend pas baisser les bras : il va proposer de nouvelles mobilisations le jour du sommet sur l'emploi convoqué par Nicolas Sarkozy en janvier.

«*Ce gouvernement nous a imposé des réformes, n'a pas écouté le mouvement majoritaire sur les retraites, n'a pas tenu compte de l'avis des salariés qui pensent désormais que sur ces grands enjeux de société, on ne le fera pas bouger*», avance Nadine Prigent, secrétaire confédérale CGT, contactée par 20 Minutes.

Malgré le fort mécontentement qui est dans l'air actuellement, les syndicats évoquent ainsi une «*situation difficile*» sur le terrain et font un «*constat lucide*». «*Il y a beaucoup d'inquiétudes et d'attente sociale, les mesures d'austérité sont considérées comme injustes, mais on sent qu'il y a des difficultés à traduire cela dans des mobilisations interprofessionnelles*», ajoute Nadine Prigent.

Pour son homologue de la CFDT, François Chérèque, c'est le contexte "*compliqué de crise économique*" et "*la période électorale*" qui explique la faible mobilisation. "*Les salariés attendent plus de changement par le politique que par les mouvements sociaux*", selon lui.

Joint par 20 Minutes, Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT, évoque la période pré-électorale. «*Le message social est moins audible car trop politisé*», selon lui. En attendant, par cette journée d'action, que Jean-Louis Malys requalifie même de «*sensibilisation*», les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*».

Pour sa part, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, confirme à 20 Minutes qu'«*au niveau national, il y a eu toute une série de défaites assez cuisantes, c'est un élément qui pèse*» et que la période pré-électorale provoque un «*sentiment d'attente*».

Cependant, il ajoute d'autres éléments à charge contre les syndicats. Outre leur unité qui a du mal à perdurer, «leur choix de mobilisation se révèle inefficace et contre-productif», selon l'historien. «*Les syndicats ont mis de côté le principe de grève reconductible, campant sur les journées d'action ponctuelles qui ne font plus reculer le pouvoir politique et découragent au bout du compte*», explique-t-il.

Ecartant la «*fatalité*» qui toucherait les mouvements nationaux, Nadine Prigent s'appuie alors sur les «*luttés locales*» dans lesquelles est engagé son syndicat dans «*un certain nombre de secteurs*». Mais pour Stéphane Sirot, «*une organisation syndicale ne peut pas prendre la décision de se replier sur le local*.» Grève reconductible ou alternance au pouvoir

Pour l'historien, la grève reconductible est ainsi le seul moyen encore viable aujourd'hui pour établir un rapport de force avec le pouvoir politique, qui lui permette ainsi de faire des concessions. «*Mais les directions syndicales ont beaucoup de mal à s'engager dans cette démarche, ça leur fait peur*», indique-t-il.

Autre solution: une alternance politique à la tête de l'Etat qui offrirait une «*petite bouffée d'air*» et une «*survie à court terme*» pour les syndicats. Ils «*ont besoin d'une victoire politique pour montrer qu'elle est le résultat du mécontentement, car si la majorité actuelle est reconduite, la défaite de la réforme des retraites sera confirmée, ce serait un échec supplémentaire dont ils auraient du mal à se relever*», analyse Stéphane Sirot.

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU a quant à elle déclaré : "On est là pour dire : les plans d'austérité, ça suffit ; ce ne peut pas être que les salariés qui paient les efforts à faire face à la crise. Les solutions portent sur la nécessité de trouver de nouvelles recettes : il faut oser parler fiscalité, il faut oser parler de l'impôt."

Jean Grosset, pour l'UNSA, a, comme Bernard Thibault, évoqué le sommet social sur l'emploi voulu par le président Sarkozy, soulignant la nécessité pour l'intersyndicale de définir "des revendications communes". Au sujet de la journée de mobilisation, le représentant syndical a déclaré : "L'essentiel était de faire une journée de diffusion d'information auprès de milliers de salariés, d'indiquer notre désaccord et de rester mobilisés."

Au total, près de 200 défilés et rassemblements, accompagnés de grèves ponctuelles, étaient annoncés. Le point fort était un rassemblement sur le pont de la Concorde à Paris devant l'Assemblée nationale, où ont manifesté de 3 500 à 5 000 personnes. Les manifestants étaient au nombre de 1 000 à 2 000, selon les sources, à Bordeaux comme à Nantes, mais ils n'étaient que 150 à Lyon, 300 à Marseille et à peine plus du double à Toulouse.

A Paris, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, a participé au rassemblement "à l'appel des syndicats, comme devraient le faire tous les gens de gauche", a-t-il proclamé. François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a de son côté apporté son soutien à la mobilisation, accusant Nicolas Sarkozy d'être "le chantre de l'équilibre budgétaire et de la rigueur". (lemonde.fr et 20minutes.fr 13.12)

Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*», vous voulez ajouter quoi après cela ?

Leur vieux monde. Ne cherchez plus où ils ont la tête.

1- A pisser de rire !

Dans un article de *The Independent* daté du dimanche 11 décembre, on apprend que David Cameron a utilisé la technique de la «*vessie pleine*» pour mieux se concentrer et avoir l'esprit clair pendant l'exténuante séance de négociations à Bruxelles qui a duré pas moins de 9 heures. D'après le *Guardian*, le Premier ministre britannique s'est donc forcé de ne pas aller aux toilettes lors du dîner officiel le soir jusqu'au petit matin à la fin du sommet.

Le journal explique que ce n'est pas la première fois que David Cameron fait usage de cette technique. Il l'avait déjà fait lors d'un discours qu'il a prononcé sans aucune note à son arrivée à la tête du parti conservateur. C'est en regardant un documentaire sur Enoch Powell, homme politique du parti conservateur dans les années 1960, que le Premier ministre aurait entendu parler de cette méthode. Powell, surtout connu pour son célèbre discours contre l'immigration en 1968, aussi appelé «*Discours des fleuves de san*», disait à l'époque qu'il réussissait mieux ses interventions quand il avait la «*vessie pleine*» :

« Vous ne devez rien faire pour atténuer la tension avant de faire un grand discours. Si c'est possible, vous devez chercher à l'accroître. »

En tout cas, David Cameron ne semble pas avoir entendu parler de Peter Snyder et Myrjam Tuk, les deux lauréats en septembre dernier de l'Ig Nobel, qui récompense chaque année les découvertes scientifiques les plus insolites. Le neurologue Peter Snyder et ses collègues ont en effet découvert selon le site Smart Planet que les gens prennent de moins bonnes décisions quand ils ont trop envie d'uriner. Se retenir de faire pipi peut justement affecter nos décisions autant que d'être saoul ou ne pas avoir dormi depuis 24 heures:

« Quand les gens atteignent un point où ils ont tellement mal qu'ils ne peuvent plus le supporter, c'était comme s'ils étaient saouls. »

L'équipe de Snyder partage l'Ig Nobel avec Mirjam Tuk, une scientifique qui a découvert que les gens davantage capables de maîtriser leur envie d'uriner étaient également meilleurs pour maîtriser certaines impulsions. (slate.fr 13.12)

2- Un rythme de vie de dingue !

Le succès du «drive» ne se dément pas. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à faire leurs courses sur Internet et à se faire livrer par un employé, en moins de cinq minutes, directement sur le parking du supermarché à l'heure de leur choix. Déjà 3,3% des ménages français, soit 880.000 personnes l'utilisent. Et le nombre d'aficionados a toutes les raisons de grossir à en croire l'ambitieux plan de développement qu'a présenté le groupe Leclerc ce mardi à l'occasion d'un point de presse. De 34 E. Leclerc Drive en 2009, l'enseigne est passé à 144 en cette fin d'année. Elle prévoit d'en ouvrir 105 de plus l'an prochain avec un objectif de 400 en 2015. Déjà, le groupe revendique la place de leader sur ce marché.

Un engouement qui ne doit rien au hasard. 89% des consommateurs estiment que le «drive» leur permet de gagner du temps et 63% jugent qu'il évite de se laisser tenter par d'autres produits puisqu'on ne passe plus en magasin, selon une étude du cabinet Kantar. Cerise sur le gâteau: les prix sont les mêmes que ceux pratiqués dans les hypers de l'enseigne, assure Michel-Edouard Leclerc, Président-directeur général du groupe. Au final, 92% des clients recommandent ce mode d'achat.

Jusqu'ici, les clients les plus alléchés par le «drive» sont surtout des ménages jeunes, avec ou sans enfants, venant des grandes villes de province et appartenant principalement aux classes moyennes supérieures.

La limite du «drive» réside aujourd'hui dans le nombre plus limité de références disponibles. Environ 5.500 chez Leclerc contre 70.000 à 120.000 dans un hyper. Un chiffre qui pourrait monter à 6.500 mais guère plus en raison d'un manque de place.

Pour l'instant, les «drives» sont surtout adossés à des hypermarchés déjà existants. Mais la donne est en train de changer. Sur les 144 Drive de Leclerc, 58 sont autonomes. «Le 'drive' est une arme offensive pour aller gagner des clients», explique Olivier Bordais, le patron du centre E.Leclerc de Landerneau (Finistère). Ce dernier a installé un «drive» à une dizaine de kilomètres. Selon lui, la cannibalisation entre les deux est minime: «Le "drive" est un allié et non un concurrent.»

Avec 405 millions d'euros de chiffre d'affaires, le «drive» n'a représenté que 1,4% du chiffre d'affaires total de l'enseigne Leclerc en 2011. Michel-Edouard Leclerc ambitionne de porter ce chiffre à 10% dans les années à venir. (20minutes.fr 13.12)

Parfois les ouvriers envient les couches moyennes qui ont un niveau de vie supérieur, ils devraient penser aux sacrifices qu'elles doivent consentir en échange.

Quand vous êtes cadre et que vous n'avez pas d'horaire, j'en ai fait l'expérience pendant une courte durée et vous pouvez comprendre pourquoi, que vous devez éviter de contrarier votre patron, de le contredire, ne jamais oublier de témoigner votre totale soumission à son autorité, accepter tous ses caprices, le flatter, etc. c'est humiliant au possible, quotidiennement, personnellement je n'ai jamais eu l'impression d'être aussi rabaissé de ma vie... Quand mon patron m'a finalement viré sous un prétexte bidon au bout de 6 mois, quel soulagement ce fut ! et j'ai été tellement choqué par cette expérience, que j'ai pris la décision de partir vivre en Inde, c'était en 1990...

L'actualité en titres et déclarations

Roulette russe

- Pour l'UMP, l'élection de Nicolas Sarkozy est "jouable" - LePoint.fr

Et le "**produire français**" alors ?

- Sarkozy préfère le slogan «*produire en France*» au «*acheter français*» - Liberation.fr

On comprend pourquoi, ce serait difficile, c'est Bayrou qui a lancé «*acheter français*»... il roule en Audi ! On s'en fout, OK !

Faciliter la mobilisation contre l'Etat, vous n'y pensez pas, ils ont mieux à faire...

- Etat et syndicats veulent faciliter le chômage partiel - Le Monde

Qui osera dire après que la collaboration de classes est négative, les braves dirigeants syndicaux n'ont-ils pas permis d'éviter des licenciements ? Franchement, nous sommes ingrats ou médisants quand nous les traitons de lieutenants du capital. Ils travaillent à la préservation de la paix sociale si propice aux affaires, à l'emploi, que demande de mieux le peuple bourré d'illusions, pardon... les gangsters du CAC 40, leurs maîtres ?

Les francs-tireurs de la réaction

- «*Aujourd'hui, les féministes ont une parole médiatique très forte*» - Liberation.fr

Ils ne sont pas les seules :

- Les syndicats affirment avoir voulu au moins assurer «*une présence médiatique et sur le terrain*» selon Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT - 20minutes.fr.

Coucou, on est toujours là. Hélas, la vermine a la peau dure !

Le changement dans la continuité.

- François Hollande confirme qu'il écarte le retour à la retraite à 60 ans - LeMonde.fr

Vous ne pensiez pas mieux dire

- Le patriotisme économique, c'est ringard et inefficace - LePoint.fr

La preuve :

- L'Otan prévoit d'étendre l'armement des villageois afghans - Reuters

Excellente idée : rien de tel que l'armement du peuple pour chasser l'occupant ! Parfois on se demande ce qu'ils ont dans la tête ces va-t-en-guerre, à tel point que cela induit en erreur certains militants ou dirigeants qui ne s'en aperçoivent pas...

Le produit criminel de leur société.

- Attaque à la grenade dans le centre de Liège: quatre morts - AP

- Un militant d'extrême droite tue deux Sénégalais à Florence - figaro.fr

Le Sommet de Durban a été un succès... pendant 12 heures montre en main.

- Le Canada, premier pays à quitter le protocole de Kyoto - Reuters

Pas de bol ! Au passage, l'écologie politique à du plomb dans l'aile, de chasseurs : qui va à la chasse perd sa place ! Heureusement pour Hollande que J-L. Mélenchon sert de rabatteur, car s'il devait compter uniquement sur Eva Joly...

Parole d'une psychopathe du vieux monde

(après la tuerie d'hier)

Selon la procureure de Liège, Danièle Reynders, la justice belge n'a jamais "*relevé un quelconque déséquilibre le concernant*". (reuters 13.12)

Ne cherchez pas, c'est vous et votre société qui êtes "déséquilibrée" !

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre UMP Renaud Donnedieu de Vabres a été placé mardi en garde à vue dans l'enquête sur une possible corruption en marge de contrats d'armement et de la présidentielle de 1995, a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

La police financière a effectué une perquisition à son domicile parisien et l'a interpellé simultanément. C'est la première fois qu'un ancien élu est visé par cette enquête qui inquiète la majorité à moins de cinq mois de la présidentielle.

Ministre de la Culture de Jacques Chirac entre 2004 et 2007, il n'est pas interrogé à ce titre mais à propos de ses fonctions de conseiller spécial au cabinet du ministre de la Défense François Léotard entre 1993 et 1995.

Les enquêteurs soupçonnent un possible financement illégal de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole.

Deux proches de Nicolas Sarkozy, Nicolas Bazire - ex-directeur de campagne d'Edouard Balladur - et Thierry Gaubert, sont déjà mis en examen dans ce dossier, ainsi que Ziad Takieddine, homme d'affaires franco-libanais et intermédiaire dans les deux contrats.

Un témoin récemment entendu en procédure, le préfet Patrice Molle, ex-chef du cabinet civil de François Léotard, a déclaré que Renaud Donnedieu de Vabres avait imposé dans la négociation Ziad Takieddine et un autre intermédiaire, Abdulrahman El Assir, dans le but supposé d'organiser le détournement des commissions.

Renaud Donnedieu de Vabres a déjà été condamné en 2004 à 15.000 euros d'amende pour blanchiment de capitaux, en même temps que François Léotard, sanctionné alors de dix mois de prison avec sursis.

Cette affaire portait sur le blanchiment via une banque italienne de cinq millions de francs (762.000 euros) d'origine mystérieuse. Les deux hommes avaient alors parlé au procès de fonds spéciaux de l'Etat, versés en liquide aux ministres jusqu'en 2001.

Le nom de Nicolas Sarkozy, à l'époque des faits ministre du Budget, figure en procédure, dans un rapport de police luxembourgeois concernant la création de structures off shore liées à l'argent des marchés.

Les juges ont découvert récemment de nouveaux éléments laissant penser que l'argent des commissions pourrait avoir été dérivé vers des réseaux présentés comme proches de Jacques Chirac, après la défaite d'Edouard Balladur au premier tour et l'élection du maire de Paris à l'Elysée en 1995.

Dominique de Villepin, ancien secrétaire général de l'Elysée (1995-2002) et ex-Premier ministre (2005-2007) est convoqué comme témoin en janvier chez les juges. (Reuters 13.12)

L'état se resserre autour de La Talonnette, s'il perd les élections en 2012, il pourrait bien devenir le premier président de la Ve République à passer par la case prison. Quel destin grandiose !

Social

France

1- Hausse des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,3% en novembre par rapport au mois d'octobre, une nouvelle fois tirés par l'accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées mardi par l'Insee.

Les prix de l'énergie affichent une progression de 1,2% par rapport à octobre et de 11,5% par rapport à novembre 2010 tandis que les prix de l'alimentation s'inscrivent également en hausse, de 0,3% sur un mois et de 3,2% en rythme annuel. (reuters 13.12)

2- Hausse du prix du gaz.

Le prix du gaz va augmenter de 4,4% au 1er janvier a annoncé mardi Eric Besson.

De plus, le tarif social du gaz, une mesure dont bénéficient environ 300.000 foyers à bas revenus, va être revalorisé de 10%, a annoncé Eric Besson. Ce dispositif instauré en 2008 permet une réduction forfaitaire des factures de gaz, sous conditions de ressources. «*La réduction moyenne pour un foyer de quatre personnes chauffé au gaz et éligible à la CMU complémentaire passera de 142 euros à 156 euros par an*», précise le communiqué. (liberation.fr 13.12)

3- Suppression de postes au Crédit agricole

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, après BNP Paribas et Société générale, c'est au tour du Crédit agricole de tailler dans ses effectifs. Selon nos informations, ce sont près de 2000 postes que la banque verte envisagerait de supprimer, dont plus du quart en France, où il n'y aura pas de départs contraints.

Principale touchée, Crédit agricole CIB, la filiale de banque d'investissement et de financement: 1500 départs sont évoqués. Autres activités ciblées, le pôle crédit à la consommation et crédit-bail, avec des coupes de quelque 500 postes.

Après l'accélération de la crise cet été, le Crédit agricole n'a d'autre choix que de rationaliser ses activités et de réduire les risques inscrits à son bilan. Crédit agricole CIB, qui se flatte d'une présence dans 58 pays, va ainsi se retirer d'un «*nombre significatif*» d'implantations internationales, selon un proche du dossier.

En parallèle, la banque réduit la voilure dans les produits structurés et autres dérivés actions, activités les plus difficiles à rentabiliser dans le nouveau contexte, à la fois réglementaire et économique. Côté crédits spécialisés, très coûteux en liquidités, le Crédit agricole a décidé d'appuyer sur la pédale de frein.

Le plan de restructuration de la banque verte répond notamment aux exigences des autorités européennes qui demandent aux banques d'afficher un ratio de 9% de fonds dès juin prochain. Les banques françaises doivent présenter à l'Autorité de contrôle prudentiel un plan d'adaptation détaillé d'ici au 15 décembre. (lefigaro.fr 13.12)

4- Ils ont réinventé les camps !

En 2010, plus de 60 000 étrangers ont été enfermés dans les 27 centres de rétention français (CRA) de métropole et outre-mer. C'est deux fois plus qu'il y a onze ans, soulignent dans leur premier rapport commun, présenté ce mardi matin (pdf ici), les cinq associations autorisées à intervenir dans ces centres: la Cimade, France Terre d'Asile, l'Ordre de Malte, le Forum réfugiés et l'Assfam (Association service social familial migrants).

Jérôme Martinez, secrétaire général de la Cimade.

Le plus souvent des jeunes travailleurs, représentant pas moins de 155 nationalités. En métropole, les plus gros contingents sont marocains, algériens, tunisiens mais l'on trouve aussi des Brésiliens, Chinois, Afghans...

Tout, dans les CRA, renvoie à un environnement carcéral, donc «*extrêmement anxieux pour ces personnes qui bien souvent ne comprennent même pas pourquoi elles sont là*», souligne l'association: barbelés, horaires très contraints, circulation limitée, vidéosurveillance, recours au menottage, mise à l'isolement... (liberation.fr 13.12)

Economie

1- BCE

La demande de financements auprès de la Banque centrale européenne (BCE) a bondi mardi pour atteindre un nouveau plus haut de deux ans et demi à près de 300 milliards d'euros, signe que la crise de la dette dans la zone euro laisse un nombre croissant de banques en mal de liquidités.

Lors de son allocation hebdomadaire de financements illimités, la BCE a consenti à 197 banques un montant de 292 milliards d'euros, au plus haut depuis juin 2009.

Cette offre de financement était la première de la BCE au taux réduit de 1%. La semaine prochaine, pour la première fois de son histoire, la BCE proposera également aux banques des financements à trois ans.

Le taux Euribor à trois mois, généralement considéré comme l'outil de mesure de référence des prêts interbancaires non sécurisés dans la zone euro, a ainsi reculé à 1,426% contre 1,430%.

L'Euribor à six mois est passé de 1,675% à 1,673%, tandis que celui à 12 mois est resté stable à 2,008%.

L'Euribor à une semaine, celui qui subit le plus l'influence d'un excès de liquidités - lequel ressort à 268 milliards d'euros selon des calculs Reuters - a lui reculé de 0,800% à 0,787%.

Les dépôts à 24 heures auprès de la BCE sont restés extrêmement élevés, à 346 milliards d'euros. Les prêts d'urgence à 24 heures ont atteint près de 9 milliards d'euros. (reuters.fr 13.12)

2- Chine

Prometteuse terre de conquête, la Chine oblige parfois les géants des biens de consommation à de piteux replis. Nestlé, le leader mondial de l'agroalimentaire, a décidé lundi la fermeture d'un de ses sites de production de crèmes glacées dans l'est du pays. Danone a lui suspendu la semaine passée les opérations de l'une de ses deux usines de fabrication de yaourts en Chine.

«Les sociétés étrangères qui fabriquent ce genre de produits en Chine n'ont pas d'avantage compétitif», assure Ma Wenfeng, analyste chez Beijing Orient Agribusiness Consultant. Les industriels locaux obtiennent de plus en plus souvent la préférence des consommateurs du pays qui, à produit équivalent, privilégient les marques chinoises reconnues. Pour ne rien arranger, les industriels Sanyuan, Yili et Mengniu fournissent des produits laitiers similaires et moins chers que ceux de Danone et Nestlé.

«Nestlé China Ltd ferme une usine de crèmes glacées dans l'est de la Chine et arrête ses ventes dans cette région pour se concentrer sur le nord et le sud du pays», explique le groupe alimentaire suisse via sa porte-parole, Nancy He. (lefigaro.fr 13.12)

Dans la suite de cet article, ils expliquaient que Danone allait se recentrer sur les produits laitiers hauts de gamme, parce que les Chinois ne seraient pas capables de les produire... Quelle plaisanterie ! On en reparlera dans quelque temps, très rapidement à coup sûr.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre

CAUSERIE

La démocratie : Un produit frelaté. Une supercherie savamment entretenue depuis un siècle

1- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont interviewé des Irakiens qui unanimement jugeaient désastreuse l'intervention et l'occupation américaine de l'Irak. L'un d'entre eux a dit : "ils ont voulu importer la démocratie en Irak mais cela ne pouvait pas marcher". Et vous savez pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas importer quelque chose qui n'existe pas !

Comme d'habitude, on passe à côté des choses les plus simples à comprendre dans la vie comme en politique. Cela vaut d'autant plus pour les militants, parce que lorsqu'on est militant, on a la fâcheuse tendance à se croire supérieur aux autres, parce qu'on aurait compris quelque chose que les autres n'auraient pas compris, alors que dans 99,99% des cas on est vraiment très loin du compte ! Cette réflexion, je me l'applique, sinon j'aurais été totalement incapable de progresser.

2- (en Allemagne) Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel. Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

Lors des campagnes électorales, les médias et les instituts de sondage, les institutions et les partis politiques qui y participent, tous inféodés au régime en place, s'entendent chacun de leur côté pour fabriquer de toutes pièces les moyens artificiels ou frauduleux d'obtenir la majorité des voix des électeurs, en fait à canaliser 90 à 95% des voix, pour ensuite gouverner une fois qu'ils se sont répartis ou plutôt partagés les postes au sein des différentes institutions et dont les différentes commissions parlementaires sont le meilleur exemple. C'est valable dans tous les pays, on vient d'en avoir un aperçu en Tunisie, en Egypte, etc.

En France, il en va ainsi de certains candidats à l'élection présidentielle des deux côtés de la même pièce tragique de la Ve République. Hier le MoDem était quasi inexistant et donné comme mort, et ne voilà-t-il pas que la popularité de Bayrou dépasserait celle de Hollande. Il n'y a pas si longtemps, c'était les Verts qui étaient propulsés sur le devant de la scène politique avec des scores à deux chiffres, avant de retomber à moins de 2%

La démocratie est morte depuis un siècle déjà.

Elle a existé en réalité quand le parti social-démocrate allemand était un véritable parti socialiste et combattait vers la fin du XIXe siècle afin d'obtenir des députés... Elle est morte dès lors que les députés sociaux-démocrates allemands ont pris la direction de ce parti pour finalement renier le socialisme en adoptant le réformisme, à partir de ce jour, les intérêts fondamentaux du prolétariat n'étaient plus représentés au Parlement. Ajoutons que cela ne s'est pas fait en un jour évidemment et qu'il fallut environ deux décennies pour liquider toutes traces d'opposition sociale-démocrate au régime, y compris physiquement avec l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Quant à la démocratie soviétique reposant sur la classe ouvrière et la paysannerie, la majorité de la population, elle fut le produit de la révolution russe de 1917, l'antithèse de la démocratie de la minorité, étriquée et bourgeoise, réactionnaire, qu'incarnait l'Assemblée constituante et qui fut dissoute.

Hormis cet intermède qui n'a pu avoir lieu uniquement parce que Lénine et le parti bolchevik avait tiré des enseignements de la dégénérescence de la social-démocratie dont les 3 et 4 août 1914 furent le point d'orgue et de non retour, quand les députés des partis sociaux-démocrates votèrent les crédits de guerre et s'alignèrent sur leur bourgeoisie respective, passèrent ainsi avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe, et avant que le stalinisme renverse la démocratie ouvrière pour instaurer sa dictature bureaucratique, il n'y a plus eu nulle trace de démocratie dans le monde jusqu'à aujourd'hui.

On dit que la démocratie c'est le gouvernement (ou le pouvoir) du peuple par le peuple, comment pourrait-il en être ainsi quand les intérêts du peuple ou plutôt l'immense majorité des travailleurs qui le compose ne sont plus représentés par aucun parti politique, ou quand bien même un parti disposerait de quelques élus, leurs voix seraient systématiquement étouffées et ils n'auraient aucun moyen de faire respecter les intérêts de la majorité ?

Donc à notre époque toute référence à la démocratie qui aurait existé depuis un siècle est une escroquerie politique.

Comment peut-on parler de démocratie sous des régimes politiques de types monarchie constitutionnelle ou bonapartiste, quand un homme ou une femme conserve un droit de vie ou de mort sur ses sujets, le peuple ?

Comment peut-on parler de démocratie quand il n'existe aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme présent au sein des institutions et lorsque les partis ouvriers qui pourraient y prétendre en sont exclus, définitivement, je parle de l'Assemblée nationale ?

Le philosophe H. Bergson avait apparemment davantage la tête sur les épaules que nos dirigeants, lorsqu'il écrivit dans les *Deux Sources de la morale et de la religion* : "*L'ensemble des citoyens, c'est-à-dire le peuple, est donc souverain. Telle est la démocratie théorique, en théorie seulement, car sans la conscience de soi pour parler comme les philosophes, point de souveraineté du peuple.*"

Conscience de soi qui doit traduire la compréhension des rapports qui existent entre les différentes classes dans la société et que leurs intérêts sont antagoniques et définitivement irréconciliables, et au-delà, le processus révolutionnaire qui va permettre de mettre un terme à la dictature de la minorité sur la majorité et de transformer la classe dominée en classe dominante, et c'est seulement parvenu à cette étape, parce les masses exploitées sont parvenues à prendre conscience d'elles-mêmes, de ce processus, des tâches qu'il impliquait et des objectifs vers lequel il devait tendre, que nous pourrions prétendre que la démocratie n'est plus une théorie ou réservée à une minorité de privilégiés pour imposer sa dictature à la majorité, mais bien la réalité, d'où le fait qu'on puisse la définir comme la dictature du prolétariat en opposition à la dictature du capital, une fois le rapport coercitif entre classe dominante et classe dominée inversé.

Dans *Le passé, le présent, l'avenir de la république*, Lamartine dira "*Le suffrage universel est donc la démocratie elle-même*", sans doute, à son époque, depuis les choses ont bien changé comme on vient de le relever. Le suffrage universel n'est plus qu'une mauvaise farce manipulée par de puissants médias et des instituts de sondage qui font la pluie et le beau temps, sans que la voix de véritables partis ouvriers ne puissent s'exprimer, et dans ces conditions, participer à des élections contribue à entretenir l'illusion que nous vivrions en démocratie et légitime les institutions en place. Allons plus loin, et comme chacun peut constater que quoi qu'il vote cela ne change strictement rien ou sa situation empire encore, tous les partis finissent par perdre leur légitimité et subir le même sort que les institutions.

La démocratie ne "*s'invente*" pas, elle se conquiert par une révolution, les armes à la main !

François Hollande s'est posé mercredi en "*candidat de la justice*" pour mieux lutter contre la pauvreté en France à travers une politique d'accompagnement durable, et non d'assistanat.

En matière de lutte contre la pauvreté, "*l'innovation doit être le mot-clé, il faut inventer des politiques*", a-t-il plaidé. (reuters 14.12)

La veille, il s'est engagé, s'il est élu en 2012, à renégocier le projet de traité arrêté vendredi par 26 des 27 membres de l'Union européenne "*pour redonner la confiance*"... aux marchés.

Alain Minc, l'un des conseillers officieux de Nicolas Sarkozy, a prédit que cette "*renégociation*" tournerait court comme en 1997, lorsque les socialistes de retour au pouvoir avaient promis de revoir le pacte de stabilité de l'euro.

"François Hollande annonce ce que Lionel Jospin avait annoncé en 1997 au moment du pacte de stabilité, qui était 'je vais renégocier'; et puis au bout de 15 jours, Lionel Jospin a signé", a-t-il estimé sur France Info. (source lepoint.fr 12.12)

Comment peut-on faire preuve d'une telle soumission envers les marchés financiers et prétendre être le "*candidat de la justice*" sociale ? Entre les deux camps il faut choisir et Hollande a choisi celui du capital, au nom de la démocratie et du socialisme, cela va de soi.

Au nom de la démocratie.

Irak. Le bilan de ces neuf années d'intervention confine en effet au désastre historique : plus de 4 400 soldats américains tués, 32 000 blessés ; 150 000 morts et 250 000 blessés côté irakien. Deux millions d'exilés. Le coût financier est aussi exorbitant : environ 1 000 milliards de dollars. (lepoint.fr 14.12)

Des dirigeants syndicaux pourris jusqu'à la moelle.

En dix-huit mois, quatre élus CGT du comité des oeuvres sociales (COS) de la mairie de Montreuil, ont voyagé en famille pour un montant de 153 024 euros. Une affaire découverte grâce à un audit commandé par la municipalité, et révélé par *Le Parisien*, le 9 décembre.

Le même jour, la maire écologiste, Dominique Voynet, a appelé Bernard Thibault pour lui proposer de lui transmettre cet audit. "*J'ai d'autres chats à fouetter, lui a répondu le syndicaliste. Je suis sûr que, s'il y a du ménage à faire, tu sauras t'en occuper.*" (lexpress.fr 14.12)

Il s'en fout et le dit ouvertement, ils se couvrent mutuellement. Et il s'en trouve encore pour vouloir nous faire croire que dans un tel contexte il serait possible aux travailleurs de se réapproprier leurs syndicats. Cela fait 70 ans qu'on entend ce refrain pour finalement constater que les dirigeants syndicaux font ce qu'ils veulent ou parviennent toujours à leur fin. Comme dit la fable, l'espoir (ou les illusions) fait vivre non pas ceux qui y croient, mais ceux qui profitent de leur crédulité.

Intox. C'est qu'ils sont encore trop riches, à moins que...

Plus de sept Français sur dix (72%) se disent prêts à acheter plus cher un produit fabriqué en France, contre 28% qui s'y refusent, montre mardi un sondage Ifop alors que le thème du "made in France" s'impose dans la campagne présidentielle.

Cette enquête réalisée pour le Comité des entrepreneurs pour un développement responsable de l'économie (CEDRE) démontre toutefois que la qualité et le prix priment dans le choix d'un produit pour une majorité écrasante des Français, loin devant son pays de fabrication. (reuters 14.12)

D'après vous quel aurait été le résultat de ce sondage s'ils avaient posé leur question ainsi : Avez-vous les moyens et d'acheter 15, 20 ou 25% plus cher un produit parce qu'il est fabriqué en France ? Seconde question : le souhaitez-vous ?

Ils ont tourné leur question de telle sorte qu'elle s'adresse y compris à ceux qui ne parviennent déjà plus à joindre les deux bouts, c'est une manipulation qui n'a rien de gratuit, car si effectivement 72% des "Français" se disent prêts à payer plus cher, c'est que les prix ne sont pas encore assez élevés ou qu'ils disposent encore d'une marge, d'argent superflu qu'ils économisent et que le gouvernement et le patronat peut leur ponctionner sous forme d'impôts, taxes ou hausses des prix. Ce genre de sondages peut servir à justifier un nouveau plan d'austérité : les trois quart des "Français" sont trop riches ! A dresser les travailleurs les uns contre autre aussi.

Voilà ce qu'il faudrait dénoncer et expliquer aux travailleurs dans un journal vraiment destiné aux travailleurs...

L'actualité en titres

Les "**Français**" ne sont-ils pas des veaux ?

- Remplacer les médecins par les vétérinaires en milieu rural - LeFigaro.fr

Tout de suite les grand mots

- Dominique de Villepin invite l'UMP à ne "*pas se foutre du monde*" - Reuters

Et ma petite gâterie alors ?

- Bernard Debré qualifie Rachida Dati de "*petite fille gâtée*" - Reuters

Une identité suspecte.

- "*Etre mère est un moyen de se construire une identité*" - L'Express.fr

A 14, 15 ou 16 ans ? Quand on est fille-mère et qu'on n'a aucune expérience de la vie en dehors de celle de son enfance, on reproduira automatiquement les mêmes gestes que sa mère et on transmettra la même éducation à son enfant, et tant pis si elle est marquée du sceau de l'ignorance. C'est plutôt le meilleur moyen de ne jamais avoir d'identité.

Une sollicitude suspecte.

- Mais où Jack Lang sera-t-il parachuté? - L'Express.fr

Je suggère en Corée du Nord où il avait été missionné par Sarkozy !

Une reconnaissance suspecte

- Le manifestant, homme de l'année selon «*Time*» - Liberation.fr

L'extrême droite aussi manifeste...

Comme les saisons passent vite.

- Le Prix Sakharov remis à cinq militants du printemps arabe - L'Express.fr

Peuple martyr

- Palestine: record de destructions et d'agressions en 2011 - leexpress.fr

Front unique avec les talibans

- Le chef du Pentagone croit pouvoir remporter le conflit en Afghanistan - LeMonde.fr

A propos du site

J'ai rectifié les liens erronés vers certains fichiers.

Un dernier mot

Il y a trois jours Cohn-Bendit répondait à un journaliste, la dignité "*je ne la définis pas*", j'ajoutais : normal il n'en a jamais eu. Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier ils ont montré quelques images d'une manifestation au Maroc, un jeune manifestant portait un tee-shirt sur lequel était écrit : *dignité = travail*. Mais c'est vrai que Cohn-Bendit ne sait pas non plus ce que c'est, il n'a jamais bossé de sa vie !

Avant-hier, toujours aux infos du soir de TV5Monde Asie, ils ont montré des images de la manifestation qui s'était déroulée à Benghazi en Libye, et ils ont interviewé des manifestants, un homme d'une cinquantaine d'années : "*s'ils ne sont pas capables, qu'ils dégagent*", la journaliste poursuivant : ils demandent plus de "*libertés d'expression*", le "*départ de Mahmoud Djibril, le chef du gouvernement*" et le départ "*des ex-Kadhafistes*".

J'ai inscrit tout cela sur mon petit cahier d'écolier. Plus tard en relisant mes notes, je me suis dit, mais ce ne sont que

des revendications politiques, et dire qu'il y en a qui estiment que le prolétariat libyen serait incapable de manifester son indépendance de classe... Bref, je me suis dit encore une fois, que j'avais eu raison de ne pas me laisser entraîner sur le terrain des bras-coupés qui a la place d'un cerveau pour réfléchir à la situation n'ont que des principes soigneusement rangés au fond d'un tiroir.

Vive la lutte contre alzheimer ! Et vive le socialisme bien sûr !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Collaboration de classes au sommet.

Le sommet sur l'emploi proposé par Nicolas Sarkozy aux partenaires sociaux pour tenter de trouver des solutions à la forte hausse du chômage a été programmé le 18 janvier à l'Élysée, a-t-on appris mercredi auprès de la présidence de la République.

Plutôt réservés à l'annonce du sommet, les grands chefs syndicaux, y compris Bernard Thibault de la CGT, ont finalement tous décidé d'y participer, mais avec le souci de ne pas y être instrumentalisés.

Sur fond de plans sociaux annoncés dans plusieurs grandes entreprises et de moyens d'action publics réduits par la lutte contre les déficits, Nicolas Sarkozy a livré mardi quelques indices sur les pistes envisagées par le gouvernement pour enrayer la hausse du chômage.

«*Je crois à l'activité partielle*», a-t-il dit lors d'un déplacement en Haute-Savoie, «*c'est certainement l'une des mesures que l'on peut développer (...) nous consacrerons des moyens supplémentaires*». (liberation.fr 14.12)

Pas besoin de les "instrumentalisés" : ils sont volontaires !

Ils iront tous lui présenter leurs bons vœux au passage, quelle pourriture ! Pourquoi ne pas généraliser le chômage partiel, il y a du boulot tu bosses et tu es payé, il n'y a pas de boulot tu restes chez toi et tu n'es pas payé, génial non, les patrons en rêve.

Question. Pourquoi aucun parti ouvrier n'a engagé le combat pour la rupture des syndicats avec l'Etat, ses institutions, le gouvernement, le patronat, contre le financement des syndicats par l'Etat et le patronat ?

1.2- Debout... couché !

Le président de Debout la République (DLR) et candidat à l'Élysée, Nicolas Dupont-Aignan, a demandé mercredi que la présidente du Medef, Laurence Parisot, démissionne car elle «trahit l'emploi» et lui a conseillé de rejoindre «*l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy*».

«*Je demande la démission de Laurence Parisot car elle trahit l'emploi en France. Mme Parisot trahit les petits patrons*», a lancé M. Dupont-Aignan, devant l'Association des journalistes parlementaires (AJP). (liberation.fr 14.12)

2- Allemagne

2.1- Le numéro deux des libéraux allemands (FDP) a démissionné mercredi contre toute attente, aggravant la crise chez le partenaire de coalition d'Angela Merkel.

Le FDP doit annoncer vendredi les résultats d'un référendum interne sur le sauvetage de la zone euro. La participation ne sera probablement pas suffisante pour le valider, ce qui semble être à l'origine de la démission de Christian Lindner.

Le référendum interne s'est achevé mardi. Vingt et un mille des 64.000 adhérents du FDP doivent avoir voté pour qu'il soit valide mais le quorum ne sera probablement pas atteint, selon les premières indications.

Le résultat ne sera pas contraignant mais des dirigeants du FDP ont prévenu que la coalition d'Angela Merkel pourrait s'effondrer si les opposants aux plans de sauvetage de la zone euro l'emportaient.

Les observateurs politiques estiment que beaucoup d'adhérents du FDP se sont abstenus de voter car, tout en soutenant la

position des eurosceptiques du parti, ils ne voulaient pas mettre en péril sa position actuelle.

Le FDP a obtenu 14,6% des voix lors des élections législatives de 2009, ce qui lui a permis de former un gouvernement de coalition avec la CDU d'Angela Merkel.

Il est tombé depuis à environ 3% d'intentions de vote. (reuters 14.12)

2.2- Le ministre allemand des Finances a lancé mercredi un appel inhabituel aux pays occidentaux à limiter leur croissance économique pour le bien de tous et le respect des idéaux chrétiens, dans une tribune à l'hebdomadaire Die Zeit, diffusée mercredi.

«*Tout autant que nous devons nous engager pour vaincre la faim dans le monde entier, nous devrions par ailleurs nous engager à limiter la croissance économique dans nos propres pays occidentaux*», écrit Wolfgang Schäuble (CDU) dans ce texte à paraître dans l'édition de jeudi du magazine.

«*Le fait que nos taux de croissance ne rivalisent plus avec ceux des pays en développement comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil, ne signifie pas que notre politique économique est un échec mais que nous avons déjà atteint un niveau de richesse certain pour une grande partie de la population, et que d'autres doivent encore atteindre cela. Nous devrions l'accepter*», a ajouté le doyen du gouvernement allemand, âgé de 69 ans.

«*Les économies occidentales ont atteint un certain degré de saturation; dans cette situation, nos buts et nos devoirs résident avant tout dans le fait de contrôler les inégalités et les tensions qui en découlent*». (liberato.fr 14.12)

2.3- L'Allemagne a demandé mercredi à l'Europe de s'en tenir à une discipline budgétaire stricte sur fond d'opinions divergentes de responsables européens et de scepticisme des marchés financiers après les décisions prises par les dirigeants européens pour résoudre la crise de la dette dans la zone euro.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Bundesbank Jens Weidmann, ont, dans des discours séparés, montré leur opposition à une intervention décisive de la Banque centrale européenne (BCE) pour empêcher la crise de s'aggraver.

Angela Merkel a exclu d'augmenter la taille du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), au-delà des 500 milliards d'euros acceptés par tous, selon les participants à une réunion à huis-clos mardi au parlement allemand

La Bundesbank ne fournira de nouveaux fonds au Fonds monétaire international pour l'aider dans la lutte contre la crise dans la zone euro que si d'autres pays hors d'Europe mettent aussi la main au portefeuille, a-t-il en outre prévenu.

Un autre membre de la BCE, le gouverneur de la banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, a déclaré qu'au moins 1.000 milliards d'euros étaient nécessaires pour résoudre la crise de la dette, soit en contributions au FMI, soit en augmentant la capacité du fonds de secours de la zone euro. (reuters 14.12)

3- Russie. Le fusible

3.1- Le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Boris Gryzlov, un proche de Vladimir Poutine et l'un des dirigeants du parti Russie Unie, a annoncé mercredi qu'il renonçait à son poste, une décision qui intervient sur fond d'allégations de fraudes lors des législatives du 4 décembre.

Boris Gryzlov avait pris ses fonctions de président de la Douma en décembre 2003. Avant cela il avait été ministre de l'Intérieur lorsque du premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine. (liberation.fr 14.12)

3.2- Le Parlement européen a demandé mercredi l'organisation de «*nouvelles élections libres et régulières*» en Russie, en raison des «*nombreuses irrégularités*» constatées lors du scrutin législatif du 4 décembre dernier.

«*Le déroulement des élections a montré que la Russie ne respectait pas les normes électorales de l'OSCE*», observent les parlementaires, qui dénoncent des «*bourrages d'urnes*», des «*votes multiples*», et des «*centaines*» d'arrestations de militants de l'opposition qui tentaient de manifester le jour du scrutin et les jours suivants. (liberation.fr 14.12)

4- Tunisie. Président fantoche.

Le nouveau président tunisien, Moncef Marzouki, a appelé mercredi la classe politique à observer une trêve pendant six mois et préconisé un moratoire sur les manifestations durant cette période, faute de quoi, selon lui, le pays commettra un "suicide collectif".

"J'appelle l'ensemble des Tunisiens à nous donner une trêve politique et sociale, juste pour six mois", a dit Marzouki, qui a prêté serment mardi, dans une interview à la télévision publique.

"Une trêve politique englobant l'ensemble des partis (...) et une trêve sociale, en cessant tout de suite les sit-in et les grèves", a préconisé le chef de l'Etat. "Si nous continuons comme ça, nous commettrons un suicide politique", a-t-il dit.

"Si les choses ne s'arrangent pas d'ici six mois, je présenterai ma démission", a-t-il dit. (reuters 14.12)

Eh bien dégage !

Social

1- France

1.1- Air France.

Le gel des embauches à Air France entraînera 2.000 suppressions de postes en 2012 au sein de la compagnie qui vise environ 800 millions d'euros d'économies d'ici trois ans, selon La Tribune de jeudi.

Ces 2.000 postes s'ajouteront aux plus de 4.000 non renouvellements de postes constatés au cours des quinze derniers mois, ajoute le quotidien économique. Soit au total environ 10% des effectifs de la compagnie.

Le gel des embauches qui, cette fois, concerne toutes les catégories de personnels, est l'une des mesures d'économies qui sera présentée en conseil d'administration le 11 janvier, puis quelques jours après en comité central d'entreprise extraordinaire.

Il s'accompagne du gel des salaires, des promotions, des avancements mais aussi d'une très forte réduction des investissements, notamment informatiques, ajoute La Tribune. (reuters 14.12)

1.2- France Soir

"France-Soir" disparaît des kiosques, sans même avoir eu le temps de réaliser son "dernier" numéro. La direction du quotidien a annoncé mercredi aux salariés sa décision d'interrompre l'édition papier du journal, qui continue désormais sur Internet uniquement.

Le quotidien n'ayant pu paraître mercredi, l'édition de mardi restera sans doute comme l'ultime du journal, rongé par des difficultés financières depuis des années après l'époque mythique de Pierre Lazareff.

Né à la Libération en novembre 1944, "France-Soir" avait connu une période de gloire sous la direction de Pierre Lazareff. A la grande époque dans les années 50/60, le journal, avec jusqu'à huit éditions quotidiennes et des signatures comme celle de l'écrivain et journaliste Joseph Kessel, dépassait le million d'exemplaires. Au lendemain de la mort du général de Gaulle, le 10 novembre 1970, il sort à deux millions d'exemplaires.

Après la mort de Pierre Lazareff en 1972, Hachette vend le titre à Presse Alliance, en 1976, puis Hersant prend 50% du capital. Dans les années 90, il voit son tirage décliner. Les années 2000 très difficiles voient passer "France-Soir" de mains en mains, de repreneurs en repreneurs de la dernière chance. (AP 14.12)

2- Grande-Bretagne

2.1- Logica a annoncé mercredi la suppression de plus de 1.300 emplois en réaction à une aggravation de la conjoncture économique en Europe. (reuters 14.12)

2.2- C'est un nouveau record depuis dix-sept ans, le nombre de chômeurs britanniques s'élevait à la fin octobre à 2,64 millions, selon des chiffres officiels, publiés mercredi 14 décembre. Le taux global reste lui inchangé, à 8,3 %.

Du côté des syndicats, Unite, le premier du pays, a qualifié les derniers chiffres du chômage de "désastreux", estimant que le gouvernement devait "revoir sa stratégie de toute urgence". (lemonde.fr 14.12)

Quand on est syndicaliste, soit on combat la politique antisociale du gouvernement et on se place au côté des travailleurs qu'on prétend représenter, soit on s'adresse à lui en lui demandant de "revoir sa stratégie" comme s'il pouvait faire la politique sociale d'un gouvernement ouvrier et auquel cas on se place au côté des patrons dont on représente finalement les intérêts. Cela vaut dans tous les pays du monde.

3- Etats-Unis

Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche sous Jimmy Carter, met en garde les Etats-Unis, engagés dans leurs relations avec l'Iran.

'Nous croyons que nous pourrions éviter la guerre en recourant à des mesures de contrainte' telles que les sanctions pour forcer l'Iran à renoncer à son programme d'armement nucléaire, a observé, mardi 13 décembre au soir, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, devant l'Atlantic Council, un cercle de réflexion, à Washington. Mais, a-t-il ajouté, 'plus vous utiliserez la contrainte et plus, si elle ne marche pas, grandira le risque d'entrer en guerre. Ce qui réduit de manière dramatique notre marge de manoeuvre'.

M. Brzezinski s'est dit préoccupé de l'escalade *'rhétorique'* entre les deux pays. *'Beaucoup de petites décisions sont prises qui diminuent notre liberté d'action à l'avenir, a-t-il insisté. Si nous entrons en conflit ouvert avec l'Iran, sous quelque forme que ce soit, les conséquences pour nous en seront désastreuses, désastreuses de manière massive et à l'échelle globale.'* (lemonde.fr 14.12)

4- Liban

Interrogé par L'Orient-Le Jour sur la grève prévue par le comité de coordination syndicale demain, pour protester contre le décret de rajustement des salaires adopté en Conseil des ministres la semaine dernière, Nehmé Mahfouz, président du syndicat des enseignants du privé, assure que cette grève est *« non seulement maintenue, mais nous la préparons avec le plus grand enthousiasme »*. Parallèlement, le comité syndical s'est étonné, dans un communiqué publié hier, du fait que le texte de décret ait été envoyé au Conseil d'État alors que les négociations avec les conseillers du Premier ministre sont en cours, et que le texte n'a pas encore été modifié.

Rappelons que le comité de coordination rassemble les syndicats des enseignants des secteurs publics et privés, avec certains autres syndicats plus ou moins radicaux. La manifestation de demain est notamment soutenue par le Parti communiste libanais (PCL) et par le Mouvement du peuple (de l'ancien député Najah Wakim) qui ont publié hier des communiqués incitant leurs membres à prendre part à la manifestation.

Les revendications du comité syndical, souligne Mahfouz, sont les mêmes que lors de l'adoption du premier décret de rajustement des salaires par le gouvernement, qui avait été révoqué par le Conseil d'État. *« Il y avait alors eu des erreurs, et des erreurs similaires ont été commises cette fois, il faut qu'elles soient rectifiées »*, dit-il. Le comité appelle à un salaire minimum supérieur à 600 000 livres libanaises. Il prône aussi l'équité dans l'augmentation des salaires. Il revendique enfin des représentants au sein du comité sur l'indice des prix, indépendants de ceux de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL).

À la question de savoir quel taux de participation à la grève il prévoit pour demain, Nehmé Mahfouz se dit sûr que ce taux *« avoisinera les 100 %, surtout dans le secteur privé »*. *« Mais ce qui nous importe le plus, c'est de pouvoir mobiliser un grand nombre de syndicalistes pour la manifestation »*, ajoute-t-il.

À quels résultats s'attend-il après ce mouvement ? *« Plus la grève et la manifestation seront réussies, plus les résultats seront probants, dit-il. Il ne faut pas oublier que c'est le mouvement populaire qui a provoqué la révision du précédent décret. »*

Que pense-t-il de la déclaration des comités de parents, qui estiment qu'une hausse de salaire des enseignants signifiera une augmentation des scolarités, qu'ils ne peuvent plus assumer ? *« Il faut rappeler à ces comités de parents que nous manifestons pour un réajustement des salaires de tous les Libanais, et non pas pour une augmentation des salaires des enseignants, qui ne forment qu'une infime partie, affirme le responsable syndical. C'est d'ailleurs le comité de coordination syndicale, et non pas les syndicats d'enseignants, qui appelle à la grève. À mon avis, si les parents veulent s'élever contre quelqu'un, qu'ils protestent contre le (Premier ministre Nagib) Mikati, et contre la prestation de ce gouvernement. D'ailleurs, j'estime que ces comités ne représentent pas les parents. Les vrais parents sont des salariés, et ils nous soutiennent. »*

À une question sur l'appel à la grève lancé par la CGTL pour le 27 décembre, Nehmé Mahfouz déclare ne pas y croire. *« S'ils ont tant reculé la date, c'est qu'ils ne comptent pas faire grève du tout »*, martèle-t-il.

Ghassan Ghosn, président de la CGTL, nie formellement toute intention de ne plus recourir à la grève ainsi que toute division dans les rangs syndicaux. *« La grève de jeudi est celle des enseignants exclusivement, dit-il à L'Orient-Le Jour. Ils sont obligés de s'en tenir à cette date parce qu'après cela, ils sont en vacances et ne peuvent plus faire grève. Les ouvriers, eux, ne sont pas en vacances à la fin de l'année. »*

Mais pourquoi le 27 décembre ? Certains pensent déjà que choisir une date aussi éloignée est une preuve que la CGTL renoncera à sa grève à la dernière minute. *« Pas du tout, nous avons choisi cette date parce que le timing nous permet d'exercer un maximum de pressions sur les secteurs économiques et le gouvernement, répond M. Ghosn. Il y a toutes sortes de vacanciers,*

de touristes, d'émigrés qui viennent passer la période des fêtes au Liban. Veulent-ils que ce flot se heurte à une ambiance de grève ? Il ne faut pas prendre notre menace à la légère. »

M. Ghosn rappelle les revendications de la centrale syndicale : un salaire minimum de 700 000 livres libanaises (au lieu des 600 000 proposés par le gouvernement), une augmentation de 40 % des salaires de moins d'un million de livres, et de 30 % des salaires de plus d'un million.

Le responsable syndical affirme qu'« *il n'y a pas de négociations actuellement avec les officiels, nous avons exprimé nos revendications et attendons la réponse* ». La CGTL pourrait-elle renoncer à sa grève in extremis comme la dernière fois, suite à des tractations plus ou moins secrètes avec le gouvernement ? « *Il faut rappeler que nous avons alors obtenu 40 % de majoration des salaires, ce qui était une réalisation, dit-il. C'est le gouvernement qui est revenu sur sa parole, pas nous.* »

M. Ghosn indique qu'il n'est pas exclu que la grève du 27 s'accompagne de mouvements dans les régions, organisés par les différents syndicats. Qu'en est-il de l'après-grève ? « *Il y aura une réunion du conseil de la CGTL le 23 décembre, et des décisions seront annoncées publiquement, dit-il. On pourra même atteindre le stade de la grève ouverte, qui sait ?* »

À ce propos, l'Union des syndicats ouvriers et professionnels a affirmé hier, dans un communiqué, son « *soutien à la CGTL* », ainsi que sa « *participation à la grève prévue pour le 27 décembre et au congrès syndical du 23* ». Pour sa part, le mouvement nassérien des Mourabitoun a critiqué d'un côté le cafouillage du gouvernement, et de l'autre l'absence de décision ferme à la CGTL. Il a cependant appelé « *à participer aux grèves et manifestations, jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites* ». (lorientlejour.com 14.12)

Economie

1- Zone euro

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, a jugé préférable mercredi que les pays de la zone euro versent en une seule fois le capital du futur Mécanisme européen de stabilité (MES), soit 80 milliards d'euros.

«*Je suis pour le principe que tous les Etats versent leur participation directement et intégralement au Mécanisme européen de stabilité*», a déclaré M. Juncker lors d'une intervention à la Chambre des députés à Luxembourg, pays dont il est également le Premier ministre. (liberation.fr 14.12)

Juncker est le Premier ministre d'un paradis fiscal, cela gêne-t-il les chefs d'Etats ou le Parlement européen? Pas le moins du monde évidemment, aucun n'est légitime alors au point où ils en sont... Ils vont les trouver où ces 80 milliards d'euros alors qu'ils croulent sous la dette ? Ah ce sont les marchés qui vont leur prêter, donc tout continue comme avant leur dernier sommet, eh oui, que voulez-vous qu'ils fassent d'autres !

2- Grèce. Profitez-en : on brade tout !

La contraction de l'économie en Grèce va dépasser 5,5 % du PIB en 2011, le pays étant plongé dans "la récession la plus profonde" de son histoire, a déclaré mercredi 14 décembre le premier ministre grec Lucas Papadémos en appelant les milieux d'affaires à investir dans le pays. "L'an 2011 sera la pire récession que ce pays ait jamais traversée", a dit M. Papadémos au cours d'une conférence organisée par la chambre de commerce américano-grecque, "nous avons un dur chemin à faire".

Le plan d'assainissement de l'économie grecque dicté par l'UE et le FMI prévoit des privatisations de 50 milliards d'euros d'ici 2015. "Je vous appelle à saisir l'occasion et investir dans le pays [...], à participer à cet effort surhumain, il n'y a pas de temps à perdre, c'est le moment de responsabilité", a conclu M. Papadémos en appelant chaque homme d'affaires présent à réfléchir à la phrase fameuse du président américain John Kennedy : "Que pouvez-vous faire pour votre pays ?" (lemonde.fr 14.12)

Quel pays, les Etats-Unis ? Ou plutôt la fortune personnelle des mercenaires de la finance et des multinationales quand on a à l'esprit l'état de délabrement avancé de la société américaine ?

[Haut de page ↗](#)

Le 16 décembre

CAUSERIE

Sur TV5Monde Asie, la lauréate du prix littéraire de la francophonie : "*vieillir est un privilège qui permet d'apprivoiser la mort*". On pourrait peut-être en dire autant du mouvement ouvrier !

Une découverte : la pauvreté touche des millions de travailleurs... depuis des lustres en vérité.

Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI, page 14 du n°179 d'*Informations ouvrières* :

"Partout en France, la pauvreté s'étend et devient le mode de vie normal d'un bon quart de la population : les damnés de l'Europe du fric."

Merci pour eux, pour nous !

Je me souviens d'une visite à une des soeurs de ma mère qui vivait avec son mari et leurs deux enfants dans la misère, dans un taudis à Montreuil, j'étais gosse, cela devait être vers le milieu des années 60. A la même époque, la soeur de mon père marié à un maçon italien vivait porte des Lilas dans un appartement minuscule. Quant à nous, on vivait dans une chambre de bonne au 6e, sous les toits, au 6 rue Joubert dans le 9e arrondissement de Paris, c'était déjà ma grand-mère qui était camelot sur les marchés qui nous habillait parce qu'on ne pouvait pas même survivre avec le salaire misérable de mon père menuisier en bâtiment. C'était il y a 50 ans !

En 1955, l'année de ma naissance, cette année-là la température descendra à -15°C à Paris, les trains étaient à l'arrêt non à cause d'une grève mais parce que tous les aiguillages étaient bloqués sous des congères de glace de plusieurs dizaines de centimètres d'épaisseur, mon père ira bosser à 70 kms en mobylette, à Fontainebleau, il n'avait pas le choix, il était payé aux pièces, au rendement si vous préférez, la mensualisation n'existait pas encore dans le bâtiment, c'était bosse ou crève, pour un salaire de misère évidemment.

Quand mes parents m'ont poussé dehors 20 ans plus tard parce qu'ils estimaient que j'étais en âge de travailler et qu'ils en avaient marre de m'avoir à charge, je n'avais pas diplôme, pas de métier, par chance il n'y avait pas de chômage mais dans ma situation j'ai dû prendre n'importe quel boulot payé avec un lance-pierres, je me suis retrouvé dans un T1 que je louais 450 francs par mois, alors que mon salaire atteignait difficilement 700 à 800 francs. Je dormais à même le sol sur un vieux matelas, je n'avais rien, pas un centime d'avance, aucun meuble, pas de réfrigérateur, pas de cuisinière, un gaz de camping faisait l'affaire, j'allais bosser en vélo et je crevais la dalle, j'étais fauché comme les blés, je portais des sous-vêtements troués, des vêtements rapiécés et dès qu'il pleuvait ou neigeait j'avais les pieds trempés et glacés parce qu'elle étaient en piteux états. Et pourtant, comme mon père je bossais à temps plein.

Apparemment monsieur Pierre Jeanneney n'a pas connu cette magnifique époque que ses collègues du POI (CCI) ont vanté à plusieurs reprises dans leur journal, pire, jusqu'à présent ils ont toujours ignoré son existence. Alors oui nous ne sommes pas issus du même milieu et nous n'avons pas connu les mêmes expériences, ce qui explique peut-être en partie pourquoi nous ne parlons pas de la même chose et nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe. Le plus fort c'est qu'ils semblent découvrir que la misère est plus répandue que ce qu'ils pensaient, parce qu'en réalité elle ne les a pas attendu pour frapper à la porte de millions de travailleurs, elle a toujours existé dans des proportions similaires, selon les époques elle est plus ou moins visible, qu'on se souvienne des années d'après-guerre avec les tickets de rationnement qui disparaîtront qu'en 1949, ou encore la terrible crise du logement qui ne sera résorbée en partie que vers les années 70, c'est à cette époque ou quelques années plus tôt seulement que les bidonvilles de Nanterre où s'entassaient les travailleurs en majorité algériens qui bossaient comme OS dans les usines ou comme cantonniers disparaîtront, on passait devant en bus quand on allait chez l'oncle où loge dorénavant ma mère, mon père est décédé.

De ma naissance jusqu'à mes 20 ans, je n'ai connu que ce milieu misérable de travailleurs pauvres, c'est cela qui m'a forgé finalement, qui m'a poussé à essayer de comprendre pourquoi nous étions condamnés à vivre ce terrible destin dans l'indifférence générale, de ce point de vue-là le témoignage de Jeanneney est remarquable parce qu'il le confirme, c'est ce qui m'a poussé à chercher s'il n'existait pas une voie pour sortir de ce cycle infernal, une fois que j'ai constaté que nous n'étions pas tous logés à la même enseigne dans leur société, que les inégalités et l'injustice frappaient toujours les mêmes.

Plus loin, il n'est jamais trop tard :

"Est-ce que cette situation peut durer ? Ne faut-il pas se lever pour défendre ce nouveau sous-prolétariat laissé au bord de la route ? Ils sont maintenant plusieurs millions en France. Ils ont des droits. Ne faut-il pas les aider à s'organiser au moins pour défendre ceux qui ont encore un travail et une vie normale et leur éviter de rejoindre les nouveaux parias ?"

Quelle généreuse intention, si soudaine, si spontanée ! A votre place, je réfléchirais encore quelques décennies avant de me demander s'il faut s'adresser de préférence à l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat qui finalement trouvent leur compte dans le capitalisme, ou s'adresser à ces couches de la classe ouvrière qui par leur situation sont susceptibles de rompre plus facilement ou rapidement avec le capitalisme pour construire le parti.

Par chance voyez-vous, heureusement qu'on ne vous a pas attendu pour ne pas finir par "*rejoindre les nouveaux parias*". Le ton détaché employé par l'auteur de cet article est insupportable, il pue l'opportunisme à plein nez pour ne pas dire que cet intérêt soudain pour la plèbe a quelque chose de suspect.

Allez donc dire aux bureaucrates syndicaux que les travailleurs du secteur privé devrait avoir les mêmes droits que les fonctionnaires... C'est toute votre conception de la lutte de classe qui est à revoir.

Jean Markun, secrétaire national du POI, dans son éditorial semble lui aussi avoir fait une découverte incroyable, à prendre avec des pincettes apparemment :

"Mais quel intérêt avons-nous avec le patronat, la droite, et enfin avec un système capitaliste qui pratique cette fois une véritable « guerre des classes » ?"

Notez bien, "*cette fois*", s'il vous plaît ! Encore un nantis ! Encore un qui parce qu'il n'a jamais bossé dans le secteur privé ignore que la ce secteur d'activité, la « guerre des classes » n'a jamais cessé !

Quelle vilaine expression ! Il a raison d'entourer *guerre des classes* avec des guillemets et de témoigner ainsi aux lecteurs qu'il garde ses distances envers cette expression qui n'est pas de lui ou qu'il ne partage peut-être pas vraiment ou qu'il trouve excessive, il ne faudrait pas que les lecteurs s'imaginent que son parti serait pour mener une guerre, une vrai guerre contre les exploiters, vous ne vous rendez pas compte le mauvais effet que cela pourrait produire sur leurs esprits pétris de conformisme, farcis de dialogue social ou d'une affection sans borne envers toute forme de compromis social au lieu d'aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, quelle horrible perspective...

On se demande plus loin s'il sait vraiment où il en est lui-même : "*En tout cas, une adhésion syndicale très inquiétante (à l'intérêt général - ndlr) qui explique en fait pourquoi nous reculons ! Avec risque de décredibilisation de la démarche syndicale générale. Comment expliquer « une telle position » au moment même où vient d'être décidée « l'austérité à marche forcée » ?"*

Ce serait plutôt à vous et à vos semblables qu'il faudrait poser cette question, non ?

On pourrait croire que les dirigeants qui contrôlent les syndicats pour le compte du capital viendrait seulement d'adopter cette position, c'est en tout cas en lisant ces lignes, ce qu'un travailleur qui n'aurait aucune expérience du syndicalisme serait en droit de penser. Et à qui cela profiterait-il ? A ces dirigeants syndicaux, bravo vous l'aviez deviné ! Et bien cela fait des décennies et des décennies qu'à l'OCI, au PT et au POI ils tiennent le même discours, donc messieurs, pour avoir colporté cette illusion criminelle, vous partagez avec les Thibault, Chérèque et consorts la responsabilité de la "*décredibilisation de la démarche syndicale générale*", que vous les niez ou non n'y changeant absolument rien.

Pourquoi les dirigeants syndicaux montent au créneau pour sauver le capital ? On attend toujours votre réponse. Pourquoi n'êtes-vous pas foutu de répondre à cette question que chaque militant est en droit de se poser ?

Vous aurez remarqué aussi que ces dirigeants du POI sont incapables de produire une phrase ou un paragraphe de trois lignes sans insérer des guillemets en veux-tu, en voilà, comme si les mots leur brûlaient la langue, par crainte qu'on leur reproche un jour de les avoir prononcés à la légère, qu'on leur impute abusivement, on les sent mal à l'aise, il semble atteint de paranoïa aiguë ou je ne m'abuse. Je vais vous confier un truc, la lecture avec les guillemets, c'est pour les transfuges du PS, les républicains et autres démocrates ou encore les syndicalistes réformistes qui ont rejoint la direction trotskiste du POI, sans les guillemets c'est pour nos révolutionnaires du courant communiste internationaliste, quand ils n'ont pas troqué la faucille et le marteau par l'équerre et le compas (maçonnières).

Parfois cela m'arrive d'en employer par mimétisme, après avoir lu des milliers et milliers d'articles de presse, puis je me dis que c'est complètement ridicule, aussi ridicule que les féministes qui écrivent les militants et les militantes ou les militantEs, ce qui est complètement débile. Si on n'y prenait pas garde, on finirait par perdre notre personnalité dans ce monde de névrosés profonds.

Alors camarades, je n'ai pas écrit ces lignes pour que vous vous endormiez sur vos lauriers, vous avez trouvé la question qui vous était posée par Markun, comment expliquer l'attitude des dirigeants syndicaux, hein, en voilà une satanée question, quel défi il a lancé là à l'intelligence humaine, n'est-ce pas ? Vous n'allez jamais vous en remettre, et n'y voyez surtout pas un piège, ces dirigeants n'ont jamais d'arrière-pensées...

Pour les plus anciens, hier si on reculait c'était de la faute des staliniens, et les réformistes, non pas les réformistes puisqu'ils s'étaient alliés avec eux, bon, les staliniens, et aujourd'hui si on recule c'est de la faute de ces foutus dirigeants syndicaux, sauf Mailly qui est vertueux comme chacun sait pour la raison évoquée plus haut, mais ce n'est et ce ne sera jamais la faute des Lambert, Gluckstein, Krivine, Laguiller et Cie, ou si entre eux ils se rebalencent la responsabilité de la situation, ce qui une

fois neutralisée revient au même, c'est la faute aux autres, pourquoi se gêner puisque les militants le gobent.

A la page 4 d'*Informations ouvrières* figure un entretien avec Luis Gonzalez, responsable syndical de la santé à Séville et membre du conseil confédéral des Commissions ouvrières (CCOO).

Question d'*Informations ouvrières* :

"*Mais ne crois-tu pas que si l'Union européenne s'effondre nous en pâtirons tous ?*"

Extrait de la réponse de Luis Gonzalez :

"*C'est une bonne question qu'il faut poser aux travailleurs grecs, portugais ou irlandais...*"

N'y a-t-il rien qui vous choque dans la tournure de cette question ? N'a-t-on pas envie de répondre : ah ben si, et c'est bien là le problème, on souhaiterait que l'Union européenne tienne bon, bref que tout continue comme avant, non ?

Mettez-vous un instant à la place du travailleur qui n'a aucune expérience du combat politique et qui découvre cette question, quelle autre réponse ne les pousse-t-il pas à donner à cette question, en fait à le jeter dans les bras de l'UE ? Pour ne pas en rajouter une couche, disons que c'est fort maladroite, ce n'est pas de la complaisance de ma part envers le POI, ils sont pathétiques et font pitié comme disent les jeunes, on a sincèrement envie de les plaindre.

Ils vaudraient avancer vers le socialisme, mais il faudrait que le chemin pour y parvenir soit pavé de roses, que tout cela se passe dans la joie et la bonne humeur... Impensable, c'est exactement l'inverse des conclusions auxquelles étaient parvenues Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Il y a un dicton populaire qui dit : si tu veux être beau, tu dois souffrir avant. Et bien avec le socialisme, l'émancipation du capital, c'est exactement la même chose, il faudra consentir de nombreux sacrifices et passer par des épreuves douloureuses pour accéder au règne de la liberté. Peut-être que ceux qui n'y tiennent pas ont l'impression d'avoir quelque chose à perdre, ce qui signifie qu'ils sont incapables d'épouser les intérêts collectifs de la classe et qu'ils privilégient leurs intérêts individuels, inconsciemment disons pour ne pas les enfoncer trop vite. On leur conseillera fraternellement de revoir leur copie au plus vite.

Comment ils préparent les esprits à l'union nationale

Dans un sondage CSA, une majorité de Français se disent favorables à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Par ailleurs, la percée de François Bayrou se confirme. La droite et la gauche peuvent-ils gouverner ensemble?

C'est en cas le souhait d'une majorité de Français, selon un sondage CSA pour BFMTV, 20 minutes et RMC. En effet, 55% des personnes interrogées penchent pour "*un gouvernement d'union nationale regroupant des personnalités de gauche, de droite et du centre*" alors que 37% préfèrent "*un gouvernement reposant sur une claire majorité de gauche, de droite ou du centre*" (8% sans opinion), ce qui est cohérent avec la progression de François Bayrou, défenseur de la première option. (lexpress.fr 15.12)

Cette manipulation est décidément très maladroite : "*un gouvernement reposant sur une claire majorité*" du "*centre*", cela existe ? Le centre se caractérisant par sa critique de la gauche et de la droite pour finalement faire une politique de droite que ne renierait pas la gauche. Le centre, c'est la droite avec une étiquette à gauche ou sans la gauche, puisqu'elle n'existe pas au niveau institutionnel, le PS et ses satellites ayant opté pour l'économie de marché, le capitalisme, comme la droite.

Une autre fois on aura une causerie sur la superficialité des choses, sur l'intérêt sélectif que l'on porte aux faits et gestes de chacun, comme si finalement rien n'avait vraiment d'importance, car cela ne changerait rien. On ne réfléchit pas, on procède arbitrairement par décret selon ce qui nous arrange, sans craindre de se contredire, de cela aussi on se fout éperdument, sous prétexte que tout le monde se renierait un jour, alors qu'il n'y a que les crétins qui ne changent jamais d'idée.

Il est admis que le centre existe, donc faisons avec. Et puisqu'il y a plus de deux siècles maintenant droite et gauche signifiaient bien quelque chose, pourquoi cela aurait-il changé depuis, on se le demande, non plutôt on ne se demande pas, la droite c'est l'exploiteur, la gauche c'est l'exploité, et le centre alors, attendez, le centre c'est la corde qui sert au premier à pendre le second...

Pourquoi les religions sont-elles si puissantes et quelque part incontournables ?

C'est en regardant avant-hier un numéro des *Racines et des ailes*, diffusé en différé sur TV5Monde Asie et consacré à la ville d'Albi, l'un des derniers puissants bastions des Cathares au XIIIe siècle, que m'est venue cette réflexion. Pour résister aux croisés, au roi de France allié du Pape, les Cathares avaient ralliés les puissants seigneurs du sud-ouest de la France. Louis IX rêvait de faire main basse sur cette région jusqu'aux Pyrénées, il s'allia avec l'église romaine qui était déjà dans la place, celle-ci fit une donation de terres à un rejeton de la cour venu du nord, une fois les Cathares vaincus à Montségur, le baron de Montfort fut déclaré

le seigneur des lieux et régna sur la région pour le compte du roi, qui ainsi avait agrandi son territoire et étendu désormais sa puissance jusqu'aux contreforts des Pyrénées.

Au départ l'Eglise ne possède aucun bien matériel, son pouvoir est purement intemporel, ce sont les nobles, les seigneurs provinciaux qui possèdent les terres et les serfs qui les cultivent, le pouvoir temporel. En échange de ses services, l'Eglise est devenue très riche, plus riche que n'importe quel monarque, et c'est facile à comprendre comment elle s'y est prise. Chaque seigneur était isolé et plutôt faible s'il devait affronter une armée composée de milliers de soldats. Pour mieux asservir les paysans et éviter qu'ils se rebellent, il n'y avait rien de tel qu'un pouvoir supérieur qui exercerait une emprise sur eux en s'appuyant sur leurs superstitions et la peur de la mort, du jugement dernier, se servant de leur ignorance pour mieux les culpabiliser ou les terroriser, pour leur faire admettre que finalement c'était la volonté divine qui s'accomplissait sur terre en servant leur seigneur ou le noble du coin, et que quiconque viendrait à s'y opposer se verrait interdire l'accès au royaume des cieux ou finirait ses jours en enfer après être passé par des épreuves terrifiantes à côté desquelles tous les supplices ou tortures conçus par les hommes sur terre étaient de la rigolade.

En échange de ses services, l'Eglise se fit remettre ou exigea des terres de la part de chaque seigneur, et cela dans tous les pays où elle était implantée. Si chaque seigneur ne possédait que ses propres terres, l'Eglise possédait dorénavant les terres que tous les seigneurs lui avaient remises, du coup son pouvoir s'en trouva décuplé au point d'imposer sa volonté aux seigneurs...

La religion seule n'a aucun pouvoir, autrefois elle dut s'allier à des couches de la noblesses, plus tard à des couches de la bourgeoisie, et de nos jours, si elle peut encore vivre de ses rentes, elle s'allie avec les Etats qui en combattent d'autres où une autre religion est implantée, pas forcément, quand un pays est assez vaste pour que plusieurs religions se cotoient, en Inde par exemple, comme hier elle s'allie avec des couches de la bourgeoisie qui lui font des donations en échange de ses services. Passons sur le fait que c'est un business très rentable ainsi que la dotation des Etats ou leur générosité (fiscale) envers les religions. Quand une religion n'est pas directement inscrite dans la Constitution, comme en Algérie par exemple.

Ce n'est là que les grandes lignes des rapports entre les religions et les classes dominantes. L'alliance des Frères musulmans, de certaines franges d'islamistes avec différents impérialiste, correspond précisément à ce qui vient d'être exposé. Les religions et les Etats se répartissent le pouvoir intemporel et temporel pour mieux asservir la population laborieuse, et les uns et les autres s'arrangent pour que matériellement et financièrement ils y trouvent leur compte. Et quand l'un ou l'autre veut accroître son pouvoir, rien ne l'empêche de passer une nouvelle alliance avec d'autres Etats ou impérialistes, et dans le cas de pays colonisé, l'Etat qui exerce son pouvoir dessus peut décider de favoriser une religion plutôt qu'une autre ou un groupe dissident de cette religion contre un autre ou contre la maison mère, les chiites contre les sunnites par exemple.

A propos du site

J'ai ajouté 8 articles dans les rubriques économie, politique, internationale et Syrie. J'ai actualisé les différentes pages d'accueil du site, quel boulot !

Bon week-end à tous, et gardez le moral camarades : vaincre ou périr, on vaincra !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jacques Chirac a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour des détournements de fonds publics commis dans les années 1990 après 13 ans d'une procédure retardée par la protection dont il a bénéficié pendant 12 ans à l'Elysée.

Contre l'avis du parquet qui avait requis la relaxe, les juges retiennent aussi les incriminations "*d'abus de confiance, ingérence et prise illégale d'intérêt*" et se montrent sévères dans leurs attendus, où ils reprochent à l'ex-maire de Paris (1977-1995) d'avoir "manqué à l'obligation de probité" imposée aux élus gérant l'argent public.

Cette affaire, point d'orgue de 15 années "*d'affaires*" où des proches de Jacques Chirac ont été condamnés parfois sévèrement, voire emprisonnés, sans jamais qu'on puisse demander des comptes à leur chef, relance déjà la débat sur l'immunité pénale du chef de l'Etat, un dispositif introduit dans la Constitution en 2007 par ce même Jacques Chirac.

Sept des neuf autres prévenus sont sanctionnés, dont l'ex-patron du syndicat FO Marc Blondel, dispensé de peine mais déclaré coupable car son garde du corps était payé par la Ville, et le petit-fils du fondateur de la Ve République Jean de Gaulle, frappé de trois mois de prison avec sursis pour avoir bénéficié à titre personnel de chargés de mission.

Jacques Chirac encourait en théorie pour ces faits jusqu'à dix ans de prison et le tribunal précise dans ses attendus que le sursis

n'est dû qu'à l'ancienneté des faits, à son âge, sa maladie et son passé de chef d'Etat.

Au procès, les avocats de l'ex-maire de Paris avaient soutenu qu'il fallait préserver l'image dans l'Histoire de celui qui fut plusieurs fois ministre à partir des années 1960, deux fois Premier ministre (1974-1976 et 1986-1988) et douze ans chef de l'Etat (1995-2007).

"Si vous condamnez, vous direz que la France a été dirigée pendant 12 ans par un petit comptable indélicat", avait dit Me Georges Kiejman.

L'audience, malgré l'absence de Jacques Chirac ou à cause d'elle, ne lui a pas été favorable. Son rôle personnel est apparu étayé.

Les pseudo-spécialistes des Africains, des Chinois ou de l'agriculture, les épouses de dignitaires RPR, le garde du corps de Marc Blondel, les amis et les "*petites mains*" de partis proches n'ont pas servi les Parisiens mais perçu des fonds publics par la volonté de Jacques Chirac, ont dit les témoins. (reuters 15.12)

La "*France a été dirigée pendant 12 ans*" par un pauvre châtelain et chef du parti de la réaction, qui sachant qu'il avait commis des actes délictueux selon la loi en vigueur, a pris la précaution avant de tirer sa révérence d'introduire un alinéa dans la Constitution en 2007 pour assurer ses arrières ou gagner du temps, escomptant qu'en cas de jugement beaucoup plus tard, les juges feraient preuve de clémence envers un vieillard simulant ou non la sénilité.

Quant à Blondel, il fait partie de ces bureaucrates pourris chez qui la corruption est tellement un état naturel, que lorsqu'ils en sont les bénéficiaires ils ne s'en rendent même pas compte. Cela vaut bien entendu ou surtout sur le plan idéologique. A ce niveau c'est une institution.

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants se sont heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures, jeudi, près d'un grand axe routier menant à la capitale Manama, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard, ont rapporté des habitants.

Les manifestants, appartenant pour la plupart à la communauté chiite, majoritaire dans le royaume, ont fréquemment bloqué des routes depuis le début de leur mouvement de contestation voici dix mois, afin de réclamer davantage de droits politiques à la monarchie sunnite. (reuters 15.12)

Social

France

1- Mobilisation à l'Education nationale.

Le mouvement de grève à l'Education, contre le projet de réforme de l'évaluation des enseignants, était suivi en moyenne nationale, jeudi, par 11,18% des personnels dans le primaire et 16,43% dans le secondaire, selon une "*estimation provisoire*" diffusée dans la matinée par le ministère.

A Paris, une manifestation a rassemblé 3.200 personnes dans l'après-midi, selon la police et 7.500 d'après les organisateurs, entre la place Denfert-Rochereau et Sèvres-Babylone. Plus de 70 rassemblements et défilés étaient prévus un peu partout dans la journée.

Sur la grève, le SNES, premier syndicat des collèges et lycées, parle de son côté de "*près d'un enseignant sur deux*" en grève.

Le plus fort taux de participation était enregistré dans les collèges avec 21,14% des enseignants en grève, et le plus faible dans les lycées professionnels (7,71, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale.

Mais selon les chiffres diffusés par le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), 47% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi matin.

Les principaux syndicats -à l'exception du SGEN-CFDT- ont appelé à cette journée de grève et de manifestations dans toute la France, ce jeudi, contre la réforme de l'évaluation des enseignants. Ils accusent le gouvernement de vouloir faire entrer une "*logique managériale*" dans l'Education nationale.

Le projet de réforme "*qui fait du chef d'établissement l'unique évaluateur des personnels revient à décaler l'évaluation sur la périphérie de nos métiers*", dénonce le SNES dans un communiqué.

Le syndicat "exige une nouvelle fois le retrait de ce projet et rappelle sa détermination à poursuivre avec les personnels la mobilisation dès la rentrée de janvier si le ministre persistait dans son obstination coupable". (AP 15.12)

2- No smoking !

Va-t-il bientôt y avoir pénurie de cigarettes en France? Des sites d'Altadis distribution France (ADF, groupe Imperial Tobacco), qui organise la distribution en France des paquets de cigarettes aux bureaux de tabac, sont touchés par un mouvement de grève sur les salaires à l'appel de la CGT.

«Les sites de Lognes (Seine-et-Marne), de Colomiers (Haute-Garonne) et de Nyons (Drôme) sont bloqués depuis lundi matin, aucun camion ne sort», a indiqué à l'AFP Eric Comparot, responsable CGT chez Altadis. Les grévistes ont été rejoints par leurs collègues de Nancy (Meurthe-et-Moselle) et du Mans (Sarthe). ADF, qui a également un site à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), emploie quelque 1.300 salariés, dont près de 700 dans la distribution de tabac, qui sont principalement des préparateurs de commandes et des gestionnaires de stocks.

Cause de la grogne chez ADF? Les salaires. Les négociations annuelles obligatoires sur les salaires ont récemment eu lieu mais aucun syndicat n'a accepté les propositions de la direction, qui prévoit 2,2% d'augmentation générale plus des hausses individuelles, a expliqué la CGT à l'AFP. «On veut au moins 2,4% pour supporter l'inflation de 2,3%», a expliqué au Parisien Franck Lecot, secrétaire général du comité d'entreprise (CE) à Lognes. Ces revendications ont pour l'instant été rejetées par la direction. (20minutes.fr 15.12)

3- SMIC

Le SMIC sera revalorisé une nouvelle fois à compter du 1er janvier prochain, passant de 9,19 euros brut de l'heure à 9,22 euros, soit un mensuel brut de 1.398,37 euros contre 1.393,82 euros précédemment, a confirmé jeudi la Direction générale du Travail (DGT) dans un communiqué.

"L'augmentation du SMIC sur un an a été de 2,4%", affirme la DGT. (AP 15.12)

4- Un record **historique** !

Quelques jours après la parution d'un rapport accablant sur l'Etat des prisons françaises, l'administration pénitentiaire a indiqué que le 1er décembre plus 65 000 personnes étaient détenues. Un record historique. Triste record. Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er décembre un nouveau record historique, avec 65 262 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce jeudi.

Le parc pénitentiaire comptant 57 255 places, il est nettement surpeuplé avec un taux d'occupation de 113,9% (113% au 1er novembre).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16 587, soit 25,4% des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 750, en hausse de 8,7% par rapport au mois précédent (690). Ils représentent 1,1% des personnes incarcérées.

Au 1er décembre 2011, 10 698 personnes bénéficiaient d'aménagements de peine (semi-liberté, bracelet électronique...), dispositif ayant progressé de 25,4% en un an et de 43,7% en deux ans. (lexpress.fr 15.12)

Economie

1- France

Selon la 9e enquête annuelle sur la diffusion en France des technologies de l'information et de la communication (TIC) a été réalisée pour le Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGEIT) et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), trois Français sur quatre (74 %) disposent à la fois d'un téléphone fixe à domicile et d'un portable personnel, soit une progression de quatre points du double-équipement fixe (89 % des Français) et mobile (85 %), par rapport à 2010. En un an, la navigation sur Internet depuis le mobile a progressé de 9 points (24 %), le téléchargement d'applications payantes de tous types a gagné 8 points (17 % d'utilisateurs), et 8 % d'utilisateurs ont adopté la télévision sur écran mobile (+8 points en un an).

Aujourd'hui, 17 % de la population dispose d'un smartphone. Les cadres supérieurs sont deux fois plus nombreux que les ouvriers à utiliser ce terminal, alors que ces deux catégories socioprofessionnelles sont équipées de simples téléphones mobiles dans les mêmes proportions, respectivement 95 % et 93 %.

Le phénomène nouveau d'équipement en tablettes tactiles ne concerne encore que 4 % des Français, soit deux millions d'utilisateurs, issus majoritairement "des populations en pointe en matière de nouvelles technologies et de nouveaux usages", souligne le Crédoc.

Près de quatre Français sur cinq (78 %) sont désormais équipés d'un ordinateur à leur domicile (+2 points). Et depuis deux ans, les utilisateurs s'équipent majoritairement en ordinateurs portables. Et ils se "connectent de plus en plus en mobilité dans leur foyer, principalement avec le Wi-Fi", selon l'étude. (lemonde.fr 15.12)

Internet est comme l'idiot utile qui sert les intérêts du régime ou vient à son secours, car c'est un outil de communication que l'on ne peut utiliser à bon escient que si l'on maîtrise le mode d'emploi, si l'on est capable de faire la part des choses dans la vie, et comme ce n'est pas le cas de l'immense majorité des utilisateurs, ils seront finalement incapables d'en tirer profit, sur le plan politique notamment.

Mieux ils ne pourront pas prétendre qu'ils ont été manipulés, puisque personne ne les a obligés à se connecter sur un portail plutôt qu'un autre, autrement dit, ils ne sont victimes que de leur propre ignorance et n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. On peut tout trouver et tout faire sur Internet, on peut y passer sa vie aussi, alors imaginez un peu quand cela tombe dans les mains d'esprits un peu faibles les ravages que cela peut provoquer sur leur état mental.

L'homme n'apprend plus directement des expériences qu'il a vécues ou vit au quotidien en contact avec le monde extérieur, il vit par procuration des expériences sans éprouver les sensations qui s'en dégagent au moment où elles ont eu lieu et qui ont influencé celui qui les a relatées sur Internet, si bien que ce n'est pas avec sa propre sensibilité qu'il va juger ou ressentir ces expériences, on assiste donc là un processus de dépersonnalisation, de désagrégation de la personnalité qui caractérise la schizophrénie, que certes on pouvait déjà trouver dans la lecture en s'identifiant à un auteur ou un personnage de roman, sauf que là cela touche la totalité de l'expérience humaine et pas seulement le domaine bien circonscrit de l'imaginaire romanesque.

Cette déconnexion de la réalité, on dit aussi du monde sensible, qui affecte des gens qui n'ont plus ou presque comme seul passe-temps qu'Internet, peut favoriser également des comportements paranoïaques, qui lorsqu'ils sont associés à la désagrégation schizoïde, peuvent se traduire par des meurtres ou des suicides.

2- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi la suppression de 1.600 emplois au premier trimestre 2012 pour réduire ses coûts dans un contexte difficile, une décision qui dope le titre à Wall Street.

Cette compression d'effectifs touchera tous les échelons hiérarchiques et toutes les zones géographiques, a dit le porte-parole Mark Lake.

Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Bank of America et Citigroup ont déjà fait part de leurs projets de supprimer des milliers d'emplois d'ici la fin de l'année. (reuters 15.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 décembre

CAUSERIE

Manoeuvre de l'Etat mafieux russe.

Le parti de Poutine contesté dans les urnes et dans la rue, le Parlement européen condamne le déroulement des dernières élections entâché de nombreuses irrégularités (un euphémisme !), la Russie attaquée à l'ONU pour son refus de voter au Conseil de sécurité la condamnation du régime syrien, la Russie candidate malheureuse depuis 18 ans à l'adhésion à l'OMC...

Et ne voilà-t-il pas que Medvedev-Poutine concocte une résolution condamnant toutes les violences en Syrie d'où qu'elles viennent, pour que son adhésion à l'OMC soit enfin accordée à la Russie.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Marisol Touraine (PS) dans un entretien au Monde, le 16 décembre, à propos des retraites : "*Ce que propose François Hollande est une avancée majeure. Nous nous sommes opposés fortement à la réforme du gouvernement.*"

Voilà pour ce qui relève des apparences, de la superficialité des choses, un grossier mensonge.

En réalité, tout d'abord il n'y a aucune avancée dans les propositions du PS ou à la marge pour une population qui ne va cesser de diminuer dans les années à venir, pire, puisque plus loin elle annonce que si Hollande était élu dans les mois qui suivent, avec les syndicats il négocierait un nouvel allongement de la durée de cotisation, ensuite le PS a soutenu la contre-réforme du gouvernement au lieu de la combattre en appelant les masses à se mobiliser. (lemonde.fr 16.12)

2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a déclaré vendredi qu'il n'était "*absolument pas désespéré*" par la situation économique de son pays et qu'il n'avait aucun doute sur le fait que l'Italie sortira de la crise de la dette.

L'ensemble des mesures contenues dans le plan sont structurelles et doivent permettre d'apporter au pays une stabilité financière, a ajouté l'ancien commissaire européen.

Une réforme du marché du travail et des mesures pour libérer l'économie seront toutefois nécessaires, a-t-il souligné.

Le gouvernement italien a largement obtenu vendredi, par 495 voix contre 88, la confiance des députés sur le plan d'austérité qui va être à présent soumis au Sénat. (reuters 16.12)

3- Russie

Le fondateur d'un journal qui enquêtait sur la corruption dans les sphères gouvernementales a été tué par balles au Daghestan, république autonome russe du Nord-Caucase.

Gadjimourat Kamalov a été assassiné alors qu'il quittait les bureaux du journal Tchernovik, jeudi peu avant minuit à Makhachkala, la capitale du Daghestan, a fait savoir le ministère daghestanais de l'Intérieur.

Atteint de huit balles, il est décédé alors qu'on l'évacuait vers un hôpital, a précisé la police. (reuters 16.12)

J'ajoute que c'est le quatrième journaliste assassiné en Russie en 2011, entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

4- Egypte

Des heurts vendredi au Caire entre des manifestants et la police militaire ont fait trois morts et 257 blessés, a annoncé le ministère égyptien de la Santé.

Ce sont les pires violences dans la capitale depuis le début des élections législatives fin novembre.

Les affrontements ont éclaté après la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Les rues autour du Parlement ont été le théâtre de heurts très violents, après le premier tour de la deuxième phase des élections législatives organisé mercredi et jeudi dans neuf provinces.

En début d'après-midi, des soldats ont chargé 10.000 contestataires rassemblés dans le centre-ville. Les affrontements se sont poursuivis après la tombée de la nuit. Des manifestants ont lancé des cocktails Molotov et des pierres sur les bâtiments publics, brisant des vitres et détruisant des caméras de surveillance.

Des soldats ont tiré - on ignore s'il s'agissait de balles réelles ou de balles en caoutchouc - sur des protestataires qui jetaient des pierres sur le bâtiment du Parlement.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"*Même si le sit-in était illégal, était-il nécessaire de le disperser avec une pareille brutalité et une telle barbarie ?*" s'est interrogé Mohamed ElBaradeï, l'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur Facebook.

Ziad el Elaimy, homme politique libéral du Bloc égyptien qui brigue un siège au Parlement dans une circonscription du Caire, a dit avoir été frappé par les forces de sécurité lors de son arrivée sur les lieux des affrontements.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le conseil consultatif civil récemment mis en place pour assister le CSFA dans ses décisions politiques a annoncé qu'il suspendait ses réunions et présenterait sa démission si ses avis n'étaient pas écoutés. Amr Moussa, candidat à la présidence et l'un des membres de ce conseil, a précisé qu'il demandait la fin des violences contre les manifestants.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées après la diffusion via internet d'images présentées comme celles d'un activiste arrêté et battu par les forces de l'ordre.

"*La rumeur court qu'ils l'ont battu et qu'il a dû être hospitalisé*", a dit un médecin s'occupant des manifestants blessés. "*C'est ce qui a conduit des gens à sortir manifester*", a-t-il ajouté.

Des soldats et des hommes en civil ont jeté des projectiles du toit des édifices publics sur les manifestants, qui ripostaient avec des pierres. Des voitures étaient en feu et un bâtiment public a été en partie incendié.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui assume l'intérim de la présidence, a demandé que les blessés soient évacués vers des hôpitaux militaires, rapporte la télévision d'Etat.

De source militaire, on précise que 32 gardes du Parlement ont été blessés après avoir tenté de refouler les manifestants qui cherchaient à pénétrer dans l'édifice.

L'activiste au centre de la rumeur, Abboudi Ibrahim, a été arrêté alors qu'il quittait le sit-in organisé devant le siège du gouvernement.

Ce sit-in existe depuis les journées de violences de la fin novembre qui ont fait plusieurs dizaines de morts et assombri le début des élections législatives.

Une vidéo circulant sur Facebook montre un jeune homme, identifié comme étant Abboudi Ibrahim, le visage portant les traces de coups violents.

Selon l'agence Mena, des appels à se rassembler de nouveau sur la place Tahrir, symbole de la révolution de l'hiver dernier contre Hosni Moubarak, courent parmi les cercles militants. Les contestataires auraient bloqué une artère menant à la place Tahrir, selon Mena. (reuters 16.12)

5- Bahreïn

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants chiites vendredi à Bahreïn, au lendemain de la mort d'un manifestant près de la capitale Manama, rapportent vendredi l'opposition et des militants des droits de l'homme.

La police a fait usage de gaz lacrymogène et a lancé des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants et plusieurs personnes ont été blessées lors des affrontements qui se sont produits dans plusieurs villages chiites près de la capitale, a indiqué Matar Matar, membre du principal parti d'opposition chiite Al Wefaq.

Jeudi, des centaines de manifestants s'étaient heurtés aux policiers antiémeutes pendant plusieurs heures près d'un axe routier menant à la capitale, battant en retraite quand les agents tiraient des grenades assourdissantes et se regroupant un peu plus tard. (reuters 16.12)

Social

1- France

1.1- Grève national des agents de sûreté

La totalité des vols au départ de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry ont été annulés vendredi à partir de la mi-journée et des perturbations ont eu lieu à l'aéroport parisien de Roissy en raison d'un mouvement de grève national des agents de sûreté.

Cette grève de 24 heures reconductible a été lancée par les syndicats des sociétés de sûreté aéroportuaire, qui emploient environ 10.000 salariés.

Les organisations demandent une revalorisation de leurs salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Dans la région parisienne, la situation était normale à Orly, a indiqué Aéroports de Paris (ADP) dans un communiqué.

En revanche, à Roissy-Charles de Gaulle, le mouvement a entraîné pour les passagers des temps d'attente de 20 à 40 minutes à certains postes de contrôle en ce jour de fort trafic lié aux départs en vacances de Noël. (reuters 16.12)

1.2- Mayotte

La grève contre la vie chère pourrait reprendre à Mayotte. L'intersyndicale, l'association des consommateurs de Mayotte et le Collectif des citoyens perdus appellent à une manifestation lundi, alors qu'une grève qui avait duré quarante-quatre jours avait été levée le 9 novembre.

"La précédente grève générale a permis un certain nombre d'avancées, dont l'augmentation du smic local et des mesures de relance en faveur des entreprises mais les grands distributeurs continuent à faire des blocages manifestes au niveau des prix des produits de première nécessité, a expliqué vendredi Djanfar Kamiloudine, secrétaire général adjoint de la CGT Ma. La plupart des habitants nous signalent qu'après la grève de quarante-cinq jours contre la vie chère, les prix ont plutôt augmenté et donc, nous avons décidé de réagir et de ne pas laisser envenimer la situation."

Les syndicats souhaitent notamment l'insertion dans l'accord de fin de conflit de la baisse des prix des produits de première nécessité de façon durable, de l'affectation au kilo des produits négociés et de la neutralisation des prix pour les produits n'ayant pas fait l'objet de négociations, selon leur préavis de grève pour lundi, déposé le 8 décembre. Les responsables syndicaux espèrent aboutir le plus rapidement possible à une sortie définitive du conflit, les récentes manifestations ayant laissé des séquelles dans la vie socio-économique de Mayotte. (lemonde.fr 16.12)

1.3- Education nationale. Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012

Les 5700 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2012 en classes primaire affecteront d'abord, en nombre absolu, les académies de Lille (399 suppressions) et Nancy-Metz (367), selon un document transmis aujourd'hui par le ministère de l'Education nationale aux syndicats. Toutes les académies doivent perdre des postes, sauf la Guyane où sont prévues 20 créations nettes de postes.

Les autres académies touchées sont Versailles (260), Amiens (235), Créteil (233), Toulouse (227), Aix-Marseille (219), Strasbourg (216), Bordeaux (203), Orléans-Tours (196), Dijon (181), Caen et Rennes (179), Montpellier (172), Rouen (166), Besançon (154), Grenoble et Reims (153), Nice (143), Clermont-Ferrand (141), Nantes (137), Guadeloupe (134), Limoges (131), Lyon et Poitiers (129), Paris (98), Martinique (97), La Réunion (69) et Corse (20).

Soit en tout 5100 suppressions de postes, les 600 autres devant concerner "les moyens alloués au recrutement des étudiants en master 2", a précisé Christian Chevalier, du syndicat SE-Unsa.

"Le projet ne fait pas dans la dentelle. Le couperet tombe dans toutes les académies, sauf la Guyane. Elles doivent toutes rendre des postes quelle que soit l'évolution du nombre d'élèves", a commenté pour sa part, dans un communiqué, le SNUipp-FSU, premier syndicat des établissements du secondaire. (liberation.fr 16.12)

2- Eglise catholique

Des milliers d'enfants ont été agressés sexuellement au sein d'institutions catholiques néerlandaises, alors que les responsables de l'Eglise n'ont pas su répondre ou aider les victimes, selon une enquête rendue publique vendredi.

S'appuyant sur une enquête menée auprès de plus de 34.000 personnes, la commission a estimé qu'un enfant néerlandais sur dix a subi une forme d'agression. Le chiffre passe à 20% pour les enfants ayant passé une partie de leur jeunesse dans une institution, soit 10.000 à 20.000 enfants.

La commission a reçu près de 1.800 plaintes pour agression dans des écoles catholiques, des séminaires et orphelinats, des institutions qui ont "fait preuve de négligence".

Mise en place l'année dernière sous la présidence de l'ancien ministre Wim Deetman, la commission a enquêté sur des agressions commises depuis 1945. (AP 16.12)

3- Kazakhstan

Dix personnes ont été tuées au Kazakhstan vendredi lors d'affrontements entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers, a fait savoir le procureur général du pays.

"D'après les premières informations, dix personnes ont été tuées dans ces graves troubles. Il y a eu également des blessés, dont des policiers", a expliqué Askhat Daoulbaëv au cours d'une conférence de presse.

Les manifestants ont selon lui incendié le bâtiment de l'administration municipale de la ville de Janaozen, dans l'ouest du pays, ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés.

"Les délinquants ont attaqué des policiers, renversé l'arbre du nouvel an, détruit des yourtes et une scène installée pour les fêtes, et incendié un car de police", a déclaré Daoulbaëv.

"Les bâtiments de l'administration municipale, un hôtel et le siège d'Uzenmunaigas ont été incendiés. Des biens appartenant à des personnes et à des entreprises ont été détruits. Des voitures ont été brûlées et des distributeurs de billets pillés."

Les affrontements ont entaché les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan. Des commémorations éteint organisées dans l'ensemble du pays, et la télévision d'Etat, qui retransmettait les festivités dans la capitale Astana, n'a pas fait mention des violences.

Les manifestants ont détruit les yourtes qui avaient été dressées autour d'une scène de concert. *"Ils étaient scandalisés que la ville prépare une fête pour les habitants et ont jeté des pierres sur les passants",* a déclaré Janna Oïchibaïeva, assistante du gouverneur de la province de Mangistau.

Janozen est une ville de 90.000 habitants à environ 150 km de la mer Caspienne. Les manifestations violentes sont rares au Kazakhstan, première économie d'Asie centrale. Le président Noursoultan Nazarbaïev, âgé de 71 ans, dirige le pays depuis son indépendance et y a supervisé d'importants investissements étrangers, notamment dans le pétrole et le gaz naturel. (reuters 16.12)

Economie

1- Zone euro

1- Moody's a annoncé vendredi l'abaissement de deux crans de la note de crédit de la Belgique, de Aa1 à Aa3, jugeant que le "sentiment fragile" au sein de la zone euro pourrait provoquer des tensions sur le financement pour les pays les plus endettés. (reuters 16.12)

2- Fitch Ratings a placé vendredi sous surveillance négative les notes souveraines de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Irlande, la Slovaquie et Chypre, menaçant de les abaisser, faute de "solution globale" à la crise de la dette de la zone euro.

Dans un communiqué, l'agence dit espérer achever l'examen des notes souveraines d'ici à la fin du mois de janvier. Si cet examen conclut à un abaissement, celui-ci serait probablement limité à un ou deux crans, précise-t-elle.

Après le sommet européen des 9 et 10 décembre, une solution globale à la crise de la zone euro est *"techniquement et politiquement hors d'atteinte"*, estime Fitch, qui se dit particulièrement préoccupée par l'absence de *"pare-feu financier crédible"*. (reuters 16.12)

2- Parlement européen

Quand le contribuable français finance les délocalisations de Renault.

En effet, Renault vient de se voir octroyer une aide de 24,5 millions d'euros par le Parlement européen pour financer un plan de départs volontaires de 3 500 personnes en 2009. Les fonds seront versés, attention là ça devient du très lourd, par le

"Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation" (vous avez bien lu). Ainsi l'Europe s'est dotée d'un "Fonds", alors qu'on nous répète à l'envi qu'il n'y plus d'argent dans les caisses, pour indemniser les entreprises qui licencient. On croit rêver. Des entreprises qui délocalisent pour faire plus de bénéfices se voient octroyer des aides par les contribuables européens, ce qui rend la situation d'autant plus ubuesque qu'on fait donc payer aux personnes licenciées les aides perçues par leur ex-employeur pour les virer dans leurs impôts. L'Union européenne ou la version moderne du "Royaume du Père Ubu".

Le pire est que cette aide a été votée par la droite et la gauche confondues, seuls les Verts s'étant abstenus. Les socialistes européens ont un peu traîné des pieds afin de faire passer le chèque octroyé à Renault de 24,5 à 17,4 millions mais ont fini par voter avec la droite l'intégralité de la somme au prétexte, pour citer la députée européenne socialiste Estelle Grellier, "que le rapport de force n'était pas en leur faveur". Si l'opposition doit voter comme la majorité au prétexte que le rapport de forces lui est défavorable, à quoi sert alors d'avoir une opposition...

Ainsi donc, nous autres contribuables avons dû verser, suite à l'aval de nos politiques, des millions à Renault (dont l'Etat détient toujours 15% du capital) afin d'aider la marque au losange, qui produit aujourd'hui moins de 20 % de ses véhicules particuliers en France, à délocaliser.

Enfin, cela a au moins un côté positif. La prochaine fois que Nicolas Sarkozy, François Hollande ou François Bayrou diront qu'il faut lutter contre les délocalisations et produire en France, nous saurons vraiment à quoi nous en tenir. (atlantico.fr 16.12)

3- Banques

Le montant des mauvaises créances détenues par les banques européennes a augmenté pour représenter plus d'un quart de leur capital, montrent les chiffres publiés vendredi par la Banque centrale européenne.

Les données, arrêtées fin juin, concernent 4.700 banques européennes. Elles montrent que dans l'ensemble, les mauvaises créances représentent l'équivalent de 27% du capital des banques selon la définition des ratios prudentiels, contre 25% il y a un an et 20% en 2009.

Les bénéfices des banques ont toutefois augmenté malgré la crise dans la zone euro. Le résultat net agrégé des banques allemandes s'est établi à 5,8 milliards d'euros, au lieu de 4,3 milliards auparavant. Le profit des banques françaises est passé de 14 à 14,5 milliards. Celui des établissements italiens est passé de 4,2 à 4,9 milliards.

Les banques espagnoles en revanche ont vu leur profits tomber de 10,7 à 9,1 milliards. Celui des banques britanniques a baissé de 16,9 milliards, pour tomber à 8,4 milliards.

Ces chiffres interviennent alors que certains craignent un tarissement des sources du crédit.

Les banques pourraient alors très fortement réduire leurs prêts aux entreprises et aux ménages de façon à rester en conformité avec les nouvelles règles en matière de ratios prudentiels qui entreront en vigueur l'an prochain. (reuters 16.12)

4- France

L'Insee souligne que le produit intérieur brut français devrait reculer de 0,2% au quatrième trimestre 2011 et de 0,1% au premier trimestre 2012 - validant la définition d'une récession technique de l'économie - avant de progresser de 0,1% au deuxième trimestre.

Dans sa note de conjoncture trimestrielle, l'institut estime que le chômage, à 9,3% de la population active en métropole, pourrait atteindre 9,6% à cette date et franchir le seuil de 10% sur la totalité du territoire. (reuters 16.12)

5- Irlande

L'économie de l'Irlande s'est contractée de 1,9% au troisième trimestre, un chiffre nettement plus mauvais qu'attendu qui pourrait compromettre les objectifs de déficit et de dette fixés par l'accord avec l'Union européenne et le FMI.

Le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme plus représentatif de l'état de l'économie irlandaise car il exclut ces résultats, ressort en baisse de 2,2% sur juillet-septembre. Un chiffre lui aussi décevant puisque le consensus donnait un PNB inchangé. (reuters 16.12)

6- Russie

L'Organisation mondiale du Commerce a accepté vendredi la Russie comme nouveau membre, après plus de 18 ans de

négociations pour l'intégrer.

Les 153 pays membres de l'OMC ont approuvé à l'unanimité la candidature de Moscou. Jusqu'à présent, la Russie était le seul pays membre du G-20 à ne pas appartenir à l'OMC.

Dans le cadre du protocole d'accord, la Russie a accepté d'abaisser ses tarifs douaniers à 7,8%, contre 10% actuellement. Les tarifs pour les produits agricoles passeront à 10,8% contre 13,2% aujourd'hui, et ceux sur les produits manufacturés à 7,3% contre 9,5% en moyenne cette année. (AP 16.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre

CAUSERIE

Les institutions fossoyeurs de la démocratie.

A Madrid, la défaite de José Luis Zapatero, comme celles de José Socrates au Portugal en juin dernier ou de Brian Cowen en Irlande en février, relève du jeu normal de l'alternance démocratique. Il n'en va pas de même en Grèce et en Italie, où la mise en place de gouvernements de transition a emprunté d'autres voies et où se répand le sentiment que le destin des populations se décide désormais sur les marchés, à Bruxelles ou dans les bureaux de la BCE. A Rome, on fustige ainsi le " *directoire franco-allemand* " ; à Athènes, les " *forces d'occupation* " de la troïka composée des représentants de la Commission européenne, de la BCE et du Fonds monétaire international... Et certains voient dans les personnalités de Monti et de Papademos, passés par les arcanes européennes et, pour le premier, chez Goldman Sachs, deux " *banksters* " prêts à faire marcher leur pays au pas de l'ordre libéral bruxellois.

De là à affirmer que la technocratie a confisqué la démocratie, il n'y a qu'un pas... qu'il faut se garder de franchir. Car ces gouvernements ont été adoués par leurs parlements nationaux. (Alternatives économiques n°308 - décembre 2011)

C'est juste, ces parlements sont donc antidémocratiques et ils n'ont aucune légitimité. Dès lors ne faut-il pas en tirer la conclusion qu'il faut mettre en lumière le rôle des institutions et des partis qui y participent ou les soutiennent, et axer résolument le combat politique contre l'Etat ?

Ce sera non, car voyez-vous, nos dirigeants veulent sauver à tout prix la démocratie, cette démocratie qui ouvre la voie à la dictature au lieu de dénoncer cette escroquerie permanente, de la combattre, par ignorance ou manque de courage, de volonté. Ils n'en sont plus à une contradiction près notez bien, lorsque d'un côté ils affirment que les institutions de la Ve République sont antidémocratiques, pour de l'autre vouloir sauver la démocratie, la démocratie... antidémocratique, les jours pairs ou impairs au choix ou selon l'humeur du chef ! Et ils se permettent de se moquer de ceux qui dénoncent l'UE ou la BCE et veulent les réformer, alors qu'ils ne font guère mieux.

Réflexion politique

Ce n'est pas en faisant miroiter aux travailleurs ou militants qu'on serait en mesure de faire reculer ou céder le gouvernement qu'on parviendra à faire un pas en direction de notre objectif : la prise du pouvoir. Ce genre de discours est totalement inaudible parce que les travailleurs ou les militants n'en croient pas un mot. Pire, il est démoralisant et démobilisateur, de plus il dicrédite ceux qui le tiennent. Cela témoigne une nouvelle fois que ceux qui tiennent ce genre de discours n'ont finalement rien appris ou pas grand chose sur la manière dont le prolétariat appréhende la réalité dans la vie quotidienne.

Donc il faut s'y prendre autrement, être très méthodique et faire preuve de beaucoup de patience.

Tous les jours on entend un ou plusieurs dirigeants de l'UMP ou du PS marteler dans les médias qu'il faut dire la vérité à la population. Eux ils colportent la leur qui correspond aux intérêts de l'aristocratie financière, des banques et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale. Ils ne se grattent pas, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère, ils annoncent d'emblée la couleur : on ne vous lâchera rien, on va vous saigner, vous allez en baver pendant au moins une décennie !

Et comment nos dirigeants réagissent-ils à cette formidable provocation ? Comme l'état major d'une armée en déroute qui intimait l'ordre à ses soldats désarmés et démoralisés de monter au front pour se faire massacrer, tandis qu'ils battent en retraite dans un désordre indescriptible pour sauver leur peau, considérant que dans l'état actuel de la situation il leur était impossible d'affronter et de vaincre un ennemi trop puissant pour eux.

Notez bien que parmi ces courageux soldats, un bon nombre d'entre eux sont prêts à aller au combat, mais en l'absence d'une logistique et d'une intendance capable de les regrouper sur une stratégie qui tienne la route, ils se retrouvent isolés, dispersés, donc finalement aussi faibles et inutiles que l'immense masse qui trépigne, hésite ou préfère battre provisoirement en retraite. Cette immense masse ne s'engagera à nouveau dans la bataille qu'une fois déterminée à vaincre son ennemi, portée par un espoir, par un nouvel idéal matérialisé par un objectif commun clairement identifié, dans lequel elle s'est reconnue et un commandement dans lequel elle aura acquis une totale confiance, dès lors bien armée et bien encadrée, elle prendra conscience de sa toute puissance, elle deviendra invincible.

C'est ce commandement, cet encadrement, c'est cette direction que le prolétariat doit impérativement se forger pour terrasser son ennemi et gagner cette guerre de classes, le parti ouvrier révolutionnaire section de l'Internationale. Il faut donc définir une politique, des objectifs politiques qui répondent aux questions que se posent l'avant-garde révolutionnaire des masses exploitées pour la rassembler dans un seul parti combattant résolument pour abattre les institutions et le capitalisme.

Chaque lutte, chaque bataille doit être menée dans cette unique perspective, le socialisme : liquider le capitalisme et ses institutions, car l'expérience nous prouve que quelle que soit son issue, tôt ou tard tous nos droits ou acquis seront systématiquement remis en cause et le bénéfice de nos combats passés sera réduit à néant, aussi sûrement que les crises du capitalisme se succèdent depuis plus de deux siècles en plongeant chaque fois l'humanité dans le chaos et la guerre, la barbarie.

Nous n'avons pas les moyens d'entraîner au combat l'immense masse des travailleurs, le jour où nos dirigeants l'auront enfin compris, l'humanité aura fait un immense pas en avant ! Maintenant on peut se demander pourquoi aucun parti n'est en mesure de regrouper les militants révolutionnaires. Parce qu'aucun ne veut s'en donner véritablement les moyens, parce que tous lorgnent parmi les masses, non pas en direction de son avant-garde révolutionnaire, mais en direction de couches liées au régime et qui témoignent leur fidélité aux institutions, des républicains qui estiment qu'hier au moins les principes de la République étaient respectés, des démocrates qui regrettent la belle époque où la démocratie pouvait s'épanouir librement, chaque fois sans se demander à qui elles profitaient vraiment, des anarcho-syndicalistes qui prêchent uniquement pour leur paroisse, une cohorte de parasites, petits-bourgeois ou réformistes dont l'idéal (individuel ou corporatiste) rivalise avec celui d'un cambiste ou d'un trader.

En agissant de la sorte, ces partis ne sont pas crédibles, ils ne peuvent pas inspirer confiance, au lieu d'être des facteurs de groupement de nos forces, ils sont davantage une source de division et de polémiques à l'infini. On ne construira jamais le parti dont on a absolument besoin pour vaincre avec des dirigeants qui appellent au respect de la "*souveraineté nationale*" (éditorial de Gluckstein), qui passent leur temps à légitimer les institutions (rendez-vous du POI au ministère de l'Intérieur le 19 décembre prochain, notamment) ou qui devant des millions de téléspectateurs baissent les bras (NPA, Poutou à l'émission *On n'est pas couché*).

La servilité (la collusion) dont font preuve ces partis envers les appareils et les institutions, leur volonté affichée de reprendre à leur compte les illusions des masses, les rabaisse au lieu de les élever au niveau de l'idéal pour lequel ils prétendent combattre, finalement ils flattent et profitent de l'ignorance du peuple, selon la fable où tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute. Et l'idéal du socialisme dans tout cela ?

INFOS EN BREF

Politique

1- Etats-Unis

Le Sénat américain a adopté samedi un gigantesque ensemble de mesures de plus de 1.000 milliards de dollars pour financer l'Etat fédéral jusqu'au 30 septembre 2012, évitant ainsi une paralysie des services administratifs.

Les sénateurs ont adopté l'ensemble de mesures par 67 voix pour et 32 contre, après un vote similaire à la Chambre des représentants vendredi portant sur 915 milliards de dollars de dépenses.

Il revient ainsi désormais au président Barack Obama de promulguer ces mesures comprenant les 915 milliards de dollars de dépenses adoptées par la Chambre vendredi, ainsi que 126,5 milliards pour des opérations imprévues à l'étranger, essentiellement pour l'armée.

Les leaders de la Chambre et du Sénat avaient trouvé un accord jeudi soir sur ces mesures budgétaires évitant ainsi une fermeture de certains services administratifs qui serait intervenue vendredi à minuit. La Chambre avait voté une mesure de financement provisoire de 24 heures pour lui laisser le temps d'agir. Un vote dans une seule des deux chambres suffit à empêcher le gouvernement de fermer ses services, selon des élus.

Les mesures adoptées financent le fonctionnement des ministères de l'administration fédérale. (liberation.fr 17.12)

2- Egypte

Samedi matin, des soldats anti-émeutes ont tiré des coups de feu en l'air. L'intervention des militaires s'est déroulée après l'incendie d'édifices situées à proximité du Parlement et dans lesquels ont brûlé des archives, dont certaines remontaient à plus de 200 ans.

Après la charge des militaires place Tahrir, des affrontements ont opposé des protestataires et aux soldats. Certains contestataires ont lancé des pierres à côté de camions de pompiers qui tentaient d'éteindre le feu.

Les militaires ont arrêté des protestataires et les ont frappés, parfois violemment, alors qu'ils étaient immobilisés ou à terre, a constaté un journaliste de Reuters. Les contestataires, dont certains campaient sur la place Tahrir depuis le mois dernier, ont dû s'enfuir dans les rues environnantes.

Selon des images de la télévision égyptienne, plusieurs tentes installées sur la place emblématique de la "révolution du Nil" ont été incendiées par les militaires après en avoir extrait leurs occupants.

Un cadreur de Reuters a filmé un soldat dégainant un pistolet et ouvrant le feu sur des manifestants battant retraite devant l'armée.

Vendredi, les affrontements avaient éclaté à proximité du Parlement en raison de la dispersion dans la nuit de jeudi à vendredi d'un sit-in organisé par des militants pro-démocratie.

Dans une déclaration lue à la télévision, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a démenti que les soldats aient ouvert le feu sur les manifestants. Il a affirmé que les incidents avaient commencé lorsque l'un des agents de sécurité postés devant le Parlement avait été attaqué.

Le Premier ministre intérimaire, Kamal al Ganzouri, a imputé la violence aux manifestants, qu'il a accusés d'avoir attaqué le siège du gouvernement et du Parlement.

"Je confirme que l'armée n'a pas tiré", a déclaré le chef du gouvernement à la télévision publique.

"Je m'adresse à l'ensemble des forces et mouvements politiques pour leur dire que le sort de l'Egypte réside entre vos mains. Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues n'est pas une révolution, mais plutôt une attaque dirigée contre la révolution", a-t-il souligné.

"Je répète que nous ne répondrons pas à des manifestations politiques par des violences, même verbales", a ajouté le Premier ministre intérimaire, 78 ans.

Selon le Dar al Iftah, organe religieux chargé de lancer des fatwas, un de ses membres, le cheikh Emad Effat, a été tué lors des affrontements, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

"A bas le régime militaire !", a scandé la foule lors de ses obsèques samedi. (reuters 17.12)

3- Kazakhstan

Le président du Kazakhstan a décrété d'état d'urgence et instauré le couvre-feu samedi à Janaozen, une ville de l'ouest de cette ancienne république soviétique d'Asie centrale où des émeutes ont fait la veille au moins 11 morts, beaucoup plus selon l'opposition.

Dans un décret publié à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité kazakh, le président Noursoultan Nazarbaïev a ordonné *«d'instaurer d'état d'urgence dans la ville de Janaozen du 17 décembre 18H00 au 5 janvier 2012 07H00 (...) à la suite des troubles massifs à l'ordre public le 16 décembre»*.

Le même texte ordonne de faire respecter un couvre-feu sur la même période de 23H00 à 07H00.

Le président Nazarbaev, qui dirige d'une main de fer depuis l'époque soviétique ce pays riche en ressources minérales et en hydrocarbures, et considéré jusqu'à présent comme le plus stable de la région, a affirmé dans une déclaration également publiée samedi que la situation était «sous contrôle».

Un porte-parole du Parquet général kazakh a cependant indiqué que la situation s'était également tendue dans une autre ville de l'ouest du pays, Aktaou.

Vendredi, de violents heurts impliquant apparemment des milliers de grévistes du secteur pétrolier réclamant des hausses de salaires, et qui s'en étaient pris aux préparatifs de l'anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan sur la place centrale de Janaozen, ont provoqué la mort de 11 personnes après l'intervention des forces de l'ordre.

Plusieurs grèves ont eu lieu ces derniers mois dans cette région qui regorge de pétrole, située sur la rive orientale de la mer Caspienne.

Selon plusieurs médias d'opposition, des manifestants employés de la société pétrolière Ozemunaigaz s'en sont pris à la tribune montée à l'occasion des festivités, après quoi les forces de l'ordre ont chargé et ouvert le feu.

Le Parquet général kazakh a cependant fait état samedi d'un dernier bilan officiel de 11 morts, 86 blessés dont 6 policiers, et 70 personnes interpellées.

Le représentant du Parquet, dans un communiqué, a affirmé que les troubles avaient été organisés par des «*voyous*» qui «*se cachaient derrière les grévistes*».

Selon lui, les forces de police ont été contraintes de faire usage de leurs armes après avoir essuyé «*des coups de feu de la part des participants des troubles*».

Des informations diffusées par des ONG russes de défense des droits de l'homme et l'opposition kazakhe, qui ne donnent pas de sources, font pour leur part état de «plusieurs dizaines de morts».

Des témoignages diffusés par la chaîne de télévision indépendante kazakh K+, basée au Kirghizstan voisin, ont fait état d'une cinquantaine de morts et de l'emploi d'armes automatiques contre la foule.

Dans un communiqué samedi, le Parti national social-démocrate (opposition) a accusé les forces de l'ordre d'avoir «*utilisé leurs armes contre des manifestants non armés*».

«*Sans moyen de communiquer avec le monde extérieur, la population de Janaozen est extrêmement vulnérable*», a estimé l'ONG, alors que l'internet et la téléphonie mobile ont été coupés dans la région depuis vendredi. (liberation.fr 17.12)

Economie

France

Emmanuel Todd s'entretien avec Ruth Elkrief, 2 décembre 2012 - extraits

Q : vous proposez dans le Point d'effacer la dette de la zone euro (...)

R : ce qui important, c'est la cohérence. C'est un modèle qui est présenté dans cet entretien du Point. C'est de la sociologie à chaud. (...) Le point de départ du modèle c'est d'abord de démasquer, derrière toutes sortes de termes qu'on utilise - banques, Etats, marchés, Bruxelles, Francfort - la réalité de ce qui se passe : une nouvelle caste de riches a pris le pouvoir et utilise tous ces instruments en prétendant, ou en faisant croire, qu'il y a un conflit entre le marché et l'Etat.

Alors qu'en fait il y a une complicité fondamentale entre tous les acteurs. (...)

Pour la dette publique, par exemple, il y a une sorte de jeu pervers entre les gens qui concoctent les plans d'austérité et les gens qui menacent de mettre des mauvaises notes aux Etats s'ils ne se tiennent pas bien.

Le jeu idéologique, pour le moment totalement dominant (...) c'est de dire que [pour] la dette les coupables, ce sont les emprunteurs. Les Français sont laxistes et dépensiers, les Grecs n'en parlons pas... (...)

Q ; pour vous, ils n'ont aucune responsabilité dans la situation ?

R : Je pense que la vérité - je ne l'ai jamais formulé comme cela (...) - c'est qu'ils n'en ont aucune. On ne voit jamais le mécanisme fondamental de l'endettement. Historiquement et économiquement, c'est la volonté des prêteurs. (...)

Il y a une mécanique du système économique général qui s'est mise en place avec le libre échange, [qui] met en concurrence toutes les populations actives. On fait intervenir des populations à très bas salaire de l'ex Tiers Monde, en Chine, en Inde ou ailleurs. Donc on obtient une compression des ressources des gens ordinaires, une stagnation ou une baisse des

salaires. Evidemment ces gens sont poussés à s'endetter.

Et puis, d'un autre côté, comme ce beau mécanisme fonctionne pour dégager un taux de profit à 15%, il y a une accumulation d'argent en haut de la structure sociale. Et les gens qui ont de l'argent (...) les gens riches ont leurs problèmes. Et c'est : que faire de l'argent ?

Prêter à l'Etat, c'est totalement génial. Puisque vous avez - ou croyez avoir - une sorte de garantie maximum. La réalité, c'est que cette espèce d'oligarchie dirigeante est tout à fait ravie de prêter son argent aux Etats, de les rançonner. (...)

Ce que je voudrais essayer de faire comprendre, c'est qu'on nous dit : il y a 250 milliards qui partent dans le budget de l'Etat au service de la dette, dont 50 milliards d'intérêts. C'est affreux parce qu'on a trop dépensé...

Non, il faut regarder ces sommes différemment. Il faut voir que l'impôt - puisque ces sommes seront extraites autoritairement par l'impôt étatique - cela sera de l'argent qui ira aux riches. Donc l'Etat est l'agent des riches (...) on est passé à un Etat de classe, à l'ancienne. (contreinfo.info 09.12)

Cet économiste subordonné à l'économie capitaliste est finalement incapable de fournir une conclusion cohérente à son analyse, sinon il lui faudrait admettre que le capitalisme conduit inévitablement à la barbarie à l'échelle de l'humanité...

En réalité, c'est la socialisation de la production à une échelle plus vaste que par le passé réalisée par les capitalistes depuis les années 80-90, l'extension de la division internationale du travail au continent le plus peuplé du monde, l'Asie, qui a amplifié la contradiction entre le mode de production et d'appropriation des richesses par une minorité d'un côté, et les gigantesques forces productives que cette nouvelle concentration et rationalisation de la production a engendrées ou libérées, qu'il ne peut pas contenir et qui se traduit par leur destruction à une échelle tout aussi phénoménale, par de nouvelles guerres, le chômage de masse, la précarité extrême et la paupérisation grandissante de centaines de millions de travailleurs et leurs familles de l'autre.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre

CAUSERIE

La démocratie "**sans qualificatif**", cela n'existe pas.

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, un intellectuel français a dit que V. Havel ne pouvait pas choisir la "*démocratie socialiste*" en 1989 et que c'était pour cette raison qu'il avait opté pour la "*démocratie sans qualificatif, la démocratie tout court*". V. Havel était un dramaturge, il n'a jamais compris la nature du stalinisme et pas davantage le marxisme.

S'il voulait dire par là qu'il était impossible de réformer le stalinisme qu'il confondait avec le socialisme, il avait raison puisque le stalinisme est par excellence la négation de la démocratie au même titre que le fascisme, il s'est développé en premier en Russie dans les années 20 en opposition à l'exercice de la démocratie au sein du parti bolchevik qu'il a fini par étouffer en liquidant ses opposants, y compris physiquement. Le stalinisme ne supporte pas la critique ou la contradiction, c'est un système politique dictatorial qui interdit toute forme d'expression indépendante de l'Etat, justice, presse, organisations, syndicats ou partis. La dictature du parti unique est la seule forme et expression du pouvoir politique que le stalinisme peut supporter.

Le stalinisme consiste à confisquer au profit d'une caste parasitaire de bureaucrates les richesses produites alors que les moyens de production sont détenus exclusivement par l'Etat, en plaçant à la direction des entreprises et des institutions une armée de fonctionnaires ignares ou sans talent le plus souvent, mais qui se sont fait remarquer par leur dévouement ou leur soumission sans borne envers le parti et son secrétaire général.

La finalité du capitalisme et du stalinisme est la même, permettre à une minorité de privilégiés de vivre au crochet de la majorité qui trime comme des esclaves, on notera au passage que l'un et l'autre aboutissent à un appauvrissement général des masses laborieuses et à la décomposition de tous les rapports dans la société.

Quant aux moyens mis en oeuvre, à l'arrivée non plus ils ne diffèrent guerre, puisque le capitalisme en crise aboutit à l'instauration d'une dictature fasciste, militaire ou bureaucratique dont le pouvoir se situe au niveau des institutions internationales, UE, FMI, etc. les parlements nationaux n'étant plus que les exécutants de leur politique réactionnaire sur toute la ligne, tandis que le stalinisme impose son pouvoir en spoliant le prolétariat de tout droit politique.

Le stalinisme n'est pas le produit du socialisme, du communisme ou du bolchevisme, il en est l'antithèse et le pire ennemi avec le capitalisme, dans lequel il trouve un allié temporaire pour combattre le socialisme. Le stalinisme cristallise les contradictions de la lutte des classes, dans la mesure où il incarne à la fois l'incapacité passagère de la bourgeoisie et du prolétariat d'assumer le pouvoir. On pourrait dire qu'il assume le pouvoir pour son propre compte temporairement avant de le transmettre à la bourgeoisie, ou durant une période au cours de laquelle mûriront les conditions de sa transformation de caste en classe, les directeurs d'usines ou les apparatchiks du régime d'hier devenant les patrons de demain, hier à la tête du KGB, demain président de la Russie.

Il a pris racine et s'est nourri de la révolution socialiste en Russie en cultivant et en s'appuyant sur ses faiblesses, pas seulement sur le plan national, mais aussi à l'échelle internationale, sachant que la révolution ne pourrait s'approfondir qu'à l'échelle mondiale, autrement dit qu'il serait impossible de construire le socialisme dans un seul pays. Et si le stalinisme s'est acharné à interdire tout développement de la révolution socialiste, ce fut uniquement pour assurer sa propre survie, et indirectement celle du capitalisme auquel il était lié objectivement, puisqu'ils combattaient le même ennemi.

L'expérience des 90 dernières années pendant lesquelles virent le jour différentes versions du stalinisme (maoïsme et castrisme essentiellement), prouve qu'il était impossible de réaliser une révolution politique en Russie et dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, au Vietnam ou à Cuba, aussi longtemps que les prolétariats des pays capitalistes développés ne renoueraient pas avec la tradition du prolétariat international combattant sous le drapeau du socialisme. Cette condition ayant fait défaut jusqu'à présent, l'opposition existant dans ces pays s'est avérée incapable d'analyser à fond l'expérience tragique du stalinisme et d'en tirer tous les enseignements, ce qui lui auraient permis de se réarmer théoriquement et de renouer avec le socialisme, n'y étant pas parvenus, les opposants au stalinisme, dont faisait partie V. Havel, se sont jetés dans les bras du capitalisme.

Pour revenir au titre de cette chronique.

La démocratie en général ou "*sans qualificatif*" n'existe pas, en revanche il existe soit la démocratie bourgeoise ou capitaliste, forme de domination de classe de la classe dominante, celle qui détient tout le pouvoir, donc profitant à une minorité qui exerce sa dictature sur la majorité, au mieux une dictature démocratique, masque derrière lequel se camoufle la dictature du capital, soit la démocratie ouvrière forme de domination de classe de la classe des exploitées une fois parvenue au pouvoir, détenant tout le pouvoir, donc profitant à une majorité qui exerce sa dictature sur la minorité, la dictature du prolétariat.

Quand votre compagne a décidé de foutre le camp, habituellement vous vous en rendez compte quand il est déjà trop tard, sa décision est prise et elle a déjà planifié la suite de sa vie sans vous, c'est la raison pour laquelle vous avez beau tout tenter pour la retenir, en vain. Il en est de même avec le combat pour "*sauver*" la démocratie ou ce que l'on dénomme ainsi par défaut, quand on s'aperçoit qu'elle est menacée, c'est qu'elle est déjà morte. On pourrait dire qu'il en a été ainsi quand les masses se sont détournées définitivement du PS et du PCF et qu'aucun parti ouvrier n'était prêt à prendre la relève malheureusement.

Cette mort n'intervenant pas soudainement mais au bout d'un long processus pendant lequel ces partis gangrenés étaient en pleine décomposition, les effluves qui s'en dégagnaient encore permirent d'alimenter l'illusion selon laquelle il serait possible de les ramener à la vie, mieux ou pire, de leur redonner une nouvelle jeunesse, de sorte que tous les autres partis ouvriers continuèrent de danser autour leur ronde macabre, au point d'épouser ou de se confondre avec l'ombre de ces demi-cadavres.

Le capitalisme puise sa force, non pas de la faillite du socialisme ou parce qu'il serait une utopie, mais de l'incurie politique indécrottable de nos dirigeants.

INFOS EN BREF

Politique

Kazakhstan

Des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis 20 ans au Kazakhstan se sont poursuivies dimanche dans l'ouest du pays, déclenchées par des employés mécontents du secteur pétrolier.

Dimanche matin, 500 protestataires s'étaient réunis à proximité de la principale place d'Aktau, capitale du Mangistau. Bravant un froid polaire, ils ont défié des forces de sécurité présents en grand nombre, a constaté un correspondant de Reuters.

Les émeutes vendredi dans une autre ville de la région, Janaozen, ont fait 14 morts, a annoncé dimanche le bureau du procureur général. Le président Noursoultan Nazarbaïev a instauré l'état d'urgence pour une durée de 20 jours dans cette ville.

Samedi soir, une personne a été tuée et 11 blessées dans des affrontements avec la police dans un village voisin, Shetpe, portant à 15 morts et une centaine de blessés le bilan officiel.

Plusieurs manifestants ont mis en doute ce bilan, estimant qu'il était en réalité plus élevé. Les victimes portaient des traces de balles, selon des sources médicales.

Les affrontements ont coïncidé avec les célébrations du 20e anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan.

"*Nous voulons que les soldats partent. Ils ont tué des gens d'ici*", a dit un des manifestants, Sarsekesh Bairbekov.

Il dit avoir été licencié par la compagnie pétrolière Karazhanbasunai (KBM) en mai. "*J'ai travaillé pour eux pendant vingt ans. J'étais soudeur et j'ai même perdu un oeil*", dit-il.

Les manifestations sont rares au Kazakhstan, la première économie d'Asie centrale et le plus gros producteur pétrolier de la région.

"*Il n'y aura pas de révolution à l'arabe*", a dit à Reuters Iermoukhamet Iertsibaïev, conseiller du président. "*Vous pouvez voir que le Kazakhstan est calme. Toute la population multiethnique du Kazakhstan soutient le chef de l'Etat.*"

Le conseiller présidentiel a accusé des "*fonds étrangers*" d'avoir appelé à manifester et a affirmé que la situation était "*sous contrôle*".

"*Les citoyens ont le droit de manifester, n'en tirons pas des conclusions générales*", a-t-il dit.

Dans la soirée, le vice-Premier ministre Oumirzak Choukeïev, qui préside une commission d'enquête sur les événements de Janaozen, a discuté avec des représentants des employés du secteur pétrolier. Ces derniers lui ont demandé de ne pas confondre leur mouvement avec les émeutes de Janaozen.

"*Si nous pensons que vos demandes sont justes et qu'il y a quelque chose à faire, nous ferons des recommandations*", a dit le vice-Premier ministre.

Des personnes soutenant les grévistes ont arrêté samedi un train transportant 300 passagers, indique le procureur général.

La plupart des contestataires ont ensuite quitté les lieux, mais une cinquantaine de "*hooligans*", selon les termes du communiqué du parquet, ont incendié la locomotive.

Ils se sont ensuite dirigés vers le village de Shetpe, y brisant des vitrines des magasins et jetant des cocktails molotov sur des policiers. "*Vu que les hooligans risquaient de tuer de paisibles citoyens et des policiers, ces derniers ont dû faire usage de leurs armes*", explique le communiqué.

Un des douze contestataires hospitalisés a succombé à une blessure par balles, selon la même source.

Vendredi, des affrontements avaient éclaté à Janaozen entre des employés du secteur pétrolier qui avaient été licenciés et des policiers.

Selon les autorités, les manifestants ont incendié le bâtiment de l'administration municipale de Janaozen ainsi que le siège de la compagnie pétrolière Uzenmunaigas, filiale du groupe KazMunaiGas.

L'usine Uzenmunaigas a été touchée par une grève de trois mois cette année. Au total, 989 ouvriers ont été licenciés. (reuters 18.12)

Social

France

Ce lundi devrait être le quatrième jour de perturbations dans les aéroports, après l'échec «*total de la tentative de négociation*», selon les propos tenus par la CGT dimanche soir. Après trois jours sans départ ou presque à l'aéroport de Lyon, des retards à Toulouse et dans deux terminaux (2E et 2F) à Roissy Charles-de-Gaulle -(Paris) et à Toulouse... «*Le durcissement de la situation risque de conduire à une réquisition des personnels*», laissait entendre dimanche au Figaro un proche du dossier.

Dimanche soir Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie et des Transports, au «*Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*» a réaffirmé son soutien à la proposition de loi déposée par le député UMP Éric Diard. Celui-ci veut étendre les obligations faites aux salariés du transport ferroviaire à ceux de l'aérien. «*Les agents de sûreté se déclarent grévistes au moment de leur prise de poste. Cela rend impossible toute anticipation*», a dénoncé la ministre.

Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au

transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. Cela concerne notamment les salariés chargés de la sécurité, ceux qui assurent l'approvisionnement des avions en carburant, les bagagistes... Les contrôleurs aériens, qui eux sont des fonctionnaires, ont déjà une telle obligation. Mieux informées, les compagnies aériennes pourraient mieux s'organiser, prévenir leurs passagers et assurer un service minimum. «*// ne s'agit pas d'entraver le droit de grève, mais de préserver le droit des passagers et l'équilibre économique, déjà fragile, des compagnies aériennes*», ajoute Thierry Mariani, ministre des Transports. La proposition de loi doit être examinée en janvier à l'Assemblée, mais le calendrier rend improbable son adoption définitive avant la fin du quinquennat.

Le statut des salariés concernés ne serait en revanche pas un obstacle. Les grévistes sont les employés de sociétés privées spécialisées dans la sécurité (Brink's, Securitas, ICTS et Alyzia). Ils sont chargés d'assurer les contrôles de sécurité des passagers, de leurs bagages à main et de ceux enregistrés en soute. Depuis plusieurs années, les aéroports ont choisi de sous-traiter ces fonctions auprès de 5.200 salariés du secteur privé à Paris, 360 à Lyon... Conséquence, ce sont ces entreprises qui gèrent les négociations avec les grévistes, qui réclament notamment une hausse de salaire. Accrédités par les préfetures après une enquête sur leur situation personnelle, ces salariés ne peuvent pas être remplacés au pied levé par d'autres catégories de personnel.

Aéroports de Paris ou le Groupe aéroports de Lyon se disent aujourd'hui suspendus aux tractations entre leurs sous-traitants et leurs employés. «*Nous avons demandé à Brink's d'assurer un retour à la normale pour (dimanche) 19 heures*», rapportait hier un porte-parole de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry. En vain. Les entreprises concernées rétorquent, elles, que les conditions de travail de leurs salariés dépendent surtout des aéroports. En attendant, le mouvement est reconduit et les grévistes misent sur cette période de fêtes et de vacances pour obtenir gain de cause...

Aux revendications de salariés dont les conditions de travail n'ont rien de comparables à celles offertes par certaines compagnies aériennes (leurs salaires sont compris 1.100 et 1.400 euros, 1.600 selon le patronat) s'oppose le désarroi de voyageurs privés de Noël en famille. «*À chaque départ en vacances, nous assistons à la course à qui fera grève en premier. Cette situation est devenue insupportable*», dénonce Thierry Mariani. (lefigaro.fr 18.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre

CAUSERIE

Faites-moi savoir ce que vous voudriez voir conservé dans le site si je devais en alléger le contenu. A défaut de réponses, je déciderai le 1er janvier de mettre un terme aux causeries ou aux infos en bref, ou pourquoi pas les deux à la fois pour ne conserver qu'une base de données.

Maintenant je vois mal comment je pourrais me passer de cette tribune pour m'exprimer librement, sachant que c'est ma seule contribution politique possible à notre combat pour le socialisme en vivant en Inde. J'ai également conscience que l'humanité est à un tournant de son histoire et que l'année qui vient va être décisive pour son avenir. C'est animé de la même passion et de la même détermination que je veux participer aux combats de demain, même si je serai terriblement frustré de ne pas être des vôtres sur le terrain.

Quoiqu'il arrive je défendrai mes principes et notre cause jusqu'au bout, loyalement et honnêtement, et si ma modeste contribution peut servir à quelque chose tant mieux, dans le cas contraire j'aurais le sentiment d'avoir accompli mon devoir dans des conditions parfois difficiles, car ce n'est pas toujours évident d'être immigré à l'autre bout du monde depuis de nombreuses années et de n'avoir qu'un chien comme compagnie à longueur de temps, pour anachronique que soit ma situation d'être traité pour ainsi dire comme un paria par les militants qui sont censés changer le monde demain au lieu de me soutenir, ce qui aurait de quoi en décourager ou en laisser perplexe plus d'uns à ma place, mais de ce côté-là je suis blindé, ce n'est qu'un épiphénomène sans importance, un jour ou l'autre nous nous retrouverons tous réunis pour combattre sous le même drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale.

Un dernier mot.

Qu'est-ce qu'on a pu entendre ou lire comme conneries depuis que le dictateur nord-coréen est mort, notamment à propos de la ferveur des Coréens qui s'est exprimée dans les heures qui ont suivi cette nouvelle. Les journalistes et commentateurs politiques qui oeuvrent dans les médias aux ordres n'ont aucune idée du niveau d'ignorance du peuple dans de très nombreux pays. Je me fais cette réflexion chaque fois que je tombe sur un article sur l'Inde que je connais bien pour y avoir vécu 17 ans maintenant.

Oui les masses sont incultes, profondément ignorantes, superstitieuses, facilement manipulables, là ou vous vous posez

100 questions elles ne s'en posent même pas une seule, cela peut paraître incroyable mais c'est pourtant la stricte vérité, j'en fais l'expérience quotidiennement, car si je ne fréquente pas de "Blancs" ou des étrangers, j'ai des contacts quasi-quotidiens avec des Indiens, sans parler de la famille de mon épouse Magueswary.

Oui, le culte de la personnalité fait partie de leur comportement, ils honorent les puissants ou les assassinent cela dépend du moment. Oui ils sont très sensibles au folklore du régime, à ces débauches de couleurs ou de lumières, à ces parades militaires ou non, inutiles, à la gloire d'un régime qui les maintient dans un état de pauvreté que nous jugerions insupportables et qui l'est effectivement. Comment comprendre les rapports entre les classes ou du peuple envers l'Etat dans un pays en refusant d'admettre que la population ne partage pas forcément nos valeurs ou principes, en partant d'a priori. L'arriération de la population d'un pays vient du sous-développement économique aussi bien que de son extrême isolement.

En Inde, je vis entouré de gens qui ne sont pratiquement jamais allés plus loin que les limites de leur village ou de la ville où ils vivent, exceptées à de très rares occasions au cours de leur vie, pour eux le monde s'arrête là, le monde qui a de l'influence sur eux je veux dire même si ce n'est pas tout à fait exact, de toutes manières ils n'en ont pas conscience donc cela revient au même. Jusqu'aux expressions ou qualificatifs que l'on emploie couramment chez nous depuis des décennies ou des siècles, mais qui ne leur disent absolument rien.

Avec nos mots choisis ou nos tournures d'esprit raffinées, on leur prête un comportement, un état d'âme ou un niveau de conscience qui n'a absolument rien à voir avec la façon dont ils le vivent et le traduisent eux-mêmes, c'est tout un monde qui nous sépare encore. Bien entendu que j'avais cela à l'esprit quand j'observais ce qui se passait en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, peut-être dans une moindre mesure, quoique, le bédouin dans son oasis ressemble davantage aux Indiens que je croise tous les jours qu'à vous ou moi ou aux Français en général.

Quand on est en terrain inconnu, on est sous l'emprise des apparences, des mirages, on fait la part belle aux illusions en tous genres ! J'ajouterai : et quel formidable spectacle, parfois drôle, parfois grotesque ! Donc soyons modeste, tolérant, attentif, vigilant, patient, prudent, lucide... (A suivre)

Mes meilleurs voeux à tous pour 2012.

A propos de la situation en Egypte

Difficile de se faire une idée exacte de la situation en Egypte. On serait porté à penser que les couches les plus conscientes du prolétariat égyptien refusent que l'armée demeure au pouvoir et conserve ses privilèges, y compris après les élections en cours et à venir en 2012. Elle est le pilier du régime, ce qui signifie que rien n'a changé depuis la chute ou le départ forcé de Moubarak.

Il y a deux ou trois semaines j'ai précisé qu'en qualifiant les soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte de révolutions, nous n'avions fait que reprendre à notre compte la caractérisation de ces événements telle qu'elle était apparue dans la bouche ou sous la plume des différents acteurs présents sur le terrain.

Quelque part nous avons cédé à la facilité à défaut de suffisamment d'éléments sur les rapports réels entre les classes, pour ne pas apparaître encore une fois comme les empêcheurs de tourner en rond et nous couper de bon nombre de militants à la susceptibilité exacerbée ou toujours prêts à se ranger aveuglément derrière les discours de leurs dirigeants, même si leurs analyses ressemblaient davantage à la récitation d'un refrain ou d'une prière apprise par coeur plutôt qu'à une véritable analyse. Et puis, nous avons bien conscience que les militants avaient besoin d'une victoire ou d'une bonne nouvelle qui leur redonne le moral, ce qui est impossible en France tant leurs partis sont empêtrés dans leurs contradictions et n'inspirent pas vraiment confiance aux travailleurs.

Aujourd'hui, au regard des déclarations que viennent de faire les généraux égyptiens qui traitent de contre-révolutionnaires les manifestants qui réclament le départ des militaires du pouvoir, l'armée serait garante du bon déroulement de la révolution qui ne serait pas encore achevée, je me dis que cette précision effectuée il y a quelques semaines s'imposait effectivement et qu'il serait impossible de comprendre la situation en Egypte aujourd'hui si nous en étions restés à la caractérisation approximative des premiers jours.

Nous avons eu aussi le mérite de préciser la place et le rôle de l'armée, pas seulement en Egypte au niveau des secteurs économiques qu'elle contrôle, ce que d'autres ont fait également, mais aussi au sein des institutions, de l'Etat, et de ses rapports avec les autres classes, ainsi qu'au cours d'une révolution.

Parole d'internaute

(Dette: la zone euro apportera 150 milliards d'euros au FMI - lefigaro.fr)

1- *"Donc, les Européens vont prêter 150 Mds Euro au FMI, pour que ce dernier puisse prêter cette somme aux Européens.*

*Vous avez dit absurde?
Vous avez dit qu'on se moque de nous?
Ca va mal finir tout ça, et dans pas longtemps.*

En 2012, vous n'attendrez pas plus longtemps !

2- "Faire repartir la croissance en condamnant au chômage des millions de salariés, en réduisant leur pouvoir d'achat, en bridant l'investissement public (75% de l'investissement dans notre pays) que voilà des méthodes que les médecins de Molière n'auraient pas désavouées "primum purgare, secundum saignare"....."

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

Le futur chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a souligné lundi les difficultés économiques du pays et promis des coupes sombres dans les dépenses publiques tout en proposant des réductions d'impôts pour les entreprises.

L'économie espagnole va vraisemblablement se contracter au quatrième trimestre au vu des données statistiques disponibles, a souligné Mariano Rajoy dès le début de son discours.

La demande intérieure de l'Espagne vacille, la croissance des exportations ralentit et le taux de chômage, à 21,5%, est le plus élevé de l'Union européenne.

Mariano Rajoy a dit qu'il mettrait en oeuvre un gel des embauches dans l'essentiel du secteur public, à l'exception des forces de sécurité, et qu'il annoncerait le 30 décembre des mesures d'assainissement budgétaires détaillées.

Mais il a également annoncé des mesures fiscales immédiates en faveur des entreprises pour stimuler l'emploi et la demande.

Les petites entreprises réalisant leur première embauche bénéficieront d'une incitation fiscale de 3.000 euros et les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à cinq millions d'euros se verront placées dans une tranche fiscale plus avantageuse.

Il a annoncé une revalorisation des pensions de retraite en termes réels en janvier 2012, tout en soulignant que ce serait le seul poste de dépenses publiques à afficher une hausse.

Il a enfin fait allusion à des modifications du système de santé publique, déclarant que son parti redéfinirait les services de base garantis à chacun par l'Etat. (reuters 19.12)

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont tiré des coups de feu et fait usage de gaz lacrymogènes et de matraques mardi pour tenter une nouvelle fois, pour la cinquième journée consécutive, de déloger de la place Tahrir du Caire des manifestants hostiles au pouvoir militaire.

D'intenses fusillades ont résonné à travers la place tandis que les forces de sécurité chargeaient des centaines de manifestants refusant de quitter les lieux, ont déclaré des activistes et un journaliste de Reuters.

"Des centaines de membres de la sûreté de l'Etat et de l'armée ont pénétré sur la place et ont commencé à tirer sans relâche. Ils ont poursuivi des manifestants et brûlé tout ce qui était sur leur passage, y compris du matériel médical et des couvertures", a dit Ismaïl, un manifestant, au téléphone.

Avant cette intervention des forces de l'ordre, des manifestants ont tenté de briser un mur de briques érigé pour bloquer l'accès au parlement, situé non loin de la place Tahrir.

L'agence de presse Mena a rapporté que le parquet avait placé en détention 123 personnes arrêtées pour refus d'obéissance, jets de pierres contre les forces de l'ordre et incendies de bâtiments publics. Le parquet a relâché 53 autres personnes.

ix mois après le renversement d'Hosni Moubarak, une partie de la population soupçonne l'armée de profiter de son rôle à la tête

du processus de transition pour tenter de conserver le pouvoir. D'autres savent gré aux militaires de chercher à maintenir le calme et l'ordre afin de permettre le bon déroulement des élections, qui se déroulent par phases depuis fin novembre.

Les images d'une femme à terre brutalisée par les forces de l'ordre et traînée au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements ont toutefois choqué de nombreux Egyptiens.

L'armée, elle, se défend. Le général Adel Emara a assuré qu'il s'agissait d'un incident isolé et que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir par la force.

Les dernières violences sur la place Tahrir ont provoqué l'incendie de la bibliothèque de l'Institut d'Egypte, fondé il y a plus de deux siècles.

"*Que ressentez-vous lorsque vous voyez l'Egypte et son histoire brûler sous vos yeux?*", s'est indigné le général à la retraite Abdel Moneim Kato, conseiller de l'armée, dans le journal Al Chorouk, en dénonçant des "*vagabonds qui mériteraient de brûler dans les fours crématoires d'Hitler*". (reuters 19.12)

Pour vous ce serait une mort trop douce parce que trop rapide !

3- Irak

La justice irakienne a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre du vice-président Tareq al Hachemi.

Elle l'a fait après avoir obtenu des aveux selon lesquels ce dirigeant de la minorité sunnite serait lié à des "*activités terroristes*", a annoncé lundi le général Adel Daham, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Ces confessions, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, émanent de suspects identifiés comme étant des gardes du corps de Hachemi.

Auparavant, on avait appris auprès de la sécurité irakienne que la justice avait interdit au vice-président Hachemi de quitter le pays.

D'après ces sources, ce mandat d'arrêt a été émis après l'arrestation, il y a deux semaines, de quatre gardes du corps d'Hachemi qui l'ont accusé d'entretenir des liens avec le terrorisme.

"*Nous avons reçu un ordre d'interdiction de voyager (à l'étranger) concernant Hachemi*", avait confirmé un haut responsable de la sécurité en précisant qu'il émanait de cinq juges enquêtant sur des allégations concernant le vice-président.

Dans un communiqué publié lundi, ce dernier accuse le gouvernement dirigé par Nouri al Maliki, membre de la majorité chiite, de se livrer à "*un harcèlement délibéré*".

Il évoque l'exemple de son avion retenu pendant trois heures à l'aéroport de Bagdad alors qu'il se rendait à Souleymanieh, au Kurdistan, pour y rencontrer le chef de l'Etat irakien.

Selon sa version, les forces de sécurité ont interpellé trois de ses gardes du corps qui revenaient de l'aéroport. Le dispositif de sécurité entourant depuis plusieurs semaines le domicile d'Hachemi avait été renforcé.

Le vice-président exige la remise en liberté immédiate de ses trois gardes en indiquant avoir fait preuve jusqu'ici de "*beaucoup de patience*".

Cette affaire illustre le risque de relance des tensions communautaires en Irak au moment où le dernier soldat américain vient de quitter ce pays après l'intervention militaire de 2003 visant à renverser le régime de Saddam Hussein.

Le Premier ministre a, en outre, demandé au Parlement de voter une motion de défiance à l'égard d'un autre responsable éminent de la minorité sunnite, le vice-Premier ministre Saleh al Moutlaq, en raison de son manque de confiance dans le processus politique.

Hachemi et Moutlaq sont des dirigeants du bloc Irakiya, un groupe laïque soutenu par les sunnites qui s'est rallié à contrecœur au gouvernement de coalition de Maliki.

Depuis quelque temps, ce groupe boycotte les travaux parlementaires en se plaignant d'être marginalisé alors même qu'il constitue le plus important bloc dans cette assemblée. (reuters 19.12)

4- Russie

La presse française s'enorgueillit du projet de résolution russe au Conseil de sécurité qu'elle considère comme une victoire occidentale. Moscou aurait été contraint de prendre cette initiative pour ne pas perdre la face alors que son gouvernement est accusé d'avoir truqué les élections législatives russes et de soutenir les crimes contre l'humanité ordonnés par Bachar el-Assad.

Cependant, la presse anglo-saxonne fait l'impasse sur ce sujet. Rares sont les journaux qui relèvent que ce projet de résolution reprend un texte russo-chinois de septembre dernier, c'est-à-dire d'avant le double veto. Il n'y a donc pas de changement de position russe, mais une volonté de ne pas laisser les Occidentaux monopoliser le discours. (Réseau Voltaire 17.12)

5- Syrie

Alors que la presse anglo-saxonne, trop occupée par sa campagne anti-Russes, oublie les Syriens, la presse française, elle, poursuit son action pour un changement de régime. Cependant, pour la première fois, un reportage publié dans un hebdomadaire branché atteste des crimes des groupes armés.

Organe officieux de l'atlantisme, « Le Monde » s'érige en porte-parole de l'Alliance et appelle en « une » à la création d'un groupe de contact, c'est-à-dire à la formation d'une coalition militaire ad hoc. Pourtant, après le refus allemand d'une aventure militaire et la reculade de la Ligue arabe, Paris, qui s'imaginait en leader, est isolé.

- L'annonce du durcissement des sanctions de la Ligue arabe et de la saisine du Conseil de sécurité est brouillée par de nombreux articles sur les conséquences catastrophiques des sanctions sur l'économie des Etats qui les ont décrétés.

- L'accord survenu entre la Ligue arabe et le gouvernement syrien pour le déploiement d'observateurs est vécu comme un soulagement au Proche-Orient. En effet, Damas avait posé comme seul préalable que la Ligue reprenne une attitude empathique. Même si les choses ne pas clairement explicitées, chacun comprend que le déplacement des observateurs accompagne une levée des principales sanctions, et annonce un re-démarrage économique. (Réseau Voltaire 19.12)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève dans les aéroports

Après Lyon, Toulouse et Roissy, les aéroports de Nice, Mulhouse et Rennes devraient être emportés dans le mouvement de grève des agents de sûreté aéroportuaire qui entre dans son cinquième jour. Mais lundi soir, les dirigeants de ces aéroports estimaient que les agents de sûreté ne devraient pas se joindre au mouvement. Une évaluation qui demande encore à être confirmée: les agents peuvent se déclarer en grève au dernier moment, à l'heure où ils prennent leur service.

Le conflit social, lui, s'enlise. D'un côté, les dirigeants des entreprises concernées (ICTS France, Securitas, Brink's, Alyzia Sûreté...), regroupées dans le Syndicat des entreprises de sûreté aérienne et aéroportuaire (Sesa) qui emploie 10.000 personnes, soulignent que les rémunérations ont été revalorisées en janvier 2011 et que l'accord négocié il y a un an prévoyait une hausse de salaires de 6% sur trois ans. Un argument que réfute Thierry Ménard de la CGT: « Ces 2% par an ont simplement compensé le niveau de l'inflation et, au final, nous avons perdu du pouvoir d'achat. »

Patrick Thouverez, le président du Sesa, juge que dans le contexte économique actuel « les demandes d'augmentations supplémentaires sont totalement irréalistes. Certains syndicats réclament 200 euros supplémentaires par mois ». Or, selon le syndicat patronal, le salaire d'un agent de sûreté atteint en moyenne 1600 euros net par mois. En revanche, le Sesa est prêt à faire des concessions sur les conditions de travail.

Face à eux, les syndicats campent sur leurs revendications et alignent quatre exigences: revalorisations salariales, amélioration des conditions de travail et embauches supplémentaires, reconnaissance de la pénibilité et départs anticipés à la retraite. Un véritable dialogue de sourds qui n'a pas permis lundi de réunir les deux parties autour d'une table. (lefigaro.fr 19.12)

1.1- Suppression de 600 emplois à Technicolor.

Technicolor, groupe spécialisé dans les technologies utilisées dans l'industrie du divertissement (cinéma, télévision, vidéo, jeux, etc.), a révisé en baisse lundi sa prévision de résultat opérationnel 2011 en raison d'un environnement économique plus difficile que prévu en Europe cette année, tendance qui devrait se poursuivre en 2012.

Face au ralentissement économique, le groupe a décidé d'accélérer son programme de réduction des coûts, qui devrait

permettre d'économiser 66 millions d'euros par an en vitesse de croisière, à partir de 2013.

Ce plan de redressement se traduira par la suppression de 600 emplois (sur un total de 17.000 dans le groupe) et la fermeture de la production de films photochimiques à Rome, Madrid et Londres. (reuters 19.12)

2- Italie

Des milliers de salariés de la fonction publique ont observé une grève lundi et participé à des manifestations dans toute l'Italie, pour dénoncer les modifications d'impôts et de retraite prévues par le plan d'austérité du gouvernement.

La grève affectait les hôpitaux, les bureaux de poste et des services publics toute la journée. (AP 19.12)

3- Kazakhstan

Des centaines de travailleurs de l'industrie pétrolière ont manifesté lundi au Kazakhstan (16,6 millions d'habitant) pour le troisième jour consécutif, dans la capitale du Mangistau, région riche en pétrole où 15 personnes ont trouvé la mort depuis le début des émeutes.

Près de 400 manifestants, dont certains étaient équipés d'armes automatiques, se sont opposés à la police sur la grande place d'Aktau, capitale de la région du Mangistau.

Ces troubles, d'une ampleur jamais vue depuis vingt ans au Kazakhstan, ont été déclenchés par le licenciement d'employés du secteur pétrolier dans cette région de l'ouest du pays.

Selon Janna Oishibaïeva, conseillère du gouverneur du Mangistau, les protestataires ont rencontré lundi des représentants d'Aktau et demandé une hausse des salaires. (reuters 19.12)

Economie

1- Zone euro

Pas de répit sur la monnaie unique. Les dix-sept pays de la zone euro se sont retrouvés lundi face à un scénario éprouvé: honorer leurs engagements à l'heure dite et pour le montant promis, c'est-à-dire s'accorder sur les 150 milliards d'euros destinés au FMI qui serviraient, en retour, à financer les pays les plus vulnérables.

L'engagement formel a été pris au sommet du 9 décembre, avec obligation de «*confirmer dans les dix jours*». Lundi soir, à l'issue de plus de trois heures d'une conférence téléphonique, les ministres des Finances de l'Eurogroupe sont tombés d'accord. Les dix-sept pays de la zone euro ont confirmé vouloir «*fournir 150 milliards d'euros supplémentaires*» au FMI «*sous forme de prêts bilatéraux*», a déclaré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Quatre pays non membres de la zone euro, le Danemark, la République tchèque, la Pologne et la Suède ont accepté de participer au mécanisme de soutien. La Pologne envisage d'apporter 6 milliards et la Suède s'est dite prête à apporter au maximum 100 milliards de couronnes (11 milliards d'euros). Enfin, le Danemark annonce 5,4 milliards, avant de prendre la présidence tournante de l'UE.

La Grande-Bretagne, elle, a pris les devants: un refus clair et net, qui prive l'effort collectif de 30 milliards. Cette opposition rend plus difficile la possibilité d'atteindre l'objectif de 200 milliards d'euros de fonds apportés au total au FMI.

«L'Union européenne apprécierait que les membres du G20 (le forum des pays riches et émergents, NDLR) ainsi que d'autres pays membres du FMI financièrement solides soutiennent les efforts visant à préserver la stabilité financière mondiale en contribuant à augmenter les ressources du FMI», a ajouté Jean-Claude Juncker dans un communiqué publié hier soir.

Cet accord de dernière minute n'est qu'une étape dans le sauvetage de la zone euro. Cette valse-hésitation sur des objectifs souscrits au plus haut niveau en rappelle quelques autres. Deux mois après l'effet d'annonce, le «*pare-feu*» FESF attend toujours les 1.000 milliards annoncés dans l'euphorie d'un autre sommet, le 26 octobre. Quant au MES, présenté comme un possible «*fonds monétaire européen*», il voit déjà ses futurs actionnaires se déchirer sur l'apport de 500 milliards attendu l'été prochain: versement unique, comme le souhaite le Luxembourg? ou échelonné, comme on le dit à Berlin?

Dix jours après un autre sommet «de la dernière chance», le ministre allemand Wolfgang Schäuble reconnaît que «*la confiance des marchés*» se retrouve une fois de plus en jeu. Il ne s'agit pas seulement de rassurer les investisseurs privés. La Russie, la Chine et le Brésil, courtisés par la zone euro à hauteur de 50 milliards, répondent avec la sagesse de La Fontaine: «*Aide-toi, le Ciel t'aidera!*» Si l'euro ne réunit pas son tour de table pour le FMI, les chances sont minces que la dynamique s'enclenche et que les grandes puissances financières viennent combler la différence. Les États-Unis se sont mis hors jeu dès le départ.

La BCE, elle, a confirmé lundi qu'elle n'entend pas faire des miracles. Les traités d'ailleurs le lui interdisent. La solution, disait lundi Mario Draghi, se trouve plutôt dans le «rétablissement de la discipline budgétaire», des réformes «pour faire repartir la croissance» et surtout «un pare-feu pleinement équipé et opérationnel». (lefigaro.fr 19.12)

Des pays endettés jusqu'aux dents empruntent de l'argent, à qui, aux marchés bien sûr, pour le prêter au FMI qui le prêtera avec intérêt évidemment à d'autres pays encore plus endettés, et ainsi de suite.

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé lundi avoir racheté pour 3,361 milliards d'euros d'obligations d'Etat au cours de la semaine au 16 décembre.

La BCE avait racheté pour 635 millions d'euros d'obligations la semaine précédente.

L'institut d'émission précise que le montant total de ses rachats d'obligations souveraines dans le cadre de son programme exceptionnel réactivé en août atteint désormais 211 milliards d'euros. (reuters 19.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 décembre

CAUSERIE

Le PS dans le rôle de briseur de grève.

1- André Vallini pense que «toute grève est légitime» et en particulier celle des agents de sûreté dans les aéroports, mais une atteinte au droit de grève dans le transport aérien comme c'est déjà le cas dans le transport ferroviaire serait la bienvenue : «Le système donne plutôt satisfaction. On pourrait faire la même chose dans le transport aérien.» (source : le figaro.fr 20.12)

2- Quel dommage que le droit de grève n'ait pas été remis en cause plus tôt dans le transport aérien : "Le service minimum, la droite en parle toujours en plein moment de crise. Ce n'est pas au moment où les Français vont partir en vacances - et on peut comprendre leur exaspération - qu'il faut s'inquiéter du fait que les salariés de ces entreprises privées de sécurité soient dans la précarité et de mauvaises conditions de travail" a déclaré Martine Aubry, première secrétaire du PS, mardi matin sur RTL. "C'est avant qu'il faut se mettre autour d'une table pour mettre en place le dialogue social" a poursuivi la maire de Lille.

Le "dialogue social" devant servir évidemment à remettre en cause le droit de grève et non pas à donner satisfaction aux travailleurs en lutte contre leur direction, cela va de soi. Moscovici le confirme, mieux, il "regrette" que cette grève ait lieu en dressant les usagers contre les grévistes. .

Pierre Moscovici a également mis en cause la responsabilité du gouvernement dans la grève. Interrogé par France Info sur la nécessité ou non d'un service minimum, le député PS du Doubs a estimé que "cette grève n'aurait pas dû avoir lieu". Il la "regrette" et pense "aux gens qui veulent prendre leurs vacances, rejoindre leur famille et sont bloqués". "Le gouvernement, plutôt qu'avoir toujours la même réponse - un problème, une loi, en plus à quelques encablures de la présidentielle - devrait avoir la culture du dialogue et aider les entreprises qui dépendent de lui en partie à avoir cette culture", a-t-il plaidé. (lexpress.fr 20.12)

Quel pourriture ce parti !

Commentaire d'un internaute :

- "Les grévistes sont des salariés de sociétés privées.....et le gouvernement n'a donc pas à intervenir dans le dialogue social de ces sociétés."

Peu importe, le droit de grève doit être suspendu en temps de crise ou tout simplement liquidé dans le privé comme dans le public, place à "l'économie de marché" ! A part cela le PS ne combat pas au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière, depuis des lustres ou toujours en vérité.

L'actualité en titres

La question stupide du jour

- Pourquoi Gerhard Schröder inspire Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

Mise en scène suspecte

- Sarkozy va prendre la plume pour «*se mettre à nu*» - LeFigaro.fr

- Sarkozy veut régler le cas de cette «*folle de Dati*» - Liberation.fr

Inaudible ! Un cas.

- François Fillon fait de l'autisme la Grande cause nationale 2012 - Associated Press

L'Etat et la théorie du complot...

- La piste criminelle négligée dans l'enquête AZF, selon Bruguière - Reuters

Pourquoi ont-ils besoin de tant de fric ?

- Un appartement à 88 millions pour la fille d'un oligarque - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy doit recevoir mardi Gerhard Schröder. L'ancien chancelier social-démocrate est devenu dans les cercles politiques français le modernisateur emblématique de l'Allemagne. Son embauche dès 2005 chez le russe Gazprom avait beaucoup choqué, en Allemagne et en France, sans parler de son amitié assumée avec Vladimir Poutine. Mais tout cela paraît finalement peu de chose en regard des réformes accomplies.

Schröder reste en effet dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale. Willy Brandt avait été le chancelier de l'Ostpolitik, Helmut Kohl celui de la réunification, et Schröder restera comme le chancelier de la réforme. À l'Élysée, certains conseillers comparent volontiers leur champion, Nicolas Sarkozy, à Gerhard Schröder, qui a su prendre lucidement acte des nécessaires sacrifices que devait accepter la société allemande pour vaincre un chômage qui dépassait alors les 10%.

C'est au cours de son second mandat, et non de son premier, que Schröder a pris le grand virage des réformes. En 2003, devant le Bundestag, le chancelier avait annoncé «*l'agenda 2010*». Au menu, il y avait entre autres la suppression des indemnités chômage de long terme, ou le choix de la désinflation compétitive grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus.

Résultat: plus d'un million et demi d'Allemands dans les rues, une rareté outre-Rhin. Et des records d'impopularité. Schröder était rejeté par 75% des Allemands en juin 2004. En mai 2005, date de l'élection anticipée déclenchée par Gerhard Schröder, le chancelier était presque redevenu populaire. Comme pour la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy en 2010, aujourd'hui de mieux en mieux jugée par les Français, l'opinion allemande avait finalement donné raison à Schröder. Dans le dernier mois, à la faveur d'une campagne très offensive, Schröder avait failli être réélu pour un troisième mandat face à Angela Merkel.

Ami personnel de Tony Blair, Nicolas Sarkozy n'en finit pas de découvrir les vertus du social-libéralisme européen. Il faut dire que Schröder est bien celui qui a eu «*tout juste*» dans la première décennie de l'an 2000: contrairement à Jacques Chirac, il a osé des réformes drastiques et, contrairement à Blair, il a désapprouvé la guerre en Irak. (lefigaro.fr 20.12)

En prévision de sa défaite, il doit se demander comment continuer après 2012 à assurer un train de vie royal à sa Barbie...

2- Egypte

La police et l'armée égyptiennes ont fait usage d'armes à feu et de gaz lacrymogènes mardi au Caire pour déloger des

manifestants de la place Tahrir, au cinquième jour de violences qui ont fait 13 morts et suscité de vifs reproches des Etats-Unis.

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé "*particulièrement choquants*" des incidents comme celui où des soldats ont été filmés en train de brutaliser une femme en la traînant au sol au point de faire apparaître ses sous-vêtements, avant de la rouer de coups de matraque et de coups de pied.

"Des femmes sont battues et humiliées dans les rues mêmes où elles avaient risqué leur vie pour la révolution voici tout juste quelques mois", a dit la responsable américaine dans un discours lundi à l'université de Georgetown, à Washington.

Les Etats-Unis, qui tenaient l'Egypte pour un allié inébranlable sous la présidence d'Hosni Moubarak, fournissent au Caire une aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars.

Les autorités américaines ont jusqu'ici salué l'engagement pris par l'armée de céder le pouvoir aux civils.

Par la suite, des milliers d'Egyptiennes vêtues de noir et encadrées par un service d'ordre masculin ont marché sur la place Tahrir pour protester contre les agressions visant les femmes. A la tombée de la nuit, le calme était revenu sur ce lieu emblématique de la "*révolution du Nil*".

"On ne touche pas aux femmes d'Egypte !", scandaient les manifestantes qui ont lancé aux hommes qui les observaient depuis des balcons: "*Demain, ce sera au tour de vos soeurs !*".

Dans un communiqué, le CSFA a présenté des excuses, affirmant "*respecter et apprécier les Egyptiennes et leurs droits de protester et de participer pleinement à la vie politique*".

Mais pour le général Adel Emara, "*des forces malfaisantes tentent d'entraîner l'Egypte dans le chaos et placent l'armée dans une situation de confrontation avec le peuple*".

"Ce qui est en train de se passer n'a rien à voir avec la révolution et sa jeunesse pure, qui n'a jamais voulu mettre à terre ce pays", a-t-il dit en assurant par ailleurs que l'armée n'avait pas donné l'ordre d'évacuer la place Tahrir. (reuters 20.12)

En torturant, lynchant, assassinant Kadhafi publiquement, les barbares et mercenaires au service du CNT et de l'impérialisme occidental ont montré leur vrai visage au monde entier et mis à mal, pour ne pas dire ruiner, tous les efforts de Sarkozy, Cameron et Obama pour présenter leur aventure militaire en Libye comme un acte légitime et conforme au respect des droits de l'homme et de la démocratique. Des mois de propagande gouvernementale et de matraquage médiatique quotidien savamment orchestrés pour manipuler les masses ruinés en quelques secondes.

En Egypte, les images de militaires et de policiers lynchant des manifestants, dont des femmes venues manifester pacifiquement, vont pousser les travailleurs égyptiens à se poser davantage de questions sur la place et le rôle de l'armée dans leur pays, à se dresser contre son pouvoir tentaculaire, à exiger que ses privilèges lui soient retirés, ce qui évidemment contrarie l'impérialisme américain.

L'armée en Egypte ou en Tunisie n'a jamais été et ne sera jamais au service de la révolution ou complice d'un soulèvement populaire, qui, s'il était mené à son terme signifierait sa dissolution pure et simple. Tout au plus peut-elle apparaître neutre dans un premier temps pour permettre de se débarrasser d'un régime devenu encombrant, usé jusqu'à la corde et isolé du peuple, pour qu'ensuite en garant du régime ou sous son autorité, une nouvelle forme du pouvoir au vernis démocratique puisse se mettre en place, avec la participation aux institutions de partis soit-disant représentant les intérêts du peuple, mais qui en réalité sont intimement liés à certaines couches de la bourgeoisie subordonnées à l'impérialisme.

L'armée égyptienne est apparue telle qu'elle est vraiment, un appareil de répression au service de la réaction, de la contre-révolution. On comprend dès lors l'empressement de la secrétaire d'Etat américaine à dénoncer ses fâcheuses maladresses...

3- Turquie

La police turque a arrêté au moins 38 personnes, pour la plupart des journalistes, lors d'interventions opérées mardi à l'aube dans le cadre d'une enquête sur des liens présumés entre militants kurdes et éléments séparatistes armés, rapportent des responsables de la sécurité et des médias.

Quelque 70 journalistes sont déjà emprisonnés en Turquie, mais les autorités assurent qu'ils sont en détention pour des délits ou des crimes sans rapport avec leur profession.

Vingt-cinq personnes, surtout des journalistes, ont été arrêtées à Istanbul. Des reporters de Reuters ont vu des policiers

interpeller chez lui un photographe de l'Agence France-Presse, Mustafa Ozer. L'AFP a confirmé son arrestation.

Plus de dix journalistes de l'agence pro-kurde Dicle ont aussi été interpellés, rapporte l'agence officielle Anatolie. Une avocate représentant Dicle a dit qu'il ne restait au bureau stambouliote de l'agence que des policiers occupés à copier des documents et des disques durs d'ordinateur. Elle a dit ne pas connaître le nombre exact de journalistes en état d'arrestation.

Dans le cadre de la même enquête, lancée il y a deux ans, des centaines de personnes sont en procès pour liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

A Diyarbakir, principale ville du Sud-Est à prédominance kurde, la police a interpellé au moins six personnes et perquisitionné dans dix bureaux et habitations appartenant à des membres du personnel de Dicle, ont indiqué des responsables. Des descentes de police ont eu lieu simultanément à Ankara, à Izmir et dans d'autres villes où des arrestations ont été opérées.

La police a aussi passé au crible des bureaux de plusieurs autres agences à travers le pays, saisissant ordinateurs et documents, a rapporté la chaîne CNN Turk.

Le mois dernier, plus de 100 personnes avaient été arrêtées au cours d'interventions analogues qui avaient coïncidé avec une recrudescence des attaques du PKK contre les forces de sécurité. (reuters 20.12)

Ce ne serait la Turquie qui intimait l'ordre au président syrien de respecter la démocratie par hasard ?

Social

1- France

1.1- Grève dans les aéroports. Respect du droit de grève. A bas l'intervention policière !

Les agents de sûreté aéroportuaire ont décidé, mardi 20 décembre, de poursuivre leur mouvement de grève après l'échec de négociations avec les entreprises. Celles-ci étaient menées à Paris et à Lyon sous l'égide de médiateurs nommés la veille par le gouvernement, qui veut un retour à la normale mercredi, quitte à recourir aux forces de l'ordre.

"Les patrons ne sont prêts à aucun effort. On leur a demandé de faire des contre-propositions, ce qu'ils ont encore refusé", a déclaré mardi Benamar Belkouché, délégué CFDT chez ICTS France à Roissy. "Je pense que la grève va se durcir et s'amplifier", a ajouté le syndicaliste.

Nice, troisième aéroport du pays, doit rejoindre le mouvement mercredi. Les syndicats évoquent également les aéroports de Mulhouse, Beauvais et Rennes.

Les salariés des sociétés d'agents de sûreté de l'aéroport de Nice, le troisième du pays, ont voté le début de la grève en assemblée générale pour mercredi à partir 5 heures, selon la CGT.

Le gouvernement s'est dit prêt à envoyer les forces de l'ordre mercredi dans les aéroports pour se substituer aux grévistes. *"Demain [mercredi], si la grève continue, la police aux frontières, la gendarmerie des transports aériens, et, en tant que de besoin, les CRS et la gendarmerie mobile seront mobilisées, pour faire en sorte que la sécurité dans les aéroports soit assurée", a déclaré la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet, sur France Info.*

"Nous ne laisserons pas les Français être otages de la grève", a-t-elle ajouté, assurant qu'"il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de grève, mais [...] d'assurer la sécurité". Trois cents policiers et cent gendarmes sont *"d'ores et déjà prêts à se substituer aux agents grévistes",* a annoncé de son côté le ministère de l'intérieur. Ils pourraient assurer *"les missions de fouilles des passagers et des bagages"* et *"feraient en sorte qu'aucun passager ne se retrouve bloqué",* a ajouté le ministère.

Les syndicats de policiers, FO et Alliance, se sont déclarés hostiles à ce recours aux forces de l'ordre, et un haut gradé de la gendarmerie s'est dit sceptique, particulièrement en cette période de fin d'année, au moment où les plans Vigipirate sont renforcés. La direction de l'aéroport de Lyon a affirmé mardi qu'elle n'envisageait pas de recourir aux forces de l'ordre pour contrer les effets de la grève. (lemonde.fr 20.12)

Entre nous, par les temps qui courent, c'était une connerie ou une provocation d'entamer une grève durant cette période de l'année, à croire que les syndicats le font exprès pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. On soutient cette grève évidemment puisqu'elle a lieu, on n'a pas le choix.

1.2- L'Agence du médicament corrompue. Un système mafieux mis au point par l'industrie pharmaceutique.

Un ancien responsable de l'Agence du médicament devenu ensuite consultant pour l'industrie pharmaceutique, le Pr Jean-Michel Alexandre, a perçu, à ce titre, pas moins de 1,2 million d'euros de rémunération des laboratoires Servier entre 2001 et 2009, révèle Le Figaro lundi 19 décembre.

Le journal écrit que "ce professeur de pharmacologie a été l'un des hommes les plus influents en matière de médicaments en France de 1980 à 2000". Selon Le Figaro, M. Alexandre a été président de la commission d'autorisation de mise sur le marché à l'Agence du médicament de 1985 à 1993, puis directeur de l'évaluation des médicaments de 1993 à 2000 et président du comité des médicaments de 1995 à 2000, avant de devenir consultant pour l'industrie pharmaceutique.

"Du 29 octobre 2001 au 4 septembre 2009, [M. Alexandre] a facturé 1 163 188 euros à Servier, via une filiale dénommée CRIS [centre de recherche international pour la santé]", affirme Le Figaro sans citer de sources. "En paiement des services rendus, Jean-Michel Alexandre a perçu une rémunération forfaitaire payée sur présentation de factures accompagnée d'un rapport trimestriel", ajoute le journal.

"Sa mission consistait, selon les demandes de Jacques Servier, à analyser des dossiers touchant à l'efficacité des médicaments en développement ou déjà mis sur le marché", poursuit Le Figaro. Le journal mentionne les médicaments Vastarel, Protelos, Valdoxan et Procoralan, qui sont actuellement sous surveillance des autorités du médicament.

Le journal précise que, lors de son audition au Sénat, en avril, le Pr Alexandre avait indiqué avoir travaillé "comme consultant scientifique indépendant (...) pour 30 à 40 laboratoires dans le monde". Selon le journal, les montants les plus importants ont été perçus avec les laboratoires Servier. (lemonde.fr 20.12)

1.3- Carlton, Eden Roc... Ces "**palaces**" repères de fripouilles de haut vol.

L'Eden Roc, le prestigieux palace des stars qui a vu passer entre ses murs une pléiade de célébrités d'Henry Kissinger à Elizabeth Taylor, est aujourd'hui dans la tourmente. Jean-Claude Irondelle, 82 ans, l'ex-directeur général de l'hôtel, situé sur la Côte d'Azur dans le département des Alpes-Maritimes, a été mis en examen le 13 décembre pour «abus de biens sociaux», révèle mardi Le Parisien.

En cause: un audit accablant sur la gestion passée de l'hôtel mettant en lumière la somme de 740.000 € détournée entre 2003 et 2006 par Jean-Claude Irondelle. Propriétaire du palace depuis 2005, le groupe allemand Oetke a déposé plainte l'année suivante contre l'ex-PDG de l'établissement qu'il soupçonne de malversations dans la gestion des lieux ayant «abouti à la mise en place d'une organisation parallèle frauduleuse». Selon les termes de la plainte déposée par les nouveaux gestionnaires de l'Eden Roc, de petits arrangements auraient notamment eu lieu avec les fournisseurs de l'hôtel «assujettis au paiement de commissions occultes». (lefigaro.fr 20.12)

2- Chine

2.1- Une manifestation contre une centrale thermique accusée de polluer l'environnement dans une ville du sud de la Chine, Haimen, a dégénéré mardi 20 décembre, la police anti-émeute frappant brutalement les protestataires et les repoussant avec des gaz lacrymogènes, ont rapporté des témoins.

Ces violences se sont déroulées dans la province du Guangdong (sud), où est concentrée une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, et où une série de conflits sociaux ont éclaté ces dernières semaines.

Des protestataires parlant au téléphone avec l'AFP ont affirmé qu'un adolescent de 15 ans avait trouvé la mort et que plus de cent autres manifestants avaient été violemment frappés par les forces de l'ordre. L'AFP n'a pas été en mesure de confirmer ces faits de façon indépendante. Les autorités locales n'ont pas répondu à des appels téléphoniques de l'AFP et une femme contactée au Bureau de sécurité publique de Haimen a nié que des troubles aient éclaté dans la ville.

La ville de Haimen se trouve à environ 115 kilomètres au nord-est de Wukan, un village actuellement en rébellion contre les dirigeants locaux qu'ils accusent de corruption. (lemonde.fr 20.12)

2.2- La police chinoise a arrêté 52 personnes soupçonnées d'avoir vendu de l'huile alimentaire récupérée dans le caniveau de restaurants, ont rapporté mardi les médias d'Etat.

Les enquêteurs ont découvert qu'une entreprise de la province du Jiangxi, dans le sud du pays, avait fabriqué plus de 2.000 tonnes de cette "huile de caniveau" depuis 2010, et l'avait revendue à une entreprise agro-alimentaire de la province voisine du Guangdong, a rapporté l'agence officielle Chine nouvelle.

L'huile était ensuite revendue dans des restaurants de la région après avoir été "*mélangée avec de l'huile alimentaire de qualité*", ajoute l'agence.

La Chine tente d'enrayer les violations aux règles de sécurité sanitaire dans un secteur alimentaire aussi vaste qu'incontrôlé, malgré les pénalités sévères prévues par la loi. (reuters 20.12)

Un pays aussi pourri que l'Inde par la corruption. 2.000 tonnes d'huile, une paille, cela passe forcément inaperçu...

Economie

France

Le déficit commercial de la France sera de 70 à 75 milliards d'euros en 2011, en forte progression par rapport à celui de 2010 (51,4 milliards), a déclaré mardi à Reuters le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

Le précédent record de déficit commercial de la France - 56 milliards d'euros en 2008 - sera pulvérisé. (reuters 20.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 décembre

CAUSERIE

Hollande. Votre légitimité : c'est celle des marchés !

Le vote des classes populaires, "*c'est la condition de la légitimité*", estime François Hollande, mardi à Mantes-la-Jolie. Le candidat socialiste assure que le FN est "*une tromperie à l'égard des classes populaires*". (lepoint.fr 21.12)

Le philistin est bien placé pour parler de "*tromperie*", c'est le fond de commerce de toujours du PS (et du FN bien entendu).

Ne parlez pas des couches sociales ou de la classe que vous ne connaissez pas et qui vous méprisent monsieur Hollande. Pour en faire partie j'ai quelques conseils pratiques à donner à mes frères et soeurs de galère. Hollande : tirons la chasse !

Vous savez que j'ai revendu ma maison et que depuis je suis à nouveau locataire. Quand j'étais chez moi, pendant 11 ans j'ai trafiqué le compteur électrique pour diminuer ma facture des trois quart ou plus l'été quand la climatisation fonctionnait toutes les nuits, il suffisait de placer un shunt (un fil) entre les deux fils situés à l'entrée du compteur, ainsi il tournait très lentement ou pas du tout ! Je l'enlevais une semaine avant le relevé du compteur et je le remettais aussitôt en place après.

Il se trouve que là où j'habite maintenant le compteur est situé dans le jardin et visible de la rue, c'est gênant, j'envisage de le recouvrir en prétextant le danger que cela représente quand il pleut, cet argument tient la route, le propriétaire en convient. En attendant, en dehors de l'ordinateur que j'utilise une douzaine d'heures par jour et la télé deux à trois heures par jour, il n'y a que le réfrigérateur qui bouffe du courant, et avec la partie congélateur le moteur fonctionne quasiment en permanence, donc j'ai décidé de l'éteindre dès que je me lève le matin jusqu'à 19h le soir. J'ai vérifié la température, pas de problème. Pour la lumière, des ampoules basses puissances partout, entre 8 et 20 watts maximum, et j'éteins systématiquement la lumière dès que je quitte une pièce, les Indiens laissent une ampoule allumée à l'extérieur la nuit par crainte des voleurs, j'ai décidé de ne pas les imiter, je ne me sens pas l'âme d'un voleur.

J'ai encore les moyens de vivre normalement, grâce à la vente de ma maison je dois préciser, mais je n'ai pas envie d'engraisser un Etat gangrené par la corruption ; ils nous ont déclaré la guerre après tout, donc à tous les niveaux relevons ce défi. Si maintenant il y a des gens assez cons ou trop bien lotis encore ou les deux à la fois mais pas toujours, qui balancent du fric par la fenêtre pour montrer à la galerie qu'ils ne sont pas gênés aux entournures, c'est leur problème, moi je n'ai rien à foutre de ce genre de considérations, j'estime n'avoir de compte à rendre à personne et j'emmerde ceux que me jugent, c'est le sport national en Inde, incontournable, c'est ce qui pourrit la vie de mon épouse qui ne parvient à se libérer du qu'en-dire-t-on et la mienne indirectement, c'est aussi la raison pour laquelle elle ne veut plus vivre en Inde, c'est tellement insupportable qu'elle préfère encore vivre seule dans son T1 insalubre à Aubagne, c'est pour dire.

Si vous êtes un travailleur pauvre en France et que vous habitez en ville, pour se nourrir et y prendre encore du plaisir, il y a le riz thaïlandais, brisé et parfumé naturellement, le moins cher se trouve dans les magasins chinois ou africains, dans le 13e à Paris

ou à la hauteur du métro La Chapelle ou encore dans les magasins asiatiques à Barbès, il est excellent, à côté le riz blanc français, américain ou indien est franchement dégueulasse, il n'a aucun goût en dehors de l'amidon. Et si vous trouvez que le pain est devenu trop cher, le riz peut très bien accompagner tous les plats en sauce, il suffit d'en préparer une bonne casserole, de la mettre au réfrigérateur et d'en extraire la portion de riz nécessaire à chaque repas. Il faut aimer le riz évidemment ! Si ce n'est pas le cas, essayez le riz thaïlandais, après la cuisson il laisse même une odeur agréable dans la maison, exotique, vous aurez l'impression de voyager... pour pas cher !

Ici, il y a de nombreuses boutiques qui ne vendent que du riz. Les prix vont en ce moment de 13 à 28 roupies, donc du simple au double ou plus. Franchement, très modestement je suis un peu gastronome, je cuisine depuis plus de 30 ans, et bien je ne vois pas de différence de goût entre le riz le plus cher et le moins cher, la seule différence réside dans la taille des grains de riz ou leur texture, qui passe inaperçue puisqu'on le mange toujours accompagné ou mélangé à un plat en sauce, c'est donc un luxe ou une lubie d'acheter le riz le plus cher. Le poids de la société est telle, que la plupart des Indiens n'achètent pas le riz le moins cher par crainte du jugement que portera sur eux le vendeur ou boutiquier, jugement dont entre nous nous n'avons absolument rien à foutre, c'est pour dire à quel point les Indiens sont angoissés et accordent une importance démesurée à l'idée qu'on se fait d'eux...

Opium du peuple. Quand les peuples manipulent les beaufs.

- Beckham au PSG pour 800.000 euros par mois - Reuters

Normal s'écrient les supporters du PSG...

Cela me rappelle dans les années 70, quand mon père faisait la menuiserie dans des appartements de prestige avenue Foch à Paris vendus un milliard (de francs) à des princes saoudiens riches (notamment), c'est lui qui nous racontait cela le soir au dîner, et qui trouvait normal de m'envoyer à l'école avec des slips et des chaussettes trouées, des semelles percées parce qu'avec son salaire de misère il ne pouvait pas m'en acheter.

Hier soir je me suis fait la réflexion que rien n'avait changé depuis plus de 7 000 ans, l'homme n'a pas évolué, il est toujours aussi ignorant, en extase devant les puissants, les riches. Il a toujours besoin d'un pharaon, d'un empereur, d'un maharajah, d'un calife, d'un tsar, d'un monarque, d'un président, etc. pour décider à sa place son destin. Tous ces dictateurs à qui les peuples doivent respect et obéissance, les maîtres après dieu, cette quasi vénération, cette déification de la fonction suprême, n'est pas sans rappeler la nuit des temps quand les peuples attribuaient des pouvoirs supranaturels à la nature, avant d'en prêter aux esprits, aux dieux, aux hommes auxquels ils prêteront volontiers des attributs et des qualités semblables. Non, de ce côté-là rien n'a changé.

Personne ne veut vraiment s'attaquer à cette profonde ignorance, il paraîtrait que ce serait la mission de l'école, qu'on nous permette d'en douter fortement à l'heure où la barbarie gagne du terrain à l'échelle mondiale. Effectivement, nous ne sommes pas encore sortis de la préhistoire, il ne suffit pas de le déclarer, faut-il encore en prendre toute la mesure. Or de nos jours, on préfère flatter l'ignorance des masses, soit le sport est gangrené par le fric, mais tant de nos contemporains s'y adonnent qu'il faut bien lui trouver une certaine utilité, des qualités, selon le principe bien connu qu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, on appelle cela aussi le populisme.

Désolé, trier est un luxe au-dessus de nos moyens !

"Parfois, il y a un fruit pourri, et pourtant nous dénigrons tout le panier"... Pour Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, prétendre que tous ceux qui sont riches *"sont mauvais"* est un non-sens.

Jamie Dimon est le responsable le mieux payé des six premières banques américaines : en 2010, sa rémunération atteignait 23 millions de dollars. (atlantico.fr 21.12)

Anarchie et tiers-mondisation ou plutôt tiers-mondialisation.

Surprise pour les Parisiens pressés déjà fatigués du Vélib' : des vélos-taxis gratuits sont à leur disposition depuis le début de la semaine pour les conduire d'un bout à l'autre de la capitale.

Un entrepreneur trentenaire, Kheir Mazri, a eu l'idée de lancer ce nouveau mode de déplacement composé d'une carriole conduite par un vélo électrique rappelant le *"touk-touk"* des pays d'Asie.

Le service, pour l'instant composé de 24 attelages, est appelé à fonctionner sept jours sur sept en suivant 14 itinéraires de bus dans la capitale, où la circulation reste problématique malgré la récente mise à disposition de systèmes de location de bicyclettes et d'automobiles Vélib' et Autolib'.

La gratuité, surtout, séduit.

"Les gens ne le croyaient pas au départ", dit l'entrepreneur. "On fait un test à Paris et si ça marche on va élargir au niveau national, voire international."

Le système est financé par la vente d'emplacements publicitaires situés de part et d'autre de la charrette, et la vente à bord de thé, de pâtisseries et pop corn, proposés à partir de 50 centimes d'euro.

Les véhicules, importés de Chine, ont été achetés grâce à un prêt familial et ils sont conduits par des associés, explique Kheir Mazri, qui affirme ne pas faire de concurrence aux taxis dans la mesure où le client ne peut imposer sa destination finale.

Comme les motos-taxis, le système n'a pas besoin d'autorisation administrative particulière pour fonctionner. (reuters 21.12)

En Inde, les rickshaws ou pousse-pousse sont en voie de disparition au profit des autorickshaws, maintenant je comprends pourquoi !

Entendu aux infos du soir de TV5Monde Asie

Le 19 décembre. La Croix rouge s'attaquent aux jeux vidéo de guerres. Elle veut "*humaniser*" la guerre, car voyez-vous dans ces jeux les combattants ne respectent aucun principe, ils massacrent les civils, bombardent des villes, etc. ils ne respectent pas les règles de la guerre, les joueurs manquent de "*compassion*" envers leur prochain, les "*droits humanitaires*" sont bafoués... Ah ben ça alors, comme en Irak, en Afghanistan, en Libye, etc. non ? Non, là c'était la vraie guerre, qui plus est menée par des impérialistes légitimes... Et qui financent la Croix rouge via l'ONU et ses agences, on comprend.

Le 20 décembre. La journaliste a parlé à propos de la Corée du Nord, je cite textuellement du "*dernier régime stalinien*" en place, bravo madame pour votre exactitude, c'est si rare dans votre milieu ! C'est mieux que le dernier régime communiste, non ?

Le 21 décembre. Le Canada aurait un système financier et bancaire exemplaires, si, si, c'est sérieux. Et la journaliste d'ajouter quelques secondes plus tard, que la population canadienne est plus endettée que les Américains ou les Européens. Vous avez dit exemplaire ? Tout s'explique effectivement. Un membre du gouvernement canadien légèrement inquiet pour l'avenir tout de même de conclure : pourvu que cela dure, les vrais problèmes risquent de surgir bientôt. Un devin cet homme-là !

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La presse atlantiste accuse la Syrie de mener un double jeu : d'un côté, elle accepte de recevoir les observateurs de la Ligue arabe, de l'autre elle poursuit la répression. Les journaux reproduisent sans vérification les imputations de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) faisant état de l'exécution de très nombreux déserteurs.

L'adoption d'une loi étendant la peine de mort aux trafiquants d'armes, et non plus seulement à ceux qui commettent des crimes de sang, est présentée en Occident et dans le Golfe comme une loi condamnant à mort les citoyens qui manifestent pacifiquement contre le gouvernement.

La presse du Golfe se focalise sur l'injonction énoncée par les chefs d'Etat du Golfe à la Syrie (arrêter la machine à tuer !) et à l'Iran (mêlez-vous de vos affaires !), ce qui montre a contrario que le conflit est déjà régional.

- Les journaux français se réfèrent de plus en plus souvent à un expert syrien vivant à Paris : Salam Kawakibi. Il est présenté comme chercheur, à l'Arab Reform Initiative, ce qui évite de signaler qu'il y est l'adjoint de Bassma Kodmani, la porte-parole du Conseil national syrien.

- Il semble que tous les reportages sur l'Armée libre syrienne réalisés depuis un mois l'ait été dans le même village, censé être en territoire syrien à la frontière turque. Les correspondants de presse qui s'y sont rendus sont tous passés par un bureau du gouvernement turc faisant office de tour operator.

- Selon le Daily Star de Beyrouth, le chef d'état-major de l'armée libanaise, le général Jean Kahwagi, a déclaré que nombre de prétendus réfugiés syriens qui se sont regroupés dans le bourg libanais d'Arsal, sont en réalité des combattants d'Al-Qaida. Le général Kahwagi a demandé l'aval du Conseil des ministres libanais pour intervenir avant que le pays ne se retrouve dans une position comparable à celle de Nahr-el Bared (où l'armée perdit 163 hommes en 2007). (Réseau Voltaire 21.12)

Syndicat

France

1- Journée d'action... patronale.

La CGT a appelé mercredi à faire du 18 janvier, jour du sommet sur l'emploi annoncé par Nicolas Sarkozy, une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Les cinq membres de l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, Solidaires et FSU) n'étaient pas parvenus lundi à s'entendre sur le principe d'une journée d'action après la faible mobilisation de la semaine dernière contre le plan d'austérité du gouvernement.

Plusieurs syndicats, dont la CGT et Solidaires, ont décidé de lancer tout de même des appels convergents pour maintenir une journée d'action. La FSU devrait se joindre à cet appel. (reuters 21.12)

2- Souhait empoisonné.

Pour souhaiter la bonne année à ses adhérents, la CFDT a mis en ligne une vidéo faisant référence à la série 24 heures. Mieux: son secrétaire général ressemble à s'y méprendre à Jack Bauer, son principal protagoniste.

Le pitch? «*Alors que l'apocalypse est inéluctable, une organisation secrète a décidé d'agir*», résume une voix masculine angoissante. (lefigaro.fr 21.12)

Il n'y a rien de secret dans la jaunisse...

Social

1- Belgique

Un mouvement social surprise paralysait mercredi les transports ferroviaires de la Belgique, à la veille d'une journée de grève destinée à contester la réforme des retraites.

Les transports étaient paralysés dans la majeure partie du pays tôt mercredi aux heures de pointe, avec de nombreux trains annulés en l'absence de personnel. Bruxelles était paralysée par de nombreux embouteillages.

Cette grève surprise a été décidée après que le gouvernement a confirmé sa réforme des retraites, qui allonge de deux ans l'âge légal pour la retraite anticipée. (AP 21.12)

2- Chine

Trois meneurs de la rébellion des villageois de Wukan, qui accusent leurs dirigeants locaux de corruption, vont être libérés par les autorités, mercredi 21 décembre et jeudi, un porte-parole des habitants, Lin Zulian, après des discussions avec les responsables locaux dans le but de faire retomber la tension dans ce gros bourg du sud de la Chine.

"*Ce n'est pas une victoire mais un début de victoire*", a estimé M. Lin, qui a confié être "*très satisfait*". Selon lui, les autorités ont également promis de rendre au village, à une date non précisée, le corps d'un autre des meneurs de la révolte, Xue Jinbo, mort récemment en détention. Les villageois accusent la police d'avoir battu à mort M. Xue, qui avait pris la tête de manifestations ayant dégénéré en violences en septembre contre des expropriations. Les autorités ont affirmé que l'homme était mort de cause naturelle, précisément d'une "*défaillance cardiaque*" à l'âge de 42 ans.

Les 13 000 habitants de Wukan, un village situé sur la côte de la province méridionale du Guangdong, avaient obtenu que leurs représentants puissent s'entretenir mercredi avec Zhu Mingguo, un responsable local du Parti communiste. Cela les avait conduits à reporter une marche prévue ce même jour. Les forces de sécurité, qui maintenaient un blocus depuis plus de dix jours autour de Wukan, ont par ailleurs levé certains de leurs barrages.

Les résidents de Wukan sont en révolte ouverte contre les autorités pour demander des réparations après des saisies de terres qu'ils jugent illégales. En dépit de la censure, le soulèvement de Wukan est très suivi sur les sites de microblogs en Chine. Selon M. Lin, Zhu Mingguo a promis que les villageois de Wukan recevraient des compensations pour les terres saisies, même si le responsable n'est pas rentré dans les détails.

La révolte de Wukan est devenue une épine dans le pied du Parti communiste du Guangdong, province prospère située aux portes de Hongkong et considérée comme la vitrine de l'époustouflante réussite économique de la Chine. Les expropriations de terres sont un problème de plus en plus épineux en Chine, où des paysans accusent les cadres locaux corrompus de s'allier à des promoteurs véreux pour s'enrichir sur leur dos en permettant la réalisation de nombreux projets immobiliers. (lemonde.fr 21.12)

Economie

1- France

Le site internet d'informations Rue89 a été racheté par Claude Perdriel, fondateur de l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur, a annoncé mercredi Rue89.

Lancé en mai 2007, Rue89 attire plus de deux millions de visiteurs uniques par mois, selon des chiffres de l'institut de recherche Nielsen qu'il cite.

"Cet accord, qui sera effectif le 31 décembre, se matérialise par le rachat du capital de Rue89 par Claude Perdriel", écrit Pierre Haski, cofondateur de Rue89. "Il pérennise l'aventure de notre site en lui garantissant son indépendance éditoriale totale."

Rue89 restera un site autonome et les fondateurs (Pierre Haski, président, Laurent Mauriac, directeur général, Pascal Riché, rédacteur en chef) continueront à en assurer la direction comme auparavant, poursuit Pierre Haski. (reuters 21.12)

Entre Rue89 et Mediapart, les deux "pure players" de l'info en ligne, l'heure des comptes a sonné. Le modèle payant de Mediapart a démontré sa supériorité au moment où Rue89, en panne de carburant, est contraint de se vendre au groupe Nouvel Observateur. Mediapart a publié ses comptes le 2 décembre : le site, lancé par Edwy Plenel, dégage 500 000 euros de bénéfice pour 5 millions de chiffre d'affaires. Il compte 55 000 abonnés actifs. En trois ans, le site a créé 39 CDI, dont ceux de 27 journalistes. Avec les pigistes, une soixantaine de personnes vivent grâce au paiement en ligne.

"Pour l'information de qualité, la recherche de faits nouveaux - je ne parle du commentaire -, il n'y a qu'un seul modèle viable : le paiement, souligne Edwy Plenel, dont les intuitions ont été vérifiées. Le paiement contient en soi l'idée d'indépendance et de confiance du lecteur. Quel meilleur gage d'indépendance que de dépendre uniquement de ses lecteurs pour vivre ? Le beau défi de la presse, c'est de créer de la richesse afin de ne pas dépendre d'un mécène qui fait les fins de mois." (lepoint.fr 21.12)

Cela fait longtemps que je ne me connecte plus à Rue89, sans intérêt la plupart du temps, quant à Médiapart, je n'ai pas les moyens de m'abonner, il suffit d'être patient pour voir l'essentiel du contenu de leurs articles atterrir ailleurs, il suffit alors de les lire ou les recopier si nécessaire. Edwy Plenel est sympathique comme peut l'être Mélenchon, par rapport aux journalistes des médias nationaux il n'y a pas photo.

2- Chine

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman pose la question dans sa chronique du New York Times : la Chine va-t-elle craquer ?

Paul Krugman ne s'appuie ni sur les chiffres ("*Les chiffres de la Chine sont bien plus fictifs que la plupart des autres*"), ni sur les experts ("*On ne trouve pas deux experts disant la même chose.*"), mais sur l'analyse de la situation du pays, qui lui rappelle celle du Japon à la fin des années 80 ou celle des Etats-Unis en 2007.

Pour l'économiste, une bulle immobilière et une corruption grandissante sont les deux gros points noirs de l'économie chinoise aujourd'hui :

Tous les ingrédients d'une bulle spéculative sur le point d'éclater sont réunis avec les conséquences que l'on imagine, des faillites en chaîne et une crise économique et sociale majeure. "*Savons-nous vraiment si l'immobilier a créé une bulle ? Il en montre tous les signes : pas seulement des prix à la hausse, mais également cette sorte de fièvre spéculative qui nous semble bien familière - pensons simplement à la côte de la Floride il y a quelques années.*"

L'agence Bloomberg tire aussi la sonnette d'alarme sur la montagne de dettes accumulée en Chine pour des projets immobiliers pharaoniques qui n'ont aucune chance d'être rentables. Elle souligne que la réalité des chiffres est cachée par les promoteurs, les établissements de crédit et les gouvernements locaux.

Elle chiffre les dettes de 231 organismes chinois de financement locaux à près de 4 000 milliards de yuans, soit plus de 430 milliards d'euros. Or, il existe dans toute la Chine 6 576 établissements de crédit locaux... Les provinces et les villes n'ont plus les moyens de finir leurs gigantesques projets sans obtenir de nouveaux crédits et seront pour certaines en cessation de paiement si leur principale source de revenus, la vente de terrains, ne rapporte plus suffisamment.

De même, l'existence d'un système bancaire parallèle clandestin et non supervisé fragiliserait l'économie : *"Si le gouvernement chinois n'est pas contraint par l'Etat de droit, il est contraint par une corruption omniprésente, ce qui veut dire que ce qui se passe réellement au niveau local pourrait ne pas ressembler à ce qui est ordonné à Pékin."*

Paul Krugman espère être *"inutilement alarmiste"* mais, selon lui, *"il est impossible de ne pas être inquiet : l'histoire de la Chine ressemble trop aux effondrements que l'on a vus ailleurs."* (atlantico.fr 21.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 décembre

CAUSERIE

La rupture avec Sarkozy : une nécessité !

- Le candidat Sarkozy parie sur la rupture de la rupture - leexpress.fr

Le POI vient de rendre visite au ministère de l'Intérieur à défaut d'avoir pu rencontrer l'épileptique du Palais ; le PS vient de se prononcer en faveur de la restriction du droit de grève dans le secteur aérien, soutenant ouvertement Sarkozy qui a fait appel au CRS pour briser la grève en cours ; à l'unanimité les dirigeants syndicaux ont indiqué qu'ils participeraient au *"sommet sur l'emploi"* auquel il les a conviés, etc. Ils sont tous au chevet de la Ve République !

Tous à leur manière légitiment sa présence à la tête du pays, alors que son parti est minoritaire dans le pays (l'UMP a été mis en minorité lors des quatre dernières élections), illégitime, rejeter, honni par la majorité des masses laborieuses, le président le plus impopulaire de la Ve République, à croire qu'il leur manquera s'il perdait les élections en 2012. Fort de ce soutien, il aurait tort de ne pas continuer son offensive contre la classe ouvrière jusqu'à la veille des élections présidentielles...

Il faudra encore attendre avant que syndicats et partis ouvriers rompent avec les institutions et celui qui en est le garant. Et peu importe si on en crève entre temps, les travailleurs et militants ont le droit de le penser et de le dire. Il ne faut pas s'étonner ensuite que de plus en plus de militants baissent les bras ou soient littéralement dégoûtés, selon les quelques témoignages que j'ai recueillis, on ne leur en voudra pas évidemment.

Travail, famille, patrie.

Grève dans les aéroports.

- *"L'année 2011 a été rude pour les Français et nous ne pouvons pas accepter que qui que ce soit pris en otage au moment de partir en vacances, avec ses enfants, avec sa famille, dans un conflit auquel ils ne sont pour rien"*, a déclaré le chef de l'Etat. (reuters 22.12)

Un **"secret"** bien gardé.

Entendu hier soir lors de l'émission *Secrets d'histoire* consacrée au palais de l'Elysée, diffusée sur TV5Monde Asie.

"finalement la République assure le fier héritage de la monarchie", non, pas possible ? Allez, on fera avec, on n'est plus à cela près, n'est-ce pas ?

Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir (Lénine)

En prêtant 489 milliards d'euros à près de cinq cent banques européennes, la BCE entend éviter un "credit crunch". Elle offre en effet la possibilité aux banques d'emprunter sur trois ans à un taux proche de 1%. Cette vaste opération de refinancement va permettre aux banques de souffler, dans la mesure où elle résout l'énorme problème de liquidités auquel elles étaient confrontés.

En résumé, cette opération ne met pas fin à la crise : elle permet juste au système de continuer à tourner. (atlantico.fr 22.12)

Facile à comprendre, non. Il faut ajouter que les banques continuent de s'endetter... et de réaliser des profits.

Le secret du capitalisme, c'est qu'il vit à crédit. Quand vous travaillez, vous n'êtes payé qu'à la fin du mois, vous avez fait crédit pendant 30 jours à votre patron ou à l'Etat de la force de travail que vous avez dépensée, gratuitement bien sûr, en plus de la plus-value qu'il vous aura extorquée.

Comment les banquiers s'enrichissent, c'est simple il suffit de suivre le mode d'emploi, un exemple :

- Les deux principales banques italiennes UniCredit et Intesa Sanpaolo utiliseront les fonds à trois ans de la BCE pour financer l'industrie et les ménages transalpins, ont déclaré jeudi les dirigeants des deux établissements dans des interviews.

"*Nous avons levé des liquidités à des coûts avantageux afin qu'elles soient injectées dans l'économie*", a déclaré Andrea Beltratti, président du directoire d'Intesa dans un entretien accordé à Il Sole 24 Ore. (reuters 22.12)

Les banques ont emprunté à la BCE à 1% d'intérêt et vont faire la culbute trois fois, dix fois ou davantage selon le crédit accordé, immobilier (3,5 à 4,7%) ou prêt à la consommation dont les taux tournent autour de 20%.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est que cette opération est réalisée ouvertement, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant, les banquiers vont littéralement vampiriser, piller, voler, escroquer les travailleurs le plus légalement du monde, et cela passe comme une lettre à la poste, c'est normal en somme. Quand un travailleur a besoin d'argent pour acheter une voiture ou autre chose, il emprunte à 7, 10 ou 15%, quand le banquier a besoin d'argent il emprunte à 1% et vous facture à 7, 10 ou 15% ou plus, c'est normal, lui il est banquier, vous vous n'êtes qu'une merde quoi, disons les choses telles qu'elles sont.

Parler d'inégalité et d'injustice ici paraît presque grotesque, puérile, tellement c'est énorme, scandaleux, une telle pratique est digne d'un système mafieux, dictatorial, spontanément on se demandera comment cela est-il possible. La réponse a été donnée plus haut (et plus loin), je n'ai ni le temps ni l'envie ni la patience de me lancer dans une nouvelle démonstration.

Courriel reçu d'un militant marocain

- "*Salut camarade,*

Merci pour votre travail sur l'histoire de l'opposition de gauche.

Je vous demande si je peux savoir toute information sur la constitution de la 4e internationale depuis sa naissance, sa scission, (Pablo, Lambert, Moreno, Stéphane Just....) jusqu'à ce jour où on trouve trois grandes organisations et d'autres fractions et petites groupes

Je porte à votre connaissance que je suis du Maroc et je m'intéresse beaucoup à cette politique.

Merci encore, j'attends votre réponse."

J'ai corrigé légèrement l'orthographe de ce courriel, je répondrai à ce camarade dans les jours qui viennent.

Je tiens à préciser que mon travail ne consiste pas à étudier l'histoire des partis issus du trotskisme, d'autres camarades pourraient le faire beaucoup mieux que moi. A mon avis, cela ne présente pas un grand intérêt, on a beaucoup mieux et plus urgent à étudier ou à régler comme questions. Pour ma part, j'ai pratiquement épuisé ce sujet dans mes causeries ou dans différents articles, cela étant, j'ai laissé de côté certaines questions qui ne me semblaient pas présenter un grand intérêt pour la suite de notre combat, je ne suis pas entré dans les détails faute de documentations appropriées. Je ne me suis intéressé qu'aux questions en rapport avec la lutte de classe à notre époque.

Par ailleurs, si j'ai intitulé le site *La voix de l'opposition de gauche*, c'est en partie en référence à l'opposition de gauche dirigée par Trotsky à partir du milieu des années 20, ayant été militant de l'OCI à la fin des années 70, sans pour autant me sentir lié à aucun de ces partis, le POI (CCI), le NPA ou LO, sans avoir de comptes à leur rendre, sans non plus leur reconnaître forcément le statut d'héritier de l'opposition de gauche, puisqu'au contraire je prétends qu'ils ont rompu ou se sont écartés du léninisme ou du bolchevisme. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Union nationale ou quand la farce électorale prend une tournure pathétique.

Les députés français ont provoqué un incident diplomatique majeur avec la Turquie en votant jeudi une proposition de loi visant à pénaliser la négation des génocides, notamment le génocide arménien.

Ankara, qui ne reconnaît pas que les massacres d'Arméniens en 1915 relèvent d'un génocide, a réagi immédiatement en qualifiant le texte adopté à l'Assemblée nationale d'inacceptable et en rappelant son ambassadeur en poste à Paris.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé que ce vote avait ouvert des plaies qui seraient difficiles à refermer.

Pour le chef du gouvernement turc, qui a protesté à de multiples reprises avant le vote, le texte adopté à Paris relève d'"une politique fondée sur le racisme, la discrimination et la xénophobie".

La Turquie, a-t-il ajouté, annule toutes les rencontres politiques, économiques et militaires prévues avec la France. Elle annule également l'autorisation qui était faite aux avions de chasse et aux bâtiments de guerre de l'armée française d'atterrir ou d'accoster en Turquie.

Le texte, déposé par la députée UMP Valérie Boyer, a été validé par les députés français lors d'un vote à main levée. Les quatre groupes de l'Assemblée nationale avaient appelé à voter pour mais des députés de la majorité comme de l'opposition ont voté contre ou se sont abstenus.

Le texte initial visait à sanctionner la seule contestation du génocide arménien mais il a été modifié le 7 décembre pour s'étendre à "la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi".

Il prévoit de punir la négation d'un génocide d'un an de prison, d'une amende de 45.000 euros ou des deux.

La diaspora arménienne en France, forte de 500.000 personnes, est à nouveau un enjeu électoral à l'approche des élections présidentielle et législatives du printemps 2012.

La proposition de loi pourrait être examinée début 2012 par le Sénat. Valérie Boyer a souhaité que le texte soit inscrit "très vite" à l'agenda de la haute assemblée afin, a-t-elle dit, "d'avoir une loi effective à la fin de cette législature". (reuters 22.12)

1.2- A propos du "**sommet**" antisocial du 18 janvier

Le Président pourrait être tenté de lancer d'autres chantiers, plus structurels. "Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française", a ainsi prévenu Nicolas Sarkozy à Toulon.

Il pourrait bien s'appuyer pour cela sur une proposition de la branche métallurgie du patronat. L'UIMM propose de développer des accords compétitivité-emploi. Le principe est simple : négocier avec les représentants du personnel une flexibilité accrue des salariés, en échange de garanties pour l'emploi ou sur les investissements. Actuellement, les accords de ce type ne s'imposent en effet pas automatiquement à tous les salariés de l'entreprise concernée.

Cette piste a le mérite d'aller (encore une fois) dans le sens d'une convergence avec nos voisins d'outre-Rhin. Raymond Soubie, ancien conseiller social de l'Élysée, n'y voit que des avantages. "Regardez ce qui s'est fait en Allemagne. Depuis 2004, des accords sociaux ont été conclus, qui portent tout à la fois sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, afin de restaurer la compétitivité par le consensus. Les salariés obtiennent des garanties sur une partie de ces sujets, en échange de concessions sur d'autres", a-t-il déclaré, dans une interview au Journal du Dimanche du 11 décembre. Les syndicats, pas enthousiastes

Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir", a réaffirmé le ministre du Travail. Celui qui s'est opposé, à la proposition de remise en cause des 35 heures y voit un bon moyen de "sortir de l'esprit des 35 heures sans faire payer à nouveau la facture aux ouvriers et aux salariés", même s'il reconnaît qu'il sera difficile de passer à l'action avant la présidentielle.

Les syndicats, eux, préfèrent se concentrer sur les mesures d'urgence. "Nous refusons de parler des réformes structurelles du marché du travail, car il n'y a pas assez de temps avant les élections", fait valoir Marcel Grignard pour la CFDT. Une telle évolution du droit du travail "ne se fait pas en trois coups de cuillère à pot", explique le syndicaliste. Car les accords compétitivité-emploi nécessitent de "donner plus de marge de manoeuvre à la négociation collective dans les entreprises". Ce qui suppose aussi de "définir ce qui relève des négociations d'entreprises, de branches et interprofessionnelles", explique-t-il.

La CGT, elle, est tout à fait opposée au principe, considéré comme un véritable chantage à l'emploi. On comprend pourquoi : en période de crise, cela revient à troquer le maintien de l'emploi contre une stagnation des salaires. Voire une baisse. (lepoint.

fr 22.12)

L'essentiel, c'est d'y aller pour légitimer Sarkozy, ensuite, les mesures qu'il aura décidées, peu importe après que les uns ou les autres se déclarent pour ou contre.

Ce n'est pas un hasard si mardi dernier l'avatar d'Adolphe Tiers recevait Gerhard Schröder, qui selon Le Figaro restera "*dans les annales comme celui qui a rendu possible l'adaptation de son pays à la nouvelle donne de la compétition économique mondiale*", notamment "*grâce à la modération salariale - en clair travailler plus sans gagner plus*" ou encore "*la suppression des indemnités chômage de long terme*", l'artisan des petits boulots rémunérés 1 euro de l'heure, Hartz IV et Cie. (voir les infos en bref d'avant-hier)

Entre nous, la Bourse devrait miser sur Hollande plutôt que sur Sarkozy, à moins qu'elle ne fasse comme aux Etats-Unis et mise sur les deux à la fois histoire de gagner à tous les coups. Maintenant le mouvement ouvrier n'est pas similaire en France et en Allemagne.

En attendant le syndicat jaune CFDT a déjà donné son accord à Sarkozy par la voix de Marcel Grignard pour qui sait lire.

Au-delà, la question demeure la même : pourquoi aucun parti dit ouvrier n'engage-t-il pas une campagne nationale sur le thème de la rupture des syndicats et des partis avec le gouvernement et le patronat à l'époque de la réaction sur toute la ligne, avec les institutions, l'Etat ? Ils tiennent tous un double langage en vérité. Ils prétendent défendre l'indépendance des syndicats et ils refusent de mener le combat pour leur rupture avec l'Etat et les représentants du capital.

2- Espagne

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a nommé mercredi 21 décembre Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers pour l'Espagne et le Portugal de 2006 à 2008, au poste de ministre de l'Economie, rapporte BBC News. Précisons que la banque Lehman Brothers a fait officiellement faillite le 15 septembre 2008 à la suite de la crise financière mondiale née de la crise des subprimes.

Cet ancien secrétaire d'Etat à l'Economie (2002-2004), âgé de 51 ans, a dirigé la grande école de commerce Instituto de Empresa à Madrid et a été chargé du département financier de PriceWaterhouseCoopers, grand cabinet d'audit. (slate.fr 22.12)

En Italie : Premier ministre Mario Monti, ancien Commissaire européen, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE ; en Espagne : ministre de l'Economie Luis de Guindos, ancien président de la banque Lehman Brothers ; BCE, Président Mario Draghi, l'homme de Goldman Sachs.

Question à cent balles : qui dirige l'économie européenne, la BCE, l'UE ?

3- Grande-Bretagne

La justice a annoncé jeudi l'ouverture d'une enquête après le scandale déclenché en Grande-Bretagne par le député conservateur Aidan Burley, filmé lors d'une soirée arrosée dans les Alpes avec toasts au IIIe Reich et déguisement d'officier SS.

L'«*apologie de crime de guerre ou contre l'humanité*» est passible de cinq ans de prison et 45.000 euros d'amende, et celui de «*port d'uniforme et d'insigne d'une organisation criminelle contre l'humanité*» de 1.500 euros.

Tout a commencé par une vidéo filmée par un client du restaurant, diffusée sur internet, notamment via Twitter par l'organisation SOS Racisme. Elle est également relayée par les journaux britanniques comme le Daily Mail.

On y entend la dizaine de convives britanniques de cet enterrement de vie de garçon lever leurs verres «*à l'idéologie et la pensée du Troisième Reich*». Une photo montre l'ami déguisé du député faisant le salut hitlérien dans la rue.

Ce scandale, qui vient rappeler celui qu'avait provoqué en 2005 la photographie du prince Harry en uniforme nazi à une fête costumée, a déjà conduit au retrait d'Aidan Burley de sa fonction de chargé de mission auprès du Secrétaire aux Transports. (libération.fr 22.12)

Bien entendu ce député conservateur britannique s'est empressé d'affirmer qu'il n'était pour rien dans cette histoire, qu'il ignorait tout des penchants idéologiques fascistes de son ami... Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

4- Gabon

Au Gabon, la coalition du président Ali Bongo au pouvoir a remporté 95% des sièges aux élections législatives de samedi dernier, renforçant sa mainmise sur ce pays producteur de pétrole et déclenchant des accusations de fraude de l'opposition.

Le Parti démocratique gabonais (PDG), parti d'Omar Bongo, a remporté 113 des 120 sièges de l'assemblée, selon les résultats communiqués tard mercredi soir par le gouvernement. Son allié, le Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), a obtenu un siège. Le taux de participation s'élève à 34%.

Les partis d'opposition, qui ont remporté les six sièges restants, avaient appelé à un boycott des élections après que le gouvernement a rejeté leur demande d'introduire des cartes électorales et des kits d'inscription biométriques afin de réduire le risque de fraude. reuters 22.12)

5- Syrie

La presse atlantiste et du Golfe reprend l'assertion de l'OSDH (bureau londonien des Frères musulmans syriens) selon laquelle l'armée syrienne aurait massacré une centaine de personnes à Kafroueid, dans la province d'Idleb.

Bien que cette imputation n'ait pas été recoupée, la France et les Etats-Unis ont vivement réagi. Le Quai d'Orsay parle de « *tuerie sans précédent* », tandis que la Maison-Blanche affirme « *Assad ne mérite plus de diriger la Syrie* ».

- La presse internationale fait l'impasse sur l'enlèvement de cinq ingénieurs iraniens à Homs. Cette action fait suite au sabotage du pipe-line approvisionnant la centrale électrique et au retrait de Petro-Canada. L'objectif est de priver Homs d'énergie.

- Jane's Defence Weekly note que même avec les 20 000 hommes qu'on lui prête, l'Armées syrienne libre n'a aucune chance de l'emporter. En effet, elle ne bénéficie d'aucune défection significative, en terme d'unités de combat ou de généraux. Elle est destinée à servir de couverture pour une opération internationale.

- Le Jerusalem Post est le premier quotidien à évoquer la lettre ouverte au président Obama de 55 membres de la Foreign Policy Initiative (lire pp. 45-46), la nouvelle association des faucons US, qui se situe résolument dans le prolongement du Projet for A New American Century.

La lettre a été écrite en collaboration avec la Foundation for the Defense of Democracies, qui est une émanation du gouvernement israélien.

Les signataires pressent le président des Etats-Unis de renforcer les sanctions, de nouer des contacts officiels avec l'opposition civile et militaire, et de confier à la Turquie la création d'une zone neutre en territoire syrien.

- Dans Le Point, Edward Luttwak, historien officiel de l'armée israélienne, présente les troubles en Syrie comme un moyen de casser l'influence iranienne en attisant la fitna. (Réseau Voltaire)

6- Yémen

Des milliers de manifestants yéménites ont marché jeudi vers la capitale Sanaa pour réclamer le jugement du président Ali Abdallah Saleh pour la mort de manifestants tués lors de la répression des manifestations anti-gouvernementales.

"Notre objectif est de renverser le régime et de poursuivre les dirigeants, de rejeter l'immunité parlementaire accordée à Saleh et à ses conseillers", a expliqué Waddah al Adeeb, un des organisateurs de la marche partie de la ville de Taëz en début de semaine. "Et nous rejetons le gouvernement d'unité nationale parce qu'il reproduit tout simplement le régime", a-t-il ajouté.

L'accord signé fin novembre sous l'égide de l'Onu et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) prévoit un transfert des pouvoirs de Saleh à son vice-président, Abd-Rabbu Mansour Hadi, jusqu'à une élection présidentielle anticipée fixée en février 2012.

Dans un communiqué, le parti de Saleh a estimé que la marche "violait les engagements de l'accord visant à mettre fin aux manifestations d'ampleur." (reuters 22.12)

7- Etats-Unis

Une enquête de l'armée américaine rend ses hommes responsables de la frappe aérienne qui a tué par erreur 24 soldats pakistanais le mois dernier, rapporte jeudi le Wall Street Journal.

Dans un communiqué, le Pentagone concède qu'"une mauvaise coordination entre des officiers des armées américaine

et pakistanaise" et "des informations cartographiques incorrectes (...) ont contribué à cette issue tragique".

Le rapport de l'armée américaine confirme plusieurs éléments de la version pakistanaise et contredit celle des Etats-Unis. Washington avait dit après les faits avoir obtenu l'autorisation des Pakistanais pour cette frappe aérienne.

"Le problème général qui entoure cet incident, c'est le manque de confiance" entre les deux pays, dit un responsable militaire cité par le Wall Street Journal.

Selon le rapport, résumé par des sources proches du dossier, un commando américano-afghan a d'abord été visé à partir d'une ligne de crête. Ce commando de 150 hommes a demandé un soutien aérien pour faire étalage de sa force aux assaillants.

Interrogé par le commando au sol, l'Otan a répondu par radio: "Nous ne repérons ("tracking") aucun militaire 'pak' dans cette zone." Les soldats américano-afghans ont interprété cette communication comme une preuve qu'il n'y avait aucun soldat pakistanais.

L'armée américaine a commis une deuxième erreur en donnant involontairement aux Pakistanais des informations erronées sur le lieu des frappes, selon l'enquête. (reuters 22.12)

Social

1- France

1.1- Grèves dans les aéroports.

1.1.1- La grève a été reconduite pour vendredi dans plusieurs aéroports français, a-t-on appris auprès la CGT, qui appelle à un élargissement du mouvement dans les métiers de sécurité au-delà du secteur aéroportuaire.

Un préavis de grève a été déposé parallèlement par plusieurs syndicats du secteur aérien, dont le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), du 6 au 9 février, pour protester contre la proposition de loi UMP visant à encadrer le droit de grève dans ce secteur.

Les pilotes, les navigants commerciaux, les mécaniciens et le personnel au sol sont réunis dans cet appel, a-t-on précisé de source syndicale.

Malgré les protestations des syndicats, y compris au sein de la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas "pris en otage" pour Noël. (reuters 22.12)

1.1.2- Contacté par 20 Minutes, Stéphane Sirot, historien et spécialiste des mouvements sociaux, apporte son éclairage.

La réquisition des forces de l'ordre, est-ce une façon de «briser la grève»?

Oui, c'est même une façon assez inhabituelle de le faire. Quand on observe les conflits sociaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la force publique ou l'armée n'ont été utilisées que lorsque les mouvements sociaux concernaient des secteurs vitaux. Mais pour les autres services, qui relèvent des entreprises privées, l'Etat ne s'est jamais permis d'intervenir. Cela nous renvoie très loin en arrière, aux années 30, quand le gouvernement intervenait de cette façon. On revit cela, de manière assez inédite dans la configuration contemporaine des conflits sociaux.

Le secteur de la sûreté aéroportuaire ne rentre pas dans la catégorie des «professions vitales»?

Ça n'a même strictement aucun rapport. Ce secteur n'est pas contrôlé par l'Etat, on est dans la configuration classique d'une entreprise privée confrontée à un conflit social.

Comment expliquer cette décision du gouvernement?

C'est une illustration supplémentaire d'un dérèglement des relations sociales, avec un droit de grève de plus en plus contraint et l'Etat qui délaisse son rôle de médiateur et préfère le pourrissement du conflit ou la reprise du travail par la contrainte. C'est aussi un signe politique à l'égard de l'électorat traditionnel de la droite républicaine, pour laquelle il est de bon ton de montrer une certaine fermeté dans les conflits sociaux.

Certains secteurs jugés «sensibles» par le gouvernement n'ont-ils aucun espoir de voir leurs grèves porter leurs fruits?

C'est sûr que le gouvernement envoie un signal particulier aux salariés du privé qui feront grève. Va-t-il faire le choix d'intervenir dès qu'une grève gêne le public? (20minutes.fr 22.12)

2- Grève dans l'Education nationale le 31 janvier

Le Snés-FSU et deux autres syndicats FSU des collèges et lycées ont appelé jeudi à une nouvelle grève, le 31 janvier, ainsi qu'à une «manifestation nationale à Paris», contre le projet de réforme de l'évaluation et de l'avancement des enseignants, après la grève du 15 décembre.

«Le ministre doit retirer son projet», ont écrit les trois syndicats dans un communiqué, rappelant qu'une pétition en ce sens sur internet avait recueilli jeudi plus de 70.000 signatures électroniques.

«Les enseignants rejettent particulièrement le rôle dévolu au chef d'établissement qui deviendrait l'unique évaluateur», selon ces syndicats.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, assure lui que les corps d'inspection garderaient un rôle, notamment pour l'évaluation disciplinaire des professeurs, même si le chef d'établissement aurait le dernier mot. (liberation.fr 22.12)

2- Belgique

Les salariés du public ont fait grève jeudi en Belgique pour protester contre le projet de report de l'âge de départ à la retraite, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit public.

L'Eurostar et le Thalys, qui relie respectivement Londres et Paris à Bruxelles, ne fonctionnent pas et les trains, bus, tramways et métros ne circulent plus depuis mercredi soir.

Il s'agit de la seconde manifestation d'opposition des Belges aux mesures d'austérité annoncées il y a deux semaines par le nouveau gouvernement. Quelque 50.000 personnes avaient défilé le 3 décembre à Bruxelles, selon l'estimation des syndicats.

Le mouvement de grève était organisé alors que les députés débattaient au parlement de la réforme du système des retraites décriée par les syndicats.

"Le plan du gouvernement doit être respecté mais nous pouvons discuter de la transition et de la manière dont les lois sont appliquées", a déclaré Vincent Van Quickenborne, ministre des Retraites (centre-droit) à l'issue de pourparlers avec les syndicats. "Nous sommes toujours en discussions".

Les syndicats ont menacé d'organiser une nouvelle journée de grève le 30 janvier mais la secrétaire générale du syndicat Acod, Chris Reniers, a indiqué que "la porte restait ouverte à quelques ajustements."

Le gouvernement d'Elio di Rupo tente de repousser l'âge effectif de départ à la retraite, qui est d'environ 59 ans, en reportant l'âge de la retraite anticipée. L'âge officiel de départ, à partir duquel les Belges bénéficient d'une pension sans décote, est de 65 ans. (reuters 22.12)

Economie

1- Slovaquie

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir abaissé d'un cran la note souveraine attribuée à la Slovaquie, de Aa3 à A1, évoquant la pression croissante pesant sur les comptes publics liée à l'éventuelle nécessité d'une nouvelle aide au secteur bancaire du pays. (reuters 22.12)

2- Hongrie

Emboitant le pas à Moody's, qui a sévi fin novembre, Standard & Poor's a dégradé, jeudi, la note souveraine hongroise de BBB- à BB +, la reléguant en catégorie «spéculative». La notation est en outre assortie d'une perspective négative, avec une probabilité d'un sur trois d'une nouvelle dégradation dans l'année qui vient.

Budapest, qui peine à financer une dette publique dépassant les 80 % du PIB sur les marchés - les taux des obligations à dix ans ont encore grimpé, jeudi, à 9,18 % -, s'est résolu le 21 novembre à solliciter l'aide du FMI et de Bruxelles, évaluée entre 15 et

20 milliards d'euros. (lefigaro.fr 22.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre

CAUSERIE

Comment ils préparent le terrain.

Il y a deux semaines Sarkozy annonçait la tenue d'un "*sommet sur l'emploi*" avec les dirigeants syndicaux le 18 janvier prochain.

La totalité des syndicats se sont empressés d'accepter de se rendre à cette invitation placée sous le signe du renforcement de la compétitivité des entreprises, autrement dit de l'exploitation des travailleurs. Mailly (FO) le justifiant dans sa lettre Internet par le fait qu'il est "*républicain*", comme quoi nous avons raison de ne pas nous reconnaître dans leur République, leur République bonapartiste, merci monsieur Mailly pour cette précision, les curés de la Libre Pensée estimeront sans doute que les "*péchés*" de ses ouailles s'en trouvent absous, pas de procès en sorcellerie entre nous, on comprend : au diable les principes !

Sarkozy recevait Schröder le 20 décembre, l'artisan de la mise en oeuvre de la contre-réforme nommée Hartz IV.

Depuis quelques jours fleurissent des titres et des articles de presse, qui s'inspirant de la situation en Allemagne, fournissent une indication sur le prochain consensus en France entre les syndicats ouvriers et le patronat sur le thème de la nécessité d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises présenté comme un moyen de préserver l'emploi et de lutter contre le chômage, qui se solderait d'une part par l'acceptation d'une modération salariale, et d'autre part par une plus grande flexibilité du temps de travail, de telle sorte que le droit de grève pour obtenir des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail serait suspendu, la mobilisation et le recours à la grève sur ces thèmes deviendrait de facto illégitime, illégale. A côté la "*règle d'or*" c'est de la rigolade, à croire que la campagne sur ce thème menée par certains servait en réalité de diversion pour épargner les appareils syndicaux avec lesquels ils sont cul et chemise.

En résumé, vous acceptez une stagnation ou une baisse de votre revenu compte tenu de la faible augmentation de votre salaire et de la hausse des prix, taxes et impôts divers, vous acceptez des horaires à la carte bafouant Code du travail et conventions collectives devenus obsolètes en fonction du carnet de commandes de l'entreprise, ce qui se soldera d'un côté par du chômage partiel pendant des jours, des semaines ou davantage en cumulé sur l'année, et d'autre part par une augmentation des cadences de travail et des heures supplémentaires à d'autres moments de l'année, donc de l'exploitation. Devinez qui est le dindon de cette mauvaise farce ?

Dans un langage plus accessible aux ouvriers : Quand le taux d'exploitation des installations et de la main d'oeuvre est au minimum on plie bagage, on rentre chez soi, et quand il est au maximum on bosse, on bosse, on bosse pour réaliser le maximum de profit sur le dos des esclaves qui ont accepté d'être soumis à de telles conditions de travail. C'est l'application de la définition du travail et du chômage en alternance qui ne veut pas dire son nom.

Voilà ce que les syndicats allemands ont accepté et ce que les syndicats en France acceptent de discuter avec Sarkozy.

Vous aurez compris que le patronat est gagnant sur tous les tableaux et que c'est un marché de dupes.

Sarkozy n'avait même pas besoin d'annoncer ouvertement la couleur pour que l'on sache sur quel terrain se situerait ce "*sommet sur l'emploi*", celui des intérêts du patronat au détriment de ceux des travailleurs. Dès lors qu'on accepte de dialoguer avec lui, cela signifie qu'on accepte de se situer sur le même terrain que lui, cela s'appelle une capitulation en rase campagne. Dès lors qu'on accepte de se situer sur le terrain du capital, il n'est plus possible de se situer sur le terrain du travail, il faut être corrompu par le capitalisme ou un crétin pour ne pas le comprendre.

Camarades, examinez attentivement l'évolution des discours et de la politique mise en oeuvre par tous les partis depuis des années ou au cours des trois dernières décennies, vous constaterez qu'ils ont tous accepté de passer des compromis avec l'ennemi, que leurs déviations droitières qualifiées de simple penchant sont devenues une tendance confirmée qu'ils assument, mieux qu'ils revendiquent, ce qui signifie que finalement ils en sont tous arrivés à légimiser le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Et comment les dirigeants de ces partis s'y prennent-ils pour faire avaler cette couleuvre à leurs militants ? C'est très simple sans avoir à déployer le moindre effort, puisque la majorité de leurs propres militants sont déjà gangrenés par l'idéologie

dominante, l'opération qui avait consisté il y a deux ou trois ans à changer le type des partis qu'ils construisaient ainsi que leurs noms, devait aboutir à faire entrer dans leurs partis des militants d'horizons divers qui ne se reconnaissaient ni dans le léninisme ni dans la révolution socialiste, de telle sorte que leurs militants qui entendaient demeurer fidèles au marxisme deviendraient minoritaires dans ces partis, à partir de ce moment-là, pris en otage par leurs dirigeants, ils se retrouvaient devant le dilemme suivant : soit accepter de se soumettre à la politique droitière adoptée par la majorité de leurs partis, soit démissionner.

Quant à la méthode pour défendre cette politique droitière, elle relève du principe selon lequel il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, par exemple chez de Gaulle, dans la Constitution de la Ve République, dans tous les partis y compris l'UMP, pour certains dans l'ONU, l'UE, la BCE, etc. quand on a fait le tour de tous les partis on se rend compte que tout y passe. Hier, ce qui était réactionnaire et caractérisé comme une trahison, est devenu révolutionnaire dans la bouche des mêmes dirigeants, et ceux qui le dénoncent seront traités de sectaires, de gauchistes.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la tendance actuelle est à l'effacement ou la remise en cause des frontières entre les classes, de telle sorte que l'idéologie dominante pénètre plus facilement encore que par le passé dans tous les partis jusqu'à leur sommet, on peut difficilement le nier quand on en arrive à prendre ouvertement la défense de la *souveraineté nationale* par exemple.

La pression de l'idéologie bourgeoise qui s'exerce sur tous les partis a atteint un degré tel, que chacun se sent obligé de passer des compromis avec l'ennemi de classe, sous prétexte qu'il n'existe aujourd'hui aucune issue politique parce que la classe ouvrière n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction lors des 70 dernières années, cela se traduit par la défense des oripeaux de la République, de la démocratie, de l'Etat qu'ils évitent dorénavant de caractériser, on comprendra qu'une fois passée à la trappe leur nature sociale il leur soit pratiquement impossible de combattre pour une République, une démocratie ou un Etat qui aurait une autre nature sociale, c'est l'impasse, en conclusion leur discours est devenu inaudible, incompréhensible pour les travailleurs qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme.

Au NPA et à LO, les choses sont simples, ils sont incapables de définir la moindre stratégie politique.

Au POI, ils sont retournés plus de deux siècles en arrière avec leur Assemblée constituante, et pour justifier auprès de leurs militants l'abandon des leçons de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leurs dirigeants n'ont rien trouvé d'autre que prétendre que la disparition de l'URSS aurait initié une nouvelle période de la lutte des classes qui pour ainsi dire aurait effacé d'un coup de baguette magique deux siècles de lutte de classe du prolétariat, on devrait donc repartir de zéro, en réalité ils font varier la place du curseur en fonction des intérêts de leur appareil. Alors qu'en fait, on a pu constater dans le passé qu'en période de crise et de réaction sur toute la ligne, on assistait au même processus, avec d'une part une offensive généralisée du capital pour tenter de reprendre tout ce qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière au cours des décennies antérieures, d'autre part, que toutes les théories utopiques, foireuses, opportunistes ou réactionnaires qui existaient avant que Marx et Engels développent le socialisme scientifique, réapparaissent systématiquement, sans nier cet aspect de la réalité, ces dirigeants n'auraient jamais pu avancer leur stratégie de l'Assemblée constituante, ni même pouvoir justifier l'abandon de la construction d'un parti du type bolchevique.

Ils ont imputé au stalinisme la difficulté, qui s'est transformé au fil du temps en impossibilité la construction du parti, alors qu'en réalité, elle était imputable uniquement à leur incapacité à tisser des liens profonds et durables avec la classe ouvrière, ce qui est en cause c'est leur rapport au milieu ouvrier.

Je dis cela par expérience, quand on milite, qui plus est quand on est pris dans l'engrenage infernal de l'activisme, on finit par vivre dans une bulle, on n'a plus le temps à rien d'autres, on rompt nos relations avec nos anciennes fréquentations, on ne fréquente plus que des militants, on ne pense plus qu'en terme politique, on n'a pas le temps d'écouter les travailleurs nous raconter leur vie, au mieux nos relations sont très superficielles, on ne parle que politique avec eux, bref, on est déjà coupé de la classe, de toutes manières on est devenu sourd à tout discours qui ne se rapportent pas à la politique, pas par mépris, on fait passer au second plan tout le reste puis on l'oublie tout simplement, cela se déroule inconsciemment. Alors imaginez ce qu'il en est quand on est dirigeant, permanent d'un parti, quand on n'a même pas le contact avec les travailleurs sur leur lieu de travail, qu'on croule sous les tâches et les responsabilités, la bulle prend l'allure d'un nuage qui s'éloigne de plus en plus de la terre ferme, dans lequel on aura tendance à refaire le monde plutôt qu'à le prendre tel qu'il est, on finira par être déconnecté de la réalité, d'autant plus si la société n'a pas été trop ingrate envers nous et que les dirigeants qui nous entourent font également partie des couches privilégiées du prolétariat.

Un mot d'ordre à l'ordre du jour

Question légitime que tout travailleur peut se poser : Pourquoi je ne peux pas emprunter à 1% à ma banque ? N'emprunte-t-elle pas à 1% à la BCE, ne vit-elle pas des frais qu'elle me facture, qu'est-ce qui justifie qu'elle me prête à 7, 10, 15% ? C'est du vol, non ?

Quel parti va faire campagne sur ce thème ? Aucun sans doute. Pourtant cette argumentation est à la portée de tous. Oui, mais c'est là le problème, nos dirigeants ne s'adressent qu'à une élite, lisez donc leurs discours, cette démonstration est grotesque, c'est du populisme. Après on s'étonnera que les masses demeurent enchaînées au capitalisme, à croire que nos dirigeants se

complaient dans cette situation, non ?

On a là un argument idéal, parfait, génial pour aider les travailleurs à comprendre que le capitalisme repose sur le vol de leur force de travail, il est accessible aux plus arriérés d'entre eux, c'est une aubaine, formidable. En écrivant ces lignes une idée vient de me traverser l'esprit : On se plaint que l'on va de défaite en défaite, certains militants semblent ne plus savoir par quel bout aborder la situation à force peut-être de se répéter ou de ne rien voir bouger, mais bordel, notre ennemi nous fournit là un argument qui vaut toutes les défaites de la terre pour... marquons une pause, pour quoi au juste, bonne question : pour quoi ? pour obtenir une victoire, le vaincre, mais non, où avez-vous la tête à la fin, arrêtez de prendre vos désirs pour la réalité, pour rassembler les travailleurs et construire le parti. Avec un tel argument, c'est comme si vous pêchiez, non pas dans une rivière ou en pleine mer, mais dans le bassin d'une ferme aquicole remplie de milliers de poissons...

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie.

Le directeur du musée d'Ottawa (au Canada) consacré aux religions.

Après avoir dit que cela permettrait aux visiteurs de mieux comprendre comment chacun pratique sa foi (32 religions dédiées au culte de l'ignorance sont présentes dans ce musée), ce sont ses termes, comme si le monde était uniquement peuplé de croyants, passons, avant de conclure, je cite, parce que "*dieu propose et l'homme dispose*", alors qu'en réalité dieu dans ses différentes représentations n'est rien d'autre que le produit déformé (ou renversé) des manifestations de la nature (et de la société) dans le cerveau humain, cerveau qui inconsciemment et marqué du sceau de l'ignorance s'invente un monde imaginaire, merveilleux ou fantasque dans l'au-delà, le diabolique ou le satanique est réservé au monde terrestre, au plateau des vaches, c'est le postulat inverse qui correspond à la vérité : l'homme propose et dieu dispose.

Au même moment le Canada vient de liquider purement et simplement l'âge limite du départ à la retraite (lire l'article dans cette page), une semaine auparavant il avait retiré sa signature du protocole de Kyoto, le Canada confirme ainsi qu'il marche bien sur les traces de Bush et son clone Obama.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Depuis plus de six mois, le premier actionnaire du Medef fait plancher plusieurs groupes de travail sur des idées fortes pour créer un «*choc de compétitivité*». L'objectif ? Fournir en février «*des mesures concrètes, chiffrées et applicables*», validées par la base, aux différents candidats. «*Chaque proposition est testée auprès d'un groupe miroir composé de chefs d'entreprise, justifie Frédéric Saint-Geours, le président de l'UIMM. Je suis convaincu que beaucoup seront reprises par le candidat élu, quel qu'il soit, car l'orientation est de redonner sa place à l'industrie en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre partie mais de faire des propositions pour alimenter le débat.*»

Pour l'UIMM, redonner à l'industrie française sa compétitivité passe notamment par l'instauration d'un véritable «*choc social*», pour reprendre l'expression de Jean-François Pilliard, son délégué général. L'organisation a pointé quatre thèmes majeurs: financer autrement la protection sociale (via le transfert d'un pack de cotisations sociales sur la TVA et la CSG), fluidifier le marché du travail (plus de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les salariés), permettre aux entreprises de trouver les compétences dont elles ont besoin et développer le dialogue social pour appuyer les réformes. (lefigaro.fr 23.12)<

Cela tombe à pic, l'UMP et le PS n'avaient pas de programme pour 2012 selon certains commentateurs de la presse aux ordres...

2- Egypte

Des milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 23 décembre place Tahrir, au Caire, pour réclamer des poursuites judiciaires contre les responsables des récentes violences qui ont fait 17 morts dans la capitale. Ils avaient appelé à une nouvelle manifestation de grande ampleur, sous le slogan "*Vendredi de la restauration de l'honneur*".

Dans le même temps, une contre-manifestation des partisans du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Egypte depuis la chute en février du président Hosni Moubarak, a réuni des milliers de personnes dans le quartier Abbassiya, à quelques kilomètres de la place Tahrir. (lemonde.fr 23.12)

Social

France

1- Poursuite de la grève des agents de sécurité dans les aéroports.

Les syndicats s'orientaient vendredi soir vers une poursuite de la grève des agents de sécurité qui perturbe les aéroports français depuis une semaine mais les grévistes se sont mis d'accord en début de soirée pour initier des consultations avec l'ensemble des adhérents.

«*Il n'y a pas de reprise du travail prévue demain (samedi), le mot d'ordre c'est de consulter*», a déclaré à Reuters un membre du syndicat Force ouvrière. «*La proposition ultime (des organisations patronales) consiste en une prime de performance individuelle portée à un mois de salaire au lieu du demi-mois actuel et d'ouvrir une négociation sur les conditions de travail*», a-t-il dit.

La grève a été reconduite pour un huitième jour mais le trafic est désormais proche de la normale dans les aéroports français. «*En dépit de la poursuite du mouvement social des agents de sûreté et, grâce aux mesures prises, aucun temps d'attente significatif aux contrôles de sûreté n'est enregistré*», a annoncé vendredi soir Aéroports de Paris, la société qui gère les aéroports franciliens de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly. (20minutes.fr 23.12)

Question : pourquoi les syndicats n'ont-ils pas profiter de l'occasion pour appeler toutes les catégories de personnels, dont les pilotes, à se mettre en grève pour défendre le droit de grève ? Sans doute pour ne pas "gêner" les "négociations" en cours !

Commentaire d'un internaute

- "*Les employés de sûreté de Marseille ont obtenu les 200 euros de + par mois en décembre 2010. A qui fera-t-on croire que c'est impossible à Paris? 2) ADP, qui est l'"employeur des employeurs", le donneur d'ordre des sociétés de sécurité, peut financer les 200 euros simplement en augmentant de 30 CENTIMES la taxe payée par chaque voyageur;*

Alors, où est le problème?

En réalité, le gouvernement, qui est le "patron" d'ADP, bloque toute solution négociée pour des raisons purement électorales. Notre fédération des usagers des transports et des services publics, en concertation avec les agents de sûreté, a l'intention de déjouer cette manoeuvre politicienne auprès de l'opinion publique."

2- Régime policier, suite.

Les agents de surveillance et de gardiennage des immeubles collectifs de type HLM pourront désormais être armés de bâtons de défense de type tonfa et d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes, selon un décret du ministère de l'intérieur publié vendredi 23 décembre au Journal officiel.

Ces agents employés par les bailleurs d'immeubles collectifs d'habitation devront suivre une formation spécifique, comprenant 'un module théorique sur l'environnement juridique du port d'arme' et 'un module pratique', qui sera 'sanctionnée par un certificat individuel de réussite'. Cette formation est un 'préalable' à une 'demande d'autorisation de port d'arme individuel', qui doit être faite au préfet.

Les armes devront être entreposées dans un local non accessible au public et sécurisé. Le gardien 'ne les porte que le temps strictement nécessaire à l'exercice de sa mission'.

Utilisée par les policiers ou les agents de sécurité du métro, le tonfa est une arme de 6e catégorie qui se compose d'une matraque, assortie d'une poignée latérale perpendiculaire. Son port est interdit sans autorisation administrative et son transport est réglementé. (lemonde.fr 23.12)

Commentaire d'internautes

1- "*Depuis quand les gardiens d'immeuble doivent faire le travail de la police ?*"

2- "*Les voyous vont répliquer à la Kalash et ces malheureux concierges devront s'armer de lance-roquettes, peut-être ? Non !*"

Economie

1- Zone euro

800 milliards d'euros. C'est le montant des obligations que les pays de la zone euro comptent emprunter en 2012 pour financer leurs dettes, selon Natixis. A elle seule, la France compte lever 178 milliards d'euros d'obligations. (libération.fr 23.12)

2- France

L'économie française a rebondi au troisième trimestre moins fortement qu'annoncé initialement, en raison notamment d'une chute plus marquée de l'investissement des entreprises, la stagnation du pouvoir d'achat faisant craindre que le rebond de la consommation ne soit que passager.

L'Insee, qui a revu vendredi à 0,3% contre 0,4% la hausse du produit intérieur brut au troisième trimestre, après une baisse de 0,1% au deuxième, estime que la France devrait entrer en récession en 2012.

Le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint au printemps son niveau le plus élevé depuis 1983 à 17,3%.

"Nous considérons que ce taux d'épargne très élevé reflète une chute de la confiance des consommateurs", écrit Marion Laboure, économiste de Barclays Capital dans une note.

A 29,0%, le taux de marge des sociétés non-financières est stable, après une baisse de 0,8 point au deuxième trimestre, mais il reste inférieur à ses moyennes historiques. Ce taux était de 30,1% en moyenne en 2010. (reuters 23.012)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 décembre

CAUSERIE

Le vieux monde des primates au secours du capitalisme

Vos comportements de consommateurs sont non seulement analysés, mais aussi, depuis quelques années, le neuromarketing donne aux publicitaires des moyens pour stimuler votre subconscient et entretenir votre besoin d'acheter.

"On sait maintenant quelles sont les régions du cerveau qui s'animent dans certaines conditions, explique Christophe Morin, spécialiste du neuromarketing. L'une des grandes découvertes est que les décisions sont souvent dirigées par la partie la plus primitive du cerveau, la partie reptilienne." Cette zone du cerveau "est extraordinairement égoïste.

L'important est l'impact que le produit ou l'entreprise aura sur le sujet. Il est attentif à ce qui est différent, il faut donc multiplier les contrastes visuels et sonores. Il est attentif au début et à la fin des messages mais perd de l'intérêt au milieu. Il est sensible aux émotions extrêmes, positives comme négatives. Et le cerveau reptilien est plutôt visuel, parce qu'il est connecté directement au nerf optique".

Malgré son caractère intrusif, le neuromarketing n'a donc pas (encore) trouvé de bouton "acheter" de notre cerveau. De fait, les recommandations marketing tirées de ces travaux restent relativement vagues. (atlantico.fr 24.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

Intensifiant la pression sur Vladimir Poutine, des dizaines de milliers de Russes sont redescendus samedi dans les rues de Moscou pour réclamer la tenue de nouvelles élections législatives et, pour certains, la fin du régime en place.

Deux semaines après une première journée de mobilisation réussie, les manifestants, qui scandaient "la Russie sans Poutine" ou "Nouvelles élections", étaient 28.000 sur l'avenue Sakharov selon la police russe. Mais l'un des organisateurs, le dirigeant libéral Vladimir Ryjkov, a parlé de 120.000 personnes. Certains participants s'étaient juchés sur des arbres ou des réverbères pour mieux voir l'ensemble du mouvement.

Des dizaines de cars de police étaient stationnés à proximité, mais les forces de sécurité ne sont pas intervenues.

Sur la scène érigée le long de l'avenue et surmontée d'une banderole barrée du slogan "*La Russie sera libre !*", l'écrivain Boris Akounine a été l'un des premiers à prendre la parole. "*Voulez-vous que Poutine revienne à la présidence ?*", a-t-il lancé, déclenchant un concert de sifflets et de "*non*".

Regroupant libéraux, nationalistes, anarchistes, écologistes et jeunes urbains, l'opposition affirme que la victoire de Russie unie, le parti présidentiel qui a conservé de justesse sa majorité absolue à la Douma d'Etat, résulte de fraudes massives.

Elle réclame l'annulation du scrutin et la tenue de nouvelles élections, l'enregistrement de partis d'opposition, l'éviction du président de la commission électorale et la libération de détenus considérés comme des prisonniers politiques. Certains veulent aussi la démission de Poutine.

Sur certaines banderoles déployées samedi, on lisait "*Pour une Russie sans Poutine*".

Un avis du conseil des droits de l'homme rattaché à la présidence russe a donné du baume au coeur aux opposants. Il estime que les allégations d'irrégularités ont jeté le discrédit sur la nouvelle Douma. Il s'agit d'une "*véritable menace contre l'Etat russe*", ajoute le conseil qui juge souhaitable que le président de la commission centrale des élections démissionne.

L'avis n'est que consultatif, mais il renforce la motivation des contestataires, qui ont également reçu l'appui d'Alexeï Koudrine, un proche de Poutine dont il fut le ministre des Finances pendant onze ans, jusqu'à septembre dernier.

"*Je partage vos émotions négatives liées aux résultats des élections législatives dans notre pays*", écrit-il dans une tribune publiée sur le site internet du quotidien Kommersant.

Face à cette mobilisation, l'actuel Premier ministre, qui entend retrouver la présidence à l'occasion de l'élection de mars prochain, et le chef de l'Etat, Dmitri Medvedev, ont rejeté l'idée d'annuler le scrutin.

Medvedev a cependant promis jeudi de refondre le système politique en rétablissant l'élection au suffrage direct des gouverneurs des régions, abolie en 2004 et remplacée par un processus de désignation par le Kremlin. Il a également promis d'assouplir les règles d'enregistrement des partis politiques. (reuters 24.12)

2- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a annoncé samedi son départ prochain pour les Etats-Unis, sans préciser à quelle date, alors que des milliers de manifestants ont défilé à Sanaa pour réclamer sa comparution devant la justice.

Les forces gouvernementales sont intervenues en tirant à balles réelles pour disperser les protestataires rassemblés devant le palais présidentiel, faisant neuf morts et 90 blessés selon un médecin de l'hôpital qui traite depuis des mois les manifestants blessés dans la répression de la contestation anti-Saleh.

Des dizaines de milliers de manifestants ont exigé samedi un procès du chef de l'Etat, alors que Saleh bénéficie d'une immunité en vertu de l'accord de transition négocié par le Conseil de coopération du Golfe.

Des coups de feu ont retenti alors qu'un défilé de protestation lancé il y a plusieurs jours dans la ville méridionale de Taëz atteignait la capitale, ont déclaré des habitants.

Des participants sont entrés dans la ville en scandant "Non à l'immunité", allusion à l'accord conclu par le Yémen avec ses voisins du Golfe.

Les adversaires de Saleh, qui a exercé le pouvoir durant 33 ans, veulent qu'il soit jugé pour son rôle dans la violente répression des manifestations qui ont débuté en janvier. (reuters 24.12)

3- Egypte

Les principaux partis islamistes ont confirmé leur domination en remportant plus de 65% des voix lors de la deuxième phase des élections législatives organisée entre le 14 et le 22 décembre, a annoncé samedi la commission électorale.

Le Parti liberté et justice (PLJ), issu des Frères musulmans, a remporté 36,5% des voix et les salafistes d'Al-Nour 28,7% lors du scrutin organisé dans un tiers des 27 gouvernorats du pays, notamment Suez (nord-est), Assouan (sud) et Guizeh (qui englobe une grande partie de l'ouest du Caire).

Lors de la première phase du vote fin novembre/début décembre, qui avait concerné notamment Le Caire, Alexandrie (nord) ou Louxor (sud), le PLJ avait déjà raflé 36% des voix, tandis qu'Al-Nour avait réalisé une percée surprise avec 24%.

Pour les 60 sièges attribués au scrutin uninominal à deux tours lors de cette deuxième phase, la commission a annoncé samedi les vainqueurs sans préciser leur affiliation. Selon le quotidien d'Etat Al-Ahram, le PLJ a remporté 40 de ces sièges et Al-Nour 13.

Comme lors de la première phase, les libéraux sont les grands perdants de ce scrutin. Le parti Al-Wafd, le plus ancien du pays, doit se contenter de 9,6% des voix, et le Bloc égyptien, la principale coalition libérale, de 7%. La troisième phase du scrutin pour élire les députés, dans le dernier tiers des gouvernorats, doit débiter le 3 janvier. Une fois l'assemblée élue, un nouveau cycle de trois phases similaires étalées jusqu'en mars permettra de désigner les membres de la Choura (chambre haute consultative).

Avec près des deux-tiers des voix lors des deux premières phases, les islamistes semblent assurés de dominer l'assemblée, qui doit se réunir pour la première fois le 23 janvier.

Le PLJ a donc estimé qu'il aurait le droit de former le prochain gouvernement, mais l'armée, qui détient le pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak en février, et le Premier ministre qu'elle a désigné ont déjà annoncé que le Parlement n'aurait pas le pouvoir de nommer les ministres. (liberation.fr 24.12)

Social

1- France

Les agents de sécurité aéroportuaires ont voté samedi matin la poursuite de la grève, a-t-on appris de source syndicale.

Réunis en assemblée générale à l'aéroport de Roissy, les salariés ont rejeté le protocole d'accord mis au point la veille au soir, dans lequel la direction proposait notamment de porter à un mois de salaire le montant de la prime annuelle des agents de sûreté.

Les représentants des grévistes demandent des hausses de salaire allant jusqu'à 200 euros par mois -une revendication que le patronat juge irréaliste- et l'amélioration de leurs conditions de travail.

"Il faut que le patronat entende et fasse un geste pour les salariés qui se sont exprimés ce matin en refusant de valider cet accord", a dit à Reuters Thierry Ménard, secrétaire fédéral CGT pour le commerce et les services.

"Il y a une avancée sur la proposition que fait le patronat, qui montre qu'il est en capacité de lâcher un certain nombre de mesures aléatoires, et les salariés ont estimé qu'il pouvait transformer cet argent en salaire", a-t-il estimé.

Alain Bouteloux, de la fédération des services Force ouvrière, a mis en garde contre le risque d'une *"impasse totale"* dans ce conflit qui dure depuis le 16 décembre.

"Aucun plan B n'a été prévu. Il n'a pas été prévu par les employeurs de rouvrir des négociations", a-t-il dit à Reuters.

En dépit des protestations des syndicats, y compris dans la police, le gouvernement a mis à exécution sa menace de demander aux forces de l'ordre de se substituer aux grévistes afin que les passagers ne soient pas *"pris en otage"* pour Noël. (reuters 24.12)

2- Grèce

Des centaines de touristes n'ont pas pu visiter l'Acropole d'Athènes samedi, veille de Noël, les gardiens du site s'étant mis en grève pour exiger le versement de salaires en retard.

Les gardiens de beaucoup d'autres sites archéologiques grecs se sont mis en grève samedi en annonçant qu'ils resteraient chez eux tous les week-ends jusqu'à ce que leur soient payés des arriérés de salaire. (reuters 24.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 décembre

CAUSERIE

La lecture des titres des six articles de presse qui figurent dans cette page permet de se faire une idée assez précise sur l'offensive en cours de la réaction, et par quels moyens elle compte s'y prendre pour l'amplifier dans les mois à venir contre tous les peuples.

A quoi bon de longs discours, à quoi bon répéter toujours la même chose puisque finalement cela ne sert strictement à rien ou presque.

Tout en maniant la démagogie, notre ennemi avance ses pions à découvert, il n'a pas trop le choix, il y est forcé par la crise, sans marge de manoeuvre il doit frapper vite et fort, il y est d'autant plus encouragé qu'en face les troupes ennemis sont désorientés, hésitantes, divisées, dispersées, disloquées, atomisées, sans véritable direction et sans stratégie surtout, donc faibles ou réduites à l'impuissance... mais présentant toujours une menace pour le régime ou plutôt un obstacle, une forme de résistance qui freine la mise en oeuvre de notre politique ultra réactionnaire.

Puisque chers camarades vous n'avez pas éprouvé le besoin de m'adresser vos bons voeux, entre nous je n'espérais rien, voici ceux que j'ai imaginés dans la bouche du chanoine de Latran et saint protecteur de la banque devant un parterre de notables.

Pour accélérer la cadence des destructions que nous avons engagées sur le plan social, nous devons nous donner comme objectif sur le plan politique de réduire à néant la capacité de cette résistance à se rassembler et à s'exprimer d'une seule voix, de façon à ce qu'elle ne puisse pas constituer une opposition radicale à nos plans meurtriers, le plus grand danger serait qu'elle y parvienne sur la base d'objectifs politiques qui porteraient un coup fatal au régime... Rassurons-nous, nous en sommes encore loin, mais...

Notre seule crainte réside dans une explosion sociale imprévisible et incontrôlée, dès lors qu'elle serait spontanée et échapperait à tout contrôle, y compris celui des appareils des syndicats et des partis. Le plus grand danger ne consiste pas en un appel à la grève générale à l'appel des syndicats, puisque par chance ils y sont tous opposés, mais dans l'état d'exaspération générale grandissant des masses laborieuses qui pourraient passer à l'action à la moindre étincelle.

C'est la raison pour laquelle il faut continuer de souffler le chaud et le froid, dramatiser la situation afin de manipuler les esprits des plus faibles et refroidir l'ardeur des plus vindicatifs, dans le meilleur des cas les diviser et dresser les uns contre les autres en recourant si nécessaire à des boucs émissaires, tout en présentant les sacrifices que nous leur imposons comme inévitables et un moindre mal face à un péril plus grand encore qui les menace et contre lequel leur sauveur suprême veille et les protège...

Pourquoi la plèbe ne le croirait-elle pas puisque nous venons de lui dire la vérité, la nôtre bien sûr, mais elle n'en sait rien, elle n'a pas été préparée à affronter une telle situation et elle n'y comprend rien, comment pourrait-elle se faire une idée du fonctionnement du capitalisme mondial, alors qu'elle n'a même pas idée d'être exploitée jusqu'au trognon, franchement un peu de sérieux. Puisque la démocratie et la république lui inspirent un respect quasi religieux, il faut l'en abreuver matin et soir jusqu'à épuisement du stock.

Il ne vous aura pas échappé mes chers amis, que notre franchise, les mauvaises langues parlent de cynisme, n'a d'égal que le silence de notre ennemi le plus coriace, qui ne s'aventure pas à dire la vérité au peuple par crainte de le voir fuir une fois pris connaissance de la tâche immense qu'il n'a jamais été foutu d'accomplir, par chance, à croire qu'elle nous a adoptée, je veux parler du parti révolutionnaire qui lui fait défaut et auquel par défaut nous devons d'être là tranquillement à converser. Vous voyez, nous n'avons même pas besoin de les réprimer pour leur imposer le silence, c'est formidable, non, alors profitons-en pour avancer.

Ajoutons messieurs que la balle est dans notre camp, et que même lorsque nous perdons la main nos chers partenaires sociaux s'empressent de nous la redonner gracieusement, que demande de plus le brave peuple de la finance, franchement, ah, ah, ah ! on en rigole bien entre nous je vous assure, avec le matracage médiatique que nous allons leur asséner et tous les complices dont nous disposons dans la place, félicitons-nous que la fatalité fasse si bien les choses et nous épargne jusqu'à présent.

En présentant nos crimes sous un jour favorable nous parvenons même à duper ceux qui étaient enclins à nous juger durement, voyez comment les uns et les autres s'accommodent finalement d'un système économique qu'hier encore ils vomissaient, c'est touchant, il faut être attentif à ces marques de dévotions soudaines, il ne vous aura pas échappé qu'aucun ne réclame la fin du capitalisme en dehors de quelques partis marginaux que nous n'avons même pas besoin de criminaliser pour le moment pour les tenir à distance des grandes masses, du reste ils ne présentent aucun danger réel dans la mesure où ils sont empêtrés dans de telles contradictions qu'ils en arrivent à légitimer notre pouvoir, ils nous mangent dans le creux de la main et nous réclament des entretiens, des faveurs, inespéré n'est-ce pas ? osons avouer que nous n'en demandons pas tant, c'est la preuve que nos idées gagnent du terrain chez notre ennemi et que nous avons bien travaillé durant l'année 2011.

Messieurs l'exercice auquel nous nous livrons s'avère périlleux et non sans péril si nous n'y prenons pas garde, il faut en avoir conscience, car il nous faut présenter la situation à la fois comme le produit d'une fatalité pour ne pas qu'on puisse nous accuser d'en être responsable, et nous devons faire en sorte de faire vivre l'espoir au coeur de chacun de nos concitoyens que sa situation s'arrangera un jour, disons dans un avenir qui doit demeurer indéterminé, vaut mieux ne pas trop s'avancer sur ce terrain glissant, d'ailleurs chacun d'entre nous sait parfaitement pourquoi, en réalité, ils sont loin d'être au bout de leur peine les bougres, cela ils ne sont pas censés le savoir et ce n'est certainement pas à nous de leur dire, laissons-les rêver puisque Hollande a eu la bonne idée de remettre cette expression à la mode.

Pour accompagner cette déchéance programmée de notre société, nous pouvons compter également sur le soutien indéfectible de l'église catholique, des religieux en général qui distillent la bonne parole du pardon, de la réconciliation et de l'amour universel, qui transforment si habilement les plus humbles sacrifices consentis par nos compatriotes en autant d'actions de grâce pour racheter leurs péchés et prétendre au royaume des cieux et à la vie éternelle, comme c'est beau, voilà une perspective divine qui vient à point nommer pour remplacer celle que l'on ne peut pas leur offrir sur terre, paix à leurs âmes si charitables. Même là où nos braves CRS ne peuvent plus se rendre sans se faire tirer dessus comme des pigeons, nos valeureux missionnaires de la foi dans l'ordre établi oeuvrent inlassablement à la pacification des âmes les plus rebelles à notre dictature, amen.

Admettons que nous ne pourrions mener à bien cette croisade pour un Nouvel ordre mondial sans la crasse ignorance du peuple qui nous est si chère, sans tous ces êtres faibles et viles, cupides, ignares ou hypocrites, qui ont fait leur la mission sociale de le servir et qui nous épaulent avec tant de talent, nous sommes scélérats au possible certes, mais pas ingrats au point de ne pas reconnaître publiquement leur sens inné de la responsabilité, messieurs levez-vous, saluons-les bien bas et portons un toast en leur honneur, ils l'ont bien mérité, notre salut dépend d'eux.

Gloire au Seigneur, enrichissez-vous et que la paix soit avec vous, vive la République, vive la France ! (pour conclure, avant de passer à table avec ses convives du Fouquet's, il récite une courte prière sur un ton angélique, suivie de La Marseillaise sur un ton martial.)

Fin.

On devrait se faire un honneur de refuser tout compromis, toute collusion avec notre ennemi, de défendre nos principes, notre programme et notre cause avec la plus extrême rigueur. Prolétaires de tous les pays unissez-vous pour abattre le capital. Vive la révolution socialiste mondiale !

Propagande patronale. Contre-argument.

Selon l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), en 2008, l'Allemand moyen a travaillé 1.429 heures. Le travailleur grec moyen, lui, a travaillé 2.120 heures. En Espagne, les personnes actives ont fourni en moyenne 1.647 heures; en Italie, 1.802. Les Néerlandais surpassent même leurs camarades germaniques dans la paresse, avec une charge de travail de seulement 1.389 heures par an. (slate.fr 25.12)

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse ne fait pas confiance aux observateurs de la Ligue qu'elle a réclamés.

La presse est beaucoup moins bavarde aujourd'hui sur la Syrie. Elle préfère focaliser son attention sur les attentats survenus en Irak.

Après avoir hurlé pendant trois semaines pour que la Syrie ouvre ses frontières aux observateurs de la Ligue arabe, la presse atlantiste et du Golfe s'efforce de présenter leur arrivée comme un événement sans importance :

- 1. Le « régime » pourrait se montrer moins violent en leur présence car leur venue aurait été précédée de vastes massacres ;
- 2. Les observateurs pourraient ne pas rencontrer les victimes, car celles-ci auraient été transportées dans des lieux inaccessibles ;
- 3. Le directeur de la délégation de la Ligue arabe, le général soudanais Mohammed Dabi, pourrait se montrer complaisant face aux crimes du « régime », car il serait lui-même un criminel de guerre. (Réseau Voltaire 23.12)

2- Pakistan

L'ancien joueur de cricket et opposant pakistanais Imran Khan a rassemblé au moins 100.000 personnes dans les rues de Karachi dimanche, accentuant la pression populaire sur le gouvernement civil et s'imposant un peu plus comme une force politique dans le pays.

Khan, fondateur de Tehreek-e-Insaaf (PTI) ou mouvement du Pakistan pour la Justice, a pris la tête d'un mouvement de mécontentement contre le président Asif Ali Zardari dont les relations avec l'armée sont au plus bas depuis l'affaire du "mémo".

Entre 100.000 et 150.000 personnes, selon la police, et plus de 500.000 personnes, selon le PTI, se sont rassemblées dans les rues de la capitale dimanche pour protester contre le gouvernement.

"Nous avons besoin d'un gouvernement qui change le système et qui mette fin à la corruption, nous avons besoin que le PTI arrive au pouvoir", a lancé Imran Khan à la foule. "La première chose qu'il nous faut c'est de mettre un terme à la corruption. Je promets que nous en aurons fini avec la corruption d'ici 90 jours."

Le 30 octobre dernier, Khan, qui est apparu dans de récents sondages comme l'un des hommes politiques les plus populaires du pays, avait organisé un rassemblement semblable à Lahore réunissant entre 100.000 et 200.000 personnes. (reuters 25.12)

Economie

1- Zone euro

La nouvelle est maintenant publique, le FMI aura la haute main sur les finances publiques en Euroland. Il y aura des accords de swap («échanges») à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI.

Commentaire incroyable de Valérie Pécresse, la ministre du Budget : les pays émergents et le Royaume-Uni pourraient d'autant plus lui faire confiance "que seul le FMI a la compétence pour mettre en place des plans de redressement des finances publiques et contrôler ces plans de redressement". Incroyable mais vrai ! Cette personne a-t-elle lu un manuel d'économie dans sa vie ? A-t-elle appris l'histoire de la mondialisation ?

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI.

Nous l'avions annoncé depuis quelques semaines et depuis des mois dans la lettre LIESI. La prochaine étape sera la BRI, à Bâle. Mais pour cela, il faut que les choses aillent vraiment très mal. On peut faire confiance au marché qui, de son QG de Londres, peut sur multiplier les munitions pour agir dans le sens qu'il entend.

Nous sommes abasourdis devant la célérité avec laquelle les autorités nationales abattent les frontières défensives du pays. En temps de guerre, ces comportements absolument criminels sont appelés « *intelligence avec l'ennemi* ». Il est vrai que pour les imbéciles utiles (formule de Lénine) du Système, il n'y a pas de complot contre les Etats-nations. Autant le dire : nous nous accordons avec les réflexions jugées non pas pessimistes, mais trop réalistes du Banquier anonyme qui a confié des choses que nous n'osons même pas publier. C'est consternant ! Et ne comptez pas sur la télépoubelle pour vous informer. Nous sommes déjà dans la dictature. Il faut bien endormir les dindes afin de mieux les plumer. (liesidotorg.wordpress.com 24.12)

2- France

Depuis plusieurs semaines, essayistes, journalistes, économistes flagornés par les grands médias, annoncent que la note de la dette de la France, à savoir le triple A, n'est plus de mise. Pourtant, les jours se suivent et semblent se ressembler. Conclusion évidente : si les banquiers internationaux n'ont pas encore donné de consignes précises apparentes, c'est qu'il y a quelque chose à réaliser AVANT la dégradation. C'est tellement logique mais encore faut-il le dire.

La journée du 21 décembre 2011 fut assez riche en informations pouvant éclairer les raisons de cette prolongation.

Récemment, nous nous interrogeons : pour quelles raisons les pays européens allaient-ils prêter de l'argent au FMI afin que celui-ci prête, à son tour, à certains pays européens ?

L'explication est sans doute dans un article de P. Herlin... et confirme ce que nous pressentions sur ce blog depuis plusieurs semaines.

"Ceci dit, comme le FMI et l'UE n'ont pas encore inventé la pierre philosophale, il y a quand même un gage dans cette affaire".
Lisons l'article : "ces avances ne présentent aucun caractère budgétaire pour l'État prêteur : il s'agit en réalité d'accords de swap (échanges) à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI" Et voilà : "l'or de la Banque de France (2 435 tonnes) sert, au moins pour partie, de garantie à ce montage !" (ladettedelafrance.blogspot.com)

Voilà qui devient plutôt lumineux. Ne comptons pas sur les carpettes politiciennes pour sonner le tocsin. Elles continueront leur besogne de destruction du pays, cherchant à illusionner sur leur rôle nécessaire dans cette crise qui va nous mener où l'on sait. (liesidotorg.wordpress.com 22.12)

Haut de page ↗

Le 27 décembre

CAUSERIE

Précision

Un jour j'ai écrit un peu à la hâte que le portail Atlantico était piloté par l'UMP, pour me rétracter deux jours plus tard car j'avais un doute. L'info qui suit montre que je ne m'étais pas tout à fait trompé.

- L'homme d'affaires Arnaud Dassier, ancien responsable de la campagne internet de Nicolas Sarkozy et actionnaire du site Atlantico annonce qu'il retire sa demande d'investiture UMP dans la 3e circonscription du Loiret.

Quant à son affiliation au parti de la majorité présidentielle, M. Dassier explique qu'après 23 ans de militantisme, il ne renouvellera pas son adhésion à l'UMP. (lemonde.fr 26.12)

Il en va de même de tous les portails d'informations soit-disant alternatifs et qui finalement sont tous liés à l'UMP et au PS. On jugera davantage un portail aux articles qui ne s'y trouvent pas qu'à ceux qui s'y trouvent. Hier dans Atlantico justement, j'ai lu un article pour le moins insupportable, son auteur faisait l'apologie de la finance et la dédouanait de toute responsabilité dans la crise actuelle, et dans Le Grand Soir qui se veut de gauche, j'ai parcouru en diagonale un article dans lequel l'auteur s'en remettait au Tea Party aux Etats-Unis, l'extrême droite du parti républicain.

On pourrait en conclure qu'il ne faut surtout pas se connecter sur ces portails jugés infréquentables, dans ce cas-là, en dehors du portail de votre propre parti vous ne vous connecterez plus sur aucun autre portail, et ceux qui ne sont adhérents d'aucun parti peuvent revendre leur ordinateur !

On se connecte sur quelques portails ciblés en fonction de la qualité des informations qu'ils diffusent et non pour leurs analyses, qui de préférence nous embrouilleront plutôt qu'autre chose, dès lors qu'on ne maîtrise pas les outils indispensables pour les décrypter ou qu'on ne maîtrise pas le sujet abordé, à notre insu, ce qu'on refusera d'admettre évidemment, car on a une telle idée de soi, qu'on se croit assez malin pour éviter de tomber dans les pièges ou les arcanes qui nous sont tendus par la pensée dominante.

Au mieux dans ce type de portails on trouvera des informations intéressantes et des analyses pertinentes, et dans neuf cas sur dix leurs conclusions correspondront aux besoins de notre ennemi de classe parce que leurs auteurs ne sont pas des marxistes tout simplement. Ce que je trouve intéressant dans ce genre d'articles, c'est qu'ils mettent en relief les contradictions du capitalisme, ensuite leur orientation dépendra de la classe à laquelle appartient son auteur ou de la conscience qu'il en a en fonction de ses propres intérêts. Plus son auteur aura l'impression de s'exprimer librement, plus son inconscience affleuera à la surface ou s'exprimera, plus ces contradictions jailliront plus nettement, or il se trouve que c'est justement leur penchant ou résolution dans un sens ou dans un autre qui détermine le cours de la lutte des classes, on comprendra dès lors qu'on y prête un minimum d'attention.

Personnellement je n'ai pas "sélectionné" des portails, je n'ai suivi les conseils de personne, j'ai découvert quelques portails en fonction de mes recherches sur le Net, qui étaient susceptibles de répondre à mon besoin d'information dans des domaines bien ciblés.

Ma bibliothèque, avant qu'elle ne soit détruite par le tsunami, ne comportait que des livres (un millier environ si je compte ceux que j'ai dû laisser en France) que j'avais minutieusement et librement choisis, adoptés, absolument personne au cours des 30 ans précédentes n'avait pu m'imposer la lecture d'un seul livre, encore moins en introduire un dans ma bibliothèque qui en fait était à l'image de mon parcours ou de mon développement intellectuel, c'était un peu comme ma propre histoire une fois sorti des ténèbres de l'obscurantisme qui m'avait habité jusqu'à l'âge de 19 ans, mon point de repère, mon guide, ma boussole, ma vie quoi. Il n'existe rien de comparable, certainement pas Internet. En réalité les choses furent un peu plus compliquées, comme presque toujours dans la vie, ce serait trop long d'entrer ici dans les détails, disons à partir du moment où je ne vivais plus seul.

Un écran ne remplacera jamais un livre, une toile ou une sculpture, il ne remplira jamais le même rôle, il y manquera toujours quelque chose, une part de sensualité palpable, qui est à elle seule une expérience sans cesse renouvelée et qui nous transporte dans le passé ou l'avenir selon notre humeur du moment, dans tous les cas une source d'inspiration inépuisable.

En famille

Le député souverainiste de l'Essonne, Nicolas Dupont-Aignan, estime sur BFM-TV, qu'il "est quand même temps qu'il y ait une nouvelle génération politique". "Je pense notamment à Arnaud Montebourg, qui pendant la primaire a dit exactement ce que j'ai

dit et qui maintenant malheureusement rejoint François Hollande qui ne fera rien", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 26.12)

L'actualité en titres.

Quel bon sens !

- Hervé Novelli : '*Produire français n'a du sens que si nos produits ne sont pas faits ailleurs*' - LeMonde.fr

Les étiquettes made in France ? Encore un qui doit sortir d'une "*grande école*"!

A la déchetterie !

- Lang décidera en janvier de sa future circonscription - Liberation.fr

Le régime des parrains

- Les Sages préparent l'opération «*parrainages*» - LeFigaro.fr

Un article relatif à l'élection présidentielle de 2012. Le Conseil constitutionnel est une institution antidémocratique et illégitime qui a validé les comptes truqués de Balladur en 1995, notamment, c'est Roland Dumas qui l'a reconnu.

Anticonstitutionnellement

- Villepin accuse les partis de «*kidnapper*» l'élection - LeFigaro.fr

Il a raison d'employer le pluriel, hier on voulait nous faire croire que la Ve République n'avait été conçu que pour le parti officiel du capital, l'UDR sous de Gaulle, devenu RPR sous Chirac, puis UMP sous Sarkozy, alors qu'en réalité la Constitution de la Ve République s'est très bien accommodée de Mitterrand et vice versa, allons plus loin, elle a été conçue de telle sorte que tous les partis qui participent aux institutions se partagent les rôles afin d'assurer la stabilité du régime, peu importe celui qui domine temporairement puisqu'ils sont tous inféodés au capital.

Il en est ainsi depuis la IIIe République, depuis le 3 août 1914, quand la SFIO se rangea derrière la bourgeoisie et vota les crédits de guerre. Depuis cette date, en France les institutions ont cessé d'être démocratiques, dans la mesure où aucun parti ouvrier représentant les intérêts de la classe ouvrière ne devait plus avoir d'élus et ne pourrait plus jamais s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale, pas même et surtout pas le PS et le PCF passés avec armes et bagages à l'ennemi.

C'est quand même simple à comprendre, dès lors que vous n'avez rien à attendre de ces partis à l'extérieur du Parlement, vous n'avez rien à en attendre à l'intérieur. Mais vous oubliez les illusions que les travailleurs plaçaient dans ces partis... Pas du tout, je me les suis gravé dans le cerveau pour ne jamais les oublier et je vais vous le prouver.

De quoi parlez-vous au juste, de quelles illusions s'agit-il, à quel niveau les situez-vous, quel contenu leur donnez-vous, quel contenu leur donnaient les travailleurs, quelle en était la nature sociale ou autrement dit, dans quelle perspective politique elles se situaient leurs illusions ? Vous êtes-vous seulement posés ces questions ? Pas une fois s'il vous plaît, à chaque élection depuis 30 ou 98 ans, à chaque fois que les institutions ont été portées sur le devant de la scène politique. Ceci est valable pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne notamment, pays où la social-démocratie (et les syndicats) a fait faillite et rejoint les rangs de la réaction. Il faut ajouter les partis communistes dégénérés et devenus staliniens, parfois sans même n'avoir jamais été communiste, en France par exemple.

Attendez, je ne comprends rien à ce que vous dites, vous cherchez à nous embrouiller ou quoi, vous ne seriez pas en train de refaire l'histoire par hasard, j'ai toujours entendu dire le contraire par des dirigeants et des militants qui avaient l'air de savoir de quoi ils causaient, certainement, ils avaient plus l'air qu'ils ne maîtrisaient la mesure en réalité, c'est en tout cas ma conviction.

Les réflexions des masses ne dépassent pas le stade superficiel des choses, et vous, vous vous employez à leur accorder une profondeur qu'elles n'ont pas, pour finalement échaffauder de belles théories sur cette base qui ne dépasse pas le stade des apparences, avouez qu'on ne peut se fier ou prendre au sérieux un tel procédé qui relève de l'aventurisme ou de la charlatanerie ou tout simplement de l'ignorance, qui en persistant devient au fil du temps de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, les deux à la fois généralement pour ne pas reconnaître qu'on s'est fourvoyé ou tout simplement ses erreurs d'analyses.

Et parce que les masses persistent à privilégier les apparences qui hélas sont généralement trompeuses, ce qui donne à leur comportement une impression de stabilité tout aussi trompeuse, animez de bonnes intentions, vous leur emboîtez le pas en

les privilégiant à votre tour, oubliant au passage que l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, pour à force de cultiver ses apparences les confondre avec la réalité ou pour être plus précis, définir dorénavant la réalité à partir de ces apparences alors qu'elles n'étaient que le produit déformé de la réalité, ces apparences finissant par prendre la place d'une réalité qui vous échappe ou qui vous est de plus en plus étrangère.

Parvenu à ce stade, pour reprendre une formule éculée, vous ne combattez plus les illusions sur le terrain des illusions, puisqu'elles se confondent dans votre cerveau avec la réalité qui demeure inaccessible à la conscience des masses, vous ne faites plus que les entretenir, vous êtes à votre tour gangrené par ces illusions, vous n'avez d'indépendance face aux appareils que l'apparence ou le nom, vous êtes devenu définitivement incapable de concevoir une ligne ou une stratégie politique qui ne repose pas sur ces illusions ou ne leur fasse pas la part belle.

Au XIXe siècle la classe ouvrière combattit pour obtenir des droits politiques qui devaient l'amener à participer aux institutions, combat pour la République et le suffrage universel notamment. Une fois ces objectifs atteints, les partis ouvriers participèrent aux élections et obtinrent des élus au Parlement, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Bien que leur dégénérescence ait commencé avant, leur participation au Parlement accéléra et amplifia leur décomposition au point de passer de l'autre côté de la barricade à l'heure des combats ou des épreuves décisifs qui allaient signifier leur mort comme parti ouvrier oeuvrant pour la cause du socialisme.

Cela ne date pas d'hier, mais d'un siècle, excusez du peu ! Et qu'a-t-on fait depuis ? Comme si rien ne s'était vraiment passé, cela peut paraître aberrant ou incroyable, c'est pourtant la stricte vérité. D'appels en faveur d'un gouvernement PS-PCF, au vote au premier ou au second tour des élections en faveur de leurs candidats, y compris à la présidentielle, en passant par une multitude de pétitions ou délégations en direction de leurs élus ou dirigeants, le tout enveloppé dans le front unique qui servait de caution théorique, à l'arrivée le meilleur moyen pour redorer leurs blasons tachés du sang de la classe ouvrière ou à défaut, car les masses ont fini par prendre définitivement leur distance avec ces partis pourris, faire en sorte que ces partis demeurent incontournables en s'adressant non plus à leurs dirigeants mais à leurs élus ou sympathisants en mal de bonne conscience ou encore à la crème des syndicalistes plus ou moins liés à ces partis et qui ne se reconnaissent pas dans le socialisme, ce qui était peut-être inutile de préciser ici.

Et pour que le mimétisme soit pour ainsi dire parfait, des partis ont été jusqu'à se refonder sur le modèle de la SFIO, le PCI et la LCR. Nostalgique des heures de "gloire" de la IVe République, l'union nationale en fait, de la période de la Ve République lorsqu'il y avait encore du "grain à moudre", l'un et l'autre n'ont cessé de faire allégeance aux institutions sans jamais avoir réussi à s'ancrer profondément dans les masses, à lui seul ce constat à valeur de faillite politique, notons au passage que la culture des apparences ou des illusions suffit à assurer la survie d'un petit appareil, autrement dit flatter l'ignorance des masses, le corporatisme des couches supérieures du prolétariat ou de l'aristocratie ouvrière, pour définir une stratégie qui nous ramène plus de deux siècles en arrière, l'Assemblée constituante, en ce qui concerne le POI, s'agissant du NPA les choses sont plus simples puisqu'à l'instar de LO, ce parti n'est pas foutu de définir la moindre stratégie. On a envie d'hurler : tout cela pour en arriver là ? Simple constat.

Aujourd'hui plus personne ne met le moindre espoir dans le PS et le PCF, dans aucun parti en dehors de leurs propres adhérents et encore, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes, au capitalisme, et ils ne sont pas près de se tourner vers le socialisme qu'ils confondent encore avec le stalinisme.

Quant aux syndicats, leurs dirigeants étant incapables de rompre avec le capitalisme et ses représentants, ces derniers étant engagés dans une féroce offensive contre tous nos droits ou acquis et donc ne lâcheront rien, leur décomposition va s'accélérer irrémédiablement, puisqu'il n'existe aucune force politique organisée suffisamment puissante pour inverser le cours des choses.

Notre destin est entre les mains de nos dirigeants, nous avons constaté que plus la pression du capital s'accroissait, plus ils penchaient à droite, ils faisaient la part belle aux illusions jusqu'à vouloir rencontrer le Bonaparte de service (POI) ou participer à la farce électorale de 2012 (NPA et LO), la crise aurait dû être une aubaine pour aider la classe ouvrière à comprendre le fonctionnement de la société capitaliste, élever son niveau de conscience politique et l'organiser, construire le parti de la révolution socialiste, trois ans viennent de s'écouler en pure perte, sans qu'on ait fait un pas en direction de notre objectif.

Du côté des militants de base que nous sommes, que pouvons-nous faire pour remédier à cette situation ? Inciter les partis et les militants qui se réclament de la révolution socialiste à se rassembler dans un seul et même parti. Discuter avec les travailleurs, en leur disant la vérité en face, toute la vérité, en employant un discours qui soit à leur portée, en essayant de leur faire comprendre que l'issue à cette crise du capitalisme repose uniquement sur eux, sur leur capacité à unir leurs forces et à se donner une nouvelle direction politique, ce à quoi nous oeuvrons 24H/24, et que si par malheur ils laissaient à d'autres le soin de décider de leur avenir, ils devraient s'attendre au pire, à vivre un terrible cauchemar dont ils n'ont pas idée aujourd'hui.

Vous aurez compris j'espère que ma critique, aussi sévère soit-elle, ne se veut pas destructrice ou négative mais l'inverse.

C'est la période des fêtes de fin d'année et nous avons tous besoin de décompresser un peu. Une petite histoire (réelle) qui

pourrait servir d'épilogue à ce qui vient d'être dit, sous la forme d'une métaphore.

J'aurais dû être chanteur ou plutôt choriste à l'Opéra de Paris, avoir un bon statut et voyager à travers le monde, bref un destin rêvé pour un gosse d'ouvrier en bâtiment. Au lieu de cela, j'ai erré de galère en galère toute ma vie pour atterrir finalement dans ce trou en Inde, pas vraiment génial.

46 ans plus tard, je n'en veux pas particulièrement à mes parents de m'avoir privé de ce destin formidable qui me tendait les bras. J'ai fait autre chose de ma vie, rien de très glorieux. J'essaie de me rattrapper un peu sur le tard. Je ne suis ni aigri ni rancunier, ni heureux ni malheureux. Ils ont cru bien faire et de mon côté j'ai fait ce que je pouvais voilà tout. Je ne les juge pas, je leur demande seulement de ne pas me juger à leur tour. C'est seulement ainsi qu'on pourra mieux se comprendre, ce qu'on n'a jamais été capable de faire auparavant. Mon père est décédé il y a 8 ans, donc il est trop tard en ce qui le concerne. Reste ma mère, qui commence à peine à réaliser que le monde dans lequel nous vivons ressemble étangement à celui que je lui décriais depuis que j'ai commencé à avoir une conscience politique, il y a 35 ans. Comme disait Trotsky, si j'ai bonne mémoire, on a le droit de douter, mais on n'a pas le droit de perdre espoir.

Sur ce, je souhaite à tous les militants une bonne continuation, une bonne santé à nos aînés, axons notre combat sur l'essentiel, sur ce qui nous rassemble au lieu de privilégier ce qui nous sépare, prenons conscience que ce qui peut nous rassembler, c'est aussi ce sur quoi la classe doit se rassembler pour vaincre, voilà ce que je souhaite à tous pour 2012.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 25 décembre à Casablanca et Rabat, à l'appel des jeunes du Mouvement du 20 février, qui revendique des réformes politiques profondes. Pour la première fois, la manifestation s'est déroulée en l'absence des représentants du mouvement islamiste Justice et bienfaisance.

Ce dernier s'est récemment retiré de la contestation menée depuis le début de l'année par les jeunes pour la démocratie. Entre 4 000 et 5 000 personnes sont descendues dans la rue dans le quartier populaire Hay Mohammadi à Casablanca pour appeler à la poursuite de la lutte pour les réformes démocratiques. A Rabat, le nombre de manifestants était de 300 à 500 personnes. La police a, pour sa part, indiqué à l'AFP que 3 500 personnes avaient manifesté dans tout le royaume. (lemonde.fr 26.12)

2- Israël

Une commission parlementaire israélienne examinait lundi matin un texte reconnaissant le génocide arménien, une mesure qui devrait aggraver les tensions déjà fortes avec la Turquie.

Le Parlement avait rejeté une proposition similaire en 2007, quand Israël et la Turquie entretenaient des liens étroits. Mais les relations se sont tendues depuis que la marine israélienne a tué neuf Turcs en mai 2010 lors de l'arraisonnement d'une flottille qui tentait de briser le blocus de Gaza.

En octobre, la Turquie a expulsé l'ambassadeur israélien à Ankara et rompu ses contrats militaires et de défense avec Israël.

«*Cela fait des années que nous travaillons*» sur ce projet de journée commémorative, a déclaré Georgette Avakian, membre du Comité national arménien à Jérusalem, à la radio publique. «*Nous espérons que le temps est venu*».

«*Pendant des années, le gouvernement israélien a refusé de reconnaître le génocide pour des raisons cyniques, stratégiques et économiques, liées à ses relations avec la Turquie*», a regretté Zahava Gal-On, une députée du parti de gauche Meretz qui soutient la proposition de loi. (liberation.fr 26.12)

Social

1- France

1.1- A propos de la grève dans les aéroports

Plusieurs syndicats d'agents de sûreté aéroportuaire ont signé lundi un accord de sortie de crise après onze jours de grève. Les fédérations FO, CFTC et UNSA du secteur ont décidé d'accepter les propositions du patronat, qui a offert une prime annuelle afin de sortir du conflit, la CFDT devant signer dans la foulée.

'Nous avons pris nos responsabilités, nous avons signé cet accord suite à la demande de très nombreux salariés qui souhaitaient sortir du conflit', a déclaré à l'AFP Erik Biro, secrétaire général de l'UNSA-FMPS. 'Nous leur demandons maintenant de reprendre le travail. Grâce à cet accord nous avons fortement limité la casse, même s'il n'a pas atteint les objectifs par rapport à nos revendications initiales', a-t-il poursuivi. M. Biro a aussi déploré 'l'atteinte à la grève' faite par le gouvernement en remplacement des grévistes par des forces de l'ordre, ce qui était 'inédit' et pose des problèmes juridiques.

'Les négociations étaient bloquées, le patronat a rouvert une fenêtre de négociations, et après consultation de notre base, nous constatons que les propositions sont mieux que rien', a expliqué de son côté Thierry Fressart, de la fédération services CFDT. Des négociations s'ouvriront au premier semestre 2012 pour fixer les modalités de l'augmentation de la prime proposée par le patronat, a-t-il précisé. De son côté, la CGT, non signataire, a fait savoir qu'elle allait 'consulter ses bases'. (lemonde.fr 26.12)

1.2- Chômage de masse.

1.2.1- Le chômage a encore augmenté en France en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis novembre 1999.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail et Pôle Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.900 (+1,1%) le mois dernier en France métropolitaine pour s'établir à 2.844.800. Sur un an, la hausse est de 5,2%.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,2%, soit 51.800 personnes de plus, pour atteindre 4.244.800. Sur un an, la hausse est de 5,6%.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 4.510.500.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi a été particulièrement vigoureuse pour les moins de 25 ans, puis pour les plus de 50 ans.

En catégorie A, le nombre de demandeurs âgés de moins de 25 ans a ainsi progressé de 2,2% (+2,3% sur un an) contre 0,7% pour les 25-49 ans (+2,9% sur un an) et 1,5% pour les plus de 50 ans (+15,4% sur un an).

En catégories A, B et C, ce nombre a augmenté de 2,2% pour les moins de 25 ans (+2,5% sur un an), de 0,9% pour les 25-49 ans (+3,6% sur un an) et de 1,5% pour les 50 ans et plus (+15,3% sur un an). (reuters 26.12)

1.2.2- L'organisation patronale CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) propose de porter de 18 à 30 mois la durée maximale des contrats à durée déterminée pour maintenir ces salariés dans l'emploi alors que les chefs d'entreprise hésitent à les embaucher en contrat à durée indéterminée. (reuters 26.12)

Question d'un internaute : "*Chez les adhérents de la CPME, la place du patron, elle est en CDD ou CDI ?*"

On a mieux comme solution : on ne renouvelle pas le bail du capitalisme ! Et des institutions !

2- Grande-Bretagne

Comme en 2010, les conducteurs du métro se sont mis en grève pour 24 heures à l'appel du syndicat Aslef afin d'obtenir une augmentation de salaire et une journée de récupération pour ceux appelés à travailler pour le «Boxing day», jour férié qui suit Noël. Toutes les lignes du métro étaient affectées: deux d'entre elles étaient fermées, certaines fonctionnaient partiellement et les autres connaissaient des perturbations. La veille, le métro n'avait pas fonctionné, comme c'est de tradition le 25 décembre.

La direction a accusé le syndicat Aslef de prendre les Londoniens «en otages» et affirmé que l'accord salarial concernant les conducteurs prenait en compte le fait de travailler un jour férié. Elle avait porté l'affaire en justice la semaine dernière pour tenter de stopper le mouvement mais a été déboutée. Le syndicat a prévu trois autres grèves de 24 heures, le 16 janvier, les 3 et 13 février. (20minutes.fr 26.12)

Economie

Economie mondiale

Le Brésil est passé devant le Royaume-Uni pour devenir en 2011 la sixième puissance économique mondiale, a annoncé lundi l'institut de recherche CEBR, basé à Londres.

Dans son dernier classement, le Center for Economics and Business Research place le Royaume-Uni à la 7e place des économies mondiales, derrière les Etats-Unis (1er), la Chine (2e), le Japon (3e), l'Allemagne (4e), la France (5e) et le Brésil (6e).

Dans une interview à la radio BBC, le directeur de ce cabinet, Douglas McWilliams, a souligné que ce classement montrait le poids croissant de l'Asie dans l'économie mondiale, au détriment des pays occidentaux.

"On voit aussi que des pays qui produisent des biens de première nécessité, comme les aliments et l'énergie, s'en sortent très bien et montent progressivement dans le classement économique" mondial, a-t-il ajouté.

Le CEBR prévoit aussi qu'en 2016, la France sera dépassée par le Royaume-Uni et qu'elle ne sera plus qu'à la 9e place des économies mondiales en 2020.

Toujours selon l'institut de recherche, la Russie et l'Inde devraient se hisser respectivement aux 4e et 5e rangs des puissances économiques mondiales en 2020. (Liberation.fr 26.12)

Les pays les plus puissants seront les plus peuplés, dont la superficie est la plus importante, ceux qui disposent des plus grandes forces productives, du sous-sol le plus riche... Bon, je l'avais déjà écrit en 2005.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 décembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un militant

- *"Cher camarade*

Il n'y a pas un jour que je ne prenne pas quelques instants pour lire tes "causeries". Je suis émerveillé de ta capacité d'analyse et, si je ne suis pas toujours d'accord avec toi, ton courage et ta tenacité forcent le respect.

Je pense par ailleurs que tu dois te sentir bien seul, à des milliers de kilomètres de tes racines. S'il y a quelque chose de raisonnable qu'un banlieusard puisse faire pour toi, je serais ravi de t'aider.

Bonnes fêtes de fin d'année, on boira un coup à ta santé. "

Merci camarade, ton courriel me touche beaucoup. Heureusement qu'on n'est pas toujours d'accord, car il m'arrive d'écrire des conneries !

Adhérez aux institutions de la Ve République : elle n'est pas ingrate !

La Commission nationale des comptes de campagnes a rendu son rapport annuel ce mardi. L'instance de contrôle constate que les partis sont financés à 42% par les aides publiques.

Au total, l'aide publique directe aux partis, petits et grands, a atteint 74,9 millions d'euros en 2010, souligne la CNCCFP dans ce rapport de 544 pages, publié chaque fin d'année au Journal officiel.

De plus, relève-t-elle, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et aux cotisants un avantage fiscal de 66%. Cette dépense fiscale équivaut à entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe, selon la Commission.

D'après le rapport, sur 296 formations politiques qui étaient tenues de déposer leurs comptes au plus tard le 30 juin 2011 pour l'exercice 2010, 230 ont respecté leurs obligations, 9 ont déposé des comptes non conformes et 57 n'ont déposé aucun compte.

Seuls les partis politiques ayant déposé leurs comptes certifiés par deux commissaires aux comptes peuvent bénéficier de l'aide publique calculée en fonction de leurs résultats aux dernières législatives. Ils sont également habilités à financer des campagnes électorales et d'autres partis.

"Les comptes de l'exercice 2010 présentent des résultats globaux proches de l'exercice précédent", souligne la CNCCFP. Les 230 formations ayant déposé des comptes certifiés exploitables ont dépensé plus en 2010 qu'en 2009, avec 187,5 millions d'euros de dépenses l'année dernière. (lexpress.fr 27.12)

Mediapart ou merdiapart ?

Le ministre du Travail et de la Santé Xavier Bertrand, mis en examen pour diffamation pour avoir accusé Mediapart d'utiliser des «*méthodes fascistes*», est renvoyé devant le tribunal correctionnel, a indiqué une source judiciaire ce mardi, confirmant une information du site. L'ordonnance de renvoi du ministre a été signée par une juge d'instruction parisienne le 16 décembre et la date de son procès devrait être fixée en mars, a-t-on précisé. (20minutes.fr 27.12)

N'importe qui, le secrétaire général de l'UMP (à l'époque, le 6 juillet 2010) ou le pape nous traiterait de tous les noms qu'on s'en foutrait éperdument monsieur Plénel, permettez-nous de vous dire que vous dérapez sur cette question.

Imaginez un instant qu'une explosion sociale se produise, ce qui se produira bien un jour ou l'autre chacun peut en convenir, et que le gouvernement emploie des méthodes policières dignes des SS ou de la gestapo, du régime de Vichy, nous ne pourrions pas les caractériser à leur juste valeur en employant par exemple ces comparaisons sans prendre le risque au mieux, de nous retrouver devant les tribunaux pour diffamation, au pire derrière les barreaux à titre préventif, au-delà d'être liquidé physiquement ou de disparaître, vous donnez là un prétexte (de plus et inutile) à notre ennemi pour nous réduire au silence.

A force de manier l'accusation en diffamation à l'endroit de n'importe quel propos, on va en arriver à devoir employer des périphrases inaudibles à la place d'un mot unique dont le contenu à lui seul suffit généralement à qualifier un acte ou un événement. Demain, il y en aura pour porter plainte en diffamation contre des périphrases dont le contenu aura été jugé trop explicite, autrement dit, nous n'aurons plus qu'à la fermer ou faire l'apologie du régime, le critiquer sera autorisé sans toutefois aller jusqu'à le condamner ou le remettre en cause et la boucle sera bouclée.

C'est une atteinte à la liberté d'expression qui ferait bon ménage avec le puritanisme anglo-saxon et la condamnation des paroles blasphématoires.

Quand nous qualifions la Droite populaire de l'UMP ou les ex-militants d'Ordre nouveau ou d'Occident, les Longuet, Devedjian et Cie. de nazillons, cela relève du raccourci, de l'économie du langage dit-on en linguistique, cela renvoie à quelque chose de bien concret, un vécu, une idéologie, une forme de pouvoir dictatorial extrême, barbare, résumé en un mot, qui pour le moment n'a pas pu s'exprimer pleinement, une forme de barbarie contenue, à la fois présente et en devenir, dont seuls quelques aspects affleurent à la surface dans un contexte qui ne lui est pas encore tout à fait favorable, donc l'emploi de ce terme correspond bien à la réalité, il n'est ni outrancier ni inopportun, on peut trouver aussi à son emploi une valeur préventive.

J'aurais la même attitude envers ce qu'ils appellent le négationnisme et sa condamnation par ceux qui sont les représentants de l'idéologie à l'origine du fascisme comme du stalinisme, idéologie qui a pour particularité d'avoir pour fondement l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, la servitude humaine, et ce n'est pas un hasard si ceux qui condamnent le négationnisme assimilent sciemment le communisme au fascisme, alors que le communisme est la négation du fascisme et du stalinisme qui sont sortis du même tonneau. Ceux qui condamnent le négationnisme sont eux-mêmes des falsificateurs de l'histoire de la lutte des classes ou de l'histoire tout court si l'on veut, cela procède de la propagande politique de la classe dominante.

Finalement, Mediapart fournit un argument supplémentaire aux censeurs, aux législateurs toujours à l'affût de la moindre occasion pour concocter de nouvelles lois liberticides et répressives, il remplit le rôle d'idiot utile auprès de ceux qu'il prétend combattre pour faire parler de lui, et faire oublier qu'en réalité il n'entend pas remettre en cause fondamentalement l'ordre établi.

Quand le secrétaire général d'un parti, qui compte parmi ses membres des dirigeants issus de l'extrême droite et des élus qui par la politique qu'ils préconisent sont dignes d'appartenir au FN, emploie l'expression "*méthode fasciste*" à l'encontre de journalistes réputés pour leur indépendance ou le sérieux de leur travail d'investigation, il se ridiculise, il témoigne qu'il n'a aucun argument valable à leur opposer, c'est accablant pour lui et en soi c'est suffisant.

Antisocial. Participer au "**sommet social**" sur l'emploi le 18 janvier à l'invitation de Sarkozy, c'est cautionner par avance les mesures qui seront adoptées par le gouvernement au profit du patronat.

A ce propos j'ai commencé à préparer un dossier sur ce sujet (voir plus haut dans cette page). Très rapidement, nous reviendrons sur cette question dans les jours suivants.

Les dirigeants syndicaux se partagent déjà les rôles comme d'habitude : la CFDT sert d'aiguillon, la voix de son maître, le Medef ; FO est d'accord pour co-organiser le chômage partiel à condition que le gouvernement casque, peu importe que tous les travailleurs ne soient pas logés à la même enseigne, du moment que son fond de commerce est servi, il se fout du reste,

comme toujours ; pour la CGT, le secrétaire confédéral Eric Aubin, interrogé par RTL, s'oppose aux pactes de "*compétitivité-emploi*" en entreprise, le chômage, il s'en lave les mains c'est plus simple et expéditif : "*l'emploi, on ne peut pas le garder à n'importe quelle conditions*", sachant que la direction de la CGT s'oppose à tout appel unitaire à la grève illimitée dans tout le pays.

Une campagne nationale devrait être lancée par les partis attachés à l'indépendance des syndicats envers l'Etat : N'y allez pas, il n'y a rien à négocier avec Sarkozy et le patronat, interdiction pure et simple des licenciements, nationalisation de toutes les entreprises en difficulté, confiscation des profits des entreprises du CAC 40, annulation rétroactive des exonérations de cotisations sociales depuis 20 ans, rétablissement des services publics privatisés ou supprimés, réduction massive du temps de travail et répartition du travail pour éradiquer le chômage, tout de suite, maintenant, sans délais ! Proposition à affiner ou compléter.

La mission des syndicats c'est de combattre le chômage, la précarité et la pauvreté, et non de les accompagner ou de les orchestrer avec les représentants du capital, dans la perspective du renversement du capital et la prise du pouvoir par les travailleurs. En se rendant à cette convocation, les dirigeants syndicaux acceptent le cadre qui leur est fixé par Sarkozy qui représente le patronat, ils acceptent de se situer sur le terrain du capital au lieu de se situer strictement sur celui du travail, c'est déjà une capitulation qui porte un coup terrible au syndicalisme.

Quels partis auront la volonté et le courage d'engager une telle bataille au niveau national ?

A propos de la Russie.

Il y a trois jours aux infos du soir de TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les manifestants ne se réclamaient d'aucun parti, d'où les rubans ou les ballons blancs qu'ils arboraient, le blanc symbolisant le rejet de la corruption dont tous les partis feraient l'objet, on veut bien le croire, et d'ajouter que les manifestants voulaient voter à la présidentielle de 2012 librement, pour le candidat de leur choix issu d'un parti politique. Une contradiction en apparence seulement.

Comme quoi, les manifestants ne rejettent pas les partis politiques en soi, mais les partis institutionnels qui sont tous corrompus. Une distinction qui ne m'a pas échappé et qui a toute son importance.

Chère année 2012 !

- Les tarifs des taxis vont augmenter de 3,7% - LeFigaro.fr

- La SNCF va augmenter ses tarifs de 3,2% le 3 janvier 2012 - figaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- Les médias internationaux accordent une très grande place au double attentat survenu à Damas (44 morts, 166 blessés). Ces articles étant souvent redondants, seuls quelques-uns ont été reproduits dans cette revue de presse.

Le recours à des kamikazes pour ce type d'opération est traditionnellement interprété comme la signature d'Al-Qaida. Cependant le Conseil national syrien et les leaders régionaux pro-US accusent le gouvernement Assad d'avoir perpétré lui-même ces attentats contre ses propres services de sécurité.

La presse internationale, qui considère le CNS en général et les Frères musulmans en particulier (Observatoire syrien des Droits de l'homme) comme seules sources crédibles, relaie leur interprétation sans chercher à la vérifier.

Selon les cas, les éditorialistes

- Visent d'abord à nier le déploiement en Syrie des hommes d'« *Al-Qaida en Libye* »

- Ou à charger un peu plus le dossier d'accusation du président el-Assad devant la Cour pénale internationale

- Ou enfin à souligner que l'administration Assad ne peut plus garantir la sécurité à ses concitoyens.

- Alors que le web francophone reprend très largement nos informations et nos analyses, Edith Bouvier, du *Figaro*, confirme le reportage de Daniel Iriarte pour ABC : des Libyens ont bien rejoint l'Armée syrienne libre. Cependant, elle cherche à la fois

à minorer leur rôle et à masquer leurs responsabilités. Abelhakim Belhaj, chef historique d'Al-Qaeda (dont il était le numéro 3) est ainsi qualifié « *d'ex-djihadiste* ».

- Les journaux canadiens se focalisent sur les propos de leur ministre des Affaires étrangères, John Baird, qui a annoncé de nouvelles sanctions contre la Syrie. Aucun média ne souligne que parmi les 81 entités et personnalités visées figure Cham Press TV. L'Occident qui se veut le défenseur de la liberté d'expression s'est habitué à censurer les médias de ses adversaires (après Al-Manar depuis la guerre israélo-libanaise, la TV libyenne durant la guerre de Libye, et la chaîne privée syrienne Ad-Dounia depuis le début des événements).

- Reuters observe que la société pétrolière russe Tatneft est contrainte de cesser ses activités en Syrie du fait des sanctions internationales. (Réseau Voltaire 25.12)

1.2- Peu de journaux paraissent ce lundi de Noël en Occident et aucun message particulier ne se dégageait des articles consacrés à la Syrie, hormis l'appel du Conseil national syrien à la Ligue arabe pour que ses observateurs viennent briser le siège dont Homs ferait l'objet. Cependant, sur place, nos correspondants constatent qu'il n'y a pas de siège et que la population se plaint au contraire de ne pas être protégée par l'armée.

Dans les pays catholiques les médias ont entendu l'appel du pape Benoît XVI à la fin des violences. Le Saint-Père s'est limité à exprimer un vœu pieux, s'abstenant de désigner les agresseurs et les victimes.

- *El Pais* donne longuement la parole à l'historien britannique Simon Sebag Montefiore qui valide doctement tous les slogans anti-syriens. Il n'est pas précisé que cet historien n'a jamais travaillé sur la Syrie, mais uniquement sur la Russie et qu'il défend en toutes circonstances des points de vue anti-soviétiques et sionistes.

- Dans *Today's Zaman*, l'ex-ambassadeur syrien en Suède, Mohammad Bassam Imadi, annonce l'union des mouvements de protestation civils au sein de l'Alliance nationale (Al Leqaa) et l'ouverture d'un bureau du Conseil national syrien à Istanbul et la possible installation de son siège à Paris.

- Egalement dans *Today's Zaman*, l'éditorialiste Ömer Taspinar s'inquiète de la polémique entre MM. Sarkozy et Erdogan (à propos du génocide arménien) qui éloigne la Turquie de sa mission en Irak et en Syrie.

- Enfin, depuis Beyrouth, la reporter du *Los Angeles Times* Alexandra Zavis relaye des accusations selon lesquelles des membres des forces de sécurité déguisés en médecins seraient venus dans les hôpitaux torturer et exécuter des manifestants blessés. Cependant, elle ne donne aucun nom de victime, ni d'hôpital, de sorte qu'il est impossible de vérifier ses imputations. (Réseau Voltaire 26.12)

Economie

1- Suisse

La crise du crédit risque de faire une nouvelle victime. Le premier raffineur européen Petroplus a prévenu les investisseurs que les banques lui avaient coupé l'accès à son crédit revolving d'un milliard de dollars. Cette nouvelle a provoqué une chute de 44% du titre à la Bourse de Zurich.

Les boursiers s'affolent. Il y a de quoi. À la lecture des derniers documents financiers, Petroplus est pris dans un engrenage dont il sera difficile de sortir. Premier point, le raffineur achetait ses barils avec un crédit à très court terme. L'arrêt de ce prêt l'empêche d'acheter la matière première pour poursuivre son activité. Deuxième point, son bilan est rempli d'«obligations pourries», avec des taux d'intérêt élevés. Cela rend difficile une restructuration financière. Troisième point, le secteur du raffinage connaît une crise de grande ampleur. Le secteur est en surcapacité en Europe. Tous les grands groupes comme Total, Shell, Exxon perdent de l'argent dans ce domaine. Les raffineurs doivent acheter le pétrole de plus en plus cher alors qu'ils ne peuvent pas répercuter toute la hausse sur les carburants. Surtout, les usines nécessitent des investissements réguliers qui sont de plus en plus difficiles à financer. À la différence de Petroplus, les grands groupes pétroliers peuvent compenser avec leurs autres activités comme l'exploration-production de pétrole.

En bref, Petroplus accumule les défauts et son avenir n'en est que plus sombre. Le groupe compte plusieurs sites en France dont un à Petit-Couronne, en Haute-Normandie. Sur place, 550 salariés attendent angoissés d'avoir plus d'informations sur leur avenir. Petroplus avait racheté le site en 2008 à Shell. Ce n'est pas la première fois que la filière raffinage craint pour ses emplois. (lefigaro.fr 27.12)

2- UE

Alors qu'en 2002, le secteur financier représentait quatre fois le PIB de l'Union européenne, il est passé à six fois en 2007, au début

de la crise. L'argent qui circule dans cette sphère financière ne sert pas qu'à soutenir les investissements de l'économie réelle mais aussi à nourrir des flux spéculatifs inutiles pour l'économie réelle.

Il y a eu une modeste évolution de la situation (...), le volume de la sphère financière est revenu à 5,5 fois le PIB de l'Union européenne.

La sphère financière a pris une telle importance dans l'économie générale, en terme de croissance des Etats notamment, qu'elle est devenue essentielle. Elle a été un facteur majeur de la progression de nos pays ces dernières années. En 1950, la finance représentait environ 3% du PIB américain. Elle est montée à plus de 10% peu avant la crise et se trouve aujourd'hui aux alentours de 8%.

Lorsqu'un tel pourcentage de votre économie dépend directement de la finance, vous ne pouvez pas vous permettre de la sacrifier. C'est ce qu'on observe au Royaume-Uni. Dans le domaine des produits dérivés, chaque banque a son propre fonctionnement et refuse toute forme de régulation centrale européenne. (atlantico.fr 27.12)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est la fin de l'année, pas trop tout de même !

Pas de compromis : êtes-vous dans la norme "*académique*" ?

A propos de la taille du pénis, les chirurgiens français sont tellement sollicités pour des opérations d'extension pénienne que l'Académie nationale de chirurgie a été obligée de publier ce qu'elle estime être les chiffres normaux des dimensions du pénis humain. Verdict: au repos: 9 à 9,5 cm (circ: 8,5 à 9) / érection: 12,8 à 14,5 cm (circ: 10 à 10,5). (atlantico.fr 28.12)

Voilà qui devrait faire consensus ! Pendant que des femmes se font poser des implants mammaires...

Plus de femmes aux seins plats, plus d'hommes aux petites bites, plus de puberté avec des poils, plus d'été avec des nuages et de la pluie, plus d'hiver avec de la neige, plus d'océans avec des vagues, plus de chiens qui ignorent le caniveau dans leur patrimoine génétique, plus de guerre avec des morts, dans notre camp cela va de soi, plus de lait avec de la crème, plus de café avec de la caféine, plus de thé avec de la théine, plus de vin avec de l'alcool, plus de sauces qui tachent, plus de fruits ou légumes avec des imperfections, plus de viande avec de la graisse, plus de poisson avec des arrêtes, plus d'orange avec des pépins, plus de cerise avec des noyaux, plus rien à bouffer qui n'ait pas été manipulé génétiquement ou empoisonné au préalable par des engrais et des pesticides, en voilà un idéal, plus de routes avec des accidents, plus de crises du capitalisme, plus de travail avec de la sueur, des larmes et des salaires de misère, non, pardon, ce n'est pas encore au programme de ce monde dirigé par de grands malades... et pas seulement du cerveau ! Bref, je ne supporte plus rien, je sens que je vais craquer tant le monde qu'ils nous ont fabriqué est insipide, débile !

Dialogue entre le philosophe et son miroir.

- Je déteste la terre entière et moi avec, c'est peu dire... Tenez, le ciel aussi !

- Faut pas se mettre dans des états pareils, vous vous faites du mal pour rien, ils nous préparent un monde merveilleux : plus de problèmes, plus de douleurs, plus d'angoisses ici bas... rien que des sacrifices et le bonheur éternel ! Dans l'au-delà pour ce dernier, j'entends. Cela vaut bien une messe le jour de Noël, faites donc un voeux.

- Je n'ai pas le coeur à cela.

- Remarquez que je n'en ai jamais fait moi-même. Laissez-vous tenter pour une fois, arrêtez de broyer du noir et essayez d'imaginer la vie en rose à partir de 2012.

- Je peux pas. Je peux pas, j'y arrive pas, c'est plus fort que moi.

- Vous manquez singulièrement de volonté, diable reprenez-vous, ce n'est pas encore la fin du monde, disons, pas tout à fait.

- Vous blasphémez, vous finirez en enfer.
- Bien parlé, nous avons déjà un pied dedans et je vous laisse deviner où l'autre a eu l'idée de se fourrer.
- Vous avez le coeur à plaisanter, pas moi ! Il y a un proverbe qui dit : Dieu est pour les gros escadrons, la fortune favorise les plus forts, et je me sens si pauvre, si faible, si moche, si bête, si inutile.
- Ce n'est pas une raison pour vous laissez aller, il y a un autre proverbe qui dit : Voix du peuple, voix de Dieu, vox populi, vox dei en latin si vous préférez. Le peuple c'est vous, c'est moi, voilà qui devrait vous remonter le moral, nous sommes Dieu tout puissant...
- Vous vous moquez de moi, il y a un autre proverbe qui dit : L'homme propose, Dieu dispose. C'est plutôt démoralisant, qu'en pensez-vous ?
- Foutaise, c'est vous qui avez commencé avec ces foutus proverbes à la noix, je vous en sors un dernier et on s'en tiendra là pour aujourd'hui.
- D'accord, au point où nous en sommes, je n'ai plus rien à pendre, pardon à perdre.
- Ce n'est pas tout à fait un proverbe mais cela fera l'affaire, ce fut jadis la devise de Blanqui et des anarchistes : Ni Dieu ni maître, donc vous voyez bien que personne ne vous impose de supporter plus longtemps votre condition misérable, la fatalité n'existe pas.
- C'est vous qui le dites.
- Parfaitement, et je me fais fort de vous le prouver sur le champ, après je vous quitte, j'ai à faire. Vous êtes à la fois Dieu et son disciple, le maître et son serviteur, ça s'annule vous comprenez, non évidemment, vous êtes borné ! Votre problème, c'est que vous vous comportez comme un hémiplegique, notez bien que cela n'a rien à voir avec le dernier compliment que sieur de Villepin a adressé aimablement à son boucher, vous ne voyez que le disciple et le serviteur qui est en vous, prenez sur vous et vous deviendrez le maître de votre destin.
- Etait-ce cela votre vœux ?
- Prenez cela de la sorte si cela vous agrée ou vous soulage, tous les moyens sont bons pour vaincre l'inertie du vieux monde pourri qui pèse de tout son poids sur vos épaules et qui vous réduit à l'impuissance et vous condamne à une existence si misérable. Imaginez un instant que tous les gueux qui partagent votre triste sort trouvent la voie de leur émancipation, et ce n'est pas seulement de votre destin que vous deviendrez le maître, mais du monde, de l'univers tout entier.
- C'est peut-être un peu trop ?
- Soit, c'est une façon de parler idiot, avec vous on a toujours l'impression d'en dire trop ou pas assez ! Mais je ne vous en veux pas, cela prouve au moins que vous m'avez entendu jusqu'à la fin, ce qui est déjà un progrès, puisque lorsque je vous ai rencontré vous étiez hermétique à tout discours.

Fin.

Intox et propagande. Syrie : La baudruche se dégonfle.

- La situation est rassurante à Homs, dit le chef des observateurs - reuters
- Des militants refusent de rencontrer les observateurs à Homs - reuters
- Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie: «*Les médias occidentaux exagèrent la situation*» - 20minutes.fr

Non, ce n'est pas possible, il y aurait manipulation quelque part, franchement, qui l'aurait cru !

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a évacué en cinq secondes la Syrie, et pour cause, il a préféré s'attarder sur l'Iran qui menace de bloquer le détroit d'Ormuz et sur la Corée du Nord qui a accepté comme seul représentant officiel étranger aux obsèques du dictateur coréen décédé, l'ambassadeur de Chine à Pyongyang, précisant : "*deux régimes qui se disent communistes*". Ouf, si ce sont eux qui l'affirment, on n'est pas obligé de les croire, faites passer le message !

Vive le communisme !

Concrètement.

Selon un sondage Opinionway pour La Croix, seulement 10% des Français estiment que les réponses apportées par les candidats à la présidentielle sont "*plus concrètes qu'en 2007*", 30% les jugeant "*moins concrètes*" et 59% "*ni plus, ni moins concrètes*".

27% d'entre eux considèrent que la campagne telle qu'elle se déroule "*apporte des réponses proches*" de leurs préoccupations, et 72% "*éloignées*" de leurs préoccupations. 1% ne se prononcent pas. (lexpress.fr 28.12)

Autrement dit, la légitimité de la prochaine élection présidentielle tourne autour de 10%.

L'actualité en titres

Il est déjà parti ?

- 2012 : Sarkozy, le plus mal parti des présidents de la Ve - Lexpress.fr

... peut-être pas..

- Chômage : Xavier Bertrand veut créer le cdi pour intérimaires - liberation.fr

.... il pourrait tenter sa chance ailleurs.

- Le seul candidat à la présidence de la Moldavie se retire - Reuters

Taxer la majorité pour engraisser la minorité. Mode d'emploi.

- Budget: le Conseil constitutionnel valide la taxe sur les sodas et la hausse du taux de TVA - Associated Press

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - lepoint.fr

Comment ? Réponse : Le Conseil constitutionnel vient de censurer les dispositions qui instauraient une taxe sur le commerce des fréquences TNT, considérant que le législateur n'avait pas été suffisamment rigoureux dans sa rédaction. Cette taxe, de 5 %, avait été conçue après la cession par Vincent Bolloré des chaînes Direct 8 et Direct Star au groupe Canal+. Ces deux fréquences, attribuées gratuitement par le CSA, ont été valorisées à 465 millions d'euros. Vincent Bolloré évite ainsi le paiement d'une taxe qui lui aurait coûté une vingtaine de millions d'euros... (lepoint.fr 28.12)

Histoire de vases communicants

- Bouygues réclame 9 millions au Canard enchaîné pour diffamation - Reuters

- Comment Bolloré échappe à 20 millions d'euros de taxe - LePoint.fr

- L'UMP a renfloué ses caisses en vue de la présidentielle - LeFigaro.fr

Avancées sociales

-Tempête Joachim : 5.000 clients de France Télécom sans téléphone en Sud-Bretagne - 20minutes.fr

- Des députés PS veulent simplifier le changement d'état civil des transsexuels - liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

Moldavie

La crise politique devrait se prolonger en Moldavie après que le seul candidat à la présidence de la République a annoncé son retrait mercredi.

Le président du Parlement Marian Lupu a renoncé à briguer la plus haute fonction de l'Etat. Le président, qui jouit d'importants pouvoirs exécutifs, doit être élu par le Parlement le 15 janvier. Le scrutin devra probablement être repoussé si personne ne se présente à sa place.

La Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, n'a plus de président depuis plus de deux ans, aucun groupe parlementaire n'ayant réussi à rassembler les 61 voix (sur 101 élus) nécessaires.

Lupu est président par intérim en tant que président du Parlement. Lors d'un vote le 16 décembre, il n'avait pas réuni le nombre de voix nécessaires.

Un nouvel échec aurait provoqué la dissolution automatique du Parlement et des élections législatives anticipées. (reuters 28.12)

Comme quoi on peut très bien se passer d'un monarque ou d'un Bonaparte !

Social

France

Le CDI jusqu'au dernier souffle ou...

Le nombre de départs à la retraite a diminué au troisième trimestre 2011 à la suite de la réforme des retraites qui a repoussé l'âge légal de départ à compter du 1er juillet, selon une étude du ministère de l'emploi (Dares) publiée mercredi 28 décembre.

Les départs à la retraite ont ainsi baissé de 32 % dans les entreprises de 10 salariés ou plus, relève la Dares. Le taux de départs à la retraite (calculé par rapport au nombre total de salariés) diminue ainsi de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, à 0,2 %.

La Dares voit dans ce 'repli marqué' la conséquence de *"l'entrée en vigueur du recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite au 1er juillet 2011"*. Aux termes de la loi du 9 novembre 2010, l'âge d'ouverture des droits à la retraite est passé de 60 ans à 60 ans et quatre mois à compter du 1er juillet 2011.

Cette baisse entraîne une diminution du taux de sortie fins de contrat à durée déterminée, démissions, licenciements économiques et autres, fins de période d'essai et départs à la retraite qui décroît de 0,1 point (12,6 %) après s'être accru de 0,5 point au trimestre précédent. (lemonde.fr 28.12)

2- ... la précarité en CDI toute la vie, choisissez !

Des CDI pour les intérimaires... C'est la proposition faite hier par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, lors d'un déplacement à Reims dans une agence Pôle Emploi.

«Crise ou pas crise, il y a la possibilité de passer vers plus de CDI [...], cela pourrait montrer que le marché du travail en France n'est pas signe de précarité», a-t-il ajouté, précisant que la mesure pourrait aussi concerner les travailleurs saisonniers. (Liberation. fr 28.12)

Hier sur RTL, il avait précisé que sa proposition de *«pactes compétitivité emploi»* dans les entreprises était destinés à adapter salaires et temps de travail en fonction de la conjoncture précise Libération. Adapter les salaires au temps de travail *"en fonction de la conjoncture"*, c'est purement et simplement la liquidation du contrat de travail, du CDI !

Economie

Banque

Citigroup a annoncé mercredi un accord définitif de cession de sa banque de détail belge Citibank Belgium à Crédit Mutuel Nord Europe (CMNE), du Groupe Crédit Mutuel.

"Cette cession d'actions concerne l'ensemble des activités de la banque de détail de Citibank en Belgique, qui comprend actuellement 700 employés, 198 points de vente, 500.000 clients et un US GAAP Total Assets en Septembre 2011 de 4,1 milliards de dollars US", écrit Citigroup dans un communiqué.

La banque américaine, qui ne donne pas de détails financiers, précise que la transaction doit encore recevoir les autorisations réglementaires.

Un porte-parole de CMNE a précisé que la cession incluait les activités de cartes de crédit et de crédit à la consommation de Citibank en Belgique. (reuters 28.12)

[Haut de page ↗](#)